
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
VOL. XXXV

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 14 FÉVRIER AU 28 MARS 1901
CES DEUX JOURS INCLUS

Dans la première année du règne de Notre Souverain
LE ROI EDOUARD VII

ÉTANT LA PREMIÈRE SESSION DU DIXIÈME PARLEMENT DE LA
LÉGISLATURE DE QUÉBEC

SESSION 1901

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

QUÉBEC :
IMPRIMÉ PAR LA CIE D'IMPRIMERIE DE QUÉBEC

1901

VOL. XXXV



PROCLAMATIONS

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ

VICTORIA. par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*; TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce NEUVIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre-Règne la soixante-troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—

SALUT:

PROCLAMATION.

A TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de MAI mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec*;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI, LE SEPTIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce VINGT-DEUXIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le SEPTIÈME jour du mois de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le SEPTIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos bien aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, JEUDI, le SEIZIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce VINGT-TROISIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le SEIZIÈME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

A TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le SEIZIÈME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce NEUVIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI, le TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le TROISIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—

SALUT:

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec*;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, JEUDI, le TREIZIÈME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Citoyens et Bourgeois élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et à tous ceux que les présentes peuvent concerner,—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'OCTOBRE dernier, il nous a plu proroger la Législature de Notre Province de *Québec*, et la convoquer pour le TREIZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil neuf cent.

ET ATTENDU que, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Québec*, Nous avons jugé à propos de dissoudre l'Assemblée Législative de Notre dite Province;

A CES CAUSES, par Notre présente Proclamation Royale, Nous dissolvons la dite Assemblée Législative; Nous exemptons, en conséquence, les Conseillers Législatifs et les Citoyens et Bourgeois de l'Assemblée Législative de l'obligation de s'assembler et d'être présents le TREIZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, mil neuf cent.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUATORZIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner,—

SALUT:

PROCLAMATION.

ATTENDU que c'est Notre désir et détermination de rencontrer, aussitôt que faire se pourra, Notre peuple de Notre Province de *Québec*, et d'avoir son avis en Parlement.

A CES CAUSES, Nous faisons connaître, par les présentes, Notre volonté et Plaisir Royal de convoquer la Législature de Notre dite Province, et Nous déclarons de plus que, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Québec*, Nous avons, ce jour, donné des ordres pour l'Emission de Nos Brefs d'Election, en due forme, pour constituer l'Assemblée Législative de Notre dite Province, lesquels Brefs d'Election seront en date du QUINZIÈME jour de NOVEMBRE courant, et rapportables le TROISIÈME jour de JANVIER prochain, les présentations des candidats aux différentes Elections, dans tous les Districts Electoraux de la Province, auront lieu et se feront le TRENTIÈME jour du mois de NOVEMBRE courant, à l'exception cependant de Nos Brefs d'Election pour le District Electoral de GASPÉ, et pour le District Electoral de CHICOUTIMI et SAGUENAY, lesquels Brefs d'Election seront rapportables le TROISIÈME jour de JANVIER prochain, et pour le District Electoral des ILES DE LA MADELEINE, lequel Bref d'Election sera rapportable le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDIN,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner, —

SALUT :

PROCLAMATION.

SACHEZ QUE, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre peuple de Notre Province de *Québec*, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Québec*, convoquons, par ces présentes, l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en Notre Cité de *Québec*, en Notre dite Province, LUNDI, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, pour lors et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province: TÉMOIN, Notre fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIÈME jour du mois de JANVIER prochain.

SALUT :

PROCLAMATION.

A TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au SEPTIÈME jour du mois de JANVIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au QUATORZIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de FÉVRIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

QUÉBEC.

SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL a appris avec le plus profond regret la mort de Sa Majesté la Reine Victoria, nouvelle qui a été communiquée à Son Excellence dans le cablegramme suivant du Très Honorable Secrétaire d'Etat pour les Colonies;

Londres, 22 janvier 1901.

"Regrettons vivement d'avoir à vous informer que la Reine est décédée à six trente ce soir."

(Signé) CHAMBERLAIN.

Par ordre,

HARRY GRAHAM,

Capt. et A. D. C.,

Secrétaire *pro tempore* du Gouverneur-Général.

Hôtel du Gouvernement, 23 janvier 1901.

MINTO.

CANADA.

Par Son Excellence, le Très Honorable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Comte de Minto et Vicomte Melgund de Melgund, Comté de Forfar, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de Minto, Comté de Roxburgh, dans la Pairie de la Grande-Bretagne, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand'Croix de Notre Ordre Très Distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A tous ceux qui les présentes verront,—

SALUT:

ATTENDU qu'il a plu à Dieu Tout Puissant d'appeler à lui, dans Sa miséricorde, Notre ci-devant Dame Souveraine la Reine Victoria, de bienheureuse et glorieuse mémoire, par lequel décès la Couronne Impériale du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et de tous les autres empires de feu Sa Majesté, est seule et légitimement dévolue au Haut et Puissant Prince Albert-Edouard, Prince de Galles, Ja, le dit Sir Gilbert John Elliott, Comte de Minto, Gouverneur Général du Canada, comme susdit, assisté par le Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada, et avec son concours cordial et zélé, publie en conséquence par la présente et proclame que le Haut et Puissant Prince Albert-Edouard, Prince de Galles, est maintenant, par la mort de feu Notre Souveraine, de bienheureuse et glorieuse mémoire, devenu notre seul, légitime et en tout droit lige, Seigneur, sous le nom et titre de "Edouard Sept, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi," auquel sont dû toute foi et constante obéissance, ainsi que notre humble et cordiale affection. Et je requiers et commande par la présente à toutes personnes quelconques d'y obéir et de se gouverner en

conséquence. Suppliant l'Etre Suprême par lequel les Rois et les Reines règnent, de bénir le Prince Royal Edouard Sept, de longues et heureuses années à régner sur nous.

Donné sous mon Seing et le Sceau de mes armes à *Ottawa*, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER, en l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent-un, et dans la première année du règne de Sa Majesté.

Par ordre,

R. W. SCOTT,
Secrétaire d'Etat.

DIEU SAUVE LE ROI.

EDOUARD SEPT, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux qui les présentes verront,—

SALUT :

PROCLAMATION

DAVID MILLS, } ATTENDU qu'en vertu du chapitre dix-neuf des
Procureur Général, } Statuts révisés du Canada, intitulé : " Acte
CANADA. } concernant les employés publics ", il est, entre
autres choses, statué qu'au décès du Souverain, il ne sera pas nécessaire de renouveler les commissions en vertu desquelles les officiers, employés ou fonctionnaires publics du Canada exerçaient leurs professions ou remplissaient leurs fonctions sous le règne précédent; mais qu'une proclamation sera émise par le Gouverneur Général, autorisant tous les fonctionnaires du Canada, qui tenaient des commissions sous le Souverain décédé, et tous les fonctionnaires exerçant quelque profession en vertu de commissions, à continuer l'exercice de leurs devoirs, fonctions et professions, respectivement ; et que cette proclamation suffira et que les titulaires, aussitôt que possible, prêteront le serment d'allégeance ordinaire et d'usage devant l'officier ou les officiers à ce préposés.

EN CONSÉQUENCE, d'après l'avis de Notre Conseil Privé, pour le Canada, Nous autorisons, par la présente proclamation, tous les fonctionnaires du Canada qui, au moment du décès de feu Notre Royale Mère, de glorieuse mémoire, tenaient dûment et légitimement quelque office, place ou emploi, ou jouissaient dûment et légitimement de quelque office, place ou emploi, civil ou militaire, dans Notre Puissance du Canada, ou qui tenaient des commissions sous le Souverain décédé, et tous les fonctionnaires qui exerçaient quelque profession en vertu de telles professions, à continuer respectivement l'exercice de leurs devoirs, fonctions et professions ; en foi de quoi la présente proclamation suffira.

Et nous ordonnons à tous les titulaires de tels offices et fonctions et à toutes personnes tenant des commissions comme susdit, de prêter, aussitôt que possible, le serment d'allégeance ordinaire et d'usage envers Nous, devant l'officier ou les officiers à ce préposés.

Et Nous enjoignons et commandons par les présentes à tous nos fidèles sujets de donner aide, appui et assistance à tous ces officiers du Canada et autres fonctionnaires dans l'exercice et l'exécution des devoirs de leurs offices et places respectives.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos Lettres Patentes et apposer aux présentes le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre fidèle et Très Bien-aimé Cousin le Très-honorable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Comte de Minto et Vicomte Melgund de Melgund, comté de Forfar, dans la pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de Minto, comté de Roxburgh, dans la pairie de la Grand-Bretagne, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand-Croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, etc, etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, dans Notre Cité d'*Ottawa*, le VINGT TROISIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent un, et dans la première année de Notre-Règne.

Par ordre,

R. W. SCOTT,

Secrétaire d'Etat.

DIEU SAUVE LE ROI.

CANADA, }
Province de Québec. }

PROCLAMATION par Son Honneur l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ,
Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

ATTENDU qu'il a plu à Dieu, dans sa miséricorde, de rappeler à lui Notre Bien-Aimée Souveraine, la Reine Victoria, de glorieuse mémoire, et que, par suite de ce décès, la couronne impériale du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et de toutes les autres possessions de l'empire britannique, est dévolue légalement à Son Altesse Royale Albert-Edouard, Prince de Galles, je, Louis Amable Jetté, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, dans la Puissance du Canada, de l'avis et

avec le loyal concours du Conseil Exécutif de cette Province, proclame par le présent, que par ce décès de Notre Bien-Aimée Reine, Son Altesse Royale Albert-Edouard, est maintenant par la Grâce de Dieu, sous le nom d'Edouard VII, notre seul et légitime souverain, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi; et que nous lui devons foi et obéissance ainsi que notre humble et sincère affection, et je requiers et ordonne en conséquence à toutes personnes dans cette province de reconnaître son autorité et de s'y soumettre.

Je prie Dieu qui régit les rois et les peuples de bénir Sa Majesté Edouard VII, Notre Souverain, et de lui accorder de longues et heureuses années de règne.

Donné sous mon Seing et le Sceau de mes armes, à *Québec*, ce VINGT-QUATRIÈME jour du mois de JANVIER mil neuf cent-un, et dans la première année du règne de Sa Majesté.

(Signé) L. A. JETTÉ,

Par ordre de monsieur le Lieutenant-Gouverneur.

JOS. BOIVIN,

Assistant-secrétaire de la Province.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD SEPT, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux qui verront ces présentes ou qu'elles peuvent concerner

—SALUT :—

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que par l'article 601 des statuts
Proc.-Gén. } refondus de la province de Québec, il est déclaré qu'il n'est pas nécessaire de renouveler, au décès du souverain, les commissions ou nominations en vertu desquelles les officiers ou les employés publics de la province remplissaient les charges ou exerçaient leurs professions respectives sous le règne précédent; mais qu'une proclamation est émise par le lieutenant-gouverneur autorisant tous ces officiers ou employés de continuer l'exercice de leurs fonctions ou professions et que ces officiers ou employés doivent prêter le serment d'allégeance devant les officiers préposés à cet effet le plus tôt possible après telle proclamation.

A CES CAUSES et de l'avis du conseil exécutif de la province de Québec, nous autorisons par la présente proclamation toutes personnes, officiers et employés publics de la province qui remplissaient dûment et légalement des charges ou exerçaient des professions au moment du

décès de notre royale mère, de glorieuse mémoire, dans notre dite province de Québec, à continuer l'exercice de telles fonctions ou professions ; la présente proclamation devant être pour eux un titre suffisant à cette fin.

Et nous ordonnons que toutes telles personnes, officiers ou employés publics, exerçant des fonctions comme susdit, devront aussitôt que possible après cette proclamation, prêter le serment d'allégeance devant les officiers à ce préposés.

Et nous demandons et commandons à tous nos fidèles sujets d'aider et favoriser tous tels officiers et employés de la province dans l'accomplissement et exécution de leurs devoirs respectifs.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait opposer le grand Sceau de Notre Province. TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la dite province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre-Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Assistant-secrétaire de la province

MINTO.

[L. S.]

CANADA.

EDOUARD SEPT, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—

SALUT :

PROCLAMATION.

DAVID MILLS, } ATTENDU que SAMEDI, le DEUXIÈME jour d-
Procureur général, } A FÉVRIER, a été fixé pour les obsèques de feu Sa
Canada. } Majesté Notre Royale Mère d'heureuse et glorieuse
mémoire ;

ET SACHANT BIEN que Notre profonde douleur est partagée par nos dévoués sujets en Canada, Nous désirons leur fournir une occasion d'ex-

primer leur détresse et de Nous témoigner leur sympathie dans la grande affliction qui nous a frappé ainsi qu'eux—

A CES CAUSES, Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, de fixer et réserver, et par les présentes Nous fixons et réservons SAMEDI, le DEUXIÈME jour de FÉVRIER prochain, comme un jour de deuil général qui sera observé par toutes les personnes dans Notre Puissance du Canada.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos Présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN : Notre Très Fidèle et Bien-Aimé Cousin le Très-honorable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Comte de Minto et Vicomte Melgund de Melgund, comté de Forfar, dans la pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de Minto, comté de Roxburgh, dans la pairie de la Grande-Bretagne, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand-Croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc, Gouverneur-Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité d'*Ottawa*, ce VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent un, et de Notre règne la première.

Par ordre,

R. W. SCOTT.

Secrétaire d'Etat.

DIEU PROTÈGE LE ROI.

HERALD'S COLLÈGE,

24 janvier 1901.

Ordre du lord maréchal pour un deuil général pour feu Sa Majesté la REINE VICTORIA.

Conformément à un ordre de Sa Majesté en Conseil, daté le 24^e jour de janvier 1901, les présentes ont pour but de donner avis public que l'on s'attend à ce que toutes personnes en la présente occasion de la mort de feu Sa Majesté, d'heureuse et glorieuse mémoire, prendront un grand deuil, le dit deuil devant commencer le 28 courant.

(Signé),

NORFOLK,

Lord Maréchal.

HOTEL DU GOUVERNEMENT.

25 janvier 1901.

Conformément à l'ordre ci-dessus, le deuil commencera par toute la Puissance du Canada, lundi prochain, le 28 courant.

Par ordre de Son Excellence,

HARRY GRAHAM,

Capitaine et A. D. C.,

Faisant fonctions de secrétaire du Gouverneur Général.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ

EDOUARD SEPT, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux qui verront ces présentes ou qu'elles peuvent concerner—

SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, {
Proc -Gén. { ATTENDU que samedi, le deuxième jour de
Province de Québec. { février a été fixé pour les obsèques de
feue Sa Majesté Notre Royale Mère d'heureuse
et glorieuse mémoire ;

Et sachant bien que Notre profonde douleur est partagée par nos dévoués sujets en la province de *Québec*, Nous désirons leur fournir une occasion d'exprimer leur détresse et de Nous témoigner leur sympathie dans la grande affliction qui Nous a frappé ainsi qu'eux.

A CES CAUSES, Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de *Québec*, de fixer et réserver, et par les présentes Nous fixons et réservons samedi, le deuxième jour de février prochain, comme un jour de deuil général qui sera observé par toutes les personnes dans Notre province de *Québec*.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait opposer le grand Sceau de Notre Province, TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la dite province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-HUITIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

ADÉLARD TURGEON,

Secrétaire de la province *par intérim*.

LISTE DES DÉPUTÉS

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

QUÉREC, 14 FÉVRIER, 1901.

Je, soussigné, certifie, qu'en conséquence de la dissolution de l'Assemblée législative et conformément aux brefs d'élection émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 15 novembre 1900, et adressés aux officiers-rapporteurs des divers districts électoraux de la province de Québec, ci-dessous mentionnés, pour l'élection des députés devant représenter les dits districts électoraux à l'Assemblée législative, durant le présent parlement, les personnes suivantes ont été dûment élues, comme en font foi les dits brefs d'élection, maintenant en ma possession dans les archives de mon bureau.

DISTRICTS ÉLECTORAUX.	NOMS DES DÉPUTÉS.	OFFICIERS RAPPORTEURS.
Argenteuil.....	William Alexander Weir.....	G. F. Calder.
Arthabaska.....	Paul Tourigny.....	Henri Laurier.
Bagot.....	Frédéric Hector Daignault....	Jos. Pilon.
Beauce.....	Henr ^r Sévérin Béland.....	Taschereau Fortier.
Beauharnois.....	Achille Bergevin.....	Jos. Mayer.
Bellechasse.....	Hon. Adélard Turgeon.....	F. N. Belleau.
Berthier.....	Cuthbert Alphonse Chênevert	J. A. Laferrière.
Bonaventure.....	William Henry Clapperton....	L. P. Lebel.
Brome.....	Hon. Henry Thomas Duffy ..	Chs. S. Cotton.
Chambly.....	Maurice Perrault.....	J. T. A. Robert.
Champlain.....	Pierre Calixte Neault.....	Ferd. Trudel.
Charlevoix.....	Joseph Morin.....	Joseph Gariépy.
Châteauguay.....	François Xavier Dupuis.....	J. B. Poupert.
Chicoutimi et Saguenay.....	Honoré Petit.....	Thomas Bossé.
Compton.....	Allen Wright Giard.....	W. H. Leonard.
Deux Montagnes.....	Hector Champagne	Jos. Langlois.
Dorchester.....	Hon. L. P. Pelletier.....	François Fortier.
Drummond.....	W. John Watts	Chs. H. Miller.

DISTRICTS ÉLECTORAUX.	NOMS DES DÉPUTÉS.	OFFICIERS RAPORTEURS.
Gaspé	Xavier Kennedy.....	Jos. X. Lavoie.
Hochelaga.....	Daniel Jérôme Décarie.....	Clovis Décarie.
Huntingdon.....	William H. Walker.....	J. C. Bruce.
Iberville.....	François Gosselin.....	Philibert Content.
Jacques-Cartier.....	Jos. Adolphe Chauret.....	A. Chauret.
Joliette.....	Jos. Mathias Tellier.....	J. O. Guilbault.
Kamouraska.....	Louis Rodolphe Roy.....	Elzéar Pouliot.
Lac-St. Jean.....	Georges Tanguay.....	J. Chs. Lindsay.
Laprairie.....	Côme Séraphin Cherrier.....	J. Brosseau.
L'Assomption.....	Jos. Edouard Duhamel.....	B. Rocher.
Laval.....	Hon. P. E. Leblanc.....	J. A. E. Ouimet.
Lévis.....	Hon. Charles Langelier.....	L. N. Carrier.
L'Islet.....	Hon. F. G. M. Déchène.....	A. G. Verreault.
Lotbinière.....	Napoléon Lemay.....	J. A. Augé.
Maskinongé.....	Hector Caron.....	Clovis Caron.
Matane.....	Donat Caron.....	J. B. Saucier.
Mégantic.....	George Robert Smith.....	W. H. Lambly.
Missisquoi.....	Jos. J. B. Gosselin.....	Edwin T. Currie.
Montcalm.....	P. J. Léonidas Bissonnette.....	A. E. Thibaudeau.
Montmagny.....	Ernest Roy.....	Cyrilas Roy.
Montmorency.....	Louis Alexandre Taschereau.....	F. X. Lachance.
Montréal No 1.....	Georges Albini Lacombe.....	J. C. Barnabé.
Montréal No 2.....	Hon. Lomer Gouin.....	Hon. R. Thibaudeau.
Montréal No 3.....	Henri B. Rainville.....	Hon. Art. Turcotte.
Montréal No 4.....	James Cochrane.....	J. P. Dixon.
Montréal No 5.....	Matthew Hutchinson.....	George P. England.
Montréal No 6.....	Hon. J. J. Edmund Guerin.....	M. J. Walsh.
Napierville.....	Cyprien Doris.....	Alphonse Morin.
Nicolet.....	Hon. E. J. Flynn.....	Gust. Turcotte.
Ottawa.....	Chs Beautrom Major.....	T. J. O. Grondin.
Pontiac.....	David Gillies.....	Simon McNally.
Portneuf.....	Hon. Jules Tessier.....	H. Q. de St-Georges.
Québec Centre.....	Amédée Robitaille.....	Philippe Malouin.
Québec Comté.....	Nemèse Garneau.....	Dr. E. Bédard.

LISTE DES DÉPUTÉS

XXV

DISTRICTS ÉLECTORAUX.	LISTE DES DÉPUTÉS.	OFFICIERS-RAPPORTEURS.
Québec-Est	Jules Alfred Lane.....	C. F. Delâge.
Québec-Ouest	John Gabriel Hearn.....	Hon. Ed. Rémillard.
Richelieu	Louis P. P. Cardin	P. Guévremont.
Richmond	P. S. G. Mackenzie.....	John Ewing.
Rimouski	Auguste Tessier.....	L. N. Asselin.
Rouville.....	Alfred Girard.....	Chs. Frégeau.
St-Hyacinthe	Jos. Morin.....	J. Neault.
St-Jean	Philippe Honoré Roy.....	C. Arpin.
St-Maurice.....	Louis Philippe Fiset.....	J. B. O. Dumont.
St-Sauveur	Hon. S. N. Parent	Hon. C. A. E. Gagnon.
Shefford	Tancrède Boucher de Grosbois	J. H. Lefebvre.
Sherbrooke	Pantaléon Pelletier	W. H. Lovell.
Soulanges	Avila Gonzalve Bourbonnais..	J. Stevens.
Stanstead.....	Moodie Brock Lovell.....	Otis Shurtleff.
Témiscouata... ..	Napoléon Dion.....	L. V. Dumas.
Terrebonne.....	Frs. Jean Berchmans Prévost.	J. A. Théberge.
Trois-Rivières.....	Richard Stanislas Cooke	R. Kiernan.
Vaudreuil	Emery Lalonde	J. N. Lefebvre.
Verchères	Etienne Blanchard.....	Jos. Geoffrion.
Wolfe.....	Jérôme Adolphe Chicoyne	O. Lamoureux.
Yamaska	Louis Jules Allard	O. E. Courchesne.

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUEBEC

SESSION 1901

Jeudi, 14 février 1901.

A la première session de la dixième Législature de la Province de Québec, commencée et tenue dans la cité de Québec, le quatorzième jour de février, dans la première année du règne de Sa Majesté Edouard VII, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un.

Attendu qu'il a plu à Dieu, dans sa miséricorde, de rappeler à lui Notre Bien-Aimée Souveraine, la Reine Victoria, de glorieuse mémoire, et que, par suite de ce décès la couronne impériale du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et de toutes les autres possessions de l'empire britannique, est dévolue légalement à Son Altesse Royale Albert-Edouard, Prince de Galles, qui est devenu de droit Notre Souverain, Edouard Sept, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi : Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant, par proclamation (ci-annexée) appelé cette Législature à se réunir en session, aujourd'hui, pour la dépêche des affaires.

Lequel jour, étant le premier jour de la réunion de cette Législature pour la dépêche des affaires, conformément à une proclamation (ci-

annexée) ; Louis-Georges Desjardins, écuier, greffier de l'Assemblée législative et Alphonse-Charles Guilbault, écuier, assistant-greffier de l'Assemblée législative, Commissaires nommés *per dedimus potestatem*, pour administrer le serment aux membres de l'Assemblée législative, tous s'y trouvant, conformément à leur devoir ; le dit Louis Georges Desjardins, écuier, déposa sur la table de la Chambre une liste des noms des membres dont il a été fait rapport pour servir dans cette Assemblée législative (et dont copie est ci-annexée), les dits commissaires ont administré le serment aux membres qui se sont présentés ; cela étant fait, et les membres ayant signé le rôle contenant le dit serment, ils ont pris leur siège dans la Chambre.

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuier, Gentilhomme-Huissier de la Verge Noire, et le dit message est comme suit :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur l'Administrateur de la province désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif.

Et alors, l'honorable Orateur du Conseil législatif a dit :

Honorables Messieurs

et Messieurs de l'Assemblée législative,

Son Honneur l'Administrateur ne croit pas à propos de faire connaître les motifs qui l'ont engagé à convoquer la Législature provinciale, avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi ; mais qu'aujourd'hui, Son Honneur fera connaître les motifs pour lesquels il a assemblé ce Parlement.

Et les députés étant de retour,

L'hon. M. Parent, député du district électoral de St-Sauveur, s'adressant au greffier, (qui se lève et se tourne de son côté), propose à la Chambre pour son Orateur, Henri-Benjamin Rainville, écuier, député du district électoral de Montréal No 3, secondé dans sa proposition par l'hon. M. Déchène, député du district électoral de l'Islet.

Et la question étant posée : " Que Henri-Benjamin Rainville, écuier, prenne le fauteuil de cette Chambre, comme Orateur, " elle est, en conséquence, mise aux voix par le Greffier, et il est

Résolu : nemine contradicente, que Henri-Benjamin Rainville, écuyer, prenne le fauteuil de cette Chambre, comme Orateur.

Et le Greffier ayant déclaré Henri-Benjamin Rainville dûment élu Orateur de la Chambre, ce dernier est conduit au fauteuil par l'honorable M. Parent et l'honorable M. Déchène, et étant sur le premier degré du marchepied du fauteuil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer en le choisissant à l'unanimité pour son Orateur, dans les termes suivants :

“ J'offre à la Chambre mes sincères remerciements pour l'honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur. Je m'efforcerai de mériter constamment sa confiance. Je suis pénétré de mon incapacité à remplir cette position, mais me reposant sur la bienveillance et la co-opération des honorables députés des deux côtés de cette Chambre, je tâcherai de faire mon devoir du mieux qu'il me sera possible et de remplir les fonctions de président avec justice et impartialité. J'espère que la Chambre m'aidera à revendiquer nos droits et privilèges, à maintenir nos règlements et à assurer la liberté des débats, conformément aux usages établis.”

Alors il s'assied dans le fauteuil ; et la masse (qui, auparavant, était sous la table) est placée sur la table.

Le message suivant est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur l'Administrateur de la Province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif, et, là, M. l'Orateur parle comme suit :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

“ L'Assemblée législative m'a élu son Orateur, bien que je sois peu “ capable de remplir les devoirs importants qui me sont assignés.

“ Si, dans l'exécution de mes devoirs, il m'arrive en aucun temps de “ tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée et non à “ l'Assemblée dont je suis le serviteur, et qui, par mon ministère, réclame, “ pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers son Souverain et “ son pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux “ de la liberté de la parole dans ses débats, le libre accès auprès de la “ personne de Votre Honneur, en tout temps convenable, et, de la part de “ Votre Honneur, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations.”—

Alors, l'honorable Orateur du Conseil législatif répond en ces termes :

“ M. L'ORATEUR,

“ J'ai ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de vous
“ déclarer qu'il se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de
“ l'Assemblée législative, envers la personne et le gouvernement de Sa
“ Majesté, et ne doutant point que ses délibérations ne soient conduites
“ avec sagesse, modération et prudence, il accorde, et, en toutes les occa-
“ sions, il reconnaitra et permettra l'exercice d ses privilèges constitu-
“ tionnels.”

“ J'ai aussi ordre de vous assurer que la Chambre aura un prompt
“ accès auprès de Son Honneur, en toutes les occasions convenables, et
“ qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibéra-
“ tions, ainsi que ses paroles et ses actions.”

Les députés étant de retour, M. l'Orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil législatif, et que là, il a informé Son Honneur l'Administrateur de la Province que le choix de l'Orateur était tombé sur lui; qu'il a, au nom de la Chambre et pour elle, réclamé, par une humble demande à Son Honneur, tous ses droits et privilèges, afin qu'elle puisse jouir de la liberté de la parole dans ses débats, recevoir une interprétation favorable de ses délibérations, et avoir accès auprès de la personne de Son Honneur lorsque les circonstances l'exigeront;

Que, sur ce, Son Honneur a bien voulu dire que, sans hésiter et avec plaisir, il accordait à la Chambre tous ses privilèges constitutionnels, ainsi qu'un prompt accès auprès de sa personne, en toutes les occasions convenables, et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable, ses délibérations, ses paroles et ses actions.

Ordonné : — Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, ce bill qui est reçu et lu la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur l'Administrateur de la province, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je suis sûr d'exprimer vos sentiments et ceux du peuple de cette province en disant que je regrette que la maladie ait empêché Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de venir lui-même vous souhaiter une

cordiale bienvenue à l'ouverture de la première session du dixième parlement de cette Législature. Faisons des vœux sincères pour le prompt retour à la santé du Chef de l'Exécutif, afin qu'il puisse continuer l'exécution de ses hautes et importantes fonctions qu'il remplit si dignement.

L'Empire Britannique vient de faire une perte bien sensible. La mort nous a enlevé Notre Reine bien-aimée. Jamais souverain n'a su conquérir à un plus haut degré l'affection, le respect et le dévouement de ses sujets, et toutes les nations ont manifesté leur admiration et leur sympathie pour cette femme illustre qui a été, pendant près de soixante et quatre ans l'incarnation de sa patrie, et qui sera admirée dans l'histoire pour le vif éclat dont elle a su faire briller sa triple couronne de souveraine, d'épouse et de mère. Nulle part la Reine Victoria ne sera plus regrettée qu'en ce pays. Fidèle à sa devise, la Province se souvient, et elle n'a pas oublié que c'est sous le règne de cette illustre souveraine que nos libertés constitutionnelles ont germé et grandi, et que nous avons pu poursuivre en paix notre développement économique, intellectuel et politique.

Tout en ressentant profondément la perte que nous déplorons, réjouissons nous de l'avènement de Sa Majesté le Roi Edouard VII ; reconnaissons avec plaisir son autorité, et voyons avec satisfaction, dans la promesse qu'il a faite de continuer la glorieuse tradition du grand règne qui vient de finir, la garantie que les inappréciables privilèges du gouvernement autonome et des libertés civiles, politiques et religieuses dont nous avons joui depuis un demi siècle, ne seront pas altérés. Vous serez priés d'exprimer votre chagrin à l'occasion de la mort de notre illustre Souveraine la Reine Victoria, et votre satisfaction au sujet de l'avènement de Sa Majesté Edouard VII dont le règne vient de commencer.

Une autre douleur a été ressentie profondément par le peuple de ce pays, lorsque la mort est venue enlever à notre estime et à notre affection le premier-ministre de cette province, l'honorable Félix-Gabriel Marchand. Vous avez, sans doute, été sensibles comme moi, aux tributs d'hommage et de respect apportés à sa mémoire par tous les citoyens du Canada. Monsieur Marchand a été un honnête citoyen et un homme d'état intègre qui a possédé l'estime et l'affection de tous ceux qui l'ont connu.

Je suis heureux de constater que ceux des citoyens de cette province qui sont allés combattre dans les républiques sud-africaines ont provoqué, comme leurs compagnons d'armes venus des autres parties du Canada, par leur bravoure, par leur sang-froid et leur virile endurance, l'admiration de leur chefs et des vieux régiments avec lesquels ils ont été en contact.

Mon gouvernement a continué à donner une attention toute spéciale à la question des pêcheries. La propriété de celles qui sont situées dans le golfe St-Laurent a été l'objet de discussions avec le gouvernement du Canada, mais rien n'a été négligé pour conserver à cette province les droits qui lui ont été reconnus par le plus haut tribunal de l'Empire, et il y a tout lieu d'espérer que cette question recevra bientôt une solution satisfaisante pour nous.

Un nouveau livre pour l'enseignement primaire dans nos écoles publiques catholiques a été préparé sous la direction du gouvernement et a reçu l'approbation du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique. Ce livre sera distribué gratuitement à toutes les écoles de la province qui désireront l'obtenir et pourra être mis en usage au commencement de la prochaine année scolaire.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Les comptes publics pour le dernier exercice financier vous seront soumis, ainsi que le budget d's dépenses pour l'année qui commencera le premier de juillet prochain.

Je suis heureux de vous dire que les recettes ordinaires de la dernière année fiscale présentent un excédent sur toutes les dépenses ordinaires et extraordinaires.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Mon gouvernement a réussi à mettre à la disposition de l'Ecole Normale Laval un local qui permettra à cette institution de continuer, dans des conditions plus favorables, à remplir la tâche utile et importante qui est la sienne dans notre système éducationnel.

Je suis heureux de constater avec vous que l'agriculture est dans un état de prospérité inconnu jusqu'à nos jours, et mon gouvernement s'est plu, et continuera à l'avenir, à se mettre à la disposition des cultivateurs pour secondar leurs efforts et encourager l'activité agricole dans toute la mesure de ses ressources.

L'œuvre de la colonisation a été poussée avec énergie et succès, et le défrichement de nos terres publiques a reçu la plus vive impulsion.

Plusieurs projets de loi d'un intérêt général seront livrés à vos délibérations.

Le désastreux incendie de Hull qui a détruit le palais de justice, le bureau d'enregistrement et les voûtes des notaires, a fait disparaître des documents d'une grande importance. Mon gouvernement s'est empressé de souscrire une somme de vingt-cinq mille piastres pour les malheureuses victimes de cette conflagration, et un projet de loi vous sera soumis pour reconstituer les titres et les documents qui ont disparu.

En présence des souffrances causées par les conflits industriels, mon gouvernement a décidé de vous saisir d'une mesure dont l'objet sera de faciliter la conciliation ou l'arbitrage dans les différends entre patrons et ouvriers.

L'expérience des trois dernières années a démontré que les changements dans l'organisation des départements des Terres, Forêts et Pêcheries

et de la Colonisation et des Mines, loin de faciliter les opérations de ces branches du service public, ont été l'occasion de complications inutiles dans l'administration des affaires. Vous serez appelés à adopter, pour remédier à cet état de choses, une mesure qui, tout en faisant disparaître les difficultés actuelles, permettra de réaliser une économie considérable par la suppression d'un des départements.

Vous donnerez, j'en suis convaincu, une attention toute particulière à l'étude de ces différentes questions. Votre patriotisme vous aidera à bien remplir vos devoirs officiels, et je prie la divine Providence de bénir vos efforts pour que le succès couronne vos travaux.

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Déchène, et il est

Résolu :—Que le discours de Son Honneur l'Administrateur de la province aux deux branches de la Législature, soit pris en considération, lundi prochain.

Résolu :—Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et élections ;
 2. Ordres permanents ;
 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ;
 4. Bills privés ;
 5. Législation et lois expirantes ;
 6. Comptes publics ;
 7. Agriculture, immigration et colonisation ;
 8. Différentes branches d'industrie en cette province ; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.
-

L'honorable M. Parent informe la Chambre qu'il proposera, demain, une adresse à Sa Majesté Edouard VII, à l'occasion du décès de Sa Majesté la Reine Victoria et de l'avènement de son successeur.

Et alors la chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 15 février 1901.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de James Peter Pidgeon, de Lewiston, Maine, médecin.

Par M. Dupuis,—la pétition de L. H. Hénault et autres, de Montréal.

Par M. Major,—la pétition de Samuel Robert Martin, d'Aylmer.

Par M. Lacombe,—la pétition de la Société des Artisans canadiens-français, de Montréal ; la pétition de Jos. Ovide Gravel et autres, de Montréal ; et la pétition de Léopold Houle, de Nicolet.

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de F. H. A. Baxter, de Montréal.

Par M. Major,—la pétition de H. A. Champagne et autres, de la cité de Hull ; et la pétition de la cité de Hull.

Par M. Allard,—la pétition du président et des syndics de la commune de la seigneurie d'Yamaska.

Par M. Perrault,—la pétition de la ville de Longueuil et de la compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc du Canada.

Par M. Cooke,—la pétition de la Cité des Trois-Rivières.

Par M. Roy (Montmagny),—la pétition d'Aurélien Bernatchez, de Québec, étudiant en droit.

Par M. Watts,—la pétition de James C. M. Hawley et autres, de Missisquoi, Bedford.

Sur motion de l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Flynn.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi Edouard Sept, dans les termes suivants :

A Sa Très Excellente Majesté le Roi,

Très Gracieux Souverain,

Nous, sujets obéissants et loyaux de Votre Majesté,
l'Assemblée Législative, assemblés en
parlement, nous approchons humblement de Votre Majesté pour exprimer

la profonde douleur que nous avons ressentie au sujet de la perte que Vous avez éprouvée par la mort de Votre Royale Mère, Feue Notre Très Gracieuse Souveraine, Reine Victoria, dont le règne juste et prospère laissera un souvenir qui sera respecté jusqu'à la postérité la plus reculée.

Comme représentants du peuple de la province de Québec, nous désirons exprimer notre profonde admiration pour les hautes vertus de Sa Majesté, et pour le soin constant qu'elle a apporté au maintien de nos lois et de nos libertés, sous lesquelles notre province est arrivée à son état actuel de prospérité.

Tout en partageant la douleur de Votre Majesté au sujet de ce triste événement, qui a privé l'Empire d'une Souveraine pleine de sagesse et le monde de la personnification la plus élevée des qualités de la femme, nous nous permettons de Vous offrir nos sincères félicitations, à Votre heureux avènement au trône.

Nous désirons aussi assurer Votre Majesté, dont la visite à Québec laissera toujours un souvenir profondément cher à nos cœurs, de notre dévouement et attachement à Votre Personne et à Votre Gouvernement, et nous sommes heureux de nous reposer sur la certitude que Votre Majesté a résolu de marcher sur les traces de Notre Feue Reine Bien Aimée, dont le long et heureux règne nous a toujours fait jouir, d'une manière si large, de nos libertés civiles et religieuses.

Ordonné,—Que la dite adresse soit grossoyée et signée par l'honorable Orateur de cette Chambre.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que l'Assemblée a adopté l'adresse au Roi et demandant son concours.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 18 février, 1901

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par M. Hutchinson,—La pétition du " Montreal Club, " de Montréal ; la pétition de " The Mount-Royal Cemetery Company, " de Montréal ; la pétition de W. Strachan et autres, de Montréal ; la pétition de " The Laurentides Pulp Company, " de Montréal ; la pétition de James C. King et autres, de Montréal ; la pétition du très révérend W. B. Bond et autres, de Montréal ; la pétition de James Scott, de Montréal ; et la pétition de Henry Miles et autres, de Montréal.

Par l'honorable M. Duffy—la pétition de "The Synod of the diocese of Montreal."

Par M. Robitaille,—la pétition de la compagnie du chemin de fer Québec Central ; la pétition de F. X. E. Guay, de Québec ; la pétition de la compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-St-Jean ; la pétition de la corporation de la cité de Québec.

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition du Révérend frère Christian Macaire Rioux, et autres, de Mistassini, Lac St-Jean ; la pétition de Victor Fecteau et autres, de St-Etienne de Lauzon de Lévis ; la pétition de M. A. Lemieux, de Québec ; et la pétition d'Omer Drouin, de Québec.

Par M. Roy (Kamouraska),—la pétition de E. H. Bégin, de Sherbrooke ; la pétition de Charles A. Paquet et autres, de Québec ; et la pétition de Stanley Burns, de Québec.

Par M. Perrault,—la pétition de "The Chambly Manufacturing Company "

Par M. Dupuis,—la position de Henry J. Hague et autres, de Montréal.

Par M. Petit,—la pétition de la corporation de la ville de Chicoutimi.

Par M. Hearn,—la pétition de "Jeffrey Hale's Hospital of Quebec. "

Par M. Mackenzie,—la pétition de la corporation de la ville de Richmond.

Par M. Cochrane,—la pétition de L. Vineberg et autres, de Montréal.

Par M. Girard,—la pétition de Cyrille F. Lussier, de la paroisse de St-Damase ; et la pétition de Moise Veronneau, de la paroisse de St-Jean-Baptiste de Rouville.

Par M. Décarie,—la pétition de Dame Marie Emilie Viau et autres, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De James Peter Pidgeon demandant l'autorisation de pratiquer la médecine dans la province de Québec, après examen.

De M. Henault et autres, demandant un acte d'incorporation.

De Samuel Robert Martin demandant l'autorisation de pratiquer l'art dentaire dans la province de Québec.

De la Société des Artisans Canadiens-Français, demandant de légaliser les décisions de leur dernière convention.

Des exécuteurs testamentaires de feu M. John Pratt, demandant que leurs pouvoirs soient augmentés pour certaines fins.

De M. Léopold Houle, demandant un acte autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

De F. H. A. Baxter, demandant un acte l'autorisant à pratiquer l'art dentaire, après examen.

De H. A. Champagne et autres, demandant un acte pour incorporer le Club Commercial et Littéraire de Hull.

Du Président et des Syndics de la Commune de Yamaska, demandant de régulariser certains actes de la Commune de la seigneurie de Yamaska.

De la ville de Longueuil et de la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada, demandant un acte confirmant certains arrangements faits entre eux.

De la cité de Hull, demandant des amendements à sa charte.

De la cité des Trois-Rivières, demandant un acte amendant et consolidant sa charte.

D'Aurélien Bernatchez, demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De J. C. Hawley et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de " The Free Methodist Church of the Province of Quebec."

M. Roy (Montmagny) propose, secondé par M. Mackenzie, et il est

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, dans les termes suivants :

A Son Honneur

L'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Ordonné,—Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Parent et—

Résolu,—Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu,—Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour considérer les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Dechêne et—

Résolu,—Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Ordonné,—Que les honorables MM. Parent, Dechêne, Flynn, Pelletier, Duffy Jangelier, Mackenzie, Tessier (Rimouki), Robitaille, Roy (Montmagny) et Watts composent ce comité.

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, qui se lit comme suit:

A l'honorable Orateur

et aux honorables députés de l'Assemblée législative.

Le bibliothécaire a l'honneur de vous soumettre son rapport pour la vacance de 1900-1901 :

Depuis la dernière session du dernier parlement, la bibliothèque s'est accrue de 1950 volumes et de 340 brochures, tant au moyen d'achats que de dons et d'échanges avec les pays étrangers.

Le nombre total de volumes est maintenant de 58,500 et de 13,500 brochures. Sur ce nombre le département principal de la bibliothèque en contient 29,000, c'est-à-dire près de la moitié, et le bureau du bibliothécaire, 4,000. La pièce consacrée aux journaux reliés, qui se trouve au sous-sol, renferme 2,375 volumes. Le reste des livres est installé sous les toits, dans une pièce qui représente en grandeur la moitié de la bibliothèque principale. Cette dispersion des livres donne nécessairement lieu à des embarras incessants et rend le service plus difficile. À plusieurs reprises déjà l'attention des honorables députés a été appelée sur une anomalie aussi préjudiciable au public en général. Il est du devoir du bibliothécaire de revenir à la charge sur ce point, dans l'espérance que sa voix trouvera un écho plus encourageant que dans le passé.

La question de bâtir une nouvelle bibliothèque, ou d'agrandir celle qui existe, s'impose de toute nécessité ; c'est le seul moyen d'obvier aux inconvénients nombreux résultant de l'état de chose actuel.

Durant la vacance, le bibliothécaire a pu se procurer la collection complète des rapports judiciaires de droit du Haut-Canada, depuis la première année de leur publication, jusqu'en 1883, le tout formant une série de 182 volumes. Cette partie de la collection avait été détruite en 1883, lors de l'incendie de l'ancien Hôtel du parlement ; la bibliothèque se trouve à posséder aujourd'hui, grâce à cette nouvelle acquisition, une collection aussi rare qu'importante.

Le tout humblement soumis.

(Signé) N. E. DIONNE,

Bibliothécaire de la Législature.

Québec, le 14 février 1901.

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la Province, transmet à M. l'Orateur, un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, signé par Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, comme suit :

(Tous les députés se tenant debout, la tête découverte).

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil.

(Document de la session No 14).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, ce 14 février, 1901.

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 16 octobre 1900, et approuvé par lui le 17 octobre 1900, concernant la Commission de l'Economie interne de l'Assemblée législative.

(Document de la session No 11).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Ce 14 février, 1901.

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur de la Reine indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.

(Document de la session No 12).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 14 février, 1901.

L.-A. JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif concernant la distribution de la *Gazette officielle*.

(Document de la session No 13).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, ce 14 février, 1901.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a donné son agrément à l'adresse votée par la Chambre à Sa Très Excellente Majesté le Roi, à l'occasion de la mort de notre Souveraine, la Reine Victoria, et de son avènement au trône en remplissant l'espace laissé en blanc par les mots; "le Conseil législatif et"

Aussi, un autre message du Conseil législatif informant l'Assemblée législative qu'il a ordonné qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur dans les termes suivants:

A l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ,

Lieutenant-Gouverneur.

Nous les loyaux sujets de Sa Majesté, le Conseil législatif, de la province de Québec, assemblés en parlement, avons résolu d'envoyer une adresse à Sa Très-Excellente Majesté le Roi pour lui exprimer le chagrin profond et universel du peuple de la province de Québec, à l'occasion de la mort de feu Notre Souveraine Dame la Reine Victoria, et nos félicitations à l'occasion de l'accession du Roi au trône.

Nous demandons qu'il nous soit permis de demander à Votre Honneur de vouloir bien transmettre respectueusement la dite adresse à Son Excellence le Très Honorable Sir Gilbert John Elliot, comte de Minto, Gouverneur-Général du Canada, priant Son Excellence de la faire parvenir à Sa Très gracieuse Majesté le Roi.

Proposé par l'hon M. Parent, secondé par l'hon. M. Dechêne et

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant Leurs Honneurs que cette Chambre concourt dans leur adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de transmettre à Son Excellence le Très Honorable Sir Gilbert John Elliot, comte de Minto, Gouverneur-Général du Canada, l'adresse collective des deux Chambres à l'occasion de la mort de Notre Souveraine Dame la Reine Victoria, et de l'accession au trône de Sa Majesté le Roi Edouard VII.

Que le blanc dans la dite adresse soit rempli par les mots: "et l'Assemblée législative".

Ordonné,—Que la dite adresse soit signée par l'honorable Orateur au nom de cette Chambre.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 7 février 1900, demandant la production de copie de tous arrêtés-en-conseil et de toutes décisions du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, autorisant la vente de pouvoirs d'eau depuis le 1er juillet 1897.

2. Copie de tous rapports d'évaluations et de tous comptes pour frais de telles évaluations, avec mention des sommes payées, jusqu'à présent, pour tels frais.

3. Copie de toute correspondance, au sujet de l'achat ou de la vente de ces pouvoirs d'eau, depuis la même date.

(Document de la session No 10.)

L'honorable M. Duffy, trésorier de la province, dépose sur la table de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur :

Etat des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1900.

(Document de la session No 2)

L'honorable M. Dechêne dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur :—le rapport du Commissaire de l'Agriculture de la province de Québec, pour 1900.

(Document de la session No 3.)

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre :—le 29e rapport des Inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1899.

(Document de la session No 4.)

L'honorable M. Parent dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur :—le rapport du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1900.

(Document de la session No 8.)

L'honorable M. Turgeon dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur :—le rapport du Commissaire de la Colonisation et des Mines de la province de Québec, pour 1900.

(Document de la session No 9.)

L'hon. M. Turgeon, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre :

Etat tabulaire, conformément à l'article 4619 des Statuts refondus de la province de Québec, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales au Secrétaire de la province, en vertu de l'article 4618 S. R. P. Q.

(Document de la session No 15.)

L'honorable M. Duffy, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:—Un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 22 janvier 1900, jusqu'au 12 février 1901, inclusivement, tel que requis par l'article 653 S. R. P. Q.—(*Document de la session No 16.*)

Et, un état des rapports du conseil et des mandats spéciaux émis durant la vacance, en vertu des Statuts révisés de la province de Québec, article 785, qui se lit comme suit :

ÉTAT des rapports du Conseil et des Mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts refundus de la province de Québec, durant l'espace de temps compris entre la session close le 23 mars 1900, et l'ouverture de la session suivante, le 14 février 1901.

(DÉPOSÉ LE 18 FÉVRIER-1901.)

Nos	SERVICES	Rapports du Conseil.		Montant des mandats spéciaux.	Montants dépensés.	Balances non dépensées.
		Nos	Dates.			
7	<i>Services divers :</i> Divers en général: Montant requis d'urgence afin de solder la réclamation de M. S. V. Blake "Solicitor" Londres, Angleterre, au montant de £229 6 8 sterling, pour balance de ses honoraires et déboursés en sa qualité de "Solicitor" et pour balance des honoraires de l'honorable Edward Blake, en sa qualité de conseil, dans la cause de La Reine vs Deane, devant le Conseil Privé, le crédit budgétaire à même lequel cette dépense doit être acquittée ne disposant pas d'un montant suffisant pour y satisfaire	179	11 avril 1900	\$ 1,116 08	\$ 1 116 08	\$ cts
8	<i>Terres, Forêts et Pêcheries :</i> Montant requis d'urgence afin de mettre le département des Terres, Forêts et Pêcheries en mesure de solder d'ici à la fin de l'exercice en cours, les dépenses se rattachant aux deux services suivants "Dépenses générales" et "Pêche et Chasse", les crédits affectés à ces services se trouvent insuffisants. Dépenses générales..... \$18,900 00 Pêche et Chasse..... 2,600 00	182	11 avril 1900.....	\$ 21,500 00	\$ 21 500 00	\$ 21,500 00

9	<i>Services divers:</i>	Montant requis afin de mettre le Trésor en mesure de subvenir aux dépenses urgentes et nécessaires, se rattachant aux sept services suivants, les crédits législatifs affectés à ces services, pour l'exercice en cours, se trouvant épuisés, savoir:	Imprimeur de la Reine:	Impression, reliure et distribution des Statuts...	\$2,000 00	252	10 mai 1900	64,000 00	64,000 00	64,000 00
			Gouvernement Civil:	Dépenses contingentes.....	1,500 00					
			Administration de la Justice:	Administration de la Justice	80,000 00					
			Traitement des registrateurs et frais casuels.....	5,000 00						
			Colonisation et Mines, etc.:	Chemins de colonisation.....	20,000 00					
				Service d'enregistrement (cadastre)	3,000 00					
				Bureau provincial d'hygiène	2,500 00	252	10 mai 1900	64,000 00	64,000 00	64,000 00
10	<i>Gouvernement civil:</i>	Dépenses contingentes: Montant requis d'urgence afin de pourvoir aux dépenses contingentes des départements du service civil; les crédits attribués à ce service pour l'exercice en cours se trouvant insuffisants.				272	19 mai 1900	1,000 00	1,000 00	1,000 00

ÉTAT des rapports du Conseil et des Mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, durant l'espace de temps compris entre la session close le 23 mars 1900, et l'ouverture de la session suivante, le 14 février 1901.—(Suite.)

Nos	SERVICES.	Rapports du Conseil.			Montants des mandats spéciaux.	Montants dépensés.	Balances non dépensées.
		Nos	Dates.	Montants.			
				\$	cts	\$	cts
11	<i>Legislation:</i>						
	Conseil législatif:						
	Depenses contingentes:						
	Montant requis d'urgence pour défrayer les dépenses contingentes du Conseil législatif, le crédit affecté à ce service pour l'exercice en cours se trouvant insuffisant.....	290	7 juin 1900.....	400 00	400 00	363 24	36 76
1	<i>Service divers:</i>						
	Secours aux victimes de l'incendie de Hull et d'Ottawa:						
	Montant requis d'urgence afin de transmettre au comité de secours le montant accordé en vertu de l'ordre en conseil No 256, du 10 mai 1900, aux victimes de l'incendie de Hull et d'Ottawa, le budget pour l'exercice en cours ne contenant aucune disposition à cet effet.....	377	9 août 1900.....	25,000 00	25,000 00	25,000 00	

2	<i>Législation:</i>								
	Dépenses d'élection:								
	Montant requis d'urgence, dans l'intérêt général, afin de pourvoir au paiement des dépenses qui vont être occasionnées par les élections générales qui auront lieu le 7 décembre prochain, le crédit attribué à de telles dépenses ne se trouvant pas pourvu dans le budget de l'exercice en cours	547	27 novembre 1900, ...	75,000 01	75,000 00	36,052 01	38,947 99		
3	<i>Agriculture:</i>								
	Montant requis d'urgence, non pourvu dans le budget de l'exercice en cours, afin de mettre le département de l'agriculture en mesure d'honorer des engagements se rattachant à l'association agricole du district des Trois-Rivières, ainsi qu'à la société d'agriculture du comté de Saint-Jean, et à subvenir à certaines dépenses relatives à l'industrie laitière, dont le crédit se trouve insuffisant par suite du nombre toujours croissant des beurrieres et fromageries, le dit montant devant être imputé comme suit, savoir:								
	Exposition des Trois-Rivières.....								\$3,031 50
	" Saint-Jean.....								2,000 00
	Encouragement à l'industrie laitière.....	548	27 novembre 1900,	9,831 50	9,831 50	9,831 50			
4	<i>Colonisation et Mines, etc.:</i>								
	Montant requis d'urgence, afin de mettre le département de la colonisation et des mines en mesure de solder des comptes dus pour travaux complétés se rattachant aux services de la colonisation, des arrentages, du cadastre et des mines, les crédits affectés à ces services, pour l'exercice en cours, se trouvant insuffisants, le dit montant étant imputable comme suit, savoir:								
	Chemin de colonisation.....								\$35,000 00
	Travaux d'arpentage.....								15,000 00
	" de cadastre.....								5,000 00
	Mines.....	549	27 novembre 1900,	56,000 00	56,000 00	52,000 00	4,000 00		

ÉTAT des rapports du Conseil et des Mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, durant l'espace de temps compris entre la session close le 23 mars 1900, et l'ouverture de la session suivante, le 14 février 1901.—(Suite.)

Nos	SERVICES.	Rapports du Conseil.		Montants des mandats spéciaux.	Montants dépensés.	Balances non dépensées.
		Nos	Dates.			
5	Services divers: Fournitures de feu l'honorable F. G. Marchand, Premier Ministre de la province de Québec Montant requis d'urgence afin de mettre le Trésor en mesure de solder les dépenses et courues par la province, se rattachant aux fournitures de feu le Premier Ministre, l'honorable F. G. Marchand, le budget de l'exercice en cours ne comportant pas de disposition à cet égard.	38	17 janvier 1901.....	\$ cts 9,833 33	\$ cts 9,833 13	\$ cts 42,984 75
				\$263 680 91	220,696 16	

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,
Bureau de l'Auditeur,
Québec, 16 février 1901.

A.-H. VERRET,
Auditeur de la province.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 19 février, 1901.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par M. Taschereau,—la pétition de l'honorable P. Garneau et autres de Québec ; la pétition de "The Restigouche Boom Company," la pétition de Jos. Langlois et autres, de Québec ; la pétition de Elzéar Fortier et autres, de Ste-Anne de Beaupré, Montmorency ; la pétition de J. E. Boily, de Chicoutimi ; et la pétition de J. A. Wallace et autres, d'Inverness, Mégantic.

Par M. Pelletier (Sherbrooke),—la pétition de John Soucy et autres, d'Ascot ; la pétition de la révérende Eulodie V. Paradis et autres, de Sherbrooke.

Par M. Robitaille,—la pétition de Dame M. H. M. Renaud, de Québec ; la pétition de "The Canadian Electric Light Company."

Par M. Décarie,—la pétition des commissaires d'écoles de la ville de Ste-Cunégonde, Montréal ; et la pétition des Syndics de la paroisse de St-Paul de Montréal.

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de Victor Filteau et autres, de la paroisse de St-Etienne de Lévis.

Par M. Hutchinson,—la pétition de "The Laing Packing and Provision Company of Montreal".

Par M. Lovell,—la pétition du Révérend L. N. Caron et autres, de la paroisse de Ste-Catherine de Hatley.

Par M. Neault,—la pétition de la corporation du village de Grand'Mère ; et la pétition d'Aimé Levasseur et autres, de la paroisse de St-Maurice.

Par M. Cardin,—la pétition de E. A. Dorion, de la ville de St-Ours comté de Richelieu.

Par M. Cochrane,—la pétition de Gabriel Bolduc et autres, du village de Grand'Mère.

Par M. Perrault,—la pétition de William Power et autres, de Montréal.

Par M. Major,—la pétition de Chs. T. Harvey et autres, d'Ottawa.

L'honorable M. Déchêne, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, présente le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu président l'honorable M. Déchêne.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport qu'il a préparé la liste suivante des membres des comités permanents de cette Chambre.

Ordres permanents :—Les honorables MM. Duffy, LeBlanc, MM. Allard, Bourbonnais, Champagne, Chauret, Chicoyne, Caron (Matane), Duhamel, Lalonde, Robitaille, Smith et Weir.

Bills privés :—Les honorables MM. Déchêne, Duffy, Flynn, Gouin, Guerin, Langelier, LeBlanc, Parent, Pelletier (Dorchester), Tessier (Portneuf), Turgeon, MM. Allard, Bergevin, Bissonnette, Cooke, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Chenevert, Chicoyne, Cochrane, Daignault, DeGrosbois, Duhamel, Dupuis, Fiset, Garneau, Giard, Gosselin (Missisquoi), Hutchinson, Kennedy, Lacombe, Lalonde, Lemay, Lane, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Saint-Hyacinthe), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Tessier (Rimouski), Taschereau, Tellier, Walker, Watts et Weir.

Comptes publics :—Les honorables MM. Déchêne, Duffy, Flynn, Guerin, Gouin, LeBlanc, Parent, Pelletier (Dorchester), Tessier (Portneuf), MM. Allard, Bergevin, Bourbonnais, Cardin, Chauret, Chicoyne, Clapperton, Cochrane, Cooke, Dion, Fiset, Garneau, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Hearn, Hutchinson, Lovell, Morin (St-Hyacinthe), Neault, Perrault, Prévost, Roy, (Kamouraska), Tellier, Tourigny, Walker, Watts et Weir.

Agriculture et Immigration :—L'honorable M. Déchêne, MM. Allard, Béland, Bergevin, Blanchard, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, Cooke, Daignault, Décarie, Dion, Doris, Duhamel, Dupuis, Fiset, Garneau, Giard, Gillies, Gosselin (Iberville), Kennedy, Lalonde, Lemay, Major, Mackenzie, Morin (Charlevoix), Neault, Pelletier, (Sherbrooke), Roy (St Jean), Roy (Montmagny), Petit, Smith, Taiguay, Tellier, Tessier (Rimouski) et Walker.

Industries :—Les honorables MM. Déchêne, Duffy, Turgeon, MM. Caron (Matane), Cochrane, Dion, Doris, Fiset, Garneau, Giard, Girard, Gosselin (Missisquoi), Hearn, Hutchinson, Lemay, Lovell, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Petit, Smith et Tourigny.

Privilèges et élections :—Les honorables MM. Déchéne, Duffy, Flynn, Gouin, Langelier, Pelletier (Dorchester), MM. Champagne, Mackenzie, Robitaille, Tellier et Tessier (Rimouski).

Chemins de fer et canaux :—Les honorables MM. Duffy, Flynn, Gouin, Langelier, LeBlanc, Parent, Pelletier (Dorchester), Turgeon, Tessier (Portneuf), MM. Béland, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Chênevert, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, Cochrane, Cooke, Daignault, Décarie, DeGrosbois, Duhamel, Garneau, Gillies, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Hearn, Kennedy, Lacombe, Lalonde, Lane, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Smith, Tanguay, Champagne, Taschereau, Walker et Watts.

Législation et lois expirantes :—Les honorables MM. Duffy, Flynn, Gouin, Langelier, LeBlanc, Pelletier (Dorchester), Turgeon, MM. Champagne, Chênevert, Chicoyne, Cooke, Dupuis, Hutchinson, Lane, Mackenzie, Morin (St-Hyacinthe), Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (St-Jean), Taschereau, Tellier, Tessier (Rimouski), Watts et Weir.

Résolu :—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Déchéne et il est

Résolu :—Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à jeudi prochain, à 3 heures p. m.

L'honorable M. Gouin dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1900.

(Document de la session No 7.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à jeudi.

Jeudi, 21 février 1901

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par M. Chênevert,—la pétition de Walter G. Michel, de Montréal.

Par M. Champagne,—la pétition d'Antoine Gobeil.

Par M. Morin (Charlevoix),—la pétition de Charles Forgues et autres, du village de la Pointe-au-Pic.

Par M. Tellier,—la pétition de Rodolphe Beaudry et autres, de Montréal.

Par M. Morin (St-Hyacinthe),—la pétition de G. C. Dessaulles et autres, de St-Hyacinthe.

Par M. Taschereau,—la pétition de Joseph Arthur Paquet et autres, de Québec.

Par M. Roy (Kamouraska),—la pétition de John J. Barry, de Montréal.

Par M. Bergevin,—la pétition de la corporation de la ville de Salaberry de Valleyfield.

Par M. Décarie,—la pétition de la corporation de la ville de St-Louis ; et la pétition de la " The Montreal Land and Improvement Company."

Par M. Hutchinson,—la pétition de " The Montreal Gas Company."

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

D'Omer Drouin demandant une loi autorisant le Barreau de cette province à l'admettre au nombre de ses membres ;

De Moïse Véronneau demandant que le Collège des Médecins et Chirurgiens soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De Cyrille F. Lussier demandant que le Collège des Médecins soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres ;

De la ville de Chicoutimi demandant certains amendements à sa charte ;

De E. H. Bégin, demandant que le Barreau soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De Chs. A. Paquet et autres, demandant à être incorporés sous le nom de "La Cie de Pulpe de Métabetchouan";

De "The Laurentides Pulp Co", demandant l'autorisation de voter aux élections municipales de Grand'Mère;

De L. Vineberg et autres, demandant à être incorporés sous le nom de "The Chevra Kadisha of Montreal";

De la cité de Québec demandant des amendements à sa charte ;

De la ville de Richmond demandant une loi refondant sa charte ;

De M. A. Lemieux demandant que le Barreau soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Du "Jeffery Hale's Hospital, " demandant des amendements à sa charte ;

De la " Mount Royal Cemetery Co., " demandant des amendements à sa charte ;

Du " Montreal Club, " demandant des amendements à sa charte ;

Du révérend Frère Macaire Rioux et autres, demandant une loi d'incorporation sous le nom de " Le Monastère de Notre-Dame de Mistassini " ;

Des exécuteurs testamentaires de la succession de Chs. F. Viau, demandant certains pouvoirs ;

De Stanley Burns demandant l'autorisation de pratiquer comme chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

De W. Strachan et autres demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Wm. Strachan Coy " ;

De Henry J. Hague et autres, demandant une loi d'incorporation sous le nom de " The Montreal Light, Heat & Power Coy " ;

De "The Chambly Manufacturing Co., " demandant des amendements à sa charte ;

De James C. King et autres, demandant d'être incorporés sous le nom de " Warden King & Son, Limited " ;

De F. X. E. Guay, demandant que le Barreau soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

Du " Quebec & Lake St John R. R. ", demandant des amendements à sa charte ;

De Victor Fecteau et autres, demandant des amendements à la loi octroyant certains pouvoirs à la Corporation de St-Etienne de Lauzon ;

De " The Synod of the Diocess of Montreal, " demandant l'abrogation de la 3ème section de sa charte ;

De Très Révérend W. P. Bond et autres, pour confirmer certains arrangements intervenus entre l'évêque de Montréal et le recteur du " Christ Church Cathedral " ;

De Henry Miles et autres, demandant d'être incorporés sous le nom de " Montreal Business Men's League " ;

Du " Quebec Central Railway, " demandant des amendements à sa charte ;

De James Scott, demandant l'autorisation de changer son nom en celui de James Barn Scott ;

De la " Laing Packing and Provision Company, Limited, " demandant l'autorisation d'établir des abattoirs dans les limites de la cité de Montréal ;

De certains propriétaires de Ste-Flore, s'opposant à l'annexion d'une partie de cette paroisse au village de Grand'Mère ;

De M. H. W. Renaud et autres, demandant une loi autorisant la vente de certains immeubles de la succession J. B. Renaud ;

De " The St. Lawrence Southern Railway Co. " demandant un acte d'incorporation ;

De la municipalité scolaire de la cité de Ste-Cunégonde demandant certains pouvoirs ;

De la corporation du village de Grand'Mère demandant une loi la constituant en corporation de ville ;

De V. Fecteau et un certain nombre de contribuables de St-Etienne, comté de Lévis, demandant l'abrogation de la loi accordant certains pouvoirs à la dit municipalité de St-Etienne ;

De la "Canadian Electric Light Co" demandant une loi pour ratifier l'émission de débentures et autres pouvoirs ;

De l'honorable P. Garneau et autres demandant l'incorporation du "Quebec and James Bay Railway Co." ;

Du révérend M. Caron et autres demandant l'érection en municipalité de Ste-Catherine de Hatley ;

Des syndics de la paroisse de St-Paul de Montréal demandant une loi amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de St Paul de Montréal ;

De la "Ristigouche Boom Co." demandant permission de construire des estacades, etc ;

De Joseph Langlois et autres demandant l'incorporation des manufacturiers de chaussures de Québec ;

De E. A. Dorion demandant à ajouter les mots de "Saint-Ours" à son nom ;

D'Elzéar Fortier et autres demandant l'incorporation de la "Compagnie du Téléphone de Montmorency" ;

De John Soucy et autres demandant l'érection en municipalité de Saint-Stanislas de Kotska ;

De J. E. Boily demandant une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens P. Q., à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

De Chs. T. Harvey et autres demandant l'incorporation du "Quebec Northern R. R. Co. " ;

D'Aimé Levasseur et autres demandant une loi constituant en corporation "La Cie du Pont de Grand'Mère ;"

De J. A. Wallace et autres demandant l'incorporation du "Wolfe, Lotbinière & Megantic Railway" ;

De la Révérende Eulodie V. Paradis et autres demandant l'incorporation des "Petites Sœurs de la Ste-Famille" ;

Proposé par M. Watts, secondé par M. de Grosbois et

Ordonné,—Que le nom de M. Weir soit ajouté à ceux des membres du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, etc.

Proposé par l'honorable M. Déchêne, secondé par l'honorable M. Gouin et

Ordonné,—Que le nom de M. Taschereau soit ajouté à ceux du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, etc.

Proposé par l'honorable M. Gouin, secondé par l'honorable M. Déchêne et

Ordonné,—Que le nom de M. Prévost soit ajouté à ceux du comité spécial permanent de l'agriculture, etc.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No. 81) amendant la loi de l'instruction publique

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 82) amendant l'Ordonnance 3 Vict., ch. 31, intitulé: " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet et les divers actes et ordonnances qui l'amendent."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 83) amendant le Code civil et décrétant des dispositions relatives à l'adoption.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tellier.—1 Pour quelles raisons la société d'agriculture No. 2 du comté de Joliette, n'a-t-elle pas reçu d'octroi du gouvernement durant les exercices financiers expirant le 30 juin des années 1898, 1899 et 1900 ?

2. Cette société a-t-elle touché quelque octroi depuis le 30 juin 1900 ?

3 Dans l'affirmative, quel montant a-t-elle reçu, et quelle est la date du paiement ?

Réponse par l'honorable M. Déchêne :—1. Parce qu'elle ne s'est pas conformée à la loi ; 2 et 3. Non.

Par M. Tellier.—1. Pour quelles raisons le cercle agricole de la paroisse de St-Jean de Matha, dans le comté de Joliette, n'a-t-il pas reçu d'octroi du gouvernement durant les exercices financiers expirant le 30 juin des années 1898, 1899 et 1900 ?

2. Ce cercle a-t-il touché quelque octroi du gouvernement depuis le 30 juin 1900 ?

3. Dans l'affirmative, quel montant a-t-il reçu, et à quelle date a-t-il été payé ?

Réponse par l'honorable M. Déchêne :—1. En 1898, 1899 et 1900, le cercle n'a rien reçu, parce qu'il ne s'est pas conformé à la loi ; 2 et 3. Cinquante piastres ont été payées dans le courant de septembre 1900.

Par M. Tellier.—1. L'attention du gouvernement a-t-elle été appelée sur le fait que le tarif d'honoraires de la cour supérieure et celui des greffiers de la cour de circuit ne seraient plus en rapport avec la procédure, depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure civile ?

2. L'attention du gouvernement a-t-elle été appelée sur le fait que ces tarifs seraient exorbitants sur certains points et incomplets sur d'autres ?

3. Est-ce l'intention du gouvernement de reviser ou de refaire ces tarifs ou de prendre des mesures pour que cela soit fait ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—1. Non. 2. Non. 3. A l'étude.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—

Copie de l'arrêté-en-conseil, recommandant la dissolution de l'Assemblée législative, mentionné dans la proclamation de novembre dernier, 1900.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre. —

1. Copie de tous arrêtés-en-conseil, depuis la dernière session, au sujet de la vente, par le gouvernement, du terrain sur la Grande Allée ci-devant acquis pour les fins d'une école normale ;

2. Copie de toute correspondance au sujet de telle vente ou de la location de tel terrain, le tout depuis la dernière session.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—

1. Copie de tous arrêtés en-conseil au sujet de l'acquisition d'un terrain ou site pour l'Ecole Normale Laval, depuis la dernière session ;
2. Copie de tous contrats et de toute correspondance à ce sujet ;
3. Copie d'un état indiquant les sommes dépensées, tant pour l'acquisition que pour dépenses de réparation, d'installation, d'agrandissement, etc.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—

1. Copie de tous arrêtés-en-conseil autorisant le paiement d'aucune partie du subside voté pour venir en aide à la construction d'un pont entre Lévis et Québec ;
2. Copie de tous contrats et de toute correspondance au sujet du paiement de tel subside.

Proposé par M. Tellier, secondé par l'honorable M. Flynn. et

Résolu :—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—

1. Copie d'un état détaillé, comté par comté, des montants dépensés pour chemins, et ponts de colonisation dans cette province, depuis le 30 juin 1900 ;
2. Copie de tous arrêtés-en-conseil se rapportant à cette dépense.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable M. Turgeon dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, les documents suivants :

Rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec pour l'exercice du 1er juillet 1899 au 30 juin 1900.

(Document de la session No 6.)

Statistiques municipales ou rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1899.

(Document de la session No 17)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 22 février 1901.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par M. Tessier (Rimouski),—la pétition de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Canada contre le feu ;

Par M. Petit,—la pétition de la Révérende Sœur Françoise Simard et autres, de Chicoutimi ;

Par M. Gillies—la pétition de Ashley Bemis Tower, des Etats-Unis ;

Par M. Cochrane,—la pétition de J. B. A. Lanctôt et autres, de Montréal.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires des Institutions suivantes, pour 1900, savoir :

L'Asile de Ste-Brigitte, de la cité de Québec; la salle d'Asile St-Jean d'Iberville, P. Q. ; L'Hôpital St-Jean d'Iberville; L'Hôpital Notre Dame, de Montréal; Women's Christian Association, Québec; Ladies' Protestant Home, Sherbrooke; Protestant Hospital; Sœurs de la charité de l'Hospice St-Jean de la Délivrance, Lévis; L'Hospice des Sœurs de la charité, de Rimouski; L'Association des Dames charitables de Québec; L'Hospice des Sœurs de la charité de Québec; L'Orphelinat des Sœurs de la charité de Québec; L'Hospice des Sœurs de la charité de Québec; Church of England; Female Orphan Asylum; Monastère de charité du Bon Pasteur de Montréal; L'Hospice de la Miséricorde; L'Asile du Bon Pasteur, de Québec; Montreal Protestant Orphan Asylum; La communauté des Sœurs de la charité de l'Hôpital Général de Montréal; L'Hospice de la Maternité et des enfants abandonnés de Montréal, sous la direction des Sœurs de la Miséricorde; L'Hôpital de Fraserville; L'Hospice St-Jérôme; L'Hôtel-Dieu St-Vallier, de Chicoutimi; Montreal Ladies' Benevolent Society; L'Hôpital de St-Patrice de Montréal; L'Hôpital du Sacré-Cœur de Sherbrooke; L'Hôtel-Dieu de Nicolet; L'Hôtel-Dieu de St-Joseph d'Arthabaskaville; Royal Trust Company, Montréal; Salle d'Asile St-Jacques, P. Q. ; L'Asile Nazareth de Montréal; L'Hôpital Général de Sorel; L'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, de Québec; Ladies' Hebrew Benevolent Society; Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society; St Margueret's Home for Incurables; L'Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul; Sœurs de la Providence, Montréal; Asile St-Vincent de Paul, Montréal et L'Hôpital de Valleyfield. (*Document de la session, No. 18.*)

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires de "The Royal Trust Company, of Montreal," pour 1900. (*Document de la session, No. 19.*)

Proposé par M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Gillies, et avec le consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné,—Que la règle de cette Chambre relative à l'honoraire additionnel soit suspendue en autant qu'elle s'applique aux pétitions présentées aujourd'hui.

M. DeGrosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a élu M. DeGrosbois son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres."

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Duffy, du comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a élu l'honorable M. Duffy son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres."

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Watts, du comité spécial permanent des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a élu M. Watts son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres."

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Dechène, du comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a élu l'honorable M. Dechène son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres."

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Tessier, (Rimouski), du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui est lu comme suit :

“ Votre comité, après avoir élu A. Tessier, écuyer, président du dit comité, est convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans ce rapport.

M. Lalonde, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a choisi M. Lalonde pour son président, et recommande à votre honorable Chambre de réduire le quorum du dit comité à cinq membres.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Smith, du comité spécial permanent des industries, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Smith son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Champagne, du comité spécial permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Champagne son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Copie de tous arrêtés-en-conseil au sujet de la concession, vente ou abandon par la Couronne de tous ses droits et prétentions sur le territoire dit : seigneurie de Mingan ;

2. Copie de tous contrats et de toute correspondance à ce sujet.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi.

Lundi, 25 février 1901.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir :

De Walker G. Mitchell demandant d'autoriser le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres ;

D'Antoine Gobeil demandant d'autoriser le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De Chs. Forgues et autres, demandant des amendements à l'acte d'incorporation du village de la Pointe-au-Pic ;

De Rodolphe Beaudry et autres, demandant l'autorisation d'hypothéquer certain terrain ;

De G. C. Dessaulles et autres, demandant de constituer en corporation la " Union Railway Co. " ;

De Jos. Arthur Paquet et autres, demandant l'incorporation de la " Compagnie Paquet, limitée " ;

De John J. Barry demandant d'autoriser le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De la ville de Salaberry de Valleyfield demandant de ratifier certains règlements ;

De la corporation de la ville de St-Louis, demandant des amendements à sa charte ;

De la Montreal Land Improvement Company, demandant de dégager de toute responsabilité les acheteurs d'immeubles légués par feu Simon Valois ;

De la " Montreal Gas Company ", demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Canada, contre le feu, demandant certains privilèges et pouvoirs additionnels ;

De Françoise Simard, sœur Marie du Bon Conseil et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " l'Institut de Notre-Dame-du-Bon-Conseil " ;

D'Ashley Bemis Tower, demandant que la " Société canadienne des ingénieurs civils ", soit autorisée à l'admettre au nombre de ses membres ;

Et de J. B. Lanctot et autres, demandant que la charte de la cité de Montréal soit amendée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un bill (No 6) amendant et refondant la loi concernant l'hygiène publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Chicoyne.—Le gouvernement est-il informé que les greffiers de la paix exigent un honoraire des juges de paix pour recevoir leur serment d'allégeance à notre nouveau souverain ?

Dans l'affirmative, en vertu de quelle autorité tel honoraire est-il perçu.

Réponse par l'honorable M. Duffy:—Non.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Un état des différentes recettes et paiements de toutes sources, de la province de Québec, depuis le premier juillet dernier (1900) jusqu'à date.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :

1. Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis le 1er juillet 1897, au sujet du droit de pêcher dans le fleuve Saint-Laurent, en ce qui regarde le territoire qui longe ce fleuve et qui est compris dans le comté de Nicolet ;

2. D'un état indiquant, année par année, les noms des personnes qui ont reçu, soit du gouvernement de Québec, soit du gouvernement d'Ottawa, des permis ou licences de pêche, la nature de ces permis, leur durée, et le prix,—le tout, depuis le 1er juillet 1897 ;

3. Copie de chaque formule de permis ou licence émise par le département des Terres, Forêts et Pêcheries ou en vertu de ses instructions, avec, aussi, copie de chaque formule de différentes espèces de permis ou licences de pêche émise par le département de la Marine et des Pêcheries,—le tout, pour la même période ;

4. D'un état indiquant la somme totale reçue, année par année, depuis le premier juillet 1897, pour loyer ou prix de ces permis ou licences, avec le chiffre des dépenses encourues, chaque année, pour les services des gardes-pêche ou autrement ;—le tout, pour la même période et pour la même région.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 82) amendant l'Ordonnance 3 Vict., ch. 31, intitulée: " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet et les divers actes et ordonnances qui l'amendent. "

M. Cochrane propose, secondé par M. Blanchard,—et la question étant posée: Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Turgeon dépose sur le bureau de la Chambre: La réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 21 février 1901, demandant copie de l'arrêté-en-conseil recommandant la dissolution de l'Assemblée législative, mentionné dans la proclamation de novembre dernier, 1900. (*Document de la session No 20.*)

Proposé par l'honorable M. Déchêne, secondé par l'honorable M Parent, et

Ordonné,—Que le nom de M. Tourigny soit ajouté à ceux des membres du comité d'agriculture.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 26 février 1901.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition des Commissaires d'écoles de la ville de Magog; la pétition de David Edouard Barras, de Lévis; la pétition de Henry Higgins et autres, de Londres, Angleterre; la pétition de L. H. Gaudry et autres, de Québec et d'ailleurs; et la pétition du Rev. M. Garon et autres, de St-Etienne de Lauzon, Lévis.

Par l'honorable M. Pelletier,—la pétition de Z. Brochu et autres, de St-Anselme, Dorchester.

Par M. Roy, (Montmagny)—La pétition du Rév. M. Sirois et autres, du Cap St-Ignace, Montmagny.

Par l'honorable M. Guerin,—la pétition de Alice Rolland et autres, de Montréal.

Par M. Champagne,—la pétition du "Crédit-Foncier du Bas-Canada," de Montréal.

Par l'honorable M. Tessier,—la pétition du révérend M. Bernard et autres, de Ste Christine, Portneuf; et la pétition d'Etienne Guillette et autres, de St Gilbert, Portneuf.

M. Lalonde, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité, après avoir examiné les pétitions suivantes, trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

Du "Club Commercial et Littéraire de Hull"; "The Free Methodist Church of the Province of Quebec"; de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan; de "The Chevre Kadisha of Montreal"; de "The William Strachan Company, Limited"; de "The Montreal Business Men's League"; de l'Institut Notre-Dame du Bon Conseil de la ville de Grand'Mère; de la Compagnie du Pont de Grand'Mère, demandant respectivement une loi les constituant en corporation; de la cité de Hull; de la cité de Trois-Rivières; de la ville de Richmond; de la "Montreal Gas Company"; de la "Mount-Royal Cemetery Coy"; de "The Montreal Club"; de la Compagnie Manufacturière de Chambly; du Synode du Diocèse de Montréal; de la compagnie de chemin de fer du Québec Central, demandant respectivement une loi amendant leur charte; de la compagnie de chemin de fer Québec Central, demandant une loi lui accordant le pouvoir de construire un embranchement;

D'Aurélien Bernatchez, d'Omer Drouin, de E. H. Bégin, de M. A. Lemieux, de F.-X. E. Guay, d'Antoine Gobeil, demandant respectivement une loi autorisant le barreau de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres, après examen;

De Moïse Véronneau et de J. E. Boily, demandant respectivement une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres, après examen;

De S. R. Martin, de Stanley Burns, demandant une loi les autorisant à pratiquer l'art dentaire dans la province de Québec;

Des exécuteurs testamentaires de la succession de feu John Pratt, demandant certains pouvoirs;

Du président et des syndics de la commune d'Yamaska, demandant des amendements aux lois qui règlent la dite commune;

De la corporation de la municipalité de St-Etienne de Lauzon, demandant des amendements à sa charte;

Et de la "Christ Church Cathedral," demandant une loi pour confirmer certains arrangements;

De James Scott, demandant une loi l'autorisant à changer son nom en celui de James Barn Scott;

Des syndics de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, demandant une loi amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la dite paroisse;

De la ville de Salaberry de Valleyfield, demandant de ratifier certains règlements ;

De " The Montreal Land and Improvement Company ", demandant de dégager de toute responsabilité les acheteurs d'immeubles légués par feu S. Valois ;

De A. B. Tower, demandant une loi autorisant la société canadienne des ingénieurs civils à l'admettre au nombre de ses membres ;

De R. Beaudry et autres, demandant une loi concernant la succession de feu F. X. Beaudry.

Ordonné,—Que l'hon. M. Leblanc ait la permission de présenter un Bill (No 139) concernant la succession de feu François Xavier Beaudry.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné —Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (No 83) autorisant et ratifiant le règlement No 162 de la ville de Salaberry de Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la compagnie dite " The Montreal Cotton Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 123) amendant l'article 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé : Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la compagnie du cimetière de Mont Royal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 67) changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 41) constituant en corporation " The William Strachan Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 58) constituant en corporation la " Montreal Business Men's League."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 34) ratifiant la constitution en corporation du “ Club de Montréal ” et lui accordant certains pouvoirs additionnels.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 32) confirmant certains arrangements intervenus entre le Lord Evêque du diocèse de Montréal et le Recteur de la “ Christ Church Cathedral ” dans le dit diocèse.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 51) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre J. E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 66) concernant la succession de feu John Pratt,

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 43) amendant les lois qui régissent la commune de la seigneurie d'Yamaska.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 49) amendant et consolidant la charte de la ville de Richmond.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. l'etiti ait la permission de présenter un Bill (No 50) constituant en corporation l'institut des Sœurs de Notre-Dame du Bon Conseil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cook ait la permission de présenter un Bill (No. 131) revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill (No 56) autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres, après examen,

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill (No 57) autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Omer Drouin au nombre de ses membres, après examen,

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill (No 120) amendant la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de St-Etienne de Lauzon, dans le comté de Lévis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill (No 63) modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill (No 64) autorisant Samuel Robert Martin à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill (No 68) constituant en corporation le club commercial et littéraire de Hull.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 69) autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre F. X. Edouard Guay au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 77) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 76) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 140) autorisant la société canadienne des ingénieurs civils, à admettre Ashley Bemis Lower au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Watts ait la permission de présenter un Bill (No 31) modifiant la loi connue sous le titre de "Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal, 1890."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Watts ait la permission de présenter un Bill (No 54) constituant en corporation la société religieuse "The Free Methodist Church" de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 52) amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 44) dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 110) constituant en corporation " *The Chevra Kadisha of Montreal.*"

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No 141) amendant la charte de la compagnie manufacturière de Chambly.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 138) autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Antoine Gobeil au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 118) autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 47) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Edouard Honoré Bégin au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 79) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture

Ordonné.—Que M. Roy (St Jean) ait la permission de présenter un Bill (No 129) amendant la charte de la compagnie du Gaz de Montréal et les actes qui l'amendent.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 83, amendant le Code civil et décrétant des dispositions relatives à l'adoption.

M. Hutchinson propose, secondé par M. Weir ; et la motion étant proposé : que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Proposé par M. Major, secondé par M. Champagne et il est

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des deux derniers rapports de l'inspecteur des bureaux d'enregistrement pour les comtés de Pontiac, Deux-Montagnes, Argenteuil, Wright et Labelle.

Proposé par M. Dupuis, secondé par M. Bergeron, et il est

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous comptes transmis au gouvernement par le Dr Demers, coroner conjoint du district de Beauharnois, avec un état détaillé des montants payés au dit coroner.

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre : - Réponse à une adresse, en date du 21 février 1901, demandant : 1. Copie de tous arrêtés-en-conseil autorisant le paiement d'aucune partie du subside voté pour venir en aide à la construction d'un pont entre Lévis et Québec ;

2. Copie de tous contrats et de toute correspondance au sujet du paiement de tel subside.
(Document de la session No 21.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 27 février 1901.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Cooke.—La pétition de " The North Shore Power Company " ;

Par M. Neault.—La pétition du révd M. Cloutier et autres, de Saint-Narcisse ;

Par M. Fiset.—La pétition du révd M. Trahan et autres, de Saint-Sévère, comté de Saint-Maurice ;

Par l'honorable M. Flynn —La pétition du révd M. Raiche et autres, de Bécancourt, Nicolet ; et la pétition du révd M. Saint-Germain et autres, de Sainte-Marie, Nicolet ;

Par l'honorable M. Langelier.—La pétition du révd M. Lacerte et autres, de Saint-Prosper, comté de Champlain ;

Par l'honorable M. Déchène.—La pétition de Jos. Pelletier et autres, de Sainte-Louise, l'Islet ; la pétition de P. O. Saint-Pierre et autres, de Saint-Aubert, l'Islet ; et la pétition du révd. M. Frénette et autres, de Saint-Jean-Port-Joli, l'Islet ;

Par M. Lemay.—La pétition du révd M. Péruse et autres, de Saint-Flavien, Portneuf.

M. Lalonde, du comité des Ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre Comité après avoir examiné les pétitions suivantes, trouve que les avis donnés sont suffisants: 1^{re} " The Montreal Light, Heat and Power Company ; " des Petites Sœurs de la Sainte-Famille, demandant respectivement une loi les constituant en corporation ; de Léopold Houle, de John J. Barry, demandant respectivement une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à les admettre au nombre de ses membres, après examen ; de la Société des Artisans Canadiens Français, de la cité de Québec, demandant respectivement des amendements à leur charte ; de la ville de Longueuil et de la Compagnie de chemin de fer " Le Grand Tronc du Canada," demandant une loi ratifiant un certain arrangement ; des exécuteurs testamentaires de la succession de Charles T. Viau, et de la " Laing Packing and Provision Company," demandant certains pouvoirs."

Ordonné.—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 40) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No. 133) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L. Houle au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Neault ait la permission de présenter un Bill (No. 130) constituant en corporation la compagnie du pont de Grand'Mère, et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière St-Maurice entre le village de Grand'Mère et la paroisse de St-Théophile du Lac.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No. 55) concernant la succession de feu Charles Théodore Viau.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No. 65) concernant la "Laing Packing and Provision Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No. 142) constituant en corporation la "Montreal Light, Heat and Power Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 37) constituant en corporation Les Petites Sœurs de la Sainte-Famille.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No. 35) concernant la ville de Longueuil et la Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 137) autorisant le Bureau de la province de Québec à admettre J. Jos. Barry au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 36) amendant la charte de la cité de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Girard ait la permission de présenter un Bill (No 38) autorisant le collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec à admettre Moise Véronneau à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 3)—Loi concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu. lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Watts ait la permission de présenter un bill (No 89) amendant l'article 5290 S. R. Q., concernant les compagnies d'assurance mutuelle.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité spécial, pour assister l'Orateur dans l'administration de la

bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif, comme membre du comité conjoint des deux Chambres de la bibliothèque, et que ce comité a été composé des honorables MM. Chapais, de Boucherville, Girouard, Lanctôt, Mathieu, Ouimet, Rolland, McCorkill et Ward.

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Déchêne, et

Résolu.—Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Parent, Turgeon, Flynn, Gouin, Pelletier, Guerin, LeBlanc, Tessier (Portneuf) et MM. Tellier, Tessier (Rimouski), Chauré, Chicoyne, Roy (Kamouraska), Cardin, Weir et Allard soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Résolu.—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné.—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Résolu.—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant Leurs Honneurs de bien vouloir se joindre à cette Chambre, pour former un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, en informant Leurs Honneurs que les honorables MM. Parent, Flynn, Déchêne, Duffy, Pelletier et LeBlanc, et MM. Robitaille, Garneau, Champagne, Watts et Lacombe agiront comme membres du dit comité des impressions.

Ordonné.—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu comme suit par M. l'Orateur (*tous les membres de la Chambre étant debout, tête découverte.*)

L. A. JETTÉ,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

J'ai reçu avec grand plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et vous en remercie bien sincèrement.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT

27 février, 1901.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. M. Goulet, député-percepteur du revenu pour le district de Québec, a-t-il été démis de ses fonctions?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et pour quelle cause?

3. M. Goulet est-il encore à l'emploi du gouvernement à quelqu'autre titre?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—1 et 2—M. Goulet, ci-devant député-collecteur du revenu provincial pour le district de Québec, a résigné sa position le 21 janvier 1901, et sa démission a été acceptée par un ordre-en-conseil vers le 25 du même mois.—3 Non.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Est-il vrai que le Dr Golboub, député à la Chambre des Communes du comté de Beauce, a été nommé à une position permanente par le gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative, laquelle?

3. Quel est le salaire qu'il recevra?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—1. Oui.

2. Régistrateur pour le comté de Beauce, conjointement avec M. Taschereau-Fortier, écr.

3. Il partagera, avec son collègue, les honoraires et les émoluments de cet emploi.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn et

Résolu.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous arrêtés-en-conseil, papiers, documents, correspondances et rapports de L. J. Cannon, écr., assistant l'Procureur-général, au sujet de l'enquête tenue contre M. Goulet, assistant-percepteur du revenu de ce district, sur plainte faite contre lui par l'Association des marchands de vin et de liqueurs licenciés de Québec, et aussi copie de toutes pièces et documents quelconques se rapportant à cette affaire.

Ordonné.—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Cochrane, secondé par W. Walker, et il est

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Une liste des primes reçues par les différentes compagnies d'assurance dans la province de Québec, contenant le nom des compagnies, leur bureau principal, le montant reçu par chacune d'elles dans la province de Québec, en 1899, et les taxes payées par chacune d'elles.

Les bills ci-après sont, conformément à l'ordre du jour, respectivement lus une deuxième fois, et référés au comité des bills privés :

Bill (No 189) concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry ;

Bill (No 33) autorisant et ratifiant le règlement No 162, de la ville de Salaberry de Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la Compagnie dite " The Montreal Cotton Co ; "

Bill (No 31) modifiant la loi connue sous le titre de " Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal, 1890 ; "

Bill (No 67) changeant le nom de James Scott, marchand, de la cité de Montréal, en celui de James Barn Scott ;

Bill (No 129) amendant la charte de la compagnie du gaz de Montréal et les actes qui l'amendent ;

Bill (No 51) autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec, à admettre J. E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 44) dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois ;

Bill (No 41) constituant en corporation " The William Strachan Co. " ;

Bill (No 53) constituant en corporation " The Montreal Business Men's League " ;

Bill (No 34) ratifiant l'incorporation du " Club de Montréal " et lui accordant certains pouvoirs additionnels ;

Bill (No 123) amendant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé : " Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du Cimetière du Mont Royal " ;

Bill (No 32) confirmant certains arrangements entre le Lord Evêque du diocèse de Montréal et le Recteur de la " Christ Church Cathedral, " dans le dit diocèse ;

Bill (No 47) autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Edouard Honoré Bégin au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 69) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre F. X. Edouard Guay au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 66) concernant la succession de John Pratt ;

Bill (No 68) constituant en corporation le Club Commercial et Littéraire de Hull ;

Bill (No 43) amendant les lois qui régissent la commune de la seigneurie d'Yamaska ;

Bill (No 54) constituant en corporation la société religieuse " The Free Methodist Church " de la province de Québec ;

Bill (No 110) constituant en corporation " The *Chevra Kadisha* of Montreal ;

Bill (No 49) amendant et consolidant la charte de la ville de Richmond ;

Bill (No 140) autorisant la Société Canadienne des Ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower, au nombre de ses membres ;

Bill (No 50) constituant en corporation " l'Institut des Sœurs de Notre-Dame du Bon Conseil .

— — —

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et référés au comité des chemins de fer, canaux, etc. :

Bill (No 141) amendant la charte de la compagnie manufacturière de Chambly ;

Bill (No 76) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer " Quebec Central " ;

Et Bill (No 77) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer " Quebec Central ."

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jedi, 28 février 1901

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de Chs. Blanchette et autres, de St Etienne de Lévis ;

Par M. Roy (Montmagny),—la pétition du rév. M. Thiboutot et autres, de St-Antoine de l'Ile aux Grues ;

Par M. Lemay,—la pétition du révd. M. Moreau et autres, de St-Philomène de Fortierville, Lotbinière ;

Par l'honorable M. Tessier,—la pétition de J. Ph. Guertin et autres, de St Thuride, Portneuf.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues. savoir :

Des commissaires d'écoles de la ville de Magog, demandant de ratifier un arrangement intervenu entre eux et la " Dominion Cotton Mills Co." ;

De Joseph David Edouard Barras, demandant à être admis à la pratique de l'art dentaire ;

De Henry Higgin et al., demandant l'incorporation de la compagnie de chemin de fer " Canadian Atlantic Western " ;

De L. H. Gaudry et al., demandant l'incorporation de la compagnie de chemin de fer électrique de Lévis ;

D'Aline Rolland et al., s'opposant à ce que le nom de "St-Ours" soit ajouté à celui de A. R. Dorion ;

Et du Crédit-Foncier du Bas-Canada, demandant des amendements à sa charte.

M. Lalonde, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité après avoir examiné les pétitions suivantes, trouve que les avis requis ont été donnés, dans chaque cas, savoir :

De "The Quebec and James Bay Railway Coy"; de l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec; de la Compagnie de téléphone du comté de Montmorency; de la Compagnie Paquet, limitée, demandant respectivement d'être constitués en corporation; du "Jeffery Hale's Hospital"; de la compagnie du chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean; de la "Canadian Electric Light Company," demandant respectivement des amendements à leur charte; et de M. H. W. Renaud et autres, demandant une loi autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud et la loi qui l'amende.

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Déchêne et il est

Ordonné,—Qu'un comité spécial, composé des honorables MM. Duffy, Flynn, Guérin et Pelletier (Dorchester), et de MM. Blanchard, Champagne, Cherrier, Chauret, Chicoyne, Garneau, Morin (St-Hyacinthe, Décarie, Gosselin (Iberville), Lacombe, Tellier, Pelletier (Sherbrooke), Lemay, Roy (St-Jean), Watts, De Grosbois, Roy (Kamouraska), Duhamel, soit nommé pour prendre en considération certains amendements au Code municipal.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 60) amendant la loi 47 Victoria, chapitre 91, intitulé: "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud" et la loi qui l'amende.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 39) concernant la "Canadian Electric Light Company, limited";

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 61) amendant la loi 63 Victoria, chapitre 67, concernant la compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 72) constituant en corporation la compagnie du téléphone du comté de Montmorency.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 73) constituant en corporation “ l’Association des manufacturiers de chaussures de Québec.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 71) constituant en corporation “ La Compagnie Paquet, limitée”;

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tanguay ait la permission de présenter un Bill (No 74) constituant en corporation “ The Quebec and James Bay Railway Company ”;

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hearn ait la permission de présenter un Bill (No 59), amendant l’acte d’incorporation de l’Hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Neault ait la permission de présenter un Bill (No 124), constituant en corporation la ville de Grand’Mère.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l’honorable M. Déchène ait la permission de présenter un Bill (No 8), amendant la loi concernant l’agriculture.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 88), amendant l’article 1048 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné.—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 87), amendant l'article 2260 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Chicoyne ait la permission de présenter un Bill (No 86) concernant les subventions municipales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill (No 84) amendant le Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné.—Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill (No 85), amendant la loi concernant les dentistes.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Walker ait la permission de présenter un Bill (No 90) amendant l'article 761 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lemay—1. Le livre mentionné dans le discours du Trône comme devant être distribué gratuitement dans les écoles primaires, est-il imprimé ?

2. Dans l'affirmative, à combien d'exemplaires, et combien a coûté l'impression de ces exemplaires ?

3. S'il n'est pas imprimé, à combien est estimé le coût de l'impression ?

4. Combien a coûté ou coûtera le travail de préparation de ce même livre ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Le livre est actuellement sous presse. Le contrat a été donné à la Compagnie d'Imprimerie de Québec, à raison de \$16,000.00 pour cent mille exemplaires de chaque partie.

Par M. Girard.—1. Le gouvernement est-il informé si M. F. X. Boileau, registraire du département des Travaux publics de cette province, est intéressé dans la publication du journal "Le Bulletin du Travail", de Québec ?

2. Dans l'affirmative, en quelle qualité ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Oui, par une lettre en date du 25 février 1901, adressée à l'honorable Premier Ministre et transmise au département des Travaux Publics.

2. Il est dit dans cette lettre que M. F. X. Boileau est le rédacteur et le propriétaire du journal "Le Bulletin du Travail."

Proposé par M. Cardin, secondé par M. Tessier (Rimouski), et il est *Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Une liste : 1. Des noms de tous les inspecteurs de chaudière à vapeur des manufactures de la province de Québec, ainsi que de leur résidence ;

2. Une liste des noms des examinateurs qui leur ont donné leur certificat, ainsi que leur résidence.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'hon. M. Pelletier et il est

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant les noms des personnes qui ont obtenu des permis de chasse en vertu de l'acte 62 Victoria, ch. 24, (1899), avec mention des sommes payées pour tels permis, et leur durée.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous rapports, requêtes et de toute correspondance au sujet d'infractions, depuis deux ans, à la loi de chasse et de pêche dans la région de la Métapédia, dans les comtés de Matane et de Bonaventure.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes requêtes adressées, depuis un an, au gouvernement de la province de Québec, à l'honorable Premier-Ministre ou à aucun membre du gouvernement au sujet de la continuation du chemin de fer de la Baie des Chaleurs jusqu'au Bassin de Gaspé, et de la construction d'une ligne à travers la péninsule de Gaspé, dite "ligne courte."

L'honorable M. Turgeon propose, secondé par l'honorable M. Gouin, et il est

Résolu,—Que cette Chambre se formera en comité général, demain, pour considérer une certaine résolution relative au contrat passé entre le gouvernement, la Standard Assurance Company et les Sœurs de la Charité de Québec.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 6), amendant et refondant la loi concernant l'hygiène publique.

L'honorable M. Turgeon propose, secondé par l'honorable M. Gouin, —et la question étant posée: Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre pour demain.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont respectivement lus une deuxième fois, et référés au comité des bills privés :

Bill No (120).—Loi amendant la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de St-Etienne de Lauzon, dans le comté de Lévis.

Bill (No 58).—Loi amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal;

Bill (No 65).—Loi concernant la "Laing Packing and Provision Company";

Bill (No 55).—Loi concernant la succession de Théodore Viau;

Bill (No 130).—Loi constituant en corporation "La Compagnie du Pont de Grand'Mère" et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand'Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac;

Bill (No 35).—Loi concernant la ville de Longueuil et la compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada,

Bill (No 36).—Loi amendant la charte de la cité de Québec;

Bill (No 142).—Loi constituant en corporation la "Montreal Light, Heat and Power Company";

Et Bill (No 40).—Loi amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français.

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la province, dépose sur la bureau de la Chambre, la réponse à une adresse, en date du 21 février courant, demandant : 1. Copie d'un état détaillé, comté par comté, des montants dépensés pour chemins, ponts de colonisation dans cette province, depuis le 30 juin 1900 ;

2. Copie de tous arrêtés-en-conseil se rapportant à cette dépense.

(Document de la session No. 22)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 1er Mars, 1901

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, pour 1900, savoir :

L'Œuvre du Patronage de Québec.—(*Document de la session No. 18.*)
De "The Turnpike Road Company" de l'Île Jésus pour 1900.

(*Document de la session No. 24.*)

Et, de la Compagnie du chemin à barrière de Terrebonne, pour 1900.
(*Document de la session No. 23.*)

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table ;

Par M. Chauret,—La pétition de la ville St Laurent, Montréal ;

Par M. Caron,—La pétition de C. Paradis, et autres, de la ville de Sorel, district de Richelieu ;

Par l'honorable M. Turgeon,—La pétition de O. Lachance et autres, de Beaumont, Bellechasse ; la pétition de H. Boucher et autres, de St Philémon, Bellechasse ; la pétition de Jos. Asselin et autres, de St Charles, Bellechasse ; la pétition du Révérend M. Samson et autres, de St Cajetan, Bellechasse ; la pétition du Révd. M. Bureau et autres, de St Michel, Bellechasse ; la pétition de H. Morin, senior, et autres, de Notre-Dame de Buckland, Bellechasse.

Par M. Roy (Kamouraska)—La pétition du Révd. M. Fraser et autres, de St Anne de la Pocatière. (Kamouraska.)

Par M. Fiset,—La pétition du Révd. M. Janelle et autres, de St Thècle, Champlain ;

Par M. Lemay, — La pétition de S. Garneau et autres, de St Antoine de Tilly, Lotbinière ;

Par M. Tessier, (Rimouski)—La pétition du Révd. M. LeBel, de St Donat de Rimouski ; la pétition du Révd. M. LeBlanc et autres, de St Gabriel, Rimouski ; la pétition du Révd. M. Audet et autres, de St Fabien Rimouski ;

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

La pétition du " North Shore Railway Company " demandant des amendements à sa charte.

M. Lalonde, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité après avoir examiné les pétitions suivantes, trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas, savoir :

De la " Ristigouche Boom Company ", demandant une loi l'autorisant à construire et exploiter des estacades et des jetées dans la province de Québec ;

De la paroisse de St-Stanislas, demandant une loi l'érigeant en municipalité ;

Et de la municipalité scolaire de la cité de Ste-Cunégonde, demandant certains pouvoirs.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 95) autorisant la " Ristigouche Boom Company " à construire et exploiter des estacades et des jetées dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 125) concernant l'instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qu'il est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pelletier (Sherbrooke), ait la permission de présenter un Bill (No 42), érigeant la municipalité de St-Stanislas de Kotska.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un bill (No 93), amendant l'article 1080 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer une résolution relative au contrat passé entre le gouvernement, la " Standard Assurance Co'y " et les Sœurs de la Charité de Québec.

L'honorable M. Turgeon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en comité général.

EN COMITÉ

" Attendu que dans un acte de vente passé par V.-W. LaRue, notaire, le sept avril, mil huit cent quatre-vingt-treize, consenti par l'honorable P. Landry et autres, aux Sœurs de la Charité de Québec, l'une des propriétés vendues au lieu d'être décrite sous son véritable numéro, savoir : 737, a été désignée, par erreur, sous le numéro 739 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Beauport ;

Attendu que le propriétaire de cet immeuble, numéro 739, a, plusieurs fois, requis les Sœurs de la Charité de faire radier tous ces enregistrements de sa propriété ;

Attendu que les vendeurs et les acquéreurs, suivant qu'il appert d'un acte devant L.-P. Sirois, notaire, en date du treize novembre dernier (1900), ont ratifié cette erreur, et ont substitué, dans l'acte de vente ci-dessus cité, le numéro 737 au numéro 739 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Beauport ;

Attendu que cette même erreur a été commise dans un contrat passé entre le gouvernement, la *Standard Life Assurance Company* et les Sœurs de la Charité de Québec, devant William de M. Marler, le vingt-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-treize ;

Attendu que ce dernier contrat a été ratifié par la loi 57 Victoria, chapitre 7 ;

Attendu que la *Standard Life Assurance Company* veut bien consentir à cette rectification à la condition que la responsabilité du gouvernement envers elle, tel qu'il appert de ce contrat, ne soit en aucune manière atténuée ni changée ;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de tous les intéressés de faire cette rectification ;—qu'il soit en conséquence,

Résolu.—1. Que la *Standard Life Assurance Company* soit autorisée à donner mainlevée, sur le numéro 739 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Beauport, de l'hypothèque consentie en sa faveur par les Sœurs de la Charité de Québec, devant W. de M. Marler, notaire, le vingt-neuf juin, mil huit cent quatre-vingt-treize, en, par les Sœurs de la Charité de Québec, lui donnant une autre hypothèque, pour le montant de sa créance, sur le numéro 737 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Beauport, cette mainlevée et cette nouvelle hypothèque ne devant diminuer en rien la garantie donnée par le gouvernement en

faveur de la *Standard Life Assurance Company*, pour le montant du prêt fait aux Sœurs de la Charité, aux termes de l'acte ci-dessus cité et ratifié par la loi 57 Victoria, chapitre 7."

Résolution à rapportée.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

En conséquence, M. Garneau rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

"Attendu que dans un acte de vente passé par V.-W. LaRue, notaire, le sept avril mil huit cent quatre-vingt-treize, consenti par l'honorable P. Landry et autres, aux Sœurs de la Charité de Québec, l'une des propriétés vendues au lieu d'être décrite sous son véritable numéro, savoir ; 737, a été désignée, par erreur, sous le numéro 739 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Beauport ;

Attendu que le propriétaire de cet immeuble, numéro 739, a, plusieurs fois, requis les Sœurs de la Charité de faire radier tous ces enregistrements de sa propriété ;

Attendu que les vendeurs et les acquéreurs, suivant qu'il appert d'un acte devant L.-P. Sirois, notaire, en date du treize novembre dernier (1900), ont rectifié cette erreur, et ont substitué, dans l'acte de vente ci-dessus cité, le numéro 737 au numéro 739 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Beauport ;

Attendu que cette même erreur a été commise dans un contrat passé entre le gouvernement, la *Standard Life Assurance Company* et les Sœurs de la Charité de Québec, devant William de M. Marler, le vingt-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-treize ;

Attendu que ce dernier contrat a été ratifié par la loi 57 Victoria, chapitre 7 ;

Attendu que la *Standard Life Assurance Company* veut bien consentir à cette rectification à la condition que la responsabilité du gouvernement envers elle, tel qu'il appert de ce contrat, ne soit en aucune manière atténuée ni changée ;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de tous les intéressés de faire cette rectification ; —qu'il soit en conséquence,

Résolu,—1. Que la *Standard Life Assurance Company* soit autorisée à donner mainlevée, sur le numéro 739 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Beauport, de l'hypothèque consentie en sa faveur par les Sœurs de la Charité de Québec, devant W. de M. Marler, notaire, le vingt-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-treize, en, par les Sœurs de la Charité de Québec, lui donnant une autre hypothèque, pour le montant de sa

créance, sur le numéro 737 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Beauport, cette mainlevée et cette nouvelle hypothèque ne devant diminuer en rien la garantie donnée par le gouvernement en faveur de la *Standard Life Assurance Company*, pour le montant du prêt fait aux Sœurs de la Charité, aux termes de l'acte ci-dessus cité et ratifié par la loi 57 Victoria, chapitre 7.

La dite résolution est alors lue une deuxième fois et agréée.

Ordonné.—Que l'honorable M. Turgeon, ait la permission de présenter un Bill (No 9),—Loi relative au contrat passé entre le gouvernement, la *Standard Life Assurance Company* et les Sœurs de la Charité de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'honorable M. Langelier.—Est-ce l'intention du gouvernement de prendre part à l'exposition de Buffalo et de s'y faire représenter ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—Ce n'est pas l'intention du gouvernement.

Conformément à l'ordre du jour, les bills ci-après sont lus, séparément, une deuxième fois et référés au comité des bills privés :

Bill (No 37) constituant en corporation " Les Petites Sœurs de la Sainte-Famille " ;

Bill (No 59) amendant l'acte d'incorporation de l'Hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec ;

Bill (No 71) constituant en corporation la Compagnie Paquet, limitée ;

Bill (No 73) constituant en corporation " l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec " ;

Et, Bill No (60) amendant la loi 47 Victoria, chapitre 91, intitulé : " Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud " et la loi qui l'amende.

Les bills suivants sont, conformément à l'ordre du jour, respectivement lus une deuxième fois, et référés au comité des chemins de fer, canaux, etc., savoir :

Bill (No 74) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et de la Baie James ;

Et Bill (No 61) amendant la loi 63 Victoria, chapitre 67, concernant la compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 4 mars 1901.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Turgeon,—La pétition du Révd. M. Boulet et autres, de St-Lazare, Bellechasse.

Par l'honorable M. Flynn.—La pétition de M. de Carufel et autres, de Ste-Angèle de Laval, Nicolet.

Par M. Lemay,—La pétition de F. Dion et autres, de St-Sylvestre, Lotbinière.

Par M. Tanguay,—La pétition du Révd M. Delay et autres, de St-Louis de Chambord (Lac St-Jean) ; la pétition de N. Simard et autres, de St-Gédéon, Lac St-Jean ; la pétition du Révd M. Bilodeau et autres, de St-Thomas d'Aquin, et de St-François de Salles, Lac St-Jean.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De Charles Blanchet et autres, de St-Etienne, comté de Lévis, demandant que le chapitre 63, du Statut 63 Victoria ne soit pas amendé.

Ordonné,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 95), amendant l'article 291 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné —Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill (No 99,) amendant les articles 1191 B et 1191 D des Statuts révisés de Québec ;

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill (o 100), amendant la section 10 du chapitre 21 du Code de procédure.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. deGrosbois ait la permission de présenter un Bill (No. 94) amendant l'article 291 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant auquel il demande le concours de cette Chambre : Bill (E)—Loi amendant la loi concernant l'organisation des clubs de récréation.

Aussi, que le Conseil législatif a passé le Bill (G) :—Loi amendant la loi concernant la nomination des constables par les magistrats de police.

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Turgeon et

Ordonné,—Que le Bill (E) du Conseil législatif :—Loi amendant la loi concernant l'organisation des clubs de récréation soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture est remise à demain.

Ordonné, —Que le Bill (G) du Conseil législatif :—Loi amendant la loi concernant la nomination des constables par les magistrats de police, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture est remise à demain.

Les bills qui suivent sont respectivement lus une deuxième fois et référés au comité des bills privés, savoir :

Bill (No 138) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Antoine Gobeil au nombre de ses membres, après examen.

Bill (No 42) érigeant la municipalité de Saint-Stanislas de Kotska.

Et Bill (No 75) autorisant la " Ristigouche Boom Company " à construire et exploiter des estacades et des jetées dans la province de Québec.

Proposé par M. Chauret, secondé par M. Garneau, et avec le consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné.—Que la règle 49ème de cette Chambre soit suspendue, et que la pétition de la corporation de la ville de St-Laurent demandant une loi amendant sa charte, présentée vendredi dernier, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est, en conséquence, lue et reçue.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Cardin —Quels sont les montants que le gouvernement a payés à l'association agricole des Trois-Rivières, chaque année, depuis 1895 à ce jour ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—

1896-97.....	\$5,000.00
1897-98.....	8,000.00
1899-00.....	3,959.57
1900-01.....	3,391.50

Par M. DeGrosbois. —Combien y a-t-il d'enfants, d'après les rapports des inspecteurs, qui ne fréquentent aucune école dans la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—D'après les rapports des inspecteurs, 239,662 enfants sont d'âge à fréquenter l'école et 6,803 s'abstiennent. Je dois ajouter que ce dernier chiffre n'est pas exact, vu que nous n'avons aucune donnée sur le nombre de ceux qui fréquentent les écoles indépendantes.

Par M. Roy (Kamouraska) :—1. M. Alphonse Nicole a-t-il remplacé M. Raymond Casgrain comme messenger des juges des districts ruraux du Palais de Justice de Québec ?

2. Dans l'affirmative, à la demande de qui et pourquoi ?

3. A quelle date a-t-il été nommé pour remplacer M. Raymond Casgrain ?

4. Depuis sa nomination, combien de jours est-il demeuré au dit Palais de Justice et y a-t-il rempli ses fonctions comme tel ?

Réponse par l'honorable M. Parent :

1. Oui.—2. A la demande des honorables juges Cimon, Larue, Pelletier, Lemieux, Langelier, Ochoquette et de Ernest Roy, écr. M. P. P., pour le comté de Montmagny. La raison est que Nicole est sténographe et, comme tel, peut rendre des services aux juges que Casgrain ne pouvait rendre.—3. 2 février 1901.

4.—Depuis sa nomination, il a été absent, avec la permission des juges, d'abord pour cause de maladie, et ensuite à raison de la mort de sa femme.

Par l'honorable M. Langelier :—1. Combien existe-t-il actuellement dans cette province d'animaux mâles, âgés, pur sang, pour la reproduction ?

2. Combien de jeunes animaux mâles, pur sang, aussi pour la reproduction, dans la classe des chevaux, bestiaux, moutons et porcs ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Il n'y a aucune statistique en cette province qui permette de donner le nombre d'animaux reproducteurs de pur sang.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 89) amendant l'article 5290 S. R. P. Q., concernant les compagnies d'assurance mutuelle.

M. Watts propose, secondé par M. de Grosbois,—et la question étant posée : Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité de législation.

Proposé par l'honorable M. Turgeon, secondé par l'honorable M. Parent, et

Résolu,—Que la Chambre se formera en comité général, demain, pour considérer certaines résolutions concernant l'hygiène publique.

L'honorable M. Turgeon informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à lui soumettre ces résolutions que Son Honneur recommande à sa considération.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 9) amendant la loi relative au contrat passé entre le gouvernement, la "Standard Assurance Company" et les Sœurs de la Charité de Québec.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 87), amendant l'article 2260 du Code civil.

M. Roy (Kamouraska), appuyé par M. de Grosbois, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité spécial de législation, etc.

L'honorable M. Turgeon dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Rapport du surintendant de l'instruction publique de la province de Québec pour l'année 1899-1900. (*Document de la session No. 5.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 1 février 1901, demandant : 1. Copie de tous arrêtés-en-conseil, depuis la dernière session, au sujet de la vente, par le gouvernement, du terrain sur la Grande Allée, ci-devant acquis pour les fins d'une école normale ;

2. Copie de toute correspondance au sujet de telle vente ou de la location de tel terrain, le tout depuis la dernière session.

(*Document de la session No. 26.*)

Et, réponse à un ordre, en date du 28 février dernier, pour une copie de toutes requêtes adressées, depuis un an, au gouvernement de la province de Québec, à l'honorable Premier-Ministre ou à aucun membre du gouvernement, au sujet de la continuation du chemin de fer de la Baie des Chaleurs jusqu'au Bassin de Gaspé, et de la construction d'une ligne à travers la péninsule de Gaspé, dite "ligne courte."

(*Document de la session No. 25.*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 5 Mars 1901

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Weir,—la pétition de Henry M. Molson et autres, de Montréal ;

Par M. Dion,—la pétition du Rév. M. Lamontagne et autres, de Ste-Eloi ; la pétition du Révd. M. Blais et autres, de la Rivière-du-Loup ; la pétition du Révd. M. Delage et autres, de St-Modeste ; la pétition du Révd. M. Bérubé et autres, de St Louis de Ha ! Ha ! ; la pétition du Révd. M. Girard et autres, de Notre-Dame du Portage ; et la pétition du Révd. M. Beaulieu et autres, de St-Hubert, comté de Témiscouata.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues, savoir :

Du Révd. M. Garon et autres, de St-Etienne de Lauzon ;

Du Révd. M. Lacerte et autres, de St-Prosper, comté de Champlain ;

Du Révd. M. Sirois et autres, du Cap St-Ignace ;

Du Révd. M. Fraser et autres, de Ste-Anne de la Pocatière ;

Du Révd. M. P. Bernard et autres, de Ste-Christine, comté de Portneuf ;

De M. Guilmette et autres, de St-Gilbert, comté de Portneuf ;

De J. Ph. Guertin et autres, de St-Thuride, comté de Portneuf ;

De Zéphirin Brochu et autres, de St-Anselme ;

Du Révd. M. Pérusse et autres, de St-Fabien ;

De Ferdinand Dion et autres, de St-Sylvestre ;

Du Révd. M. Moreau et autres, de Ste-Philomène ;

De Damase Garneau et autres, de St-Antoine de Tilly ;

Du Révd. M. Frenette et autres, de St-Jean Port Joli ;

-
- De J. O. St. Pierre et autres, de St-Aubert, comté de l'Islet ;
De Joseph Pelletier et autres, de Ste-Louise, comté de l'Islet ;
Du Révd. M. St. Germain et autres, de Ste-Marie, comté de Nicolet ;
Du Révd. M. Carufel et autres, de Ste-Angèle de Laval ;
Du Révd. M. Raiche et autres, de Bécancourt, comté de Nicolet ;
Du Révd. M. Trahan et autres, de St-Sévère, comté de St-Maurice ;
Du Révd. M. Janelle et autres, de St-Thècle, comté de Champlain ;
Du Révd. M. Cloutier et autres, de St-Maurice ;
Du Révd. M. Thiboutot et autres, de l'Isle aux Grues ;
Du Révd. H. Morin et autres, de Notre-Dame de Buckland ;
De Joseph Asselin et autres, de St-Charles de Bellechasse ;
Du Révd. M. Samson et autres, de St-Cajetan d'Armagh ;
De Onésime Lachance et autres, de Beaumont ;
Du Révd. M. Bureau et autres, de St-Michel de Bellechasse ;
De Hermenégilde Boucher et autres, de St-Philémon ;
Du Révd. M. Boulet et autres, de St-Lazare, comté de Bellechasse ;
Du Révd. M. Audet et autres, de St-Fabien, comté de Rimouski ;
Du Révd. M. LeBel et autres, de St-Donat, comté de Rimouski ;
Du Révd. M. J. Arth. Leblanc et autres, de St-Gabriel ;
Du Révd. M. Delay et autres, de St-Louis de Chambord ;
Du Révd. M. Bilodeau et autres, de St-Thomas d'Aquin et de St-François de Salle ;
De W. Simard et autres, de St-Gédéon, Lac St-Jean, priant respectivement la Chambre de demander au gouvernement un octroi pour assurer l'établissement d'abattoirs dans la province.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera, demain, sa décision au sujet de la réception de ces pétitions.

L'honorable M. Gouin, (Président *pro tem*) du comité des bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement, savoir :

Bill (No 69) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre F. X. Edouard Guay au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 67) changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott.

Bill (No 189) concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Bill (No 110) constituant en corporation "The Chevre Kadisha of Montreal" ;

Aussi, les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 36) amendant la charte de la cité de Québec ;

Bill (No 50) constituant en corporation l'Institut des Sœurs de Notre-Dame du Bon-Conseil ;

Et, Bill (No 53) constituant en corporation la " Montreal Business Men's League."

Ordonné.—Que M. deGrosbois ait la permission de présenter un Bill (No. 97) à l'effet d'assurer une meilleure assistance aux écoles publiques.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. deGrosbois ait la permission de présenter un Bill (No. 106) amendant l'article 3435 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les pouvoirs des fabriques.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Chicomyn ait la permission de présenter un bill (No 96) concernant les sociétés coopératives,

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent, que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer certaines résolutions concernant les registrateurs et l'organisation des bureaux d'enregistrement.

L'honorable M. Duffy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer ces résolutions.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (No 6) amendant et refondant la loi concernant l'hygiène ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général certaines résolutions concernant l'hygiène publique.

L'honorable M. Turgeon, appuyé par l'honorable M. Parent, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Et la question étant posée,—la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre se forme alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

Proposé par M. Dupuis, secondé par M. Bergevin, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de la correspondance se rapportant à la concession de certains lots de grève, terrains et îles à Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, faite en 1897, à M. Andrew F. Gault, président de la "Montreal Cotton Company", ainsi que les ordres-en-conseil, contrats et tous autres documents s'y rapportant.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 72).—Loi constituant en corporation la Compagnie du téléphone du comté de Montmorency.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois, et référés au comité des bills privés, savoir:

Bill (No 63) modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull ;

Et, Bill (No 39) concernant la " Canadian Electric Light Company, limited".

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 6 mars 1901.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Pelletier, — la pétition du Révd M. Dupuis et autres, de St-Nazaire, Dorchester.

M. Lalonde, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas : de " The St-Lawrence Southern Railway Company ; " de " The Quebec Northern Railway Company ; " de " The Union Railway Company ; " de la Compagnie de chemin de fer électrique de Lévis, demandant respectivement d'être constitués en corporation ; de l'Assurance Mutuelle contre le feu, du Canada ; du village de la Pointe-au-Pic ; du Crédit Foncier du Bas-Canada ; de la " North Shore Power Company, " demandant, respectivement, des amendements à leur charte ; et de la paroisse de Ste-Catherine de Hatley, demandant une loi l'érigant en municipalité."

M. Major, (président *pro tem.*) du comité des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (No 72) constituant en corporation l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec ;

Bill (No 35) concernant la ville de Longueuil et la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada ;

Bill (No 34) ratifiant la constitution en corporation du " Club de Montréal " et lui accordant certains pouvoirs additionnels ;

Bill (No 59) amendant l'acte d'incorporation de l'Hôpital Jeffery Hale de la cité de Québec ;

Bill (No 3-) confirmant certains arrangements entre le Lord Evêque du Diocèse de Montréal et le Recteur de la " Christ Church Cathedral, " dans le dit diocèse ;

Bill (No 123) amendant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé : Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du Cimetière Mont-Royal ;

Bill (No 71) constituant en corporation la Compagnie Paquet Limitée ;

Bill (No 47) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Edouard Honoré Bégin au nombre de ses membres. après examen ;

Aussi, le Bill (No 43) amendant les lois qui régissent la commune de la seigneurie d'Yamaska, auquel votre comité a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre."

M. Chauret, du comité spécial du Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a élu M. Chauret son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres."

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Watts, (président *pro tem.*) du comité de législation, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le Bill (No 82).—" Loi amendant l'Ordonnance 3, Victoria, chapitre 31, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds, pour cet objet et les divers ordres et ordonnances qui l'amendent," et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec plusieurs amendements."

M. de Grosbois, du comité spécial des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté, sans amendement, savoir :

Bill (No 77) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec certains amendements :

Bill (No 141) amendant la charte de la Compagnie Manufacturière de Chambly ;

Et, Bill (No 76) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central.”

Ordonné,—Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill (No 117) amendant la loi 60 Vic, ch. 77, constituant en corporation la “ North Shore Power Company.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Morin (Charlevoix), ait la permission de présenter un Bill (No 70) amendant la loi 40 Vic., chap. 46, relative au village de la Pointe-au-Pic et augmentant ses pouvoirs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Morin (St-Hyacinthe), ait la permission de présenter un Bill (No 128) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Union.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Daigneault, ait la permission de présenter un Bill (No 52) conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remi à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill (No 127) constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lovell ait la permission de présenter un Bill (No 48) érigeant la municipalité de Sainte Catherine de Hatley.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No. 101) amendant la loi des corporations de ville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No. 92) amendant la loi électorale de Québec, 1895.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No. 115) amendant la loi concernant le Crédit Foncier du Bas Canada.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par M. Lemay, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : — Un état indiquant les noms des personnes qui ont eu, depuis deux ans, des permis ou licences de pêche ou de chasse, dans le territoire du "Parc National des Laurentides," avec mention des sommes payées, en chaque cas, et la durée de tels permis ou licences.

Proposé par M. Roy (Kamouraska), secondé par deGrosbois, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : — Documents, correspondance et requêtes au sujet de la nomination de Alphonse Nicole, comme messenger des juges des districts ruraux, au palais de justice de Québec.

L'honorable M. Duffy, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, signé par lui.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur (*tous les députés se tenant debout, tête découverte*), comme suit :

L. A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1901, et le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1902, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ces budgets à la considération de la Chambre.

(Document de la session No 1.)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 5 mars, 1901.

Ordonné, —Que ce message et les estimations qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 81) amendant la loi de l'instruction publique.

M. Allard propose, secondé par M. Tourigny, —et la question étant soumise :—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'honorable M. Turgeon, propose, en amendement, secondé par l'honorable M. Gouin : —Que le mot " maintenant " soit retranché et les mots : " dans six mois, " soient ajoutés à la fin de la motion.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bergevin,	Dechène,	Kennedy,	Petit,
Bissonnette,	Dion,	Lalonde,	Prévost,
Blanchard,	Doris,	Langelier,	Robitaille,
Caron (Maskin.),	Duffy,	Lemay,	Roy (Kamour.).
Caron (Matane),	Dupuis,	Lovell,	Roy (Montm.),
Champagne,	Fiset,	Mackenzie,	Tessier (Portneuf),
Chauret,	Flynn,	Morin (Charlev.),	Tessier (Rim.),
Chénevert,	Garneau,	Morin (St-Hyac.),	Turgeon,
Cherrier,	Gillies,	Neault,	Walker,
Cochrane,	Gosselin (Missisq)	Parent,	Watts et
Cooke,	Gouin,	Pelletier (Dorch.),	Weir.—50
Daigault,	Guerin,	Pelletier (Sherb.),	
Décarie,	Hutchinson,	Perrault,	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Giard,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tourigny.—8.</i>

Ainsi, l'amendement est adopté.

Alors, la motion principale, ainsi amendée, étant soumise à la Chambre, il est

Ordonné,—Que ce bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 86) concernant les subventions municipales.

M. Chicoyne propose, secondé par M. Bissonnette,—et la proposition étant soumise à la Chambre : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ; la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des industries.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 85) amendant la loi concernant les dentistes.

M. Chênevert propose, secondé par M. Champagne, que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 99) amendant les articles 1191*b* et 1191*d* des Statuts refondus de Québec.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Tessier (Rimouski), que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 100) amendant la section 10, du chapitre 21, du Code de procédure civile.

L'honorable M. Langelier propose, appuyé par M. Tessier (Rimouski), que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 189) concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 69) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre F. X. Édouard Guay au nombre de ses membres, après examen ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 67) changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 110) constituant en corporation "The Chevre Kudisha of Montreal" ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walker fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 86) amendant la charte de la cité de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 50) constituant en corporation l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 53) constituant en corporation la " Montreal Business Men's League " ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cochrane fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité général pour considérer les résolutions concernant l'hygiène publique.

(EN COMITÉ)

Résolu,—1. Que le secrétaire du Conseil d'hygiène de la province de Québec, recevra tel traitement, n'excédant pas deux mille quatre cents piastres, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil jugera convenable.

Résolu,—2. Que le Conseil d'hygiène pourra nommer des analystes, un compilateur de la statistique, et les autres officiers nécessaires, dont la rétribution sera proportionnée à la somme d'ouvrage qu'ils accompliront.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

En conséquence, M. Robitaille rapporte les résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu,—1. Que le secrétaire du Conseil d'hygiène de la province de Québec, recevra tel traitement, n'excédant pas deux mille quatre cents piastres, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil jugera convenable.

Résolu,—2. Que le conseil d'hygiène pourra nommer des analystes, un compilateur de la statistique, et les autres officiers nécessaires, dont la rétribution sera proportionnée à la somme d'ouvrage qu'ils accompliront.

Et ces résolutions sont lues une deuxième fois et agréées.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient renvoyées au comité général de la Chambre pour y considérer le Bill basé sur ces résolutions : (No 6.) Loi amendant et refondant la loi concernant l'hygiène publique.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 6) amendant et refondant la loi concernant l'hygiène publique ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la motion étant soumise,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Gouin dépose, sur le bureau de la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur :—Etats, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1899 et 30 juin 1900, en conformité des articles 5176, paragraphe 4, 5178, 5179 et 5180 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Document de la session No 27.*)

Sept heures et demie, p. m.

L'honorable M. Duffy dépose, sur le bureau de la Chambre: —L'état des recettes et paiements, de toutes sources, de la province de Québec, depuis le 1er juillet 1900 jusqu'au 25 février 1901.

(Document de la session No 28)

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu.—1. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec et à l'inspection des syndicats de beurreries et de fromageries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu.—2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication des variétés de fromage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu.—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Garneau rapporte alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu.—1. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec et à l'inspection des syndicats de beurreries et de fromageries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu.—2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication des variétés de fromage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné.—Que ces résolutions soient lues une deuxième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 8) amendant la loi concernant l'agriculture.

L'honorable M. Déchène propose, secondé par l'honorable M. Parent, que ce bill soit maintenant lu la seconde fois. Et la motion étant soumise à la Chambre, qui se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité d'agriculture.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer une certaine résolution relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Et la motion étant soumise, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pourra, quand il le jugera à propos, révoquer toute proclamation par laquelle une division d'enregistrement a été rendue sujette au paragraphe a 1, de la section quinzisième, du chapitre premier, de la première partie du titre douzième des Statuts refondus (57 V., c. 41) et à la suite de laquelle le registrateur a été payé au moyen d'un traitement au lieu de l'être par des honoraires et émoluments d'office ; et, à compter de cette révocation, ce registrateur percevra et gardera pour lui, comme avant la proclamation, les honoraires et émoluments de son office au lieu de toucher un traitement.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne rapporte que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Champagne, en conséquence, rapporte la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, quand il le jugera à propos, révoquer toute proclamation par laquelle une division d'enregistrement a été rendue sujette au paragraphe a 1, de la section quinzisième, du chapitre premier, de la première partie du titre douzième des Statuts refondus (57 V., c. 41) et à la suite de laquelle le registrateur a été payé au moyen d'un traitement au lieu de l'être par des honoraires et émoluments d'office ; et, à compter de cette révocation, ce registrateur percevra et gardera pour lui, comme avant la proclamation, les honoraires et émoluments de son office au lieu de toucher un traitement.

Et la résolution est lue une deuxième fois et agréée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 4) relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois

Ordonné,—Que le bill soit lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 7 Mars 1901.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Chauret,—la pétition de E. Aubey, de la ville de Saint-Laurent ;

Par M. Giard,—la pétition du Révd M. Martel et autres, de Stoke, et la pétition de B. W. Fowell et autres, de Eaton, Compton ;

Par M. Mackenzie,—la pétition du Révd M. Martel et autres, de Stoke, Compton ;

Par M. Cardin,—la pétition de la corporation de la ville de Sorel.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues. savoir :

De Henry Markland Molson et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation ;

Et de C. O. Paradis, maire, et autres, de Sorel, demandant la réouverture du chemin de fer du sud-est, entre Drummondville et Sorel.

M. l'Orateur rend sa décision au sujet de la réception des pétitions suivantes :

Du Rév. M. P. Beaulieu, et al., de St-Hubert (Témiscouata) ; du Rév. Jos Girard, et al., de Notre-Dame du Portage (Témiscouata) ; du Rév. M. A. P. Bérubé, et al., de St-Louis du Ha ! Ha ! ; du Rév. M. F. X. Delage et al., de St-Modeste ; du Rév. M. Blais et al., de St-Patrice de la Rivière du Loup ; du Rév. M. S. A. Lamontagne et al., de St-Eloi (Témiscouata), priant respectueusement la Chambre de demander au gouvernement un octroi pour l'établissement d'abattoirs dans cette province, qui ont été lues aujourd'hui, et de celles qui suivent qui ont été lues mardi, le 5 de mars courant :

Du Révd. M. Garon et al., de St. Etienne de Lauzon ;
 Du Révd. M. Lacerte et al., de St. Prosper, comté de Champlain ;
 Du Révd. M. Sirois et al., du Cap St. Ignace ;
 Du Révd. M. Fraser et al., de Ste. Anne de la Pocatière ;
 Du Révd. M. P. Bernard et al., de Ste. Christine, comté de Portneuf ;
 De M. Guillemette et al., de St. Gilbert, comté de Portneuf ;
 De J. Ph. Guertin et al., de St. Thuride, comté de Portneuf ;
 De Zéphirin Brochu et al., de St. Anselme ;
 Du Révd. M. Pérusse et al., de St. Fabien ;
 De Ferdinand Dion et al., de St. Sylvestre ;
 Du Révd. M. Moreau et al., de Ste Philomène ;
 De Damase Garneau et al., de St. Antoine de Tilly ;
 Du Révd. M. Frenette et al., de St Jean Port Joli ;
 De J. O. St. Pierre et al., de St. Anbert, comté de l'Islet ;
 De Joseph Pelletier et al., de Ste. Louise, comté de l'Islet ;
 Du Révd. M. St. Germain et al., de Ste. Marie, comté de Nicolet ;
 Du Révd. M. Carufel et al., de Ste. Angèle de Laval ;
 Du Révd. M. Raiche et al., de Bécancourt, comté de Nicolet ;
 Du Révd. M. Trahan et al., de St. Sévère, comté de St Maurice ;
 Du Révd. M. Janelle et al., de St. Thècle, comté de Champlain ;
 Du Révd. M. Cloutier et al., de St. Maurice ;
 Du Révd. M. Thiboutot et al., de l'Isle aux Grues ;
 Du Révd. H. Morin et al., de Notre-Dame de Buckland ;
 De Joseph Asselin et al., de St. Charles de Bellechasse ;
 Du Révd. M. Samson et al., de St. Cajetan d'Armagh ;
 De Onésime Lachance et al., de Beaumont ;
 Du Révd. M. Bureau et al., de St. Michel de Bellechasse ;
 De Herménégilde Boucher et al., de St Philémon ;
 Du Révd. M. Boulet et al., de St. Lazare, comté de Bellechasse ;
 Du Révd. M. Audet et al., de St. Fabien, comté de Rimouski ;
 Du Révd. M. LeBel et al., de St. Donat, comté de Rimouski ;
 Du Révd. M. J. Arth. Leblanc et al., de St. Gabriel ;
 Du Révd. M. Delay et al., de St. Louis de Chambord ;
 Du Révd. M. Bilodeau et al., de St. Thomas d'Aquin et de St. François de Salle ;

De W. Simard et al., de St. Gédéon, Lac St. Jean, priant respectivement la Chambre de demander au gouvernement un octroi pour assurer l'établissement d'abattoirs dans la province.

Et cette décision se lit comme suit :

“ C'est un des principes essentiels du régime parlementaire anglais que seul la Couronne demande à la Chambre les sommes nécessaires au service public, et que, sur cette demande seule, la Chambre a le droit exclusif de disposer du revenu national.

“ C'est en application de ce principe que la règle 86 a été adoptée. Cette règle se lit comme suit :

“ Toute pétition qui a pour objet une demande d'argent ou une dépense publique, le règlement d'une dette ou la remise de droits quelconques dûs à la Couronne, ne peut être reçue, à moins qu'elle ne soit recommandée par le Lieutenant-Gouverneur.”

Cette règle positive ne saurait être rédigée en termes plus clairs. Elle décrète formellement que “ toute pétition *qui a pour objet une demande d'argent ou une dépense publique* ”, ne sera pas reçue par cette Chambre sans être recommandée par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

Les nombreuses pétitions qui ont été présentées au sujet de l'établissement d'abattoirs, ont certainement pour objet une demande d'argent et une dépense publique. Il est également certain que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur n'a pas informé cette Chambre qu'il lui recommandait de le recevoir.

Lorsque l'on m'a demandé, lundi, d'ajourner ma décision, on m'a signalé une autorité que j'avais déjà examinée. On a dû faire allusion aux lignes suivantes, que je lis aux pages 322 et 323 de la seconde édition de Bourinot :

“ But whilst petitions that *directly* ask for any public aid or for any *measure directly* involving an appropriation of public money *are now never received*, the House does not reject those which ask simply for legislation, or for “ such measures as the House may think it expedient to take with respect to public works ”.

La conclusion des pétitions relatives aux abattoirs ne demande pas seulement à cette Chambre, en termes généraux, d'adopter “ *telles mesures qu'elle jugera convenable, en rapport (with respect) avec l'établissement d'abattoirs,* ” elle prie cette Chambre de prendre l'initiative de demander au gouvernement un octroi d'argent pour l'établissement de ces abattoirs.

Ces pétitions vont donc trop loin et elles ne sont pas conçues en termes assez généraux pour qu'elles soient régulières.

On a attiré mon attention sur ce fait que les pétitions ne demandent pas directement à la Chambre d'accorder un subside, mais elles la prient simplement de demander au gouvernement un octroi pour favoriser l'établissement d'abattoirs.

Dans la pensée des pétitionnaires, leur requête s'adressant directement à la Chambre, serait irrégulière, mais elle deviendrait régulière en passant par la Chambre pour s'adresser au gouvernement.

Cette prétention serait peut-être soutenable si la Chambre avait elle-même le droit de faire cette demande, mais la Chambre n'a pas ce pouvoir.

En effet, l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord décrète positivement que cette Chambre ne peut pas adopter aucune résolution, adresse

ou bill pour l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public, ou d'aucune taxe ou impôt à un objet qui n'aura pas, au préalable été recommandé par un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur durant la session pendant laquelle telle résolution, adresse ou bill est proposé.

La Chambre a voulu affirmer ce que décrète l'acte constitutionnel en résumant les sections 54 et 90 dans son code de règles positives, que je lis comme suit, à la page 100 :

Le statut impérial 30 Victoria, chapitre 3, Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, sections 54 et 90, décrète qu'il ne sera pas loisible à la Chambre d'adopter ou de passer un vote, une résolution, une adresse ou un bill comportant l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public, ou d'aucune taxe ou impôt, à un objet qui n'aura pas au préalable été recommandé par un message du Lieutenant-Gouverneur pendant la session où ce vote, cette résolution, cette adresse ou ce bill est proposé.

Comment alors prétendre que cette Chambre peut recevoir des pétitions lui demandant de prendre l'initiative d'une *résolution* ou d'une *adresse* que l'acte constitutionnel lui-même ne lui permet pas d'adopter ?

Pour toutes ces raisons, je dois donc décider que ces pétitions ne peuvent pas être reçues."

M. Lalonde, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés, dans chaque cas, savoir : de la compagnie de chemin de fer Wolfe, Lotbinière et Mégantic ; de la compagnie de chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental, demandant respectivement, une charte.

De James Peter Pidgeon, demandant une loi l'autorisant à pratiquer la médecine dans la province de Québec, après examen ; de F. H. A. Baxter, de Joseph David Edouard Barras, demandant respectivement, une loi les autorisant à pratiquer l'art dentaire, après examen.

Des commissaires d'écoles de la ville de Magog, demandant une loi ratifiant un arrangement entre eux et la "Dominion Cotton Mills Coy" ; et de E. A. Dorion, demandant une loi l'autorisant à ajouter " de St-Ours " à son nom.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au 14ème jour de mars courant."

Résolu, — Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Major, (président *pro tem*) du comité des bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (No 31) modifiant la loi connue sous le titre de “ Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal ;”

Bill (No 54) constituant en corporation la société religieuse, “ The Free Methodist Church ”, de la province de Québec ;

Bill (No 60) amendant la loi 47 Victoria, chapitre 91, intitulé : “ Acte autorisant la vente de certains immeubles, dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud ”, et la loi qui l'amende.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill (No 130) constituant en corporation la Compagnie du pont de Grand'Mère et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière St-Maurice, entre le village de Grand'Mère et la paroisse de St-Théophile-du-Lac.

Bill (No 68) constituant en corporation le Club Commercial et Littéraire de Hull.

Bill (No 37) constituant en corporation les Petites Sœurs de la Ste-Famille.

Votre comité désire aussi recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au quatorze de mars courant.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un Bill (No 122) permettant à Eugène Alexandre Dorion d'ajouter à son nom les mots “ de St-Ours ”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill (No 46) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J. P. Pidgeon à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill (No 121) autorisant Joseph David Edouard Barras à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill (No 78) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill (No 143) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer "Canadien Atlantique et Occidental."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill (No 116) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de Lévis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill (No 45) autorisant F. H. A. Baxter à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lovell ait la permission de présenter un Bill (No 135) ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la "Dominion Cotton Mills Co., (Limited)", dans la ville de Magog.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un Bill (No 91) amendant le Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dion ait la permission de présenter un Bill (No 104) amendant l'article 1785 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour sa seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 108) amendant l'article 855 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Roy, (Kamouraska), ait la permission de présenter un Bill (No 148) amendant l'article 314 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Kamouraska), ait la permission de présenter un Bill (No 147) amendant l'article 65 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Hutchinson.—1. Est-ce que toutes les compagnies d'assurance sur la vie, sujettes à inspection dans la province, se sont conformées aux dispositions de la loi 62 Victoria, chapitre 45, et ont fourni au gouvernement des détails complets relativement à leur passif ?

2. Est-ce que La Canadienne, compagnie d'assurance sur la vie, a fourni au gouvernement un état de l'exercice finissant le 31 décembre 1899 ; faisant voir la valeur actuelle, nette, de toutes les polices impayées en vigueur, avec le mode de computation ou d'estimation, déduction faite des renouvellements (62 Victoria, chapitre 45, section touchant le passif) ?

3. Dans la négative, qu'elles sont les mesures adoptées par le gouvernement pour faire exécuter la loi ?

4. Est-ce que le gouvernement se propose de retirer le permis accordé à cette compagnie jusqu'à ce qu'elle se soit conformée à la loi ?

5. Est-ce que le gouvernement se propose d'exiger un autre dépôt en espèce de cette compagnie ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :

1.—Non, il n'y a qu'une seule compagnie d'assurance sur la vie soumise à l'inspection du gouvernement, savoir : "La Canadienne," compagnie d'assurance sur la vie.

2.—Non.

3.—Le gouvernement a notifié la compagnie qu'elle doit fournir l'état requis. La compagnie a demandé du délai jusqu'au 1er avril prochain pour le faire, lequel délai lui a été accordé.

4.—Le gouvernement prendra, à sa discrétion, les mesures qui lui paraîtront convenir à ce cas.

5.—Non, le dépôt de \$20,000 déjà fait par la compagnie, constitue le plein montant exigé par la loi de Québec, 50 Victoria, chapitre 62.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant les pertes causées par l'incendie d'un palais de justice", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Proposé par l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Parent, et

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif intitulé : "Loi amendant la loi concernant les pertes causées par l'incendie d'un palais de justice" soit maintenant lu la première fois.

Ce bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend la considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides, mercredi, le 6 mars courant, et elles sont lues une seconde fois, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec et à l'inspection des syndicats de beurreries et de fromageries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication des variétés de fromage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ces résolutions.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 35) concernant la ville de Longueuil et la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 73) constituant en corporation " l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 34) ratifiant la constitution en corporation du " Club de Montréal " et lui accordant certains pouvoirs additionnels ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 32) confirmant certains arrangements entre le Lord Evêque du diocèse de Montréal et le Recteur de la " Christ Church Cathedral, " dans le dit diocèse, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 59) amendant l'acte d'incorporation de l'Hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mackenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 71) constituant en corporation la compagnie Paquet, limitée, et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 47) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Edouard Honoré Bégin au nombre de ses membres après examen, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 43) amendant les lois qui régissent la commune de la seigneurie d'Yamaska ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le

fauteuil et M. Chenevert fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 77) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 76) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, conformément à l'ordre du jour, lus une seconde fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 131) revisant et refondant la charte de la cité de Trois-Rivières ;

Bill (No 117) amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77, constituant en corporation la " North Shore Power Company ; "

Bill (No 48) érigeant la municipalité de Sainte-Catherine de Hatley ;

Bill (No 52) conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Canada.

Les bills qui suivent sont lus, séparément, une seconde fois et renvoyés au comité des chemins de fer, canaux, etc. :

Bill (No 128) constituant en corporation " La Compagnie du chemin de fer Union ; "

Et Bill (No 127) constituant en corporation " The Quebec Northern Railway Company."

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse, en date du 22 février 1901, demandant : 1. Copie de tous arrêtés-en-conseil au sujet de la concession, vente ou abandon par la Couronne de tous ses droits et prétentions sur le territoire dit seigneurie de Mingan ;

2. Copie de tous contrats et de toute correspondance à ce sujet.

(Document de la session No 29.)

Et, aussi, la réponse à une adresse, en date du 27 février 1901, demandant la production de copie de tous arrêtés-en-conseil, papiers, documents, correspondances et rapports de L. J. Cannon, écr., assistant Procureur-général, au sujet de l'enquête tenue contre M. Goulet, assistant-percepteur du revenu de ce district, sur plainte faite contre lui par l'Association des marchands de vins et de liqueurs licenciés de Québec, et aussi copie de toutes pièces et documents quelconques se rapportant à cette affaire.

(Document de la session No 30.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, sans amendement : Bill (No 9) — " Loi amendant la loi relative au contrat passé entre le gouvernement et la " Standard Assurance Company " et les Sœurs de la Charité de Québec."

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 8 mars 1901

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de la " Sheltering Home of Montreal," pour l'année 1. 00.

(Document de la session No 18)

M. Lalonde, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis ont été donnés, dans chaque cas, savoir :

De Cyrille F. Lussier, demandant d'être autorisé à pratiquer la médecine et la chirurgie dans cette province ;

Du monastère de Notre-Dame de Mistassini, demandant une charte ;

Et de la ville de Saint-Laurent, demandant des amendements à sa charte."

M. DeGrosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le Bill No 61.—Loi amendant la loi 63 Vict., chap. 67, concernant la compagnie de chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements."

M. Major, (président *pro tem*) du comité des bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill No 138—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Antoine Gobeil, au nombre de ses membres, après examen ;

Bill No 51—Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J. E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Quant à ce bill, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le 5e paragraphe de la 57e règle soit suspendu.

Votre comité a examiné aussi le bill No 39—Loi concernant la " Canadian Electric Light Company (Limited)," auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre."

M. Maïor propose, appuyé par M. Allard,—Que la partie du dit rapport qui recommande la suspension du 5e paragraphe de la 57e règle, en ce qui concerne le bill No 51, soit maintenant adoptée.

Et la motion étant proposée, un débat s'élève.

L'honorable M. Pelletier propose, appuyé par M. Lemay, et il est

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 145) amendant la loi 56 Vic., chap. 59, constituant en corporation la ville de St-Laurent.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tanguay ait la permission de présenter un Bill (No 114) constituant en corporation le Monastère de Notre-Dame de Mistassini.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Girard ait la permission de présenter un Bill (No 144) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Cyrille N. Lussier à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 102) amendant l'acte des corporations de ville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 103) amendant l'article 165 du Code de procédure civile.

En conséquence il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 80) concernant le Barreau de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill (No 150) amendant l'article 94 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 149) amendant la loi concernant l'érection et la division des paroisses.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu,—1. Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour traitements et dépenses contingentes, pour payer le coût des valises pour les membres du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour traitements et dépenses contingentes, pour payer le coût des valises des membres de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—3. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat d'ouvrages de haute valeur historique et littéraire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—4. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial S. R. P. Q., titre 7, chap. 3, sect. 1 : pour couvrir l'insuffisance du crédit, résultant de l'invasion de maladies contagieuses ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—5. Qu'une somme n'excédant pas cent vingt cinq piastres et huit cents soit accordée à Sa Majesté, pour payer une partie du traitement de l'inspecteur du vaccin qui ne se trouvait pas comprise dans les crédits ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—6. Qu'une somme n'excédant dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rapportant à la perception

des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations commerciales, etc., (41 Vic., chap. 3, tel qu'amendé, 55-56 Vic., chap. 17, tel qu'amendé, et 54 Vic., chap. 15, tel qu'amendé ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Que cette Chambre se constituera de nouveau, lundi prochain, en comité des subsides.

M. Garneau rapporte alors les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu,—1. Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour traitements et dépenses contingentes, pour payer le coût des valises pour les membres du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour traitements et dépenses contingentes, pour payer le coût des valises des membres de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—3. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour achat d'ouvrages de haute valeur historique et littéraire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—4. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial S. R. P. Q., titre 7, chapitre 3, sect. 1 : pour couvrir l'insuffisance du crédit, résultant de l'invasion de maladies contagieuses ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—5. Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-cinq piastres et huit cents soit accordée à Sa Majesté, pour payer une partie du traitement de l'inspecteur du vaccin qui ne se trouvait pas comprise dans les crédits ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—6. Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rapportant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations commerciales, etc., (41 Vic., chap. 3, tel qu'amendé, 55-56 Vic., chap. 17, tel qu'amendé, et 54 Vic., chap. 15, tel qu'amendé ;) pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné,—Que ces résolutions soient lues une seconde fois, lundi prochain.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, que, lundi prochain, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.

L'honorable M. Gouin informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à sa considération.

Résolu,—Que cette Chambre se formera, lundi prochain, en comité général pour considérer ces résolutions.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (G) du Conseil, amendant la loi concernant la nomination des constables par les magistrats de police.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 106) amendant l'article 3435 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les fabriques.

M. deGrosbois appuyé par M. Roy (Kamouraska), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. DeGrosbois.—Combien y a-t-il d'institutrices dans la province de Québec dont le traitement n'atteint par cent piastres par année ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Sur les 5461 institutrices brevetées, 1469 n'ont pas un traitement de cent dollars par année. Sur 607 institutrices non brevetées qui, à proprement parler, ne sont pas des institutrices, puisqu'elles n'enseignent que par tolérance, 401 ont un traitement inférieur à cent dollars.

Proposé par M. Chicoyne, appuyé par M. Giard, il est

Ordonné,—Qu'un comité spécial de cette Chambre soit nommé pour étudier le fonctionnement de l'acte 62 Victoria, chap. 54, intitulé : " Loi concernant la conciliation, " avec pouvoir de prendre toutes les informations qu'il jugera nécessaires et d'envoyer à cette fin un questionnaire aux personnes qu'il croira être en état de lui transmettre des renseignements utiles à l'accomplissement de sa mission ; le dit comité devant être composé des honorables MM. Duffy, Langelier et LeBlanc et de MM. Bissonnette, Caron (Maskinongé), Garneau, Lalonde, Mackenzie, Tellier et Chicoyne.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 60) amendant la loi 47 Victoria, chapitre 91, intitulée : " Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud et la loi qui l'amende " ; et, après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Kamouraska), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 68) constituant en corporation le Club Commercial et Littéraire de Hull ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 37) constituant en corporation "Les Petites Sœurs de la Sainte-Famille," et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 78) constituant en corporation "La compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic & Lotbinière."

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer.

Conformément à l'ordre du jour les bills ci après sont respectivement lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 135) ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la "Dominion Cotton Mills Company, Limited," dans la ville de Magog :

Et Bill (No 122) permettant à Eugène Alexandre Dorion d'ajouter à son nom les mots : "de St-Ours."

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 25 février 1901, pour un état des différentes recettes et divers paiements, de toutes sources, de la province de Québec, depuis le premier juillet dernier 1900, jusqu'à date. (*Document de la session No 28a.*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi.

Lundi, 11 Mars, 1901

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de H. LeBoutellier et autres, de Gaspé; la pétition de James W. Bechervais et autres, de Gaspé; la pétition de C. Sutton LeBoutellier et autres; la pétition du Rév. C. Ph. Côté et autres; la pétition de G. Myles et autres; la pétition du Dr Pidgeon et autres, et la pétition de Ed. Bourget et autres, de l'Anse du Cap, Gaspé.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir :

De la corporation de la cité de Sorel, demandant la réouverture du chemin de fer du Sud-est ;

De M. E. Aubey, de Saint-Laurent, demandant à être détaché de la ville de Saint-Laurent et à être annexé à la paroisse de Saint-Laurent ;

De B. W. Fowell, T. A. Butler et autres, s'opposant à l'érection de la municipalité de Saint-Stanislas de Kostka ;

Et du Rév. E. A. Martel, s'opposant à l'érection de la municipalité de Saint-Stanislas de Kostka.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 157) amendant la loi concernant les arpenteurs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. deGrosbois ait la permission de présenter un Bill (No 156) amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cité, de ville et autres corporations.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 153) amendant le Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (No 16) amendant la loi concernant les cimetières et les inhumations et exhumations.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 138) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Antoine Gobeil au nombre de ses membres, après examen ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 39) concernant " La Canadian Electric Light Company. Limited," et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 31) modifiant la loi connue sous le titre de " Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal, 1890 " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Kamouraska), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 54) constituant en corporation la société religieuse "The Free Methodist Church", de la province de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le Bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 61) amendant la loi 63 Victoria, chapitre 67, concernant la compagnie du chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et référés au comité des chemins de fer, canaux, etc. :

Bill (No 143) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental;

Bill (No 116) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Lévis.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 114) constituant en corporation le Monastère de Notre-Dame de Mistassini.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Cardin.—Combien a-t-il été payé par le gouvernement à titre de subvention spéciale, pour des fins d'expositions à chacune des sociétés d'agriculture des comtés de Berthier, Richelieu, Verchères et Yamaska, chaque année, depuis 1895 à ce jour?

Réponse par l'honorable M. Déchène :—Il n'y a rien eu de payé à ces différentes sociétés, depuis le 30 juin dernier, à titre de subventions spéciales pour fins d'exposition; quant aux subventions qui auraient été payées les années précédentes, on trouvera les renseignements demandés en consultant les comptes publics.

Par M. Morin (Charlevoix).—1. Le département des terres de la Couronne sait-il que, vu l'étendue du parc des Laurentides, la surveillance en est presque impossible?

2. Dans l'affirmative, se propose-t-il d'en diminuer l'étendue dans le comté de Charlevoix; de ne considérer comme faisant partie du parc, seulement le terrain appelé " Les Jardins," laissant ouvert au public le reste du territoire?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Le département des Terres, Forêts et Pêcheries contrôle d'une manière satisfaisante le Parc National des Laurentides.

2. Non.

Par M. Morin (Charlevoix).—Cyrille Hervey, garde-forestier, pour le comté de Charlevoix, a-t-il collecté quelques sommes pour coupe de bois depuis le 1er juillet 1898?

2. Dans l'affirmative, de quelles personnes?

3. Quels montants?

4. Pour quel objet?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui. 2. De divers colons dans les cantons Collières, Chauveau, DeSales, etc. 3. \$352.98. 4. Pour droits de coupe de bois.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de toutes requêtes adressées, depuis un an au gouvernement de la province de Québec, à l'honorable Premier-Ministre ou à aucun membre du gouvernement, au sujet de la continuation du chemin de fer de la Baie

des Chaleurs jusqu'au Bassin de Gaspé, et de la construction d'une ligne à travers la péninsule de Gaspé, dite " line courte ", et de toute correspondance, sur ce sujet, depuis la même date.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 148) amendant l'article 314 du Code de procédure civile.

M. Roy (Kamouraska), appuyé par M. deGrosbois, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 147) amendant l'article 65 du Code civil.

M. Roy (Kamouraska), appuyé par M. deGrosbois propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 102) amendant l'acte des corporations de ville.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 103) amendant l'article 145 du Code de procédure civile.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 149) amendant la loi concernant l'érection et la division des paroisses.

M. Allard, appuyé par M. Major, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 80) concernant le Barreau de la province de Québec.

M. Dupuis, appuyé par M. Girard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 150) amendant l'article 94 du Code de procédure civile.

M. Major, appuyé par M. Allard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 91) amendant le Code de procédure civile.

M. Cardin, appuyé par M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 104) amendant l'article 1785 du Code civil.

M. Dion, appuyé par M. Caron (Matane), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 92) amendant la loi électorale de Québec, 1895.

M. Champagne, appuyé par M. Garneau, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent, que, demain, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de chemin de fer

L'honorable M. Duffy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à sa considération.

Résolu,—Que demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer ces résolutions.

L'honorable M. Turgeon propose, secondé par l'honorable M. Déchène, que, demain, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'hôpital protestant des aliénés.

L'honorable M. Turgeon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qui les recommande à sa considération.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer ces résolutions.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions, rapportées du comité des subsides, vendredi, le 8 mars courant; lesquelles résolutions furent alors ajournées, et elles sont lues une seconde fois comme suit :

(EN COMITÉ)

Résolu,—1. Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour traitements et dépenses contingentes, pour payer le coût des valises pour les membres du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour traitements et dépenses contingentes, pour payer le coût des valises des membres de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat d'ouvrages de haute valeur historique et littéraire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial S. R. P. Q., titre 7, chap. 3, sec. 1 : pour couvrir l'insuffisance du crédit, résultant de l'invasion de maladies contagieuses, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-cinq piastres et huit cents soit accordée à Sa Majesté, pour payer une partie du traitement

de l'inspecteur du vaccin qui ne se trouvait pas comprise dans les crédits, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rapportant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations commerciales, etc., (41 Vic., chap. 3, tel qu'amendé, 55-56 Vic., chap. 17, tel qu'amendé, et 54 Vic., chap. 15, tel qu'amendé), pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ces résolutions.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 3) concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (E) du Conseil législatif amendant la loi concernant l'organisation des clubs de récréation.

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Parent, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 12 Mars, 1901

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par l'honorable M. Gouin,—la pétition de M. McCrory et autres, de la Pointe Saint-Charles, Montréal.

Par M. Giard,—la pétition de R. Bridgette et autres, de Eaton ; la pétition de Thos. Butler et autres, de Eaton ; et la pétition de F. H. Lindsay et autres, de Westbury, Compton.

L'honorable M. Langelier, (président *pro tem*) du comité des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 41) constituant en corporation la “ William Strachan Company ” ;

Bill (No 55) concernant la succession de feu Charles Théodore Viau ;

Bill (No 140) autorisant la Société Canadienne des Ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower, au nombre de ses membres.

Le promoteur du Bill (No 42).—“ Loi érigeant la municipalité de St-Stanislas de Kotska,” ayant informé votre comité que les amendements qui doivent y être introduits en feront un bill public, votre comité est convenu de le référer à votre honorable Chambre afin qu'il puisse être présenté comme bill public.

Le promoteur du bill No 52.—“ Loi conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le fer du Canada ” ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill. ”

Résolu.—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Lalonde, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis donnés sont suffisants, dans chaque cas, savoir :

De la compagnie " Warden King & Son, Limited " ; du " Royal St-Lawrence Yacht Club, " demandant, respectivement, une loi les constituant en corporation ;

De " The Laurentide Pulp Company, " demandant certains pouvoirs ;

De la ville de St-Louis, demandant des amendements à sa charte ;

Et de J. B. A. Lanctot et autres, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal."

Ordonné,--Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 119) constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Metabetchouan.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,--Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 113) amendant la charte d'incorporation du village de Grand'Mère.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,--Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 136) constituant en corporation " Warden King & Son, Limited."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,--Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 146) amendant la loi 62 Vict., chap. 58, sec. 8.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,--Que M. Petit ait la permission de présenter un Bill (No 109) amendant la loi concernant les tribunaux de Gaspé.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No 105) amendant l'article 1688 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un Bill (No 151) amendant la loi concernant les établissements industriels.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant, pour lequel il demande le concours de cette Chambre :

Bill (D) concernant l'admission au Barreau de certains étudiants :

Aussi, que le Conseil législatif a passé le Bill (K) concernant la loi 63 Victoria, chapitre 28, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Proposé par l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Parent et

Ordonné,—Que le bill (D) du Conseil législatif concernant l'admission au Barreau de certains étudiants, soit maintenant lu la première fois.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que le Bill (K) du Conseil législatif, concernant la loi 63 Victoria, chapitre 28, soit maintenant lu la première fois.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (H) du Conseil législatif, amendant la loi concernant les pertes causées par l'incendie d'un palais de justice.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter avec un amendement.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,— et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'amendement est en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, demain.

Ordonné,—Que le dit bill soit réimprimé.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 3) concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 123) amendant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé: "Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du Cimetière de Mont-Royal"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et référés au comité des bills privés, savoir:

Bill (No 70) amendant la loi 40 Victoria, chapitre 56, relative au village de la Pointe au Pic et augmentant ses pouvoirs.

Bill (No 116) amendant la loi concernant "Le Crédit Foncier du Bas-Canada."

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants :

Réponse à une adresse, en date du 21 février 1901, demandant : 1. Copie de tous arrêtés-en-conseil au sujet de l'acquisition d'un terrain ou site pour l'Ecole Normale Laval, depuis la dernière session ;

2. Copie de tous contrats et de toute correspondance à ce sujet ;

3. Copie d'un état indiquant les sommes dépensées tant pour l'acquisition que pour dépenses de réparation, d'installation, d'agrandissement, etc.

(Document de la session No 32.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février dernier, pour une liste : 1. Des noms de tous les inspecteurs de chaudière à vapeur des manufactures de la province de Québec, ainsi que l'indication de leur résidence.

2. Une liste des noms des examinateurs qui leur ont donné leurs certificats, ainsi que l'indication de leur résidence.

(Document de la Session No 31.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 13 Mars 1901.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition du révd. M. Rouleau et autres, de l'Assomption, Matane ;

Par M. Tessier (Rimouski),—la pétition de B. Ouellet et autres de St-Anaclet, Rimouski ;

Par M. Allard,—la pétition du Révd M. Paquin et autres, de St-David, Richelieu.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De C. S. Leboutillier *et al.*, de la municipalité de York, comté de Gaspé ;

De Gabriel Myles *et al.*, de la municipalité de Pabos, comté de Gaspé ;

Du Révd C. Ph. Côté *et al.*, de la municipalité de l'Anse du Cap, comté de Gaspé ;

De J. W. Bechervaise *et al.*, de la municipalité de Gaspé South, comté de Gaspé ;

Du Dr Pidgeon et autres, de la municipalité de Gaspé, comté de Gaspé ;

De N. Bélanger *et al.*, de la municipalité de York, comté de Gaspé, demandant qu'une charte soit octroyée à la compagnie "Canadian Atlantic et Western Railway."

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre, le septième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (No 66) concernant la succession de feu John Pratt ;

Bill (No 122) permettant à Eugène Alexandre Dorion, d'ajouter à son nom les mots "de St. Ours" ;

Aussi, le Bill (No 135) ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la "Dominion Cotton Mills Company, Limited," dans la ville de Magog, auquel il a fait certain amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre."

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, qui se lit comme suit, savoir :

"Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés sans amendement :

Bill (No 102) amendant la loi concernant les corporations de villes ;

Bill (No 103) amendant l'article 165 du Code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec certains amendements, savoir :

Bill (No 87) amendant l'article 2260 du Code civil ;

Bill (No 148) amendant l'article 314 du Code de procédure civile ;

Bill (No 149) amendant la loi concernant l'érection et la division des paroisses ;

Bill (No 147) amendant l'article 65 du Code civil ;

Bill (No 89) amendant l'article 5290 des Statuts refondus, concernant les compagnies d'assurance mutuelle ;

Bill (No 150) amendant l'article 94 du Code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés :

Bill (No 85) amendant la loi concernant les dentistes ;

Bill (No 91) amendant le Code de procédure civile ;

Bill (No 92) amendant l'acte des élections de Québec, 1895.

Votre comité a aussi examiné le bill (No 80) intitulé : "Loi concernant le Barreau de la province de Québec," et a l'honneur de faire rapport qu'il recommande, vu qu'il est bien important, de l'étudier pendant la vacance et de l'examiner ensuite à la prochaine session."

M. deGrosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill (No 78) constituant en corporation " La compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière ", et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec plusieurs amendements. "

— — — —

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 134) amendant la charte de la ville de St-Louis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

— — — —

M. Dupuis propose, appuyé par M. Bergevin, et il est

Ordonné,—Que le Bill (No 80) concernant le Barreau de la province de Québec, rapporté aujourd'hui du comité, soit de nouveau référé au comité de législation pour reconsidération.

Proposé par M. Champagne, secondé par M. Garneau et

Ordonné,—Que le Bill (No 92) amendant la loi électorale de Québec, 1895, rapporté aujourd'hui du comité comme ayant été rejeté, soit de nouveau renvoyé au comité de législation pour reconsidération.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Allard.—1. Le gouvernement est-il informé si l'usage s'est établi, dans la Société d'industrie laitière, de remplacer le président, à l'expiration de son terme, par le vice-président, tel qu'énoncé dans les deux paragraphes suivants, de la page 6, du numéro du journal *La Vérité*, du 2 février 1901 : " M. Vaillancourt, le président, ayant fini son terme, devait être remplacé par M. J. C. Chapais, le vice-président, qui, dans les deux ans, aurait été remplacé à son tour par le vice-président d'alors. C'est l'usage qui a toujours été suivi depuis que la société existe. M. Chapais devait donc être porté à la présidence en vertu de la coutume qui veut que le vice-président devienne président ? "

2. Est-il à la connaissance du gouvernement que cette coutume ait existé depuis le 27 novembre 1890 ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :

Nos. 1 et 2. Le gouvernement ignore l'existence de cette coutume.

Il n'a pour se renseigner à ce sujet que les rapports des élections annuelles contenues dans les rapports annuels de la société d'industrie laitière qui constatent que les MM. dont les noms suivent ont été élus présidents et vice-présidents pour la période couverte par l'interpellation :

Pour l'année	Président :	Vice-Président.
1891	M. N. Bernatchez, M. P. P.	M. l'abbé Montmigny.
1892	M. l'abbé T. Montmigny,	M. S. A. Fisher.
1893	" "	"
1894	" "	"
1895	" "	"
1896	" "	"
1897	M. Milton McDonald, M. P. P.	M. J. C. Chapais
1898	" "	M. Henri Bourassa, M. P.
1899	M. J. A. Vaillancourt,	M. J. C. Chapais
1900	" "	"

Bien que le rapport annuel de la société pour 1900 ne soit pas encore imprimé, le gouvernement a cependant appris par la presse que MM. J. A. Vaillancourt et J. C. Chapais ont été réélus président et vice-président de la société pour l'année 1901, en décembre dernier, à Fraserville.

Par M. Prévost.—1. Le gouvernement est-il informé que des plaintes sérieuses, appuyées d'affidavits, ont été faites contre Louis de Gonzague Lachaine, registrateur pour le comté de Terrebonne ?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement entend-il prendre action sur ces plaintes ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—1. En octobre 1897, il fut porté plainte, sur laquelle une enquête fut ouverte par l'inspecteur des bureaux d'enregistrement, dont le rapport exonérait le registrateur. Une nouvelle plainte fut faite le 19 février 1901.

2. Le gouvernement n'a pas l'intention de donner effet à cette nouvelle plainte.

Par M. Prévost.—1. Quelles sont les sociétés de colonisation qui sont subventionnées par le gouvernement ?

2. Quel est le montant de la subvention à chacune de ces sociétés ?

3. Le gouvernement exerce-t-il un contrôle tant sur la dépense des sommes allouées que sur le nombre des nouveaux colons mentionnés dans les rapports de ces sociétés.

4. Quel est le nombre de lots concédés pendant l'année 1899-1900, dans les diverses régions de colonisation, sous les auspices des dites sociétés ?

5. Quel est le nombre de ces lots mis en exploitation ?

Réponse par l'honorable M. Parent :

Nos 1, 2 et 3. La subvention aux sociétés de colonisation est réglée par l'article 1731 des Statuts refondus :—Le département de la Colonisation et des Mines paie en travaux qu'il approuve, un montant égal au tiers des recettes de chaque société. Une subvention, établie sur cette disposition de la loi, a été payée pour la dernière année fiscale pour le compte de chacune des sociétés de Québec et de la cité de Sherbrooke, (voir rapport du département de la Colonisation et des Mines pour 1899-1900, pages 122, 123). Le gouvernement n'a pas de contrôle sur les colons que dirigent les sociétés, excepté quant aux conditions d'établissement requises par le billet de location qui leur est octroyé.

4. 16 lots comme suit :

Dans Crespieul et Malherbe, par la société de Colonisation de St. Sauveur	1
Dans le canton Nantel, sous les auspices de la Société Mutuelle de Colonisation des ouvriers de la paroisse de Québec	3
Dans le canton La Minerve, octroyés gratuitement sous les auspices de la Société de Colonisation de Montréal	12

5. Impossible de répondre à cette question, à moins de faire au préalable inspecter ces lots par l'agent ou un garde-forestier.

L'honorable M. Langelier propose, appuyé par M. Weir,

Et la motion étant soumise à la Chambre, —Que le 5ème paragraphe de la 57ème règle de cette Chambre soit suspendu et ne soit pas appliqué aux bills suivants ;

Bill (No 56) autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 57) autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Omer Drouin au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 45) autorisant F. H. A. Baxter à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;”

Bill (No 46) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J. P. Pidgeon, à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 121) autorisant Joseph David Edouard Barras à exercer la profession de chirurgien-dentiste, dans la province de Québec.”

Et qu'instruction soit, en conséquence, donné au comité des bills privés.

La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy, (Kamouraska)</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy (Montmagny)</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Morin (Charlevoix)</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Gosselin, (Missis.),</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Pelletier, (Sher.)</i>	<i>Walker et</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Weir.—39.</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Prévost,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Tessier (Rim.)</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Gosselin (Iberville).</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Watts.—15.</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pelletier, (Dorch.),</i>	

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Major propose, secondé par M. Allard,—

Et la motion étant soumise à la Chambre,—Que le paragraphe 5 de la 57ème règle soit suspendu et ne soit pas appliqué au Bill (No 64).—Loi autorisant Samuel Robert Martin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, et qu'instruction soit, en conséquence, donnée au comité des bills privés.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Lacombe propose, secondé par M. Chenevert,—et la motion étant soumise à la Chambre,

Que le 5ème paragraphe de la 57ème règle de cette Chambre soit suspendu et ne soit pas appliqué au Bill (No 133) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L. Houle au nombre de ses membres, après examen.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Proposé par M. Kennedy, secondé par M. Blanchard, et

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de toutes requêtes et de toute correspondance antérieures, depuis deux ans, au 23 de mars 1900, ayant trait à aucun amendement à la loi concernant les procès par jury, en matière civile, dans le comté de Gaspé

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 82) amendant l'ordonnance 3 Vict., ch. 31, pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walker fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Duffy, et il est

Résolu.—Que lorsque la Chambre s'ajournera, vendredi, elle s'ajourne à onze heures, a. m., samedi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 3) concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.

L'honorable M. Gouin propose, secondé par l'honorable M. Turgeon :

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Et la motion étant soumise à la Chambre, elle est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général pour considérer les dites résolutions.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Que les membres des Conseils d'arbitrage, constitués en vertu de la loi à laquelle se rapportent les présentes résolutions, seront rémunérés de leurs services en la manière et suivant le tarif que fixera le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, à même le fonds consolidé de la province.

2. *Résolu*,—Que chaque membre d'un Conseil de Conciliation, constitué en vertu de la loi à laquelle se rapportent ces résolutions, sera rémunéré pour ses services, à même le fonds consolidé de la province, conformément au tarif suivant :

Assemblée préliminaire.....	\$ 3 00
Journée complète de séance, assemblées subséquentes.....	4 00
Demi-journée de séance, do do	2 00

3. *Résolu*,—Que les témoins devant ces Conseils de conciliation et d'arbitrage auront droit à la même taxe que les témoins en cour supérieure, et que cette taxe sera payée à même le fonds consolidé de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Garneau rapporte alors plusieurs résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Que les membres des Conseils d'arbitrage, constitués en vertu de la loi à laquelle se rapportent les présentes résolutions, seront rémunérés de leurs services en la manière et suivant le tarif que fixera le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, à même le fonds consolidé de la province.

2. *Résolu*,—Que chaque membre d'un Conseil de conciliation, constitué en vertu de la loi à laquelle se rapportent ces résolutions, sera rémunéré pour ses services, à même le fonds consolidé de la province, conformément au tarif suivant :

Assemblée préliminaire.....	\$ 3 00
Journée complète de séance, assemblées subséquentes.....	4 00
Demi-journée de séance, do do	2 00

3. *Résolu*.—Que les témoins devant ces Conseils de conciliation et d'arbitrage auront droit à la même taxe que les témoins en cour supérieure, et que cette taxe sera payée à même le fonds consolidé de la province.

Ces résolutions sont lues une deuxième fois et agréées.

Ordonné.— Que les résolutions soient renvoyées au comité général appelé à considérer le Bill (No 3) concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se constitue de nouveau en comité général sur le Bill (No 3) concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné.— Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (D) du Conseil législatif.—Loi concernant l'admission au Barreau de certains étudiants.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu.—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que l'Assemblée législative a passé ce bill sans amendement.

M. Pelletier (Sherbrooke) propose, appuyé par M. Fiset, et

Ordonné,—Que le bill (No 42) érigeant la municipalité de Saint-Stanislas de Kotska, rapporté du comité des bills privés, mardi, le 12 courant, soit de nouveau référé au comité des bills privés ; les intéressés ayant décidé de limiter leur demande de pouvoirs à ceux dont avis a été donné, suivant les règles de la Chambre, et qui font de ce bill un bill privé.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et référés au comité des bills privés :

Bill (No 57) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Omer Drouin au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 56) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marc Aurèle Lemieux au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 118) autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 64) autorisant Samuel Robert Martin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 79) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 38) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Moïse Veronneau à la pratique de la médecine, après examen ;

Bill (No 137) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J. J. Barry au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 133) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L. Houle au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 125) concernant l'instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal ;

Bill (No 46) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre J. P. Pidgeon à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 45) autorisant F. H. A. Baxter à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 121) autorisant Joseph David Edouard Barras à exercer la profession de chirurgien-dentiste, dans la province de Québec ;

Bill (No 144) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Cyrille F. Lussier à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 113) amendant la charte d'incorporation du village de Grand'Mère ;

Bill (No 136) constituant en corporation "Warden King & Son, limited" ;

Et, Bill (No 146) amendant la loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8.

La Chambre, suivant l'ordre du jour, reprend le débat ajourné sur la motion proposée, vendredi, le 8 mars courant : Que la partie du cinquième rapport du comité des bills privés, présenté à la séance du 8 mars courant, recommandant la suspension du 5^e paragraphe de la 57^e règle de cette Chambre, en ce qui concerne le Bill (No 51) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à admettre J. E. Baily au nombre de ses membres, soit maintenant adopté.

Et la question étant posée ; la proposition est résolu dans l'affirmative.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 41).—Loi constituant en corporation "The William Strachan Company" ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 55) concernant la succession de feu Théodore Viau ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 140) autorisant la Société Canadienne des Ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower au nombre de ses membres ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Hutchinson fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 14 mars 1901

M. l'Orateur met devant la Chambre :—l'Etat des affaires de la "Church Home of Montreal" pour l'année 1900. (*Document de la session No 18.*)

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par M. Cardin,—la pétition du révd M. Guilbert et autres, de Ste-Anne de Sorel, Richelieu.

Par M. Fiset,—la pétition du révd M. Gravel et autres, de St-Boniface de Shewinigan, St-Maurice.

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de E. Rouillard et autres, de la Rivière à Pierre, Portneuf.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Thos. Butler et autres, s'opposant à l'érection de la municipalité de St-Stanislas de Kostka ;

De R. Bridgette, V. E. Ball et autres, s'opposant au bill No 42, érigeant en municipalité St-Stanislas de Kostka;

Et, de J. McCrory et autres, s'opposant au bill concernant la " Laing Packing and Provision Company."

M. Lalonde, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que, dans chaque cas, les avis requis ont été donnés, savoir :

De " The Point St-Charles Amateur Athletic Association," demandant une charte ;

De Walter G. Mitchell, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

Quant à la pétition de la ville de Chicoutimi, demandant des amendements à sa charte, votre comité trouve que les avis n'ont pas été publiés pendant tout le temps requis dans les journaux français, cependant, votre comité est d'opinion que les avis sont suffisants, convaincu qu'il est, que toutes les parties intéressées sont bien informées de la demande.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au 22 de ce mois, inclusivement,"

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans le rapport du comité, moins en ce qui concerne la ville de Chicoutimi.

L'honorable M. Déchène, du comité d'agriculture, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill No 8.—Loi amendant la loi concernant l'agriculture, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements."

M. Champagne, président *pro tem* du comité de législation, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés sans amendement :

Bill No 92.—Loi amendant la loi électorale de Québec, 1:95 :

Bill No 106.—Loi amendant l'article 3435 des Statuts refondus, concernant les pouvoirs des fabriques ;

Bill No 104.—Loi amendant l'article 1785 du Code civil.

Votre comité a aussi examiné le bill No. 83.—Loi amendant le Code civil et décrétant des dispositions relative, à l'adoption, et a l'honneur de faire rapport qu'il suggère d'en faire une étude pendant la vacance de cette Chambre."

L'honorable M. Langelier, du comité des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill No 63—Loi modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull ;

Bill No 48—Loi érigeant la municipalité de Ste-Catherine de Hatley;

Bill No 142—Loi constituant en corporation la " Montreal Light, Heat and Power Company " ;

Bill No 58—Loi amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de St-Paul de Montréal ;

Aussi, le bill No 44—Loi dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Siméon Valois, qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill No 131—Loi revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières ;

Et, Bill No 65—Loi concernant la " Laing Packing and Provision Company."

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports du comité des bills privés soit prolongé jusqu'au 22 de ce mois, inclusivement.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 112) constituant en corporation "The Pointe St. Charles Amateur Athletic Association."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill (No 126) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Walter S. Mitchell au nombre de ses membre.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Duhamel ait la permission de présenter un Bill (No 154) amendant la loi de l'instruction publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Béland ait la permission de présenter un Bill (No 29) amendant le chapitre 2ème du titre VIème des Statuts refondus de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 11) concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 155) autorisant les municipalités des cités et villes à faire des dépenses nécessaires pour la réception de Son Altesse Royale le duc de Cornwall et York.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 21) amendant l'article 1994c du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 26) amendant l'article 1234 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 27) amendant les articles 835 et 896 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill (No 30) amendant l'article 213 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. de Grosbois.—1. Combien y a-t-il d'enfants, dans la province de Québec, qui n'assistent pas à l'école pour cause de pauvreté ?

2. Combien y a-t-il d'enfants, dans la province de Québec, qui ne peuvent assister à l'école à cause de la trop grande distance de leur résidence à la maison d'école ?

3. Combien y a-t-il d'enfants, dans la province de Québec, qui n'assistent pas à l'école à cause de la négligence ou de la mauvaise volonté des parents ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

Nos 1, 2 et 3. Le département de l'instruction publique n'a pas ces renseignements. On ne les trouve d'ailleurs, dans les statistiques d'aucun pays du monde.

Proposé par M. Allard, secondé par M. Major et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents, correspondance, rapports, etc., depuis le premier janvier 1898, au sujet de l'établissement de féculeries, dans cette province.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 102) amendant la loi concernant les corporations de ville ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 103) amendant l'article 165 du Code de procédure civile; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert a fait rapport que le comité examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 147) amendant l'article 65 du Code civil; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. deGrosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 148) amendant l'article 314 du Code de procédure civile; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. deGrosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 150) amendant l'article 94 du Code de procédure civile; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tourigny fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 149) amendant la loi concernant l'érection et la division des paroisses; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 97) à l'effet d'assurer une meilleure assistance aux écoles publiques.

M. deGrosbois, appuyé par M. Weir, propose que ce bill soit lu la deuxième fois.

L'honorable M. Turgeon propose, en amendement, secondé par l'honorable M. Gouin :—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois " soient ajoutés à la fin de la motion.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Béland,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy (Montma.)</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Maski.)</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Lowell,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Morin, (Charle.)</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Gosselin (Iber.)</i>	<i>Morin (St-Hya.)</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin (Missis.)</i>	<i>Neault,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.—55</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pelletier (Dorch.)</i>	
<i>Déchène,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>	

POUR :

Messieurs

Cherrier, *DeGrosbois,* *Prévost,* et *Weir.*—7.
Cochrane, *Langelier,* *Roy (St-Jean),*

Ainsi, l'amendement est adopté.

La motion principale, ainsi amendée, est alors soumise; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement, sur la même division.

Ordonné,—Que ce bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 96) concernant les sociétés coopératives.

M. Chicoyne propose, secondé par M. Bissonnette,—et la question étant posée: Ce bill sera-t-il lu la seconde fois?

Un débat s'élève.

L'honorable M. Turgeon propose, secondé par l'honorable M. Gouin et il est

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 101) amendant la loi des corporations de ville. M. Chauret appuyé par M. Champagne propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—La Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 105) amendant l'article 1688 du Code civil. M. Perrault, appuyé par Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 151) amendant la loi concernant les établissements industriels.

M. Cardin, appuyé par M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 156) amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cité, de ville et autres corporations.

M. de Grosbois, appuyé par M. Perrault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 109) amendant la loi concernant les tribunaux de Gaspé.

M. Petit, appuyé par M. Fiset, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de chemin de fer.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent,—et la question étant soumise: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général.

(EN COMITÉ.)

Attendu que la section 11 de la loi 54 Victoria, chapitre 88, telle que remplacée par la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1, a été d'une application difficile, et qu'une taxe imposée sur les profits nets des divers chemins de fer subventionnés, serait dans les circonstances, plus équitable;—qu'il soit en conséquence.

1. *Résolu*,—Que toute compagnie de chemin de fer qui a été ou qui pourra à l'avenir être subventionnée par cette province, et que toute compagnie, corporation ou personne possédant ou exploitant un chemin de fer subventionné, devra en sus des rapports exigés par la loi générale, concernant les chemins de fer, préparer annuellement des rapports, suivant les formules contenues dans la cédule de ces résolutions, du trafic et des frais d'exploitation et des profits nets de ce chemin de fer subventionné, et de tous les renseignements exigés, tels que spécifiés dans les dites formules; et que ces rapports seront datés, signés et attestés sous serment par telle personne, ou par le secrétaire ou quelque autres officier principal de telle compagnie ou corporation, et par le président, ou, en son absence, par le vice-président ou le gérant de la compagnie ou corporation.

2. Que ces rapports, pour l'année actuelle, seront faits pour la période comprise entre le premier juillet dernier et le trente juin prochain, et, par la suite, couvriront les douze mois finissant le trente juin de l'année suivant la date du rapport précédent.

3. Qu'un double de ce rapport, daté, signé et attesté comme susdit, sera transmis par telle compagnie, corporation ou personne au commissaire des travaux publics, dans les trois mois qui suivront le premier jour de juillet de chaque année.

4. Que telle compagnie, corporation ou personne fournira aussi, outre les renseignements qui doivent être transmis au commissaire, tels que spécifiés dans ces formules, tous autres renseignements et rapports qu'exigera de temps en temps le commissaire.

5. Que le commissaire soumettra aux deux chambres de la Législature, dans les vingt et un premiers jours de chacune de ses sessions, les rapports qui lui auront été faits et transmis, conformément à la loi, basée sur les présentes résolutions.

Résolu, 2.—Que toute compagnie de chemin de fer qui a été ou pourra être, par la suite, subventionnée par cette province, et que toute compagnie, corporation ou personne possédant ou exploitant un chemin de fer subventionné, devra payer annuellement, en deux paiements égaux, le premier jour de janvier et le premier jour de juillet de chaque année,—au lieu de la somme d'une demie d'un pour cent sur le montant total de la subvention payée, prélevée annuellement en vertu des dispositions de la section 11, de la loi 54 Victoria, chapitre 88, telle que remplacée par la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1,—au trésorier de la province, une somme de 5% sur les profits nets de ce chemin de fer subventionné, tels qu'établis par les rapports fournis au commissaire des travaux publics, pour l'exercice financier précédent, en vertu de la section 1 de la loi basée sur ces résolutions.

2. Que le premier paiement en vertu de la loi basée sur ces résolutions devra être fait le premier octobre prochain, et sera calculé sur le rapport des recettes nettes jusqu'au premier juillet prochain.

Résolu, 3.—Que toute telle compagnie, corporation ou personne qui refusera ou négligera de transmettre les dits rapports dans le délai prescrit, continuera à être obligée de payer la dite somme d'une demie d'un pour cent, exigible en vertu de la section 11 de la loi ci-dessus mentionnée.

Résolu, 4.—Que si le commissaire a raison de croire que les rapports de quelqu'une de ces compagnies, corporations ou personnes n'indiquent pas fidèlement quels ont été les profits nets du chemin de fer, il pourra charger spécialement un officier d'aller faire l'inspection des livres et registres de telle compagnie, corporation ou personne, et interroger sous serment les officiers de cette compagnie ou corporation et les employés de cette personne au sujet des entrées qui y seront faites ; que ces livres et registres devront être soumis à l'officier chargé de l'inspection pour examen, et que tels officiers et employés seront tenus de répondre aux questions qui leur seront posées à ce sujet.

Qu'advenant le cas où telle compagnie, corporation ou personne refuserait de laisser voir ses livres et registres, ou que ces officiers ou

employés refuseraient de répondre aux questions qui leur seront faites à leur sujet, la compagnie, corporation ou personne sera censée ne pas avoir fourni les rapports exigés par la loi basés sur ces résolutions, et que la section 3 de la dite loi s'appliquera à telle compagnie, corporation ou personne, ainsi qu'au paiement qu'elle sera tenu de faire.

I

PRODUIT DE L'EXPLOITATION DU CHEMIN DE FER

	\$	cts.
1. Trafic des voyageurs.....		
2. Trafic des marchandises.....		
3. Service des postes et d'express.....		
4. Autres provenances.....		
Total.....		

A

FRAIS D'EXPLOITATION—ENTRETIEN DE LA VOIE, DES BATIMENTS, ETC.

	\$	cts.
1. Coût de la main-d'œuvre employée à l'entretien de la voie, y compris les évitements et garages.....		
2. Coût des rails en fer avec attaches.....		
3. Coût des rails en acier avec attaches.....		
4. Balastage.....		
5. Réparation des ponts, ponceaux.....		
6. Réparation et construction de bâtiments.....		
7. Réparation de clôtures.....		
8. Enlèvement de la neige.....		
9. Surintendance.....		
Total.....		

B

FRAIS D'EXPLOITATION, SERVICE ET RÉPARATION DES LOCOMOTIVES

	\$	cts.
1. Salaires des mécaniciens, chauffeurs et nettoyeurs.....		
2. Combustible : charbon.....		
do bois.....		
3. Réparation des locomotives et tenders.....		
4. Huile, graisse, étoupe et chiffon pour les locomotives.....		
5. Machines d'alimentation d'eau.....		
6. Réparation d'outillage et de machines.....		
7. Surintendance.....		
Total.....		

C

SERVICE ET RÉPARATION DES CHARS

	\$	cts.
1. Gages et matériaux pour la réparation des wagons à voyageurs....		
2. Gages et matériaux pour la réparation des wagons à marchandises et chasse-neige.....		
3. Surintendance.....		
Total.....		

D

FRAIS D'EXPLOITATION, DÉPENSES GÉNÉRALES

	\$	cts.
1. Frais de bureaux y compris ceux des directeurs, auditeurs, administration, frais de route, fourniture, etc.		
2. Agents de station, commis, chargeurs, etc.		
3. Conducteurs préposés aux bagages et serre-freins		
4. Indemnité pour accident ayant occasionné des blessures		
5. Indemnité pour perte et avarie de marchandises		
6. do pour bestiaux tués.		
7. Frais de passage d'eau et bateau-passeur		
8. Frais d'agences étrangères.		
9. Fournitures diverses, y compris lumière, lampes et appareils de signaux.		
10. Tous autres frais.		
11.		
12.		
13.		
Total.		

Des blancs sont laissés pour l'insertion de tous autres items de dépenses non compris dans l'état qui précède.

2

SOMMAIRE DES FRAIS D'EXPLOITATION

	\$	cts.
A. Entretien de la voie, des bâtiments, etc.		
B. Service et réparation des locomotives.		
C. Service et réparation des wagons		
D. Frais généraux d'exploitation.		
Total.		

L'ÉTAT ci-dessus devra comprendre tous les frais d'exploitation du chemin de fer, et le total devra s'accorder avec l'état publié par la compagnie.

3

RÉCAPITULATION

	§	cts.
Recettes du chemin de fer.....		
Frais d'exploitation.....		
Recettes nettes.....		

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Chauret rapporte alors les dites résolutions et elles sont lues comme suit :

(EN COMITÉ)

Attendu que la section 11 de la loi 54 Victoria, chapitre 88, telle que remplacée par la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1, a été d'une application difficile, et qu'une taxe imposée sur les profits nets des divers chemins de fer subventionnés, serait dans les circonstances, plus équitable ;—qu'il soit en conséquence.

1. *Résolu*,—Que toute compagnie de chemin de fer qui a été ou qui pourra à l'avenir être subventionnée par cette province, et que toute compagnie, corporation ou personne possédant ou exploitant un chemin de fer subventionné, devra, en sus des rapports exigés par la loi générale concernant les chemins de fer, préparer annuellement des rapports, suivant les formules contenues dans la cédule de ces résolutions, du trafic et des frais d'exploitation et des profits nets de ce chemin de fer subventionné, et de tous les renseignements exigés, tels que spécifiés dans les dites formules : et que ces rapports seront datés, signés et attestés sous serment par telle personne, ou par le secrétaire ou quelque autre officier principal de telle compagnie ou corporation, et par le président, ou, en son absence, par le vice-président ou le gérant de la compagnie ou corporation.

2. Que ces rapports, pour l'année actuelle, seront faits pour la période comprise entre le premier juillet dernier et le trente juin prochain, et, par la suite, couvriront les douze mois finissant le trente juin de l'année suivant la date du rapport précédent.

3. Qu'un double de ce rapport, daté, signé et attesté comme susdit, sera transmis par telle compagnie, corporation ou personne au commissaire des travaux publics, dans les trois mois qui suivront le premier jour de juillet de chaque année.

4. Que telle compagnie, corporation ou personne fournira aussi outre les renseignements qui doivent être transmis au commissaire, tels que spécifiés dans ces formules, tous autres renseignements et rapports qu'exigera de temps en temps le commissaire.

5. Que le commissaire soumettra aux deux chambres de la Législature dans les vingt et un premiers jours de chacune de ses sessions, les rapports qui lui auront été faits et transmis, conformément à la loi basée sur les présentes résolutions.

2. *Résolu*,—Que toute compagnie de chemin de fer qui a été ou pourra être, par la suite, subventionnée par cette province, et que toute compagnie, corporation ou personne possédant ou exploitant un chemin de fer subventionné, devra payer annuellement, en deux paiements égaux, le premier jour de janvier et le premier jour de juillet de chaque année,—au lieu de la somme d'une demie d'un pour cent sur le montant total de la subvention payée, prélevée annuellement en vertu des dispositions de la section 11 de la loi 54 Victoria, chapitre 88, telle que remplacée par la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1,—au trésorier de la province, une somme de 5% sur les profits nets de ce chemin de fer subventionné, tels qu'établis par les rapports fournis au commissaire des travaux publics, pour l'exercice financier précédent en vertu de la section 1 de la loi basée sur ces résolutions.

2. Que le premier paiement en vertu de la loi basée sur ces résolutions devra être fait le premier octobre prochain, et sera calculé sur le rapport des recettes nettes jusqu'au premier juillet prochain.

3. *Résolu*,—Que toute telle compagnie, corporation ou personne qui refusera ou négligera de transmettre les dits rapports dans le délai prescrit, continuera à être obligée de payer la dite somme d'une demie d'un pour cent, exigible en vertu de la section 11 de la loi ci-dessus mentionnée.

4. *Résolu*,—Que si le commissaire a raison de croire que les rapports de quelqu'une de ces compagnies, corporations ou personnes n'indiquent pas fidèlement quels ont été les profits nets du chemin de fer, il pourra charger spécialement un officier d'aller faire l'inspection des livres et registres de telle compagnie, corporation ou personne, et interroger sous serment les officiers de cette compagnie ou corporation et les employés de cette personne au sujet des entrées qui y seront faites ; que ces livres et registres devront être soumis à l'officier chargé de l'inspection pour examen, et que tels officiers et employés seront tenus de répondre aux questions qui leur seront posées à ce sujet.

Qu'advenant le cas où telle compagnie, corporation ou personne refuserait de laisser voir ses livres et registres, ou que ces officiers ou employés refuseraient de répondre aux questions qui leur seront faites à leur sujet, la compagnie, corporation ou personne sera censée ne pas avoir fourni les rapports exigés par la loi basée sur ces résolutions, et que la section 3 de la dite loi s'appliquera à telle compagnie, corporation ou personne, ainsi qu'au paiement qu'elle sera tenue de faire.

1

PRODUIT DE L'EXPLOITATION DU CHEMIN DE FER

	\$	cts.
1. Trafic des voyageurs.....		
2. Trafic des marchandises.....		
3. Service des postes et d'express.....		
4. Autres provenances.....		
Total.....		

A

FRAIS D'EXPLOITATION—ENTRETIEN DE LA VOIE, DES BATIMENTS, ETC.

	\$	cts.
1. Coût de la main-d'œuvre employée à l'entretien de la voie, y compris les évitements et garages.....		
2. Coût des rails en fer avec attaches.....		
3. Coût des rails en acier avec attaches.....		
4. Ballastage.....		
5. Réparation des ponts, ponceaux.....		
6. Réparation et construction de bâtiments.....		
7. Réparation des clôtures.....		
8. Enlèvement de la neige.....		
9. Surintendance.....		
Total.....		

B

FRAIS D'EXPLOITATION, SERVICE ET RÉPARATION DES LOCOMOTIVES

	\$	cts.
1. Salaires des mécaniciens, chauffeurs et nettoyeurs		
2. Combustible : charbon.		
do bois		
3. Réparation des locomotives et tenders		
4. Huile, graisse, étoupe et chiffon pour les locomotives		
5. Machines d'alimentation d'eau		
6. Réparation d'outillage et de machines		
7. Surintendance		
Total		

C

SERVICE ET RÉPARATION DES CHARS

	\$	cts.
1. Gages et matériaux pour la réparation des wagons à voyageurs.		
2. Gages et matériaux pour la réparation des wagons à marchandises et chasse-neige		
3. Surintendance		
Total		

D

FRAIS D'EXPLOITATION, DÉPENSES GÉNÉRALES

	\$	cts.
1. Frais de bureaux y compris ceux des directeurs, auditeurs, administration, frais de route, fourniture, etc.		
2. Agents de station, commis, chargeurs, etc.		
3. Conducteurs préposés aux bagages et serre-freins.		
4. Indemnité pour accident ayant occasionné des blessures.		
5. Indemnité pour perte et avarie de marchandises.		
6. do pour bestiaux tués.		
7. Frais de passage d'eau et bateau passeur.		
8. Frais d'agences étrangères.		
9. Fournitures diverses, y compris lumière, lampes et appareils de signaux.		
10. Tous autres frais.		
11.		
12.		
13.		
Total.		

Des blancs sont laissés pour l'insertion de tous autres items de dépenses non compris dans l'état qui précède.

2

SOMMAIRE DES FRAIS D'EXPLOITATION

	\$	cts.
A. Entretien de la voie, des bâtiments, etc.		
B. Service et réparation des locomotives.		
C. Service et réparation des wagons.		
D. Frais généraux d'exploitation.		
Total.		

L'ÉTAT ci-dessus devra comprendre tous les frais d'exploitation du chemin de fer, et le total devra s'accorder avec l'état publié par la compagnie.

3

RECAPITULATION

	\$	cts.
Recettes du chemin de fer.....		
Frais d'exploitation.....		
Recettes nettes.....		

Ordonné,—Que ces résolutions soient lues une seconde fois demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (K du Conseil) concernant la loi 63 Victoria, chapitre 28.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 16) amendant la loi concernant les cimetières et les inhumations et exhumations.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Kamou-raska) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (No 150) amendant l'article 94 du Code de procédure civile; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 141) amendant la charte de la compagnie manufacturière de Chambly; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill en Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 66) concernant la succession de feu John Pratt; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 122) permettant à Eugène Alexandre Dorion d'ajouter à son nom, les mots " de St. Ours " et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 135) ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la " Dominion Cotton Mills Company, Limited, " dans la ville de Magog ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mackenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 78) constituant en corporation " La compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière " ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 51) autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec à admettre J. E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills ci-après sont lus, séparément, une deuxième fois et référés au comité des bills privés :

Bill (No 124) constituant en corporation la ville de Grand'Mère ;

Et, Bill (No 134) amendant la charte de la ville de St-Louis.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'Hôpital protestant des aliénés.

L'honorable M. Turgeon propose, appuyé par l'honorable M. Déchène, —et la question étant soumise : —Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général.

(EN COMITE)

Attendu qu'il est nécessaire que l'Hôpital Protestant des Aliénées, constitué en corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 50, construise un nouveau bâtiment destiné aux patients, une nouvelle cuisine, ainsi que des appareils frigorifiques et une boulangerie pour leur asile de Verdun, et relie au fleuve par des tuyaux de fer les égouts de leurs édifices, et attendu que l'exécution de ces travaux coûtera \$65,000, qu'il lui faudra emprunter ;

Attendu que l'Hôpital n'est pas en position de négocier un pareil emprunt sans la garantie du gouvernement, et attendu que, dans l'intérêt public, il est à propos de donner cette garantie ;—qu'en conséquence, il soit

Résolu, Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement du capital et de l'intérêt, à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par an, du nouvel emprunt de \$65,000 qui sera fait par l'Hôpital Protestant des Aliénés, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil pour les dites constructions ; pourvu :

(a) Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie soit déduite du montant annuellement dû au dit Hôpital, en vertu de son contrat avec le gouvernement, pour l'entretien et le maintien des aliénés, tant que durera ce contrat ;

(b) Que le dit Hôpital consente, en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il paiera en vertu de la garantie, une hypothèque, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, sur les dites constructions nouvelles et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèvent et s'élèveront ; et

(c) Que le dit Hôpital assure les dites constructions pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transporte les polices constatant cette assurance au gouvernement.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

L'honorable M. Langelier, en conséquence, rapporte la dite résolution et elle est lue ainsi qu'il suit :

Attendu qu'il est nécessaire que l'Hôpital Protestant des Aliénés, constitué en corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 50, construise un nouveau bâtiment destiné aux patients, une nouvelle cuisine, ainsi que des appareils frigorifiques et une boulangerie pour leur asile de Verdun, et relie au fleuve par des tuyaux de fer les égouts de leurs édifices et attendu que l'exécution de ces travaux coûtera \$65,000, qu'il lui faudra emprunter ;

Attendu que l'Hôpital n'est pas en position de négocier un pareil emprunt sans la garantie du gouvernement, et attendu que, dans l'intérêt public, il est à propos de donner cette garantie ; —qu'en conséquence, il soit

Résolu,— Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement du capital et de l'intérêt, à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par an, du nouvel emprunt de \$65,000 qui sera fait par l'Hôpital Protestant des Aliénés, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil pour les dites constructions ; pourvu :

(a) Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie soit déduite du montant annuellement dû au dit Hôpital en vertu de son contrat avec le gouvernement pour l'entretien et le maintien des aliénés, tant que durera ce contrat ;

(b) Que le dit Hôpital consente, en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il payera en vertu de la garantie, une hypothèque, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, sur les dites constructions nouvelles et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèvent et s'élèveront ; et

(c) Que le dit Hôpital assure les dites constructions pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transporte les polices constatant cette assurance au gouvernement.

Et la dite résolution étant lue une deuxième fois est agréée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (No 15) concernant l'Hôpital Protestant des Aliénés.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 4)—Loi modifiant la loi relative aux régistrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, sans amendement.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 février 1900, pour un état, par comté, donnant :

1. La liste des noms des candidats, dans toutes les divisions électorales, aux diverses élections générales et partielles dans la province depuis 1867 inclusivement.

2. Le nombre total des votes inscrits pour chacun des candidats.

3. La majorité constatée dans chaque cas.

4. Un semblable état pour les divisions électorales de la province de Québec aux élections générales et partielles pour la Chambre des Communes du Canada, depuis 1867 inclusivement.

(Document de la session No 33.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1901, pour une copie de la correspondance se rapportant à la concession de certains lots de grève, terrains et îles à Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, faites en 1897, à M. Andrew F. Gault, président de la "Montreal Cotton Company," ainsi que les ordres-en-conseil, contrats et tous autres documents s'y rapportant.

(Document de la session No 34.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars courant, pour production de tous documents, correspondance et requêtes au sujet de la nomination de Alphonse Nicole, comme messenger des juges des districts ruraux, au palais de justice de Québec.—*(Document de la session No 35.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars 1901, pour un état indiquant les noms des personnes qui ont eu depuis deux ans, des permis ou licences de pêche ou de chasse, dans le territoire du "Parc National des Laurentides," avec mention des sommes payées, en chaque cas, et la durée de tels permis ou licences.—*(Document de la session No 36.)*

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Duffy, et

Ordonné,—Que M. Mackenzie fasse partie du comité du Code municipal.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 15 mars 1901.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre :

Par M. Chauret,—la pétition de F. Deguire et autres, de Saint-Laurent, Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

Du Révd M. Paquin et autres, de St-David de Yamaska, demandant la réouverture du chemin de fer du sud-est.

L'honorable M. Langelier, président *pro tem*, du comité des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 120) amendant la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, dans le comté de Lévis ;

Bill (No 40) amendant la charte de la Société des Artisans français ;

Bill (No 129) amendant la charte de la Compagnie du Gaz de Montréal et les actes qui l'amendent ;

Bill (No 42) érigeant la municipalité de Saint-Stanislas de Kotska.

Aussi le Bill (No 3) autorisant et ratifiant le règlement No 162 de la ville de Salaberry de Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la compagnie dite “ The Montreal Cotton Company,” qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement ;

Et le Bill (No 114) constituant en corporation le “ Monastère de Notre-Dame de Mistassini,” auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.”

L'honorable M. Langelier, du comité spécial formé pour étudier le fonctionnement de l'Acte 62 Victoria, chapitre 54, intitulé : “ Loi de la conciliation,” présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. Langelier son président, et a décidé d'envoyer le questionnaire suivant aux honorables juges de la Cour supérieure, aux juges de la Cour de circuit, aux recorders, magistrats de district, aux secrétaires des diverses sections du Barreau, aux curés et maires de cette province.”

QUESTIONNAIRE.

1. Quelle est votre adresse postale ?
2. Vous a-t-il été donné d'observer, à un degré quelconque, le fonctionnement de la loi de conciliation ; étant la 62 Vict., chap. 54 ?
3. Quels sont les résultats que vous avez pu constater ?
4. Considérez-vous, d'après votre expérience, que cette loi a fait du bien ?
5. Etes-vous d'opinion qu'elle devrait être amendée ?
6. Avez-vous des suggestions à faire, sous ce rapport ?
7. En général, avez-vous des remarques à transmettre au comité, relativement à l'objet de sa mission.

M. Smith, du comité des diverses industries, soumet à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (No 86) concernant les subventions municipales et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements.”

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, met devant la Chambre le cinquième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement :

Bill (No 109) amendant la loi concernant les tribunaux dans Gaspé.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés :

Bill (No 105) amendant l'article 1688 du Code civil ;

Bill (No 151) amendant la loi concernant les établissements industriels.

Votre comité a aussi examiné le bill (No 100) amendant la section 10 du chapitre 21 du Code de procédure civile, et a l'honneur de faire rapport qu'il recommande d'en faire l'étude durant la vacance ;

Votre comité a recommandé également que copie du dit bill, tel qu'amendé, soit imprimé et adressé aux honorables juges de la Cour supérieure et aux différentes sections du Barreau de cette province."

M. de Grosbois du comité des chemins de fer, canaux, etc., soumet à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements :

Bill (No 72) constituant en corporation la compagnie de téléphone du comté de Montmorency.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport que le promoteur du Bill (No 127) ' Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec Nord " ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre, que permission lui soit accordée de retirer le dit bill et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction du dit bill.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

Ordonné,—Que M. Roy (St-Jean) ait la permission de présenter un Bill (No 25), amendant le Code de procédure civile, relativement aux confessions de jugement.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 22), concernant la constitution en corporation et l'administration des compagnies commerciales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des résolutions rapportées du comité général, jeudi, le 14 de mars courant, concernant le remboursement de certains subsides par des compagnies de chemin de fer.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent, que ces résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Et la question étant posée:—Que cette Chambre adopte ces résolutions,—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

Ordonné, —Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 14), concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de chemin de fer.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'administration de la justice, y compris \$13,122.92, pour couvrir les dépenses payées par le shérif de Montréal, du 30 septembre 1890, au 30 juin 1899, pour lesquels il n'avait pas été crédité pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le prix de la propriété sur le chemin Sainte-Foye, actuellement employée par l'Ecole Normale Laval, achetée de J. T. Ross, (O. C., No 467, du 10 octobre 1900,) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinq cent soixante et cinq piastres et dix-huit cents soit accordée à Sa Majesté, pour l'Ecole Normale Laval : afin de solder la balance du montant dû pour les réparations les plus nécessaires et améliorations faites à la propriété avant l'ouverture de l'école, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se constituera le nouveau en comité des subsides.

M. Garneau rapporte alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'administration de la justice, y compris \$13,122.92, pour couvrir les dépenses payées par le shérif de Montréal, du 30 septembre 1890, au 30 juin 1899, pour lesquels il n'avait pas été crédité, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le prix de la propriété sur le chemin Sainte-Foye, actuellement employée par l'Ecole Normale Laval, achetée de J. T. Ross, (O. C., No 467, du 10 octobre 1900,); pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinq cent soixante et cinq piastres et dix-huit cents soit accordée à Sa Majesté, pour l'Ecole Normale Laval, afin de solder la balance du montant dû pour les réparations les plus nécessaires et améliorations faites à la propriété, avant l'ouverture de l'école, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné,—Que ces résolutions soient lues une deuxième fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Gouin, et du consentement unanime de la Chambre, il est

Résolu,—Que, vu le budget supplémentaire soumis à cette Chambre pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1901, et l'urgence du paiement de la somme de \$8,565.18, représentant la balance due pour les réparations et améliorations les plus nécessaires faites à la nouvelle école normale, avant l'ouverture de cette école (item No 6 du dit budget), une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant d'émettre son mandat en faveur du trésorier de la province pour la somme de \$8,565.18, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Résolu,—Que, vu le budget supplémentaire soumis à cette Chambre pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1901 et l'urgence du paiement de certaines dépenses ayant rapport à l'administration de la justice, (item No 3 du dit budget), une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant d'émettre son mandat en faveur du trésorier de la province pour la somme de \$75,000 et assurant Son Honneur que la Chambre en tiendra compte.

Ordonné,—Que ces adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par les membres de cette Chambre faisant partie du Comité exécutif de la province.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 15) concernant l'hôpital protestant des aliénés.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (No 82) "amendant l'ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant et pour établir un fonds pour cet objet, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, durant la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (No 82) "amendant l'ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant et pour établir un fonds pour cet objet, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent", et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements étant lus la première fois, il est

Ordonné,—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 87) amendant l'article 2260 du Code civil; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, durant la présente séance.

Sept heures et demie p. m.

En vertu de la 19^e règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

M. Neault propose, secondé par M. Cooke, et il est

Ordonné,—Que le Bill (No 130) constituant en corporation la " Compagnie du Pont de Grand'Mère," et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand'Mère et la paroisse de Saint-Théophile du Lac, soit considéré en comité général, mardi prochain.

— — —

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 48) érigeant la municipalité de Sainte-Catherine de Hatley ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin (Saint-Hyacinthe), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,— Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,— Que le bill passe.

Ordonné,— Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 131) revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,— Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 123) amendant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé : " Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du Cimetière de Mont-Royal ", et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la motion étant soumise à la Chambre : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 142) constituant en corporation la " Montreal Light, Heat and Power Company," et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Saint-Jean), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant soumise à la Chambre.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Weir propose en amendement, secondé par M. Hutchinson : Que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre avec instruction d'ajouter les mots suivants à la section dix du dit bill : " pourvu que le consentement de toute municipalité intéressée soit préalablement obtenu. "

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Blanchard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Mackenzie,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Pelletier (Dorch.)</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tellier et</i>
		<i>Lovell,</i>	<i>Weir.—18</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Chénenert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lucombe,</i>	<i>Roy (Kamour.),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy, (Montm.),</i>
<i>Chaurét,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Langletier,</i>	<i>Tanguay et</i>
			<i>Turgeon.—25.</i>

Ainsi l'amendement est rejeté.

Et la question principale étant posée ;

L'honorable M. Pelletier soulève un point d'ordre, en s'objectant à la troisième lecture du bill, maintenant, attendu que la règle 43 de cette Chambre décrète qu'un bill ne peut subir plus d'une phase, par jour.

M. l'Orateur décide comme suit :

"Je décide que l'on ne peut pas, à cette phase, invoquer le règlement pour faire ajourner à demain la troisième lecture, parce qu'aussitôt après la réception du rapport du Bill *sans amendement*, la Chambre a ordonné à l'unanimité que la motion serait faite "*immédiatement*".

" Cette objection aurait dû être faite lorsqu'après la réception du rapport du comité général *sans amendement*, j'ai, suivant la pratique régulière, demandé à la Chambre quand elle voulait que la 3ème lecture du bill eut lieu, indiquant *demain*. La Chambre a exprimé sa volonté, sans une voix dissidente, que la motion pour la 3ème lecture fut faite "*immédiatement*".

" L'honorable député de Chateauguay a, conséquemment, proposé la motion pour troisième lecture, à laquelle l'honorable député d'Argenteuil a proposé l'amendement qui vient d'être rejeté.

" La question est donc de nouveau sur la motion principale ".

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné, —Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 58) amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 63) modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 44) dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des bills ci-après, lesquels sont, en conséquence, lus, respectivement une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 145) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville de St-Laurent ;

Et Bill (No 112) constituant en corporation " The Point St-Charles Amateur Athletic Association. "

L'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 32) intitulé : " Loi confirmant certains arrangements entre le Lord Evêque du diocèse de Montréal et le Recteur de la " Christ Church Cathedral, " dans le dit diocèse " ;

Bill (No 35), intitulé : " Loi concernant la ville de Longueuil et la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada " ;

Bill (No 43 , intitulé : " Loi amendant les lois qui régissent la Commune de la Seigneurie d'Yamaska " ;

Bill (No 37), intitulé : " Loi constituant en corporation Les Petites Sœurs de la Sainte-Famille " ;

Bill (No 47), intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Edouard-Honoré Bégin au nombre de ses membres, après examen " ;

Bill (No 50), intitulé : " Loi constituant en corporation l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil " ;

Bill (No 59), intitulé : " Loi constituant en corporation la " Montréal Business Men's League " :

Bill (No 60), " Loi amendant la loi 47 Vict., chapitre 91, intitulé : " Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu J.-Bte Renaud, et la loi qui l'amende " ;

Bill (No 68)—" Loi constituant en corporation le Club Commercial et Littéraire de Hull " ;

Bill (No 71)—" Loi constituant en corporation la Compagnie Paquet, limitée " ;

Bill (No 73)—" Loi constituant en corporation " L'Association des Manufacturiers de Chaussures de Québec " ;

Bill (No 76)—" Loi amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-Central " ;

Bill (No 77)—" Loi amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-Central " ;

Et le Bill (No 139)—" Loi concernant la succession de feu Frs-Xavier Beaudry ".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec un amendement pour lequel il demande son concours :

Bill (No 59), intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec."

Et aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (M), intitulé : " Loi constituant en corporation " The Royal St. Lawrence Yacht Club," pour lequel il demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital Jeffery Hale, de Québec " ; lequel est lu la première et la seconde fois et est adopté.

Ordonné.— Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Proposé par l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Parent et

Ordonné,—Que le Bill (M) du Conseil législatif: Loi constituant en corporation "The St. Lawrence Yacht Club" soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour sa deuxième lecture.

Proposé par M. Allard, secondé par M. Major, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Une liste des municipalités scolaires auxquelles l'octroi du gouvernement, pour les premiers six mois de la présente année scolaire, a été refusé, et les raisons de tels refus.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Allard.—1. Les secrétaires-trésoriers des diverses municipalités scolaires de cette province ont-ils fait au surintendant le rapport semi-annuel qu'ils étaient tenus de faire, avant le 15 janvier dernier, en vertu du paragraphe 9, de l'article 224, de la loi de l'instruction publique?

2. Appert-il par ces rapports que certaines municipalités scolaires n'ont pas imposé la rétribution mensuelle?

3. Dans l'affirmative, quelles sont ces municipalités?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

Non, en vertu du paragraphe 10 de l'article 215 de la loi scolaire actuelle, les secrétaires-trésoriers des municipalités scolaires ne sont tenus de faire un rapport au surintendant qu'avant le 15 juillet de chaque année.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 81) amendant l'article 2260 du Code civil; après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 92) amendant la loi électorale de Québec, 1895; après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 16 Mars 1901

Onze heures, a. m.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Kennedy,—la pétition du Rev. M. Dufour et autres, de St-Norbert du Cap-Chat.

M. Lacombe, président *pro tem.* du comité des bills privés, soumet à la Chambre le dixième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 49) amendant et refondant la charte de la ville de Richmond ;

Et Bill (No 70) amendant la loi 40 Victoria, chapitre 46, relative au village de la Pointe-au-Pic, et augmentant ses pouvoirs.”

M. l’Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : “Loi amendant la loi concernant les serments d’allégeance et d’office”, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Proposé par l’honorable M. Duffy, secondé par l’honorable M. Parent et

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif intitulé : Loi amendant la loi concernant les serments d’allégeance et d’office, soit maintenant lu la première fois.

Ce bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

L’ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 109) amendant la loi concernant les tribunaux dans Gaspé ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le fauteuil et M. Lalonde fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 155) autorisant les municipalités des cités et villes à faire les dépenses nécessaires pour la réception de Son Altesse Royale le Duc de Cornwall et York.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme, maintenant, en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mackenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 30) amendant l'article 213 du Code civil.

L'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Chicoyne.—Est-ce l'intention du gouvernement de prendre des mesures pour appliquer un meilleur système de ventilation à la salle des délibérations de cette Chambre ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Oui.

M. Cardin propose, secondé par M. Décarie, que le Bill (No 122) permettant à Eugène Alexandre Dorion d'ajouter à son nom les mots : " de St-Ours ", soit ré-inscrit sur l'ordre du jour, pour être considéré en comité général, à la prochaine séance.

Et la question étant posée par M. l'Orateur,—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Proposé par M. Giard, secondé par M. Lemay et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes requêtes, et de toute correspondance, au sujet des commissions de J. A. Marquis, de St-Jérôme de Matane, comme commissaire *per dedimus potestatem*, comme juge de paix, et comme percepteur du revenu, et de la révocation de ces commissions.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 154) amendant la loi de l'instruction publique.

M. Duhamel, appuyé par M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 27) amendant les articles 835 et 896 du Code de procédure civile. M. Taschereau appuyé par M. Tanguay propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 26) amendant l'article 1234 du Code civil.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 40) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (Matane), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 129) amendant la charte de la Compagnie du gaz de Montréal et les actes qui l'amendent ; et, après avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 72) constituant en corporation la Compagnie de Téléphone du comté de Montmorency ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 114) constituant en corporation le " Monastère de Notre-Dame de Mistassini " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 33) autorisant et ratifiant le règlement No 162 de la ville de Salaberry de Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la compagnie dite " The Montreal Cotton Company " ;

et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills ci-après sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 126) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Walter G. Mitchell au nombre de ses membres ;

Et Bill (M du Conseil législatif) constituant en corporation "The Royal St. Lawrence Yacht Club."

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Saint-Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Protestant House of Industry and Refuge", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " St. Patrick's Orphan Asylum ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à " The Montreal Maternity ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Magdalen Asylum " (Bon Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Protestant Orphan Asylum ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des aveugles, Asile de Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Montreal Ladies' Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

22. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Infant's Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

23. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Ladies Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

28. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde, pour l'entretien d'enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, angle des rues Ste-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et à la "Hebrew Benevolent Society of Montreal", autrefois appelé "Young Men's Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Western Hospital," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Christian Association," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Dames du Bon Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur Hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home," Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Hospital," Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-

Anne de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraser-ville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et Hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Que cette Chambre se constituera de nouveau, lundi prochain, en comité des subsides.

M. Garneau rapporte alors les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Saint-Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Protestant House of Industry and Refuge ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " St Patrick's Orphan Asylum ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à " The Montreal Maternity ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas pas trois cent soixante-dix-huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Magdalen Asylum " (Bon Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Protestant Orphan Asylum ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

16. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

17. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des aveugles, Asile de Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

18. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

19. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

20. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Montréal Ladies' Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

21. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

22. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Infants Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

23. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

24. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

25. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

26. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

27. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Ladies Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

28. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde, pour l'entretien d'enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, angle des rues Ste-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montreal", autrefois appelé "Young Men's Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Western Hospital," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

38. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

39. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

40. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

41. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante quinze centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Christian Association," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur Hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home," Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Hospital," Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et Hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Et les dites résolutions ayant été lues une deuxième fois sont agréées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi.

Lundi, 18 mars 1901.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de A. F. Carter et autres, du village de Gaspé ; la pétition de T. Auclair et autres, de Rivière à Claude, Gaspé ; la pétition du Révd. M. Roy, de Mont-Louis, Gaspé.

Par M. Cochrane,—la pétition de H. Gatehouse et autres, de Montréal.

Proposé par M. Roy (Kamouraska), secondé par M. Robitaille, et du consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné,—Que les règles de la Chambre, en ce qui concerne la pétition de " The Transit Insurance Company of Montreal, Canada," soient suspendues.

Et la dite pétition demandant des amendements à la charte de la dite compagnie est lue et reçue.

— — —

Conformément à l'ordre de la Chambre, la pétition suivante est lue et reçue :

La pétition de Francis Deguire, maire et autres, de la paroisse de St-Laurent, demandant que le Bill No 82—Loi amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulée : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les diverses actes et ordonnances qui l'amendent, ne devienne pas loi.

— — —

Ordonné,—Que M. Chicoyne ait la permission de présenter un Bill (No 21) amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill (No 23) amendant le Code municipal, lequel est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill (No 17) amendant la loi de la chasse de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 5) amendant la loi concernant l'organisation des départements.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 49) amendant et refondant la charte de la ville de Richmond et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Neault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 70) amendant la loi 40 Victoria, chapitre 46, relative au village de la Pointe-au-Pic, et augmentant ses pouvoirs; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (No 122) permettant à Eugène-Alexandre Dorion, d'ajouter à son nom les mots : " de St-Ours," et, après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. DeGrosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 119) constituant en corporation "La Compagnie de pulpe de Metabetchouan."

Le bill est, en conséquence, lu, la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Giard.—L'honorable Commissaire des Travaux Publics et des chemins de fer, ou aucun des membres du gouvernement, a-t-il promis, au cours de la dernière élection provinciale, ou en aucun temps, de faire rembourser par le gouvernement, aux corporations municipales de Ste-Sophie et de New-Glasgow, dans le comté de Terrebonne, le montant des débentures souscrites par ces corporations à la "Compagnie du chemin de fer le Grand-Nord." ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Non.

Par M. Giard.—1. Le gouvernement a-t-il accordé certains deniers de colonisation, au cours des mois d'octobre, novembre et décembre, pour être dépensés dans les municipalités de Ste-Lucie et de Ste-Marguerite, comté de Terrebonne, et de fait, a-t-il dépensé des deniers de colonisation dans ces endroits, dans le cours des mois susdits ?

2. Dans l'affirmative, à qui ces deniers ont-ils été confiés et payés ?

3. Par qui ont-ils été demandés ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

1. Des instructions ont été données, le 30 d'octobre dernier, pour travaux au montant de \$125.00 pour Sainte-Lucie et \$75.00 pour Sainte-Marguerite.

2. Dans l'un et l'autre cas, l'argent a été payé aux conducteurs des travaux, Roch Thouin et Jean-Baptiste Gauthier.

3. Pour Ste-Lucie, par Ovide Beauchamp, maire. Roch Thouin, Paul André, Edmond André et Alfred Gilbault ; et pour Ste-Marguerite, par Polydore Gauthier.

Par M. Chicoyne,—Est-ce l'intention du gouvernement de permettre aux cercles agricoles d'employer tout ou partie de leurs subventions officielles à l'achat de machines à extraire les pierres et les souches ?

Réponse par l'honorable M. Déchêne :—Oui.

Par l'honorable M. Flynn.—1. Les lots suivants dans le township Rameau, sont-ils en vente en faveur des colons qui voudraient les acheter :

les lots Nos 9, 10, 22, 23, 29 et 30 du deuxième rang, et les lots nos 9, 10, 22, 23, 29 et 30 du troisième rang, ainsi que la moitié nord-ouest du lot No 2, dans le deuxième rang ?

2. Le département a-t-il fait aucune promesse, ou a-t-il pris aucun engagement de vendre ces lots à quelque personne ou personnes ?

3. Dans l'affirmative, à qui ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. La vente de ces lots a été suspendue parce que les rapports d'inspection sont contestés et que le département est à considérer s'il ne serait pas opportun de faire faire une nouvelle inspection du canton Rameau avant de prendre action.

2 et 3. Non.

Par M. Giard.—Le gouvernement a-t-il le droit de reprendre possession du terrain, ou d'une partie du terrain concédé il y a quarante-huit ans, à la " British American Land Company," si, à l'expiration de cinquante ans, cette partie de terrain n'a pas été ouverte à la colonisation ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Rien dans les lettres patentes émises en faveur de la compagnie dite " The British American Land Company ", ne paraît donner semblable droit au gouvernement.

Par M. Giard.—Quelles sommes ont été accordées à la colonisation dans le comté de Compton, annuellement, depuis l'année 1887 inclusivement ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Le rapport du département imprimé et distribué chaque année indique le détail des sommes dépensées par comté. Pour l'année courante 1900-1901, \$819.43.

Proposé par M. Dupuis, secondé par M. Duhamel, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état donnant :
1^o La liste des noms des candidats, dans toutes les divisions électorales, aux élections générales de décembre 1900, pour l'Assemblée législative de cette province.

2^o Le nombre total de votes inscrits pour chacun des candidats.

3^o La majorité constatée dans chaque cas.

4^o Un semblable état pour les divisions électorales de la province de Québec, aux élections générales du 7 novembre 1900, pour la Chambre des Communes du Canada.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits en comité général au Bill (No 82) amendant l'ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent.

Les amendements sont en conséquence, lus une deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que ce bill soit lu une troisième fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 87) amendant l'article 2260 du Code civil ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 92) amendant la loi électorale de Québec, 1895 ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée : ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 89) amendant l'article 5290 des Statuts refondus concernant les compagnies d'assurance mutuelle ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Béland fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a eu joint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 106) amendant l'article 3135 des Statuts refondus, concernant les pouvoirs des fabriques ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son secours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 157) amendant la loi concernant les arpenteurs.

M. Roy (Montmagny) appuyé par M. Mackenzie propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 25) amendant le Code de procédure civile, relativement aux confessions de jugement. M. Roy (St Jean), appuyé par M. Béland, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 44) dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'hon. M. Déchène, que, demain, cette Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la chasse.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer ces résolutions.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 14) concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de chemins de fer.

L'honorable M. Duffy appuyé par l'honorable M. Parent, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (I du Conseil législatif) amendant la loi concernant les serments d'allégeance et d'office.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le dit bill sans amendement.

Proposé par M. Petit, secondé par M. Kennedy, et

Ordonné,—Que la pétition de la corporation de la ville de Chicoutimi demandant des amendements à sa charte, rapportée du comité des ordres permanents, jeudi, le 14 courant, soit de nouveau renvoyée au comité des ordres permanents, avec instruction au dit comité de la reconsidérer et de faire rapport à cette Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante trois mille neuf cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux cercles agricoles, et pour encouragement à l'agriculture en général et améliorations aux chemins ruraux, y compris les crédits en vertu de la loi 60 Vict., chap. 4, et 63 Vict., chap. 2, savoir : \$11,600.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour l'école d'agriculture de l'Assomption : deuxième de 3 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec et à l'inspection des syndicats de beurrieres et de fromageries, S. R. Q., art., 1753a et 1753e. (54 Vict., chap. 20, et O. C., No 75, du 24 janvier 1891) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour le Laboratoire officiel de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

10. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté pour payer les conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Poultry Association," Montreal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Mérite agricole de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la célébration de la fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association agricole des Cantons de l'Est, 60 Vict., chap. 9, 5e et dernier octroi à payer après son exposition (exposition de Sherbrooke) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Métairie Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe : aide à la reconstruction de ses bâtisses détruites par le feu, 3e et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour l'améliorations des chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour l'Institut impérial de Londres, contribution de la province de Québec au coût de son entretien ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sociétés de colonisation en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Immigration : Bureaux de Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Women's National Immigration Society, Montreal " ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Women's Protective Immigration Society, Quebec " ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses du service d'enregistrement (Cadastre) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour les mines ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses de la publication de cartes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, - Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Garneau rapporte alors du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-trois mille neuf cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général, et améliorations aux chemins ruraux, y compris les crédits en vertu de la loi 60 Vict., chap. 4, et 63 Vict., chap. 2, savoir : \$11,600.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour l'école d'agriculture de l'Assomption ; deuxième de 3 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix huit mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec et à l'inspection des syndicats de beurreries et de fromageries, S. R. Q., art., 1753a et 1753e. (54 Vict., chap. 20, et O. C., No 75, du 24 janvier 1891) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'encouragement de la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour le Laboratoire officiel de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Poultry Association," Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Mérite agricole de la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la fête des arbres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association agricole des cantons de l'Est, 60 Vict., chap 9, 5e et dernier octroi à payer après son exposition (exposition de Sherbrooke); pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Métairie Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe: aide à la reconstruction de ses bâtisses détruites par le feu, 3e et dernier paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut impérial de Londres, contribution de la province de Québec au coût de son entretien; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

18. *Résolu*,—Qu'une somme de quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sociétés de colonisation, en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration: Bureaux de Québec et Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la "Women's National Immigration Society, Montreal"; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Protective Immigration Society, Quebec"; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour le service d'enregistrement (Cadastre); pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour les mines; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Ordonné,—Que ces résolutions soient lues, une deuxième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 104) amendant l'article 1785 du Code civil; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Béland fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 19 Mars 1901

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Pelletier,—la pétition du révérend M. O'Farrell et autres, de St-Edouard de Frampton ;

Par M. Daigneault,—la pétition de F. Dandenault et autres, de St-Simon, Bagot.

M. Chauret, du comité spécial du Code municipal, soumet à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés sans amendement :

Bill (No 98) amendant l'article 1080 du Code municipal ;

Bill (No 94) amendant l'article 291 du Code municipal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec un amendement ;

Bill (No 90) amendant l'article 761 du Code municipal.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés :

Bill (No 88) amendant l'article 1048 du Code municipal ;

Bill (No 95) amendant l'article 291 du Code municipal."

M. DeGrosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc, soumet à la Chambre le sixième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill (No 74) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et Baie James, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. "

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, soumet à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'ils les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill (No 25) amendant le Code civil en rapport avec les confessions de jugement ;

Bill (No 101) amendant la loi concernant les corporations de ville ;

Bill (No 154) amendant la loi d'éducation.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a rejeté :

Bill (No 157) amendant la loi concernant les arpenteurs."

L'honorable M. Déchène, président *pro tem.* du comité des bills privés, soumet à la Chambre le ouzième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (No 57) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Omer Drouin, au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 56) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 118) autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 137) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John-Joseph Barry au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 45) autorisant Frederic-A. Baxter, de Montréal, à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 136) constituant en corporation " Warden King & Son, Limited " ;

Aussi les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill No (64) autorisant Samuel-Robert Martin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 38) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Moïse Véronneau à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 46) autorisant James-Peter Pidgeon à exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec ;

Bill (No 144) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Cyrille F. Lussier à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 115) amendant la loi concernant le Crédit foncier du Bas-Canada ;

Bill (No 145) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville de St-Laurent.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (No 133) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Houle au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 134) amendant la charte de la ville de St-Louis ;

Bill (No 112) constituant en corporation "The Point St-Charles Amateur Athletic Association."

Le promoteur du Bill (No 75) autorisant la "Restigouche Boom Company" à construire et à exploiter des estacades et des jetées dans la province de Québec, ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre, que permission lui soit accordée de retirer le dit bill, et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative, lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction du dit bill "

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Lalonde, du comité des Ordres permanents, soumet à la Chambre le onzième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité, en conformité de l'ordre de référence de votre honorable Chambre concernant la pétition de la ville de Chicoutimi, demandant des amendements à sa charte, a examiné de nouveau la dite pétition, et trouve que les avis n'ont pas été publiés pendant tout le temps requis dans les journaux français ; cependant, votre comité recommande la suspension de la 51^e règle, convaincu qu'il est, que toutes les parties intéressées sont bien informées de la demande."

L'hon. M. Langelier, appuyé par M. Cherrier, propose que cette Chambre adopte ce rapport.

Et la question étant posée ; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ordonné,—Que M. Petit ait la permission de présenter un Bill (No 111) amendant la charte de la ville de Chicoutimi.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (C) intitulé : " Loi amendant l'article 3560a des Statuts refondus " pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Proposé par M. Chauret, secondé par M. Chênevert, et

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif intitulé : " Loi amendant l'article 3560a des Statuts refondus " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (No 160) modifiant le Code municipal en ce qui regarde les appels aux conseils de comtés.

En conséquence il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (No 159) amendant la loi concernant la conciliation.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Duffy et

Résolu,—Qu'à partir de mercredi prochain, inclusivement, il y ait deux séances distinctes chaque jour : la première, de trois à six heures p. m. ; la seconde, de huit heures p. m., jusqu'à l'ajournement.

Que, jusqu'à la fin de la session, lorsque la Chambre s'ajournera le vendredi, elle soit ajournée jusqu'à onze heures a. m., le samedi suivant.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (H du Conseil législatif) amendant la loi concernant les pertes causées par l'incendie d'un palais de justice.

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Parent, propose que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill, avec ses amendements, passe.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a passé avec plusieurs amendements pour lesquels elle demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède à prendre en considération les résolutions rapportées du comité des subsides et ajournées, lundi, le 18 mars dernier, et elles sont lues, la seconde fois, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante trois mille neuf cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général, et améliorations aux chemins ruraux, y compris les crédits en vertu de la loi 60 Vict., chap. 4 et 63 Vict., chap. 2, savoir : \$11,600 00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour l'école d'agriculture de l'Assomption : deuxième de 3 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec et à l'inspection des syndicats de beurrieres et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753e. (54 Vict., chap. 20 et O. C., No 75, du 24 janvier 1891) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour l'encouragement de la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté pour le Laboratoire officiel de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Poultry Association," Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour le Mérite agricole de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association agricole des Cantons de l'Est, 60 Vict., chap. 9, 5e et dernier octroi à payer après son exposition (exposition de Sherbrooke) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Métairie Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe ; aide à la reconstruction de ses bâtisses détruites par le feu, 3e et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté pour l'Institut Impérial de Londres, contribution, de la province de Québec au coût de son entretien ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

18. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sociétés de colonisation en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

19. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration : Bureaux de Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's National Immigration Society, Montreal" ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Protective Immigration Society, Quebec" ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

22. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour le service d'enregistrement (Cadastre) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

23. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour les mines ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Et les dites résolutions sont agréées.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No. 8) amendant la loi concernant l'agriculture ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill, est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la chasse.

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Gouin, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Parent informe alors la Chambre que Son Honneur la Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre se constitue alors en comité général.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Que le bail d'un territoire de chasse confère au locataire, pour le temps qui y est fixé, le droit de prendre et de conserver la possession exclusive des terrains qui y sont décrits, en conformité des règles et restrictions qui peuvent être établies, et lui donne le droit exclusif de faire la chasse dans les terrains loués conformément aux lois et règlements alors en vigueur, ainsi que d'intenter en son propre nom toute action contre un possesseur illégal ou une personne qui contrevient à une disposition de la loi de chasse, et d'en recouvrer des dommages, s'il y a lieu, sauf cependant contre une personne qui passe sur ses terrains ou qui s'y livre à une occupation qui n'est pas incompatible avec les dispositions de la dite loi, ni contre le porteur d'un permis de coupe de bois. lequel a, en tout temps, conformément à son permis, le droit d'abattre et d'enlever les arbres, le bois en grume, le bois de sciage et autre, compris dans sa limite, et, pendant le temps fixé par ce permis, de se servir des rivières ou cours d'eau flottables et des lacs, étangs ou autres étendues d'eau et de leurs berges, pour transporter toutes sortes de bois et pour faire naviguer tous les bateaux, bateaux-passeurs et canots requis à cette fin, à condition de réparer les dommages résultant de l'exercice de ce droit.

2. *Résolu*,—Que si une personne, sans la permission du locataire ou de ses représentants, chasse, fait chasser une autre personne ou l'aide à chasser sur les terrains sous bail, elle n'a aucun droit au gibier tué ou pris ni à aucune partie d'icelui, lequel peut être confisqué et devient alors la propriété absolue du locataire, et qu'elle est, en outre, passible

d'une amende de pas moins de vingt, ni de plus de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois au moins et de six mois au plus,

3. *Résolu*.—Que le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pourra accorder, sur paiement d'un honoraire conformément à un tarif fait par le lieutenant-gouverneur en conseil, à toute personne, compagnie ou corporation tenant des entrepôts frigorifiques, à tout hôtelier ou restaurateur ou à tout club, une licence annuelle permettant de conserver dans ces entrepôts frigorifiques ou dans des réfrigérateurs, pendant le temps de prohibition, du gibier pouvant servir de comestible, et, en outre s'il s'agit d'un hôtel, d'un restaurant ou d'un club, de servir, pour y être consommé, pendant le temps de prohibition, le gibier dont la vente n'est pas prohibée en vertu des articles 1400a ou 1420 des Statuts refondus, pourvu que, dans tous ces cas, le gibier ait été légalement pris ou tué pendant le temps où la chasse est permise.

Que la demande de la licence devra être faite par écrit et contenir la description du local où l'on se propose de faire l'emmagasinement du gibier.

Que la licence décrira le local pour lequel elle sera accordée, contiendra l'indication du nom de la personne, compagnie, corporation ou club autorisé à faire l'emmagasinement, spécifiera l'année pour laquelle elle sera émise, et sera signée par le commissaire et contresignée par le surintendant de la chasse.

Qu'il sera défendu à toute personne, compagnie, corporation ou club, qui sera porteur d'une licence en vertu de cette résolution, de recevoir, après l'expiration du quinzième jour qui suivra le commencement du temps de prohibition, du gibier pour le placer dans ces réfrigérateurs ou pour le vendre pour consommation en vertu de cette résolution.

Que tout garde-chasse ou toute autre personne autorisée par le commissaire, pourra, à des heures raisonnables, faire l'inspection de ces entrepôts et de ces réfrigérateurs, et y saisir tout gibier qu'il aura raison de croire avoir été pris ou tué pendant le temps de prohibition, ou par quelque moyen illégal, ou avoir été reçu après l'expiration du quinzième jour qui suivra le commencement du temps de prohibition, et l'apporter devant un juge de paix qui, si la loi a été enfreinte, le déclarera confisqué, en tout ou en partie, au bénéfice de la province.

Que la preuve que du gibier emmagasiné ou vendu pour consommation en vertu de cette résolution a été tué ou pris légalement pendant le temps où la chasse est permise, ou qu'il n'a pas été reçu pour emmagasinement ou pour être vendu pour consommation après l'expiration du quinzième jour qui suivra le commencement du temps de prohibition, sera à la charge et aux frais de la personne, compagnie ou corporation tenant l'entrepôt frigorifique, ou du propriétaire d'hôtel ou de restaurant, ou du club où le gibier aura été trouvé.

Que toute personne, compagnie, corporation ou club qui recevra du gibier pour emmagasinement ou pour être vendu pour consommation, ou qui emmagasinera du gibier, contrairement aux dispositions de cette résolution, sera passible d'une amende de vingt piastres au moins et de cent piastres au plus.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne rapporte que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que ces résolutions soient reçues maintenant.

M Champagne fait, en conséquence, rapport des dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Que le bail d'un territoire de chasse confère au locataire, pour le temps qui y est fixé, le droit de prendre et de conserver la possession exclusive des terrains qui y sont décrits, en conformité des règles et restrictions qui peuvent être établies, et lui donne le droit exclusif de faire la chasse dans les terrains loués conformément aux lois et règlements alors en vigueur, ainsi que d'intenter en son propre nom toute action contre un possesseur illégal ou une personne qui contrevient à une disposition de la loi de chasse, et d'en recouvrer des dommages, s'il y a lieu, sauf cependant contre une personne qui passe sur ses terrains ou qui s'y livre à une occupation qui n'est pas incompatible avec les dispositions, de la dite loi, ni contre le porteur d'un permis de coupe de bois, lequel a, en tout temps, conformément à son permis, le droit d'abattre et d'enlever les arbres, le bois en grume, le bois de sciage et autre, compris dans sa limite, et, pendant le temps fixé par ce permis de se servir des rivières ou cours d'eau flottables et des lacs, étangs ou autres étendues d'eau et de leurs berges pour transporter toutes sortes de bois et pour faire naviguer tous les bateaux, bateaux-passeurs et canots requis à cette fin, à condition de réparer les dommages résultant de l'exercice de ce droit.

2. *Résolu*,—Que si une personne, sans la permission du locataire ou de ses représentants, chasse, fait chasser une autre personne ou l'aide à chasser sur les terrains sous bail, elle n'a aucun droit au gibier tué ou pris ni à aucune partie d'icelui, lequel peut être confisqué et devient alors la propriété absolue du locataire, et qu'elle est, en outre, passible d'une amende de pas moins de vingt ni de plus de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois au moins et de six mois au plus.

3. *Résolu*,—Que le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pourra accorder, sur paiement d'un honoraire conformément à un tarif fait par le lieutenant-gouverneur en conseil, à toute personne, compagnie ou corporation tenant des entrepôts frigorifiques, à tout hôtelier ou restaurateur ou à tout club, une licence annuelle permettant de conserver dans ces entrepôts frigorifiques ou dans des réfrigérateurs, pendant le temps de prohibition, du gibier pouvant servir de comestible, et, en outre, s'il s'agit d'un hôtel, d'un restaurant ou d'un club, de servir, pour y être consommé, pendant le temps de prohibition, le gibier dont la vente n'est pas prohibée en vertu des articles 1400a ou 1420 des Statuts refondus, pourvu que, dans tous ces cas, le gibier ait été légalement pris ou tué pendant le temps où la chasse est permise.

Que la demande de la licence devra être faite par écrit et contenir la description du local où l'on se propose de faire l'emmagasinement du gibier.

Que la licence décrira le local pour lequel elle sera accordée, contiendra l'indication du nom de la personne, compagnie, corporation ou

club autorisé à faire l'emmagasinement, spécifiera l'année pour laquelle elle sera émise, et sera signée par le commissaire et contresignée par le surintendant de la chasse.

Qu'il sera défendu à toute personne, compagnie, corporation ou club, qui sera porteur d'une licence en vertu de cette résolution, de recevoir, après l'expiration du quinzième jour qui suivra le commencement du temps de prohibition, du gibier pour le placer dans ses réfrigérateurs ou pour le vendre pour consommation en vertu de cette résolution.

Que tout garde-chasse ou toute autre personne autorisée par le commissaire, pourra, à des heures raisonnables, faire l'inspection de ces entrepôts et de ces réfrigérateurs, et y saisir tout gibier qu'il aura raison de croire avoir été pris ou tué pendant le temps de prohibition, ou par quelque moyen illégal, ou avoir été reçu après l'expiration du quinzième jour qui suivra le commencement du temps de prohibition, et l'apporter devant un juge de paix, qui, si la loi a été enfreinte, le déclarera confisqué, en tout ou en partie, au bénéfice de la province.

Que la preuve que du gibier emmagasiné ou vendu pour consommation en vertu de cette résolution a été tué ou pris légalement pendant le temps où la chasse est permise, ou qu'il n'a pas été reçu pour emmagasinement ou pour être vendu pour consommation après l'expiration du quinzième jour qui suivra le commencement du temps de prohibition, sera à la charge et aux frais de la personne, compagnie ou corporation tenant l'entrepôt frigorifique, ou du propriétaire d'hôtel ou de restaurant, ou du club, où le gibier aura été trouvé.

Que toute personne, compagnie, corporation ou club qui recevra du gibier pour emmagasinement ou pour être vendu pour consommation, ou qui emmagasinera du gibier, contrairement aux dispositions de cette résolution, sera passible d'une amende de vingt piastres au moins et de cent piastres au plus."

Et la question étant posée par M. l'Orateur : Ces résolutions seront-elles lues la première fois, maintenant ? La Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la première fois.

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles lues la deuxième fois, maintenant ? La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Et la question étant posée : Que cette Chambre adopte ces résolutions. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Résolu.—Que cette Chambre adopte les dites résolutions.

Ordonné.—Que ces résolutions soient renvoyées au comité général de la Chambre pour la considération du bill (No 17) amendant la loi de la chasse de Québec.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No. 87) amendant l'article 2260 du Code civil ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné, jeudi, 14 mars courant, sur la motion proposée :—Que le Bill (No. 96) concernant les sociétés coopératives, soit lu une deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Proposé par M. Chicoyne, secondé par M. Bissonnette, et

Ordonné,—Que ce bill soit renvoyé à un comité spécial, composé de l'honorable M. Déchêne et de MM. Champagne, Chicoyne, Garneau et Roy (St-Jean) avec instruction de l'examiner et de faire rapport.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No. 29) amendant le chapitre 4ème du titre VIème des Statuts refondus de Québec.

M. Béland, appuyé par M. Roy (St Jean), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise—, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

Proposé par M. Girard, secondé par M. Morin (Charlevoix) et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents, correspondance, concernant le pont Yule, sur la rivière Richelieu, entre Chambly canton et Richelieu.

Proposé par M. Chênevert, secondé par M. Gosselin (Iberville) et

Ordonné,—Que le Bill (No. 85) amendant la loi concernant les dentistes soit de nouveau renvoyé au comité de législation pour y être reconsidéré.

Proposé par M. Gillies, secondé par M. Watts et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents et correspondance au sujet de la vente ou de la location des pouvoirs d'eau dans le comté de Pontiac, depuis le premier mars 1892 à juin 1897.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Roy (St-Jean) et

Ordonné,—Que le Bill (No 105) amendant l'article 1688 du Code civil soit de nouveau renvoyé au comité de législation pour y être reconsidéré.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 20 mars 1901.

Trois heures P. M.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de J. B. Bernatchez et autres, de la Pointe à la Frégate, Gaspé; et la pétition de Chs. Philippe et autres, de Gaspé Nord.

Les pétitions suivantes sont, conformément à l'ordre du jour, lues et reçues :

De S. Auclair et autres, de la Rivière à Claude, comté de Gaspé recommandant l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer "Canada Atlantique et Occidental;"

De A. F. Carter et autres, de Gaspé village, Gaspé, recommandant l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer "Canada Atlantique et Occidental;"

Du Révd M. E. J. Roy et autres, de Mont-Louis, Gaspé, recommandant l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer "Canada Atlantique et Occidental;"

Et de H. Gatehouse et autres, de la cité de Montréal, contre la prohibition de la vente de la perdrix.

M. Morin (St-Hyacinthe), président *pro tem.* du comité de législation, soumet à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement :

Bill (No 85) amendant la loi concernant les dentistes.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec plusieurs amendements :

Bill (No 27) amendant les articles 835 et 896 du Code de procédure civile."

M. Chauret, du comité spécial du Code municipal, soumet à la Chambre le troisième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'ils les a adoptés avec certains amendements :

Bill (No 108) amendant le Code municipal ;

Et, Bill (No 153) amendant le Code municipal.”

M. Cardin, président *pro tem.* du comité des bills privés, soumet à la Chambre le douzième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill (No 121) autorisant Joseph-Edouard Barras à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 124) constituant en corporation la ville de Grand'Mère ;

Bill (No 125) concernant l'instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal ;

Aussi les bills suivants, qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill (No 79) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 126) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Walter G. Mitchell au nombre de ses membres ;

Et Bill (M) du Conseil législatif constituant en corporation le “ Royal St. Lawrence Yatch Club.”

M. Champagne, du comité spécial nommé pour étudier le bill concernant les sociétés coopératives, soumet à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Champagne, son président.

Votre comité a examiné le Bill (No 96) concernant les sociétés coopératives et a l'honneur de le rapporter avec plusieurs amendements.”

M. DeGrosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., soumet à la Chambre le septième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'ils a adoptés avec certains amendements :

Bill (No 116) constituant en corporation “ La compagnie de chemin de fer électrique de Lévis.”

Bill (No 143) constituant en corporation “ La compagnie de chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental.”

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 31) loi modifiant la loi connue sous le titre de “ Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal, 1890 ” ;

Bill (No 54) loi constituant en corporation la société religieuse “ The Free Methodist Church ” de la province de Québec ;

Bill (No 61) loi amendant la loi 63 Victoria, chapitre 67, concernant la compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-St-Jean ;

Bill (No 67) loi changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott ;

Et Bill (No 138) loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Antoine Gobeil au nombre de ses membres, après examen.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (No 36) “Loi amendant la charte de la cité de Québec”, auquel il a fait certains amendements pour lesquels il demande son concours.

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “Loi amendant la charte de la cité de Québec”, et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné,—Que M. Duhamel ait la permission de présenter un Bill (No 161) validant certains actes reçus devant des notaires n'ayant pas prêté serment d'allégeance.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (St Jean) ait la permission de présenter un Bill (No 158) amendant l'article 1622 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Béland ait la permission de présenter un Bill (No 107) amendant l'article 762 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Giard.—1. Est-ce qu'il y a des dépôts, faits par des candidats, au cours des dernières élections provinciales du 7 décembre dernier, qui ont été confisqués ?

2. Est-ce que quelques-uns de ces dépôts, ainsi confisqués, ont été remboursés, et s'il y en a eu, d'après quels ordres, instructions ou autorité, l'ont-ils été ?

Réponse par l'honorable M. Duffy : 1. Oui.—2. Aucun.

Proposé par M. Girard secondé par Morin (Charlevoix) et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, rapports et autres documents concernant le creusage de la rivière des Hurons, dans les comtés de Rouville et St-Hyacinthe.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 86) concernant les subventions municipales, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tourigny fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 25) amendant le Code de procédure civile relativement aux confessions de jugement ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. DeGrosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 101) amendant la loi concernant les corporations de ville ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 21) amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel.

M. Chicoyne, appuyé par M. Bissonnette, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 98) amendant l'article 1080 du Code municipal.

M. Mackenzie, appuyé par M. Hearn, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se forme, maintenant, en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy, (Montmagny) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit, maintenant, lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 94) amendant l'article 291 du Code municipal.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy, (Kamouraska) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée par M. l'Orateur : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 90) amendant l'article 761 du Code municipal.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walker

fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 5) amendant la loi concernant l'organisation des départements.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Déchéne, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme, maintenant, en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 février 1901, pour :

1. Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis le 1er juillet 1897, au sujet du droit de pêcher dans le fleuve St-Laurent, en ce qui regarde le territoire qui longe ce fleuve et qui est compris dans le comté de Nicolet ;

2. Un état indiquant, année par année, les noms des personnes qui ont reçu, soit du gouvernement de Québec, soit du gouvernement d'Ottawa, des permis ou licences de pêches, la nature de ces permis, leur durée, et le prix,—le tout depuis le 1er juillet 1897 ;

3. Copie de chaque formule de permis ou licence émises par le département des Terres, Forêts et Pêcheries, ou en vertu de ses instructions, avec aussi copie de chaque formule des différentes espèces de permis ou licence de pêche émise par le département de la Marine et des Pêcheries,—le tout pour la même période ;

4. Un état indiquant la somme totale reçue, année par année, depuis le 1er juillet 1897, pour loyer ou prix de ces permis ou licence, avec le chiffre des dépenses encourues chaque année pour les services des gardes-pêches ou autrement,—le tout pour la même période et pour la même région.—(*Document de la session No 37.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 mars 1901, pour la production de copie de toutes requêtes adressées, depuis un an, au gouvernement de la province de Québec, à l'honorable Premier Ministre ou à aucun membre du gouvernement, au sujet de la continuation du chemin de fer de la Baie des Chaleurs jusqu'au Bassin de Gaspé, et de la construction d'une ligne à travers la péninsule de Gaspé, dite "ligne courte" et de toute correspondance, sur ce sujet, depuis la même date,

(Document de la session No. 38.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars courant, pour la production de copie de toutes requêtes et de toute correspondance, antérieures, depuis deux ans, au 23 de mars 1900, ayant trait à aucun amendement à la loi concernant les procès par jury en matière civile, dans le comté de Gaspé. (Document de la session No. 39.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 mars courant, pour une liste des municipalités scolaires auxquelles l'octroi du gouvernement, pour les premiers six mois de la présente année scolaire, a été refusé et les raisons de tel refus (Document de la session No. 40.)

Il est six heures, M. l'Orateur ajourne la Chambre à huit heures p. m.

Huit heures p. m.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (No. 18) amendant la loi des mines.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 134) amendant la charte de la ville de St-Louis ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 136) constituant en corporation "Warden King and Son, Limited;" et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit, maintenant, lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 112) constituant en corporation "The Point Saint Charles Amateur Athletic Association"; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 118) autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. deGrosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 45) autorisant Frederick H. A. Baxter, de Montréal, à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 56) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre

Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres, après examen ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son secours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 57) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Omer Drouin au nombre de ses membres ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 137) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John Joseph Barry au nombre de ses membres ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 133) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Houle au nombre de ses membres, après examen ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 145) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville de Saint-Laurent ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 115) amendant la charte concernant le "Crédit Foncier du Bas-Canada" ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No. 46) autorisant James Peter Pidgeon à exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Giard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No. 144) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Cyrille F. Lussier à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Giard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No. 38) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Moïse Véronneau, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin (Charlevoix) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que la bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No. 64) autorisant Samuel-Robert Martin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en, conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 74) constituant en corporation " The Quebec and James Bay Railway Company", et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son secours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 79) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son secours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 126) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Walter-G. Mitchell au nombre de ses membres ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 121) autorisant Joseph-David-Edouard Barras à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Major fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 124) constituant en corporation la ville de Grand'Mère ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (M) du Conseil législatif constituant en corporation "The St-Lawrence Yacht Club ;" et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Hutchinson fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (No. 125) concernant l'instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No. 116) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Lévis ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No. 65) concernant la "Laing Packing and Provision Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant soumise à la Chambre : Que ce bill soit lu une troisième fois.

M. Dupuis propose, en amendement, appuyé par M. Bergevin : Que le bill ne soit pas lu une troisième fois maintenant, mais qu'il soit renvoyé au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant après la clause 2, les mots suivants : "La dite compagnie ne pourra exercer les pouvoirs mentionnés dans les paragraphes (a) et (b) ci-dessus, dans les limites de la cité de Montréal, qu'avec le consentement de la dite cité, et elle restera sujette à tous les règlements de la cité de Montréal."

Et la motion en amendement étant proposé, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Béland,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Morin (Charlev.)</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pelletier, (Dorc).</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	
<i>Champagne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Major,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy (Montm.),</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy, (Kamouras.)</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy, (St.Jean.)</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin (St-Hyac.)</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Gosselin (Iberville)</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tessier, (Poitneuf),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin (Missisq)</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier, (Rimouski).</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Walker,</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Watts</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Prévost,</i>	<i>Weir.— 47</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Robitaille,</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale étant soumise, il est

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 120) amendant la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, dans le comté de Lévis ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Kamouraska), fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Duhamel, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous les ordres-en-conseil passés, et de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toute autre personne, à propos de la reconstruction du pont sur la rivière Jésus, entre la ville de Terrebonne et la paroisse de St-François de Sales, dans le comté de Laval, ainsi que tous autres documents s'y rapportant.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres-en-conseil se rapportant à la commission des chemins à barrière de Montréal, (Montreal Turnpike Trust) passés depuis le mois de mars 1897, inclusivement.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. Daignault propose, secondé par M. Morin (St-Hyacinthe),—Et la motion étant soumise à la Chambre—Que le Bill (No 52) conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la "Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Canada," soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés, les pétitionnaires ayant décidé, depuis le rapport du comité recommandant à la Chambre de permettre le retrait du projet de loi, de demander la suite de la procédure relative à ce bill.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé, par chapitres différents de recettes, de l'item : Terres, Forêts et Pêcheries,

\$617,937.20 mentionné dans l'état des recettes et paiements, soumis à cette Chambre, pour la période depuis le 1er juillet 1900 au 25 février 1902.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Duhamel, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de documents comprenant les plaintes portées, l'enquête faite et les affidavits au soutien de ces plaintes, postérieures à l'enquête, sur l'administration du bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, par Louis de Gonzague Lachaine, registrateur conjoint de ce comté.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 96) concernant les sociétés coopératives; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a fait quelques progrès.

M. Chicoyne propose, secondé par M. Bissonnette, et il est

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 27) amendant les articles 835 et 896 du Code de procédure civile; et, après avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No. 153) amendant le Code municipal.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No. 159) amendant la loi concernant la conciliation.

M. Blanchard, appuyé par M. Neault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Gouin propose, secondé par l'honorable M. Déchêne et il est

Résolu,—Que demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer une résolution concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No. 17) amendant la loi de la chasse de Québec.

L'honorable M. Parent, appuyé par l'honorable M. Duffy, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant faite : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (C) du Conseil législatif amendant l'article 3560a des Statuts refondus.

L'honorable M. Langelier appuyé par M. Tessier (Rimouski) propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 21 mars 1901

Trois heures p. m.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition du révérend M. Pérusse et autres, de Ste-Anne des Monts, Gaspé ; la pétition du révérend M. Sasseville et autres, du canton de Chlorydorme, Gaspé ; la pétition de M. Morin et autres, de l'Anse-à-Griffon, Gaspé et la pétition de O. Drapeau et autres, de St-Jean l'Evangéliste, Bonaventure.

Par M. Dion,—la pétition du révérend M. Fournier et autres, de St-Arsène, Témiscouata ; la pétition du révérend M. Thibault et autres, de Ste-Rose du Dégélé ; et la pétition du révérend M. Desjardins et autres, de St-Antonin, Témiscouata.

Par M. Gillies,—la pétition de "The Quebec Provincial Christian Temperance Union."

M. Lalonde, président *pro tem.* du comité des bills privés, soumet à la Chambre le treizième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill No 146—Loi amendant la loi 62 Victoria, chap 58, section 8 ;

Et Bill No 52.—Loi conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Canada."

Le promoteur du Bill (No 113)—“Loi amendant la charte d’incorporation du village de Grand’Mère” et le promoteur du Bill (No 117) —“Loi amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77 constituant en corporation la “North Shore Power Company,” ayant déclaré qu’ils désireraient ne pas procéder avec ces bills. Votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre que permission leur soit accordée de retirer les dits bills et que les sommes par eux payées au comptable de l’Assemblée législative, leur soient remises, moins le coût de l’impression et de la traduction des dits bills.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Champagne, président *pro tem.* du comité de législation, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et a l’honneur de faire rapport qu’il l’a adopté avec plusieurs amendements :

Bill No 21.—Loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l’honneur de faire rapport qu’il recommande d’en faire l’étude pendant la vacance de cette Chambre :

Bill No. 156—Loi amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cité, de ville et autres corporations :

Bill No 159 —Loi amendant la loi concernant la conciliation.

Votre comité a aussi examiné le Bill No 105.—Loi amendant l’article 1688 du Code civil. Sans se prononcer sur le mérite ou le principe de ce bill, il en recommande l’étude pendant la vacance.

L’honorable M. Langelier propose, secondé par l’honorable M. Gouin,—et la motion étant soumise à la Chambre—que le nom de l’honorable M. Langelier soit substitué à celui de M. Petit comme promoteur du bill (No 111) amendant la charte de la ville de Chicoutimi,—

L’honorable M. Pelletier (Dorchester), soulève l’objection que la motion n’est pas dans l’ordre :

1. Parce qu’avis n’en a pas été donné ;

2. Parceque l’on ne peut pas substituer le nom d’un député à celui du promoteur d’un bill sans le consentement de ce dernier, surtout lorsque le promoteur du bill est absent et qu’on n’a pas son autorisation ;

3. Parceque les contribuables de la ville de Chicoutimi qui s'opposent à ce bill n'ont pas eu avis du rapport du comité des ordres permanents au sujet de la pétition sur laquelle le bill est basé, lequel rapport fait voir que les avis nécessaires n'ont pas été publiés et, qu'en conséquence, on ne peut pas enlever le bill des mains du député du comté, qui est absent.

M. l'Orateur réserve sa décision.

L'honorable M. Langelier demande alors qu'il lui soit permis de retirer sa motion pour ne pas retarder la procédure sur le dit bill, et, du consentement unanime de la Chambre, il est

Résolu,—Que la dite motion soit retirée.

L'honorable M. Turgeon propose, secondé par l'honorable M. Déchène et il est

Ordonné,—Que le rapport du greffier de la Couronne en Chancellerie sur les élections générales du 7 décembre 1900, soit imprimé pour la distribution officielle ordinaire et pour publication dans les documents de la session.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 98) validant les actes faits par les officiers et autres qui n'ont pas prêté le serment d'allégeance.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 39) concernant la "Canadian Electric Light Company, Limited" ;

Bill (No 69) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre F.-X.-Edouard Guay au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 135) ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la "Dominion Cotton Mills Company, Limited", dans la ville de Magog ;

Bill (No 3) concernant les Conseils de Conciliation et d'Arbitrage pour régler les différends industriels ;

Bill (No 14) amendant la loi concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de chemin de fer ;

Bill (No 102) amendant la loi concernant les corporations de ville ;

Bill (No 109) amendant la loi concernant les tribunaux dans Gaspé.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande son concours :

Bill (No 34) ratifiant la constitution du "Club de Montréal," et lui accordant certains pouvoirs additionnels ;

Bill (No 41) constituant en corporation "The William Strachan Company" ;

Bill (No 55) concernant la succession de feu Charles-Théodore Viau ;

Bill (No 110) constituant en corporation la *Chevre Kadisha* de Montréal ;

Bill (No 140) autorisant la Société canadienne des ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower au nombre de ses membres ;

Et Bill (No 6) concernant l'organisation d'un service sanitaire permanent.

— — — —

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : Loi ratifiant la constitution du "Club de Montréal" et lui accordant certains pouvoirs additionnels ; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : Loi constituant en corporation "The William Strachan Company," lesquels sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le Bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : Loi constituant en corporation la "*Chevre Kadisha*" de Montréal ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : Loi autorisant la société canadienne des Ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower au nombre de ses membres ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : Loi concernant l'organisation d'un service sanitaire permanent ; et les dits amendements sont lus, la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois demain.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes requêtes et de toute correspondance depuis l'année 1892, inclusivement, au sujet de l'extension de juridiction de la cour de circuit de Nicolet, ou ayant trait à quelques changements à apporter dans l'organisation judiciaire de cette partie de la province.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (No 82) amendant l'ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant et pour établir un fonds pour cet objet, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent.

M. Cochrane appuyé par M. Walker propose que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Chauret propose, en amendement, que ce bill ne soit pas lu, maintenant, une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé, de nouveau, au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant la clause 2 du dit bill.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs :

<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Pelletier, (Dor.)</i>	<i>Tessier (Port).--17.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Prévost,</i>	
<i>Cherrier,</i>	<i>Lalonde,</i>		

CONTRE

Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy (Kamou).</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Caron (Maski),</i>	<i>Girard,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Gosselin (Iber),</i>	<i>Morin (Charle).</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gosselin (Missis).</i>	<i>Morin (St-Hyac).</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Walker,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Pelletier (Sherb).</i>	<i>Weir.—43.</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Perrault,</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant, de nouveau, soumise à la Chambre,—

L'honorable M. LeBlanc propose, comme amendement, secondé par M. Tellier, que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en y insérant après la clause 2, la suivante :

2a. " Les cultivateurs amenant des produits au marché, avec des voitures légères ou de charges, ont droit à un billet de retour, dans les 48 heures, en ne payant qu'un seul péage."

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs :

<i>Bissonnette,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorc.)</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Gosselin (Iberville)</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gosselin (Missis.),</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tourigny. -22</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Flynn,</i>		

CONTRE

Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Roy (Kamour.)</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Morin (Charlev.)</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Morin (St-Hyac.)</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tessier (Rimouski)</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>	<i>Walker,</i>
<i>Dion,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—41</i>
<i>Fiset,</i>			

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant de nouveau proposée ;

M. Chauret propose, comme amendement, secondé par M. Champagne, que ce bill ne soit pas lu maintenant, une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre, avec instruction d'ajouter après le mot "voiture", dans la quatrième ligne de la cédule A, les mots suivants : "à l'exception des cultivateurs, jardiniers et maraîchers" avec des voitures légères ou de charge, amenant des produits au marché, " qui pourront aller et revenir avec le même cheval ou les mêmes chevaux " et la même voiture, entre huit heures du soir d'un jour, et huit heures " du soir du jour suivant " ;—

Et, cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs :

<i>Bissonnette.</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Gosselin (Iberv.)</i>	<i>Pelletier (Dorch)</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tessier (Port) —22</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Giard,</i>		

CONTRE

Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (Kamour.)</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Gosselin (Missis.)</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Morin (Charlev.)</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Morin (St-Hyac.)</i>	<i>Tessier (Rim.)</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Déchêne,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Walker,</i>
<i>Dion,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>	<i>Watts et</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Weir.—40.</i>

Cet amendement est aussi rejeté.

Alors, la motion principale est soumise à la Chambre qui se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (No 90) amendant l'article 761 du Code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mackenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 154) amendant la loi de l'Instruction publique ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 85) amendant la loi concernant les dentistes.

M. Chênevert propose, secondé par M. Lacombe,—et la proposition étant soumise à la Chambre : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Allard propose, comme amendement, secondé par M. Major, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots suivants : "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Déchène</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Pelletier, (Dorc.)</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy, (Kamour.)</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Major,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Giard</i>	<i>Morin (Charlev.)</i>	<i>Walker,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin, (St-Hyac.)</i>	<i>Watts et</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin (Iberv.)</i>	<i>Neault,</i>	<i>Weir.— 50</i>
<i>Dainault,</i>	<i>Gosselin (Missis.)</i>		

CONTRE

Messieurs :

<i>Bergevin,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Tascher au,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Prévost,</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Roy (St-Jean)</i>	<i>Tessier (Portn.)—12</i>

Ainsi, l'amendement est adopté.

Alors, la motion principale, ainsi amendée, est soumise à la Chambre et il est

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général afin de considérer ce bill, dans six mois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 108) modifiant le Code municipal

M. Weir, appuyé par M. Gillies, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Hutchinson fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 11) concernant le bureau d'enregistrement du comté de Wright.

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Parent, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

L'honorable M. Gouin propose, secondé par l'honorable M. Turgeon, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Et la proposition étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, elle est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Gouin informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur a pris connaissance de la nature de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général, et, après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a fait quelques progrès et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants :

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative en date du 21 mars 1901, demandant copie de tous ordres-en-conseil se rapportant à la commission des chemins à barrière de Montréal (Montreal Turnpike Trust), passés depuis le mois de mars 1897, inclusivement.

(*Document de la session No 41.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1901, pour un état indiquant les noms des personnes qui ont obtenu des permis de chasse en vertu de l'acte 62 Victoria, chap. 24, (1899), avec mention des sommes payées pour tels permis et leur durée.

(*Document de la session No 42.*)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 mars 1901, pour la production de tous documents et correspondance concernant le pont Yule, sur la rivière Richelieu, entre Chambly Canton et Richelieu.

(*Document de la session No 43.*)

Il est six heures, p. m. la Chambre s'ajourne jusqu'à huit heures, ce soir, conformément à l'ordre de la Chambre.

Huit heures p. m.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir :

De J.-B. Bernatchez et autres, et de Chs Philipps et autres, demandant respectivement l'octroi d'une charte pour le chemin de fer "Canada Atlantique et Occidental."

M. Champagne propose, secondé par M. Chauret et il est

Ordonné,—Que le huitième rapport du comité de législation soumis, à la première séance de ce jour, soit renvoyé à ce comité avec instruction d'en reviser la rédaction.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No. 19) amendant la loi des élections contestées.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 20) amendant la loi des licences de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill (No 162) amendant la loi des élections contestées.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 63) modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull, avec plusieurs amendements pour lesquels il demande son concours.

La Chambre procède à l'examen des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 63) modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull ; et ces amendements sont lus la première et la deuxième fois.

Et la proposition étant faite : Que cette Chambre adopte ces amendements.

M. Major propose, appuyé par M. Allard, et il est

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre a accepté leurs amendements, mais qu'elle propose d'amender la clause 12, en retranchant aussi le paragraphe qui se lit comme suit : "Lorsqu'une partie du terrain sus-décrit aura été

subdivisé en lots de ville et pourvu de bâtiments, telle partie cessera d'être considérée comme terrain agricole, et tous terrains actuellement subdivisés et bâtis ne sont pas inclus dans la précédente désignation de terrains agricoles, mais seront évalués d'après le système général d'évaluation."

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (No 116) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Lévis ; et, après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 42) érigeant la municipalité de St-Stanislas de Kotska ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

M. Pelletier (Sherbrooke) propose, appuyé par M. Fiset, que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre,

M. Mackenzie propose, en amendement, secondé par M. Cochrane : —Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois " soient ajoutés à la fin de la motion.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs :

Cochrane,
Duffy,
Flynn,
Giard,
Gillies,

Guerin,
Hutchinson,
Kennedy,
Langelier,

LeBlanc,
Lemay,
Mackenzie,
Pelletier (Dorc.)

Teller,
Walker,
Watts et
Weir.—17

CONTRE

Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Daignault,</i>	<i>Gosselin, (Iber.)</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gosselin (Missis.)</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy (Kamou.)</i>
<i>Caron, (Maski.)</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy St-Jean,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Major,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Morin (St-Hya.)</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Turgeon.—37</i>
<i>Cooke,</i>			

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale est soumise à la Chambre ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 130) constituant en corporation la " Compagnie du Pont de Grand'Mère " et l'autorisant à construire un pont de péage sur la Rivière St-Maurice entre le village de Grand'Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant soumise : —Que le rapport soit reçu maintenant.

L'honorable M. Pelletier propose, en amendement, secondé par M. Tellier :—Que le rapport ne soit pas reçu maintenant, mais que le bill soit de nouveau référé au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender, en ajoutant à la clause qui pourvoit au péage, le paragraphe suivant :

" Il ne sera rien chargé extra, quelque soit le nombre de personnes qu'il y ait dans une voiture, pourvu que ces personnes n'aient pas monté spécialement dans la dite voiture pour éviter de payer le péage dû par les piétons."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs ;

<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier, (Dorch.),</i>	<i>Weir.—7.</i>
<i>Giard,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tellier,</i>	

CONTRE

Messieurs ;

<i>Allard,</i>	<i>Daignault,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Neault,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Pelletier, (Sher.),</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Caron (Matane)</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy (Kamouraska)</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Major,</i>	<i>Walker—49</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Gosselin (Iberville),</i>	<i>Morin (St-Hya.)</i>	
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin, (Missis.),</i>		

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale est, de nouveau, proposée.

L'honorable M. Pelletier propose, en amendement, secondé par M. Cherrier,—Que le rapport ne soit pas reçu maintenant, mais que le dit bill soit renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender, en retranchant la clause qui permet l'achat du dit pont et en la remplaçant par la suivante :

“ En tout temps, la corporation du village de Grand'Mère, la corporation des paroisses de Saint-Théophile et de Sainte-Flore, auront, conjointement ou séparément, le droit d'acheter le pont et les privilèges conférés par cette loi, au prix auquel le pont et les accessoires seront évalués par des arbitres nommés et agissant suivant les dispositions des codes relatives à l'arbitrage, un des arbitres devant être nommé par les propriétaires du pont, l'autre par la ou les corporations qui désireront acheter et le troisième par un juge de la cour supérieure ayant juridiction dans le district des Trois-Rivières. S'il y a eu des octrois du gouvernement accordés pour aider à la construction ou à la réparation de ce pont, ce ou ces montants seront déduits du chiffre de la sentence arbitrale. ”

Cet amendement est mis aux voix. La Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Chauret,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier, (Dorches)</i>	<i>Weir.—9.</i>
<i>Flynn,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Pelletier,(Sher),</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Caron,(Maskinon)</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy,(Kamouraska)</i>
<i>Caron,(Matane),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,(St-Jean),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Major,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Gosselin,(Iberville)</i>	<i>Morin,(St-Hyacin)</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin, (Missis),</i>	<i>Neault,</i>	<i>Turgeon,—41</i>
<i>Daignault,</i>			

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors proposée de nouveau. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 146) amendant la loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8 ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lalonde fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que ces amendements soient maintenant lus la première fois.

Les amendement sont, en conséquence, lus la première fois.

Et la motion :—Que ces amendements soient lus la deuxième fois—étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Et la proposition :—Que la Chambre adopte ces amendements—étant soumise, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur :—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 52) conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Canada ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 143) constituant en corporation "La compagnie du chemin de fer Atlantique et Occidental du Canada," et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Hutchinson fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée à la Chambre par M. l'Orateur,—Ce bill sera-t-il lu une troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Pelletier (Dorchester) soulève l'objection que la Chambre ne peut pas continuer plus longtemps à considérer les bills privés, l'heure réservée à cette fin étant expirée.

La Chambre continue à siéger jusqu'après minuit.

Vendredi, 22 mars 1901.

M. l'Orateur décide que la Chambre ayant ordonné qu'il y aurait deux séances distinctes chaque jour, la règle 19, quant à l'heure réservée pour la considération des bills privés à 7.30 p. m., n'a plus son application.

L'heure d'ouverture de la seconde séance est à 8 heures et la Chambre doit suivre, alors, le nouveau feuillet des ordres du jour. L'ordre de priorité ne peut être modifié que du consentement unanime de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 111) amendant la charte de la ville de Chicoutimi.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent, et il est

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 6) Loi amendant et refondant la loi concernant l'hygiène publique; et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

(EN COMITÉ)

Attendu que la ville de Salaberry de Valleyfield est l'endroit le plus central et le plus peuplé du district de Beauharnois, et qu'elle a adopté un règlement aux fins de s'engager à payer une somme de cinquante mille piastres au gouvernement, pourvu que le palais de justice et la prison du district soient construits dans ses limites et que le chef-lieu du district y soit transféré; et attendu qu'il est dans l'intérêt public de transférer le chef-lieu dans cette ville; qu'il soit en conséquence

1. *Résolu*,—Qu'aussitôt que la ville de Salaberry de Valleyfield aura payé au trésorier de la province une somme de cinquante mille piastres, tel que pourvu au règlement cité au préambule lequel est par les présentes validé et ratifié, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser la construction d'un palais de justice et d'une prison dans la ville de Salaberry de Valleyfield.

2. *Résolu*,—Que les travaux de construction de ces palais de justice et prison seront faits sous la direction du commissaire des travaux publics sur un terrain acquis par lui dans la partie de la ville convenable pour cette fin, et que le coût d'iceux, y compris le prix du terrain, ne devra pas excéder la dite somme de cinquante mille piastres, à moins que la ville de Salaberry de Valleyfield ne paye l'excédant.

3. *Résolu*,—Que lorsque le palais de justice et la prison seront construits, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par proclamation, abolir le chef-lieu du district de Beauharnois maintenant établi à la ville de Beauharnois, et le transférer à la ville de Salaberry de Valleyfield, pour toutes les fins se rattachant à l'administration de la justice tant civile que criminelle.

4. *Résolu*,—Que lorsque le transfert du chef-lieu aura été fait conformément aux dispositions de la loi basée sur ces résolutions, le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, pourra ordonner le transport, dans un délai fixé à sa discrétion, de tous les dossiers, registres, documents et archives, pièces et procédures judiciaires de la cour siégeant en la ville de Beauharnois, au chef-lieu dans la ville de Salaberry de Valleyfield; et que toutes les affaires judiciaires ressortant au présent chef-lieu du district de Beauharnois devront se transiger dans la dite ville de Salaberry de Valleyfield, à compter de l'expiration de ce délai.

5. *Résolu*,—Qu'il sera du devoir des shérif, protonotaire, greffier et autres officiers du district de Beauharnois, de faire la transmission des dits documents, dans le délai fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sous les peines d'une amende de cinq cents piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois.

Que les dépenses et déboursés occasionnés par cette transmission seront payés par la province.

6. *Résolu*,—Que sur le refus ou la négligence des susdits officiers, de se conformer aux devoirs mentionnés dans la résolution précédente, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser toute autre personne compétente à faire cette transmission, et que les frais et déboursés occasionnés par cette transmission seront à la charge de la province.

7. *Résolu*,—Qu'après la transmission des dits documents, toutes les procédures déjà faites seront continuées au dit nouveau chef-lieu dans la ville de Salaberry de Valleyfield, comme si elles eussent été prises et commencées dans cet endroit.

8. *Résolu*,—Que le cours de la prescription et tous les délais de procédure, dans toute cause pendante au chef-lieu aboli, seront suspendus et cesseront de courir depuis le jour fixé pour la transmission des dits documents, jusqu'au jour de l'ouverture des séances de la cour au nouveau chef-lieu.

9. *Résolu*,—Que la reprise des procédures dans ces causes pendantes n'exigera aucun avis nouveau.

10. *Résolu*,—Que la Cour de Circuit siégeant en la ville de Salaberry

de Valleyfield cessera d'exister dès que le chef-lieu y aura été établi conformément aux dispositions de la loi basée sur ces résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Chauret, rapporte, en conséquence, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Attendu que la ville de Salaberry de Valleyfield est l'endroit le plus central et le plus peuplé du district de Beauharnois, et qu'elle a adopté un règlement aux fins de s'engager à payer une somme de cinquante mille piastres au gouvernement, pourvu que le palais de justice et la prison du district soient construits dans ses limites et que le chef-lieu du district y soit transféré ; et attendu qu'il est dans l'intérêt public de transférer le chef-lieu dans cette ville ; qu'il soit en conséquence,

1. *Résolu*,—Qu'aussitôt que la ville de Salaberry de Valleyfield aura payé au trésorier de la province une somme de cinquante mille piastres, tel que pourvu au règlement cité au préambule lequel est par les présentes validé et ratifié, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser la construction d'un palais de justice et d'une prison dans la ville de Salaberry de Valleyfield.

2. *Résolu*,—Que les travaux de construction de ces palais de justice et prison seront faits sous la direction du commissaire des travaux publics sur un terrain acquis par lui dans la partie de la ville convenable pour cette fin, et que le coût d'iceux, y compris le prix du terrain, ne devra pas excéder la dite somme de cinquante mille piastres, à moins que la ville de Salaberry de Valleyfield ne paye l'excédant.

3. *Résolu*,—Que lorsque le palais de justice et la prison seront construits, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par proclamation, abolir le chef-lieu du district de Beauharnois maintenant établi à la ville de Beauharnois, et le transférer à la ville de Salaberry de Valleyfield, pour toutes les fins se rattachant à l'administration de la justice tant civile que criminelle.

4. *Résolu*,—Que lorsque le transfert du chef-lieu aura été fait conformément aux dispositions de la loi basée sur ces résolutions, le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, pourra ordonner le transport, dans un délai fixé à sa discrétion, de tous les dossiers, registres, documents et archives, pièces et procédures judiciaires de la cour siégeant en la ville de Beauharnois, au chef-lieu dans la ville de Salaberry de Valleyfield ; et que toutes les affaires judiciaires ressortant au présent chef-lieu du district de Beauharnois devront se transiger dans la dite ville de Salaberry de Valleyfield, à compter de l'expiration de ce délai.

5. *Résolu*,—Qu'il sera du devoir des shérif, protonotaire, greffier et autres officiers du district de Beauharnois de faire la transmission des dits documents, dans le délai fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sous les peines d'une amende de cinq cents piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois.

Que les dépenses et déboursés occasionnés par cette transmission seront payés par la province.

6. *Résolu*,—Que sur le refus ou la négligence des susdits officiers, de se conformer aux devoirs mentionnés dans la résolution précédente, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser toute autre personne compétente à faire cette transmission et que les frais et déboursés occasionnés par cette transmission, seront à la charge de la province.

7. *Résolu*,—Qu'après la transmission des dits documents, toutes les procédures déjà faites seront continuées au dit nouveau chef-lieu dans la ville de Salaberry de Valleyfield, comme si elles eussent été prises et commencées dans cet endroit.

8. *Résolu*,—Que le cours de la prescription de tous les délais de procédure, dans toute cause pendante au chef-lieu aboli, seront suspendus et cesseront de courir depuis le jour fixé pour la transmission des dits documents, jusqu'au jour de l'ouverture des séances de la cour au nouveau chef-lieu.

9. *Résolu*,—Que la reprises des procédures dans ces causes pendantes n'exigera aucun avis nouveau.

10. *Résolu*,—Que la Cour de Circuit siégeant en la ville de Salaberry de Valleyfield cessera d'exister dès que le chef-lieu y aura été établi conformément aux dispositions de la loi basée sur ces résolutions.

Ces résolutions sont lues une deuxième fois et agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 13) concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 93) validant les actes faits par les officiers et autres qui n'ont pas prêté le serment d'allégeance.

Ce bill est lu une seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après

avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié, en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 21) amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Proposé par M. Dupuis, secondé par M. Girard et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous comptes transmis au gouvernement par le Dr Demers, coroner conjoint du district de Beauharnois, avec un état détaillé des montants payés au dit coroner.

Proposé par l'hon. M. Flynn, secondé par l'hon M. Pelletier et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis 3 ans, au sujet de la révocation ou de la vente, de nouveau, ou de la suspension de la vente de tous ou d'aucun des lots suivants, dans le township Rameau : 9, 10, 22, 23, 29 et 30, dans le deuxième rang, et 9, 10, 22, 23, 29 et 30, dans le troisième rang, et la moitié N.-O. du No 2, dans le deuxième rang.

M. Hutchinson propose, secondé par M. Weir, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 32) " Loi confirmant certains arrangements entre le Lord Evêque du diocèse de Montréal et le Recteur de la " Christ Church Cathedral," dans le dit diocèse, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 22 mars 1901.

Trois heures, p. m.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De A. Morin et autres, de la municipalité de l'Anse-à-Griffon, comté de Gaspé, recommandant l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer "Canadien Atlantique et Occidental" ;

De la "Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union" demandant de donner plus d'autorité aux inspecteurs de fabriques ;

De la "Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union" demandant de restreindre le vagabondage des enfants, le soir ;

Du Rév. Sasseville et autres, du canton Chlorydorme, comté de Gaspé recommandant l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer "Canada Atlantique et Occidental."

Et, du Rév. M. Pérusse et autres, de Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé, recommandant l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer "Canada Atlantique et Occidental."

L'honorable M. Langelier, président (*pro tem.*) du comité des bills privés, soumet à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill No 119.—Loi constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Metabetchouan, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre."

M. de Grosbois, président du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

Le promoteur du bill No 128.—"Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Union," ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre, que permission lui soit accordée de retirer le dit bill et que les sommes payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction du dit bill."

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Champagne, du comité de législation, soumet à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité, conformément à l'ordre de référence au sujet de son huitième rapport, a l'honneur de faire le nouveau rapport qui suit, savoir :

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur d'informer votre honorable Chambre qu'il l'a adopté avec plusieurs amendements :

Bill No 21.—Loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel.

Votre comité, après avoir examiné les bills suivants, a l'honneur de suggérer, dans l'intérêt public, d'en faire une étude plus complète, pendant la vacance :

Bill No 156.—Loi amendant les disposition spéciales relatives aux corporations de cité, de ville et autres corporations ;

Et bill No 159.—Loi amendant la loi concernant la conciliation.

Votre comité a aussi examiné le bill No 105.—Loi amendant l'article 1588 du Code civil ; et, sans se prononcer sur le mérite ou le principe de ce bill, il le rapporte à votre honorable Chambre pour qu'elle en continue elle-même la considération.”

M. Champagne, du comité de législation, soumet à la Chambre le dixième rapport de ce comité, comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés, savoir :

Bill No 30.—Loi amendant l'article 213 du Code civil :

Bill C du Conseil législatif —Loi amendant l'article 3560a, des Statuts refondus.

Votre comité a aussi consacré un temps considérable à l'examen du bill No 96.—Loi concernant les sociétés corporatives, et en reconnaît toute l'importance, mais, vu la perspective d'une prorogation très prochaine, il sera impossible d'en compléter l'étude, à la présente session.

Votre comité suggère respectueusement de soumettre à l'honorable Procureur-général, au moins quinze jours avant l'ouverture de chaque session, les projets de loi à l'effet d'amender le Code civil et le Code municipal.”

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 40) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français, avec un amendement, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 33) " Loi autorisant et ratifiant le règlement No 162 de la ville de Salaberry de Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la compagnie dite *The Montreal Cotton Company* ; "

Bill (No 48) " Loi érigeant la municipalité de Sainte-Catherine de Hatley ; "

Bill (No 58) " Loi amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal ; "

Bill (No 66) " Loi concernant la succession de feu John Pratt ; "

Bill (No 114) " Loi constituant en corporation le Monastère de Notre-Dame de Mistassini ; "

Bill (No 129) " Loi amendant la charte de la Compagnie du gaz de Montréal et les lois qui l'amendent ; "

Et Bill (No 141) " Loi amendant la charte de la Compagnie Manufacturière de Chambly. "

Et, aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé la Bill (No 72) intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie de téléphone du comté de Montmorency, sans amendement, mais qu'il a changé le titre du bill comme suit : " Loi constituant en corporation la compagnie du téléphone et de la lumière électrique du comté de Montmorency, " pour lequel il demande son concours.

La Chambre procède à considérer l'amendement fait par le Conseil législatif au Bill (No 40) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français, et le dit amendement est lu la première et la deuxième fois et adopté.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté son amendement

La Chambre procède à considérer l'amendement fait par le Conseil législatif au titre du Bill (No 72) intitulé : Loi constituant en corporation la compagnie de téléphone du comté de Montmorency, et le dit amendement est lu la première et la deuxième fois et adopté.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette chambre a adopté leur amendement.

L'honorable M. Turgeon propose, secondé par l'honorable M. Gouin, —Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général, à l'effet de considérer certaines résolutions concernant les mines.

Et la motion étant proposée : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, du consentement unanime de la Chambre, la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Turgeon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de la nature de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Que toutes les mines appartenant à la Couronne en vertu de la loi ou des titres de concession dans le tréfonds des terres concédées avant le 24 juillet 1880, dans les cantons, excepté les mines d'or et d'argent, seront abandonnées par la Couronne et appartiendront exclusivement au propriétaire de la surface, pourvu que celui-ci ne se soit pas départi de son droit de préemption consacré par les dispositions antérieures de la loi.

Que, dans le cas où le propriétaire de la surface se serait départi de son droit de préemption, l'acquéreur du dit droit aura, mais sur les mines ainsi abandonnées seulement, le premier et à l'exclusion de tous autres, le privilège de miner à moins qu'il ne décline de le faire dans un délai de six mois sur valable mise en demeure de la part du propriétaire superficiaire, à la suite d'une découverte exploitable d'un minerai quelconque.

2 *Résolu*,—Que, dans les concessions de terres faites avant le 24 juillet 1880, par simple billet de location, aux conditions ordinaires d'établissement, pour fins agricoles, mais pour lesquelles concessions des lettres patentes ou autres titres au même effet ne sont pas encore émis, ou ne l'auraient été que postérieurement à la date susdite, les mines d'or et d'argent seulement appartiendront à la Couronne, s'il est établi qu'à la date du 24 juillet 1880, l'acquéreur de ces terres, ou ses ayants droit, avaient accompli toutes les conditions du billet de location, et que des lettres patentes ou autres titres au même effet auraient pu alors être émis.

Que, dans le cas où les conditions du billet de location n'étaient pas remplies à la date du 24 juillet 1880, les mines de toutes sortes appartiendront à la Couronne, comme si la concession de ces terres avait été faite sous l'empire de la loi des mines de 1880.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Garneau, en conséquence, rapporte ces résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Que toutes les mines appartenant à la Couronne en vertu de la loi ou des titres de concession dans le tréfonds des terres concédées avant le 24 juillet 1880, dans les cantons, excepté les mines d'or et d'argent, seront abandonnées par la Couronne et appartiendront exclusivement au propriétaire de la surface, pourvu que celui-ci ne se soit pas départi de son droit de préemption consacré par les dispositions antérieures de la loi.

Que, dans le cas où le propriétaire de la surface se serait départi de son droit de préemption, l'acquéreur du dit droit aura, mais sur les mines ainsi abandonnées seulement, le premier et à l'exclusion de tous autres, le privilège de miner, à moins qu'il ne décline de le faire dans un délai de six mois sur valable mise en demeure de la part du propriétaire superficiaire, à la suite d'une découverte exploitable d'un minerai quelconque.

2. *Résolu*,—Que, dans les concessions de terres faites avant le 24 juillet 1880, par simple billet de location, aux conditions ordinaires d'établissement, pour fins agricoles, mais pour lesquelles concessions des lettres patentes ou autres titres au même effet ne sont pas encore émis, ou ne l'auraient été que postérieurement à la date susdite, les mines d'or et d'argent seulement appartiendront à la Couronne, s'il est établi qu'à la date du 24 juillet 1880, l'acquéreur de ces terres, ou ses ayants droit, avaient accompli toutes les conditions du billet de location, et que des lettres patentes ou autres titres au même effet auraient pu alors être émis.

Que, dans le cas où les conditions du billet de location n'étaient pas remplies à la date du 24 juillet 1880, les mines de toutes sortes appartiendront à la Couronne, comme si la concession de ces terres avait été faite sous l'empire de la loi des mines de 1880.

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles lues une seconde fois ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative. Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles agréées ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

En conséquence, les résolutions sont agréées.

Ordonné,—Que ces résolutions soient renvoyées au comité général concernant le Bill (No 18) amendant la loi des mines.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 18) amendant la loi des mines.

L'honorable M. Turgeon, appuyé par l'honorable M. Gouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se forme, maintenant, en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 13) concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

L'honorable M. Gouin appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

L'honorable M. LeBlanc soulève la question que ce bill n'est pas dans l'ordre, notamment la clause 1ère, en ce qu'elle tend à la ratification d'un prétendu règlement de la ville de Salaberry de Valleyfield et ne devrait pas se présenter dans un bill public ; qu'à tout événement, ce bill est un bill hybride et devrait être traité comme tel.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Ce bill est un bill qui ne tombe pas sous les règles 51 et suivantes qui ont rapport aux bills privés. De sa nature, c'est un bill public pourvoyant au changement d'un chef-lieu de district et aux moyens financiers de faire ce changement. La partie du bill à laquelle on objecte n'est qu'une des conditions financières de cette mesure et ne change pas sa nature de bill public.”

L'hon. M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Duffy, et il est

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne, maintenant.

Et la Chambre, ayant siégé jusqu'à six heures moins dix minutes s'ajourne.

Huit heures p. m.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Cardin,— la pétition de A. Marchand et autres, de Ste-Victoire, Richelieu.

Ordonné,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 163) amendant l'article 237 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Béland ait la permission de présenter un Bill (No 164) amendant le Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Béland ait la permission de présenter un Bill (No 165) amendant l'article 339 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. LeBlanc,— 1. Le gouvernement a-t-il fait des réparations au palais de justice et à la prison de Beauharnois, depuis 1890 inclusive-ment?

2. Dans l'affirmative, combien le gouvernement a-t-il payé pour ces réparations?

Réponse par l'honorable M. Gouin:—1. Oui.—2. \$10,202.34.

Par M. Chicoyne:—1. Les limites forestières actuellement annoncées pour être vendues le 4 juin prochain, renferment-elles de terres propres à la colonisation?

2. Dans l'affirmative, quelle est l'étendue, en acres, de telles terres colonisables?

Réponse par l'honorable M. Parent:—1. Ces limites se trouvent presque entièrement dans des terrains non subdivisés et généralement impropres à la culture.

2. Les sept huitièmes environ des limites offertes dans quelques cantons subdivisés sont impropres à la culture.

Par M. Giard,—Dans le but de favoriser l'œuvre de la tempérance, le gouvernement a-t-il l'intention d'exempter les porteurs de licences d'hôtel de tempérance, sauf dans les cités de Québec et de Montréal, du paiement

de la taxe imposée sur les tables de billard, en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 12, section 6 ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Non, cela ne serait pas de nature à promouvoir la tempérance.

Par M. Chicoyne,—Est-ce l'intention du gouvernement de donner suite à la résolution passée par l'Assemblée législative, le 20 mars 1900, concernant la concession gratuite de certains terrains colonisables ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—A l'étude.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No. 13) concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

L'honorable M. Pelletier soulève la question d'ordre : " Que la loi fixe la manière dont doivent être construits et payés les palais de justice.—Le projet de loi actuel pourvoit à un autre mode de construction et de paiement, et notamment, il y est édicté que le palais de justice sera construit avec le produit d'un emprunt à être fait par la ville de Valleyfield. La ville de Valleyfield n'a pas le droit par sa charte (57 Vict., chap. 68) de faire cette emprunt.

Elle ne peut y être autorisée que par un bill privé (moyen qui vient d'être écarté), ou par une loi précédée de résolutions autorisées par le Lieutenant-Gouverneur imposant une taxe sur les citoyens de Valleyfield pour payer les \$50,000.00, ou autorisant un emprunt légal à être payé par des répartitions légalement imposées.

En outre, le prétendu règlement qu'il s'agit de valider n'est pas devant nous. Nous ne savons même pas s'il existe.

En conséquence, il est soumis qu'il ne serait pas dans l'ordre de procéder ultérieurement sur ce bill, pour le moment."

M. l'Orateur décide comme suit :

" Le bill est basé sur des résolutions qui ont été recommandées à la considération de la Chambre par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adoptées en comité général. Son objet est d'intérêt public, et je ne puis voir qu'il affecte des intérêts privés de manière à empêcher la Chambre de continuer à le considérer.

Je renvoie donc l'objection."

Et la motion étant, de nouveau, soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-sept mille cent dix-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les inspections, explorations, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les réparations aux palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent quarante-quatre piastres et vingt-six centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les loyers des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les taxes sur les édifices publics en général, pour la cité de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'un nouveau palais de justice, à Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût d'un appareil de chauffage, prison des Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût d'un appareil de chauffage, palais de justice et prison, district de Saguenay, Malbaie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût d'une voûte, palais de justice et prison du district de Kamouraska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'une annexe à l'école Normale Laval, chemin Ste-Foye ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cent douze piastres et soixante neuf centins, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc, du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-sept mille deux cent soixante-huit piastres et vingt centins, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions et reliure pour les deux Chambres de la Législature—S. R. P. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

18. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

19. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc, de la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

22. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

23. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six mille sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille trois cent trente-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traite-

ments du juge des sessions de la paix et de son assistant, Québec ; ceux de leurs employés et les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les "High Schools", Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools," dont deux mille piastres pour la faculté de droit de l'Université Laval de Montréal, et deux mille piastres pour l'École de Médecine et de Chirurgie de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspections des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les livres à être donnés en prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, Mile End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide supplémentaire au Comité Protestant du Conseil de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la Province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le musée scolaire; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'impression du rapport du surintendant l'Instruction Publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles du soir; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la succursale de l'Université Laval, 6ième sur 7 paiements égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège de St-Romuald d'Etchemin, 2ième et dernier paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au "Monument National", Montréal; Aide à cette entreprise contrôlée par "l'Association St-Jean-Baptiste" de cette ville—(constituée en corporation par 51-52 Vict., ch. 65, telle qu'amendée par 55-56 Vict., ch. 83—5e et dernier paiement, sujet aux conditions de l'O. en C. No 187, du 29 mai 1896); pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école de navigation, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

50. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses générales du département des Terres, Forêts et Pêcheries; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

51. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les comptes en suspens du département des Terres, Forêts et Pêcheries; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

52. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la protection des forêts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

53. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la publication de cartes régionales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

54. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les arpentages; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

55. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

56. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles de réforme et d'industrie, y compris les dépenses incidentes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

57. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la retraite Belmont, Institut McKay, subvention; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

58. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droit sur les successions, et taxes sur les corporations commerciales, etc, en vertu de la loi 63 Vict., c. 3; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

59. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les timbres, licences, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

60. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et dépenses contingentes des registrateurs; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

61. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression de la Gazette Officielle de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

62. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents

piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Conseil d'hygiène provincial S. R. Q., titre 7, ch. 3, s. 1.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le vaccin (y compris cinq cents piastres pour inspection); pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses autorisée par l' "Acte des établissements industriels de Québec"; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'agent du Canada en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'annuité à Mde Gaspard Drolet; résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890); pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, sur la côte nord du Saint-Laurent, (O. C. No 51, du 31 janvier 1896); pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Garneau rapporte alors les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit:

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-sept mille cent dix-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les inspections, explorations, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les réparations aux palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent quarante-quatre piastres et vingt-six centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les loyers des palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'inspection des chemins de fer; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les taxes sur les édifices publics, en général, pour la cité de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'un nouveau palais de justice, Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer un appareil de chauffage, à la prison des Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût d'un appareil de chauffage, palais de justice et prison, district de Saguenay, Malbaie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût d'une voûte, palais de justice et prison du district de Kamouraska; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'une annexe à l'école Normale Laval, chemin Ste-Foye; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cent douze piastres et soixante-neuf centins, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'administration de la dette publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-sept mille deux cent soixante-huit piastres et vingt centins, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté pour payer les impressions et la reliure des deux Chambres de la Législature—S. R. P. Q., Art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc. de la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille trois cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du juge des sessions de la paix et son assistant, Québec ; ceux de leurs employées et les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses, etc., de l'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

28. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour les "High Schools", Québec et Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools", dont deux mille piastres pour la faculté de droit de l'Université Laval de Montréal, et deux mille piastres pour l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal; pour l'année finissant le 30 juin 1902.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles publiques: cinq pour cent de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles dans les municipalités pauvres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles normales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les inspections des écoles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les instituteurs mis à la retraite; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les livres à être donnés en prix; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets, Mile End, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

38. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

39. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Conseil de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

40. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide supplémentaire au Comité Pro-

testant du Conseil de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

41. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

42. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le musée scolaire; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

43. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'impression du rapport du surintendant de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

44. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles du soir; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

45. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, Montréal, 6ième sur 7 paiements égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

46. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au collège de St-Romuald d'Etchemin, 3ième et dernier paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

47. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au "Monument National", Montréal; aide à cette entreprise contrôlée par l'Association St-Jean-Baptiste de cette ville—(constituée en corporation par 51-52 Vict., ch., 65, tel qu'amendé par 55-56 Vict., ch. 80—5e et dernier paiement, sujet aux conditions de l'O. en C. No 187, du 29 mai 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

48. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école de navigation, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

49. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

50. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses générales du département des Terres, Forêts et Pêcheries; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

51. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens du département des Terres, Forêts et Pêcheries; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

52. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la protection des forêts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

53. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la publication de cartes régionales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

54. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour les arpentages ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

55. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

56. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles de réforme et d'industrie, y compris les dépenses incidentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

57. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la retraite Belmont, Institut McKay, subvention ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

58. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droit sur les successions, et taxes sur les corporations commerciales, etc., en vertu de la 63 Vict., c. 3 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

59. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les timbres, licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

60. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et dépenses contingentes des registrateurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

61. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'impression de la Gazette Officielle de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

62. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial S. R. Q., titre 7, ch. 3, s. 1. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

63. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour le vaccin (y compris cinq cents piastres, pour inspection) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

64. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses autorisées par l'Acte des établissements industriels de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'agent du Canada en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'annuité à Mde Gaspard Drolet (résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890); pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial de la côte nord du Saint-Laurent, (O. C. No 51, du 31 janvier 1896); pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Ordonné,—Que la résolution 56 soit lue la seconde fois, à la prochain séance de la Chambre.

Les autres résolutions sont lues une deuxième fois et agréées.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 105) amendant l'article 1688 du Code civil; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 119) constituant en corporation, la Compagnie de pulpe de Métabetchouan; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 162) amendant la loi des élections contestées.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à la prochaine séance, pour être considéré en comité général.

M. Petit propose, secondé par M. Kennedy, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (No 50) constituant en corporation l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu qu'il s'agit d'une institution de charité.

M. Pelletier propose, secondé par M. Fiset, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (No 37) constituant en corporation les Petites-Sœurs de la Sainte-Famille, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu qu'il s'agit d'une institution de charité.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (No 142) constituant en corporation "The Montreal Light Heat & Power Company" avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à l'examen des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 142) constituant en corporation "The Montreal Light, Heat & Power Company" et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 mars 1901, pour production d'un état détaillé, par chapitres différents de recettes, de l'item : Terres, Forêts et Pêcheries, \$617,937.20, mentionné dans l'état des recettes et paiements soumis à cette Chambre, pour la période depuis le 1er juillet 1900 au 25 février 1901.

(Document de la session No 44).

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 23 mars 1901

Onze heures, a. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement.

Bill (No 8) : " Loi amendant la loi concernant l'agriculture ; "

Bill (No 44) : " Loi dégageant de la responsabilité, les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois ; "

Bill (No 78) : " Loi constituant en corporation " La compagnie du chemin de fer de Wolfe, Mégantic et Lotbinière ; "

Et Bill (No 106) : " Loi amendant l'article 3435 des Statuts refondus concernant le pouvoir des fabriques."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 16) : " Loi amendant la loi concernant les cimetières et les inhumations et exhumations ; "

Bill (No 51) : " Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J. E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; "

Bill (No 103) : " Loi amendant l'article 165 du Code de procédure civile ; "

Et Bill (No 155) : " Loi autorisant les municipalités des cités et villes à faire les dépenses nécessaires pour la réception de Son Altesse Royale le Duc de Cornwall et York."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (B) constituant en corporation la compagnie dite " The Valleyfield & St. Hyacinth Railway Company " pour lequel il demande son concours.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements faits au Bill (H) : " Loi amendant la loi concernant les pertes causées par l'incendie d'un palais de justice."

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Tanguay et

Ordonné,—Que le Bill (B) du Conseil législatif: Loi constituant en corporation "The Valleyfield & St. Hyacinth Railway Company" soit lu la première fois.

En conséquence, le bill est lu la première fois et la deuxième lecture en est remise à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 16): "Loi amendant la loi concernant les cimetières et les inhumations et exhumations;" et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 51): "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre J. E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie;" et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 155): Loi autorisant les municipalités des cités et villes à faire les dépenses nécessaires pour la réception de Son Altesse Royale le Duc de Cornwall et York," et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Taschereau propose, secondé par M. Tanguay et il est

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre ne peut pas concourir dans les amendement faits au Bill (No 103) amendant l'article 165 du Code de procédure civile, parce que leur adoption détruirait toute l'économie du dit bill.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède à la considération de la résolution rapportée du comité des subsides, vendredi, le 22 mars courant, alors ajournée, et la dite résolution est lue la deuxième fois comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles de réforme et industrielles pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

La dite résolution est agréée.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général les résolutions proposées concernant les licences.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se constitue alors en comité général.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Que toute personne qui a l'intention de demander la confirmation, en vertu de l'article 25 de la loi des licences de Québec, d'un certificat pour obtenir une licence dans la cité de Québec, payera une somme de sept piastres sur telle demande.

2. *Résolu*,—Que, sur chaque demande de transfert de licence dans la cité de Québec en vertu de l'article 36 de la Loi des licences de Québec, il sera payé une somme de trente piastres.

3. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer, à même le fonds consolidé du revenu de la province, au shérif du district de Québec et au greffier de la paix de ce district, pour leurs services comme commissaires des licences de Québec, tel traitement annuel qu'il lui plaira de fixer.

4. *Résolu*,—Que préalablement à l'octroi d'une licence à un chimiste ou pharmacien pour la vente en gros de liqueurs enivrantes à des chimistes ou pharmaciens seulement, il doit être payé au percepteur du revenu de la province, par la personne qui la requiert, la somme de cent cinquante piastres et un honoraire de cinq piastres, dont trois piastres appartiendront à la Couronne et les deux autres piastres seront retenues par le percepteur.

5. *Résolu*,—Que les honoraires et droits exigés en vertu de l'article 342 de la loi des licences de Québec, pour licence d'encanteur, devront être payés par les encanteurs qui vendent au plus bas et dernier enchérisseur.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Garneau rapporte alors les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Que toute personne qui a l'intention de demander la confirmation, en vertu de l'article 25 de la loi des licences de Québec, d'un certificat pour obtenir une licence dans la cité de Québec, payera une somme de sept piastres sur telle demande.

2. *Résolu*,—Que, sur chaque demande de transfert de licence dans la cité de Québec en vertu de l'article 36 de la Loi des licences de Québec, il sera payé une somme de trente piastres.

3. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer, à même le fonds consolidé du revenu de la province, au shérif du district de Québec et au greffier de la paix de ce district, pour leurs services comme commissaires des licences de Québec, tel traitement annuel qu'il lui plaira de fixer.

4. *Résolu*,—Que préalablement à l'octroi d'une licence à un chimiste ou pharmacien pour la vente en gros de liqueurs enivrantes à des chimistes ou pharmaciens seulement, il doit être payé au percepteur du revenu de la province, par la personne qui la requiert, la somme de cent cinquante piastres et un honoraire de cinq piastres, dont trois piastres appartiendront à la Couronne et les deux autres piastres seront retenues par le percepteur.

5. *Résolu*,—Que les honoraires et droits exigés en vertu de l'article 342 de la loi des licences de Québec, pour licence d'encanteur, devront être payés par les encanteurs qui vendent au plus bas et dernier enchérisseur.

Résolutions à rapporter.

Et ces résolutions étant lues la deuxième fois il est

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soient ajournées à plus tard.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 20) concernant les licences, et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau durant la présente séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue de nouveau en comité général pour reconsidérer certaines résolutions concernant les licences, rapportées aujourd'hui du comité.

L'honorable M. Duffy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de la nature de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Que toute personne qui a l'intention de demander la confirmation, en vertu de l'article 25 de la loi des licences de Québec, d'un certificat pour obtenir une licence dans la cité de Québec, payera une somme de sept piastres sur telle demande.

2. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer, à même le fonds consolidé du revenu de la province, au shérif du district de Québec et au greffier de la paix de ce district, pour leur services comme commissaires des licences de Québec, tel traitement annuel qu'il lui plaira de fixer.

3. *Résolu*,—Que préalablement à l'octroi d'une licence à un chimiste ou pharmacien pour la vente en gros de liqueurs enivrantes à des chimistes ou pharmaciens seulement, il doit être payé au percepteur du revenu de la province, par la personne qui la requiert, la somme de cent cinquante piastres et un honoraire de cinq piastres, dont trois piastres appartiendront à la Couronne et les deux autres piastres seront retenues par le percepteur.

4. *Résolu*,—Que les honoraires et droits exigés en vertu de l'article 342 de la loi des licences de Québec, pour licence d'encanteur, devront être payés par les encanteurs qui vendent au plus bas et dernier enchérisseur.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a amendé les résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Garneau, rapporte, en conséquence, les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Que toute personne qui a l'intention de demander la confirmation, en vertu de l'article 25 de la loi des licences de Québec,

d'un certificat pour obtenir une licence dans la cité de Québec, payera une somme de sept piastres sur telle demande.

2. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer, à même le fonds consolidé du revenu de la province, au shérif du district de Québec et au greffier de la paix de ce district, pour leurs services comme commissaires des licences de Québec, tel traitement annuel qu'il lui plaira de fixer.

3. *Résolu*,—Que préalablement à l'octroi d'une licence à un chimiste ou pharmacien pour la vente en gros de liqueurs enivrantes à des chimistes ou pharmaciens seulement, il doit être payé au percepteur du revenu de la province, par la personne qui la requiert, la somme de cent cinquante piastres et un honoraire de cinq piastres, dont trois piastres appartiendront à la Couronne et les deux autres piastres seront retenues par le percepteur.

4. *Résolu*,—Que les honoraires et droits exigés en vertu de l'article 342 de la loi des licences de Québec, pour licence d'encanteur, devront être payés par les encanteurs qui vendent au plus bas et dernier enchérisseur.

Les résolutions étant lu la deuxième fois sont agréées.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient référées au comité général pour la considération du Bill (No 20), amendant la loi des licences de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue de nouveau en comité général pour considérer le Bill (No 20) amendant la loi des licences de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant soumise: Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 13), concernant le chef-lieu du district de Beauharnois; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tasche-reau fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et les amendements étant lus la première fois, il est

Ordonné,—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre en date du 14 mars courant, pour la production de tous documents, correspondance, rapports, etc., depuis le premier janvier 1898, au sujet de l'établissement de féculeries dans cette province.
(*Document de la session No 45*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 25 Mars 1901

Trois heures p. m.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par M. Gillies.—la pétition de "The Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union."

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de F. X. Bertrand et autres, de la Grande Rivière, Gaspé ; la pétition de T. Proulx et autres, de la Rivière au Renard, Gaspé ; la pétition de A. Kavanagh et autres, de St-Alban du Cap Rosier, Gaspé ; et la pétition du révd. M. Landry et autres, de St-Alban du Cap Rosier, Gaspé.

L'honorable M. Langelier, du comité des bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill (No 111)—Loi amendant la charte de la ville de Chicoutimi, et a l'honneur de le rapporter sans aucun amendement."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (F.)—Loi concernant la formule du décret des statuts passés par la législature de Québec ;

Bill (L.)—Loi amendant les articles 1342, 1351 et 1357 du Code de procédure civile ;

Et Bill (N.)—Loi amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendies.

Aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 49.)—Loi amendant et refondant la charte de la ville de Richmond.

Bill (No 5.)—Loi amendant la loi concernant l'organisation des départements.

Proposé par l'hon. M. Duffy, secondé par l'hon. M. Parent et

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif, intitulé : Loi concernant la formule du décret des statuts passés par la Législature de Québec, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

Proposé par M. Robitaille, secondé par M. Garneau, et

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif intitulé : Loi amendant les articles 1342, 1351 et 1357 du Code de procédure civile, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à la prochaine séance pour être considéré en comité général

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent, et il est

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif, intitulé : Loi amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendies, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 5)—Loi amendant la loi concernant l'organisation des départements, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 49)—Loi amendant et refondant la charte de la ville de Richmond, et les dits amendements sont lus la première et deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 120)—Amendant la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre de jour appelle la seconde lecture du bill (B) du Conseil législatif, intitulé : Loi constituant en corporation " The Valleyfield and Saint Hyacinth Railway."

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Chauret.—Ordre a-t-il été donné aux inspecteurs des sociétés de bienfaisance, de s'assurer si les fonds provenant des contributions des membres de ces sociétés ont été placés sur des propriétés immobilières, et si ces placements offrent les garanties définies et exigées par la loi ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Dans les rapports exigés des sociétés de secours mutuels, en vertu de l'article 310⁴ de 62 Vic., ch. 32 l'actif de la société doit comprendre la valeur au comptant des hypothèques et doit être détaillé à la cédule " B."

Par M. Chauret.—1. Le ministre de l'agriculture est-il au courant des démarches faites par les grands planteurs de tabac, auprès du gouvernement fédéral, pour faire adopter une loi à l'effet d'obliger tous les planteurs de tabac, grands et petits, à ne vendre leur tabac qu'aux manufacturiers ;

2. Dans l'affirmative, le ministre de l'agriculture, dans l'intérêt de la classe agricole qu'il représente dans le gouvernement, va-t-il étudier la question et s'opposer, s'il y a lieu, à ce changement pour protéger les petits planteurs ?

Réponse par l'honorable M. Déchène :—1. Non. 2. Le gouvernement étudiera la question quand elle lui sera soumise et prendra les moyens de protéger la classe agricole.

Par M. Giard.—1. Le département des Terres Forêts et Pêcheries a-t-il loué à un nommé Grenon, hôtelier de St-Faustin, comté de Terrebonne, le lac Carré, ou aucun autre lac situé dans le 7ème rang du canton Wolfe ?

2. A quelle date ce lac a-t-il été loué ?

3. Pour combien d'années ?

4. Pour quel prix ?

5. Quels sont les numéros des lots qui entourent ces lacs ?

Réponse par l'honorable M. Parent : 1. Le Lac Carré a été loué à M. Grenon.—2. Le 23 décembre 1899.—3. Pour neuf ans.—4. \$10.00 par année. Ce lac est de petites dimensions et ne mesure d'après nos plans, qu'une dizaine d'arpents en superficie.—5. Les lots 27, 28 et 29 du septième rang.

Proposé par l'honorable M. Langelier, secondé par M. Watts, et
Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents en la possession du gouvernement, se rapportant à la Banque Populaire de Lévis.

Proposé par l'honorable M. Tessier, secondé par M. Lalonde et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance et autres documents concernant la vente des lots Nos 15 et 16, dans le cinquième rang du canton Chavigny.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance et autres documents concernant la vente du lot 15, dans le 5ième rang Alton.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 162) amendant la loi des élections contestées : et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Watts fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 163) amendant l'article 237 du Code de procédure civile.

M. Prévost, appuyé par M. Duhamel, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits en comité général au Bill (No 18) concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Ordonné.—Que la considération de ce bill soit remise à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques, dans le fonds de l'éducation supérieure, pourra être appliqué par le Secrétaire de la Province à l'achat d'ouvrages écrits et imprimés dans cette province pour être distribué comme prix aux institutions qui auront contribué au dit montant de cinq pour cent, et \$10,000 seront payées, à même cette part du dit fonds, à l'École Polytechnique, en vertu de la loi 57 Vic., chap. 23, art. 17. \$4,000 de cette somme seront

payées à l'Université Laval, Québec, et la somme de \$3,000 en sus de \$10,000 ci-dessus, sera payée à l'École Polytechnique de Montréal, et la somme de \$2,000 sera payée à l'éducation chez les protestants de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique. Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs, et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme un encouragement à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, concours de produits laitiers, inspecteurs de beurrieres et de fromageries de la province, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des services divers en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service de la pêche et de la chasse ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Que cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides à la prochaine séance.

M. Garneau rapporte alors les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la Province : et cinq pour cent de la part des catholiques, dans le fonds de l'éducation supérieure, pourra être appliqué par le Secrétaire de la Province, à l'achat

d'ouvrages écrits et imprimés dans cette province, pour être distribué comme prix aux institutions qui auront contribué au dit montant de cinq pour cent, et \$10,000.00 seront payées à même cette part du dit fonds à l'Ecole Polytechnique, en vertu de la loi 57Vic., chap. 23, art. 17. \$4,000 de cette somme seront payées à l'Université Laval, Québec, et la somme de \$3,000 en sus de \$10,000 ci-dessus, sera payée à l'Ecole Polytechnique de Montréal, et la somme de \$2,000 sera payée à l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique. Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs, et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme un encouragement à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, concours de produits laitiers, inspecteurs de beurreries et de fromageries de la province, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des services divers en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du service de la pêche et de la chasse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Les dites résolutions étant lues une deuxième fois, sont agréées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité général dans le but de considérer certaines résolutions relatives aux voies et moyens à prendre pour payer les subsides accordés à Sa Majesté.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$125,440.26 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent-un, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

2. *Résolu*,—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,094.105.40 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin, mil neuf cent-deux, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Garneau rapporte, alors, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$125,440.26 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin, mil neuf cent-un, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

2. *Résolu*,—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,094,105.40, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent-deux, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois sont agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1901 et le 30 juin 1902 et pour d'autres fins du service public.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et la deuxième lecture est remise au cours de la présente séance.

L'honorable M. Langelier propose, appuyé par M. Tessier (Rimouski), et la motion étant soumise à la Chambre :

“ Que, considérant que les cultivateurs de cette province obtiennent pour les viandes en général, et notamment pour la viande de porc, des prix peu rémunérateurs ;

Considérant que la fertilité du sol a considérablement diminué en cette province par suite du manque d'élevage et d'engrais, et qu'il est à désirer que nos cultivateurs se livrent d'avantage à l'industrie de l'élevage, sans toutefois négliger celle de l'industrie laitière ;

Considérant que l'Association des marchands de beurre et de fromage de Montréal vient d'adresser à tous les fabricants une circulaire publique les invitant à diminuer les produits de cette industrie parce que le marché anglais a un approvisionnement de ces produits pour quatre mois à venir ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt public de cette province de favoriser l'élevage et d'aider à l'augmentation du prix des viandes provenant de l'élevage chez nos cultivateurs ;

Considérant que les prix élevés que les marchés d'Angleterre offrent pour les viandes que cette province pourrait fournir en grande quantité, et que la facilité de transport qu'elle possède, étant données les distances

respectives des autres pays qui font ce commerce avec l'Angleterre, comparées à celle qui nous sépare de ce dernier pays nous offre des avantages exceptionnels ;

Considérant que le Conseil d'agriculture de cette province a, le 24 janvier dernier, adopté une résolution recommandant l'opportunité de l'établissement d'abattoirs en cette province et attiré l'attention de l'honorable Commissaire de l'Agriculture sur l'urgence de promptes démarches à faire pour assurer chez nous la construction d'abattoirs ;

Considérant que cette Chambre en 1890, a adopté la résolution suivante :—" Que l'instruction rapide et pratique de l'ensilage permettra aux cultivateurs de lutter avec plus d'avantage contre la sévérité de notre climat, de se livrer avec plus de profit à l'élevage des bestiaux et à l'industrie laitière, les deux branches les plus rémunératrices de la culture, tant pour la consommation locale que pour l'exportation à l'étranger, et d'obtenir par là des revenus considérables qui leur permettront d'améliorer leurs terres et leurs méthodes de culture, et contribueront à diminuer l'émigration ;"

Considérant que de nombreuses pétitions ont été adressées à cette Chambre, demandant l'établissement d'abattoirs en cette province ;

Considérant que les Chambres de commerce de Québec et de Lévis, après avoir consulté les cercles agricoles dans au-delà de cinquante comtés ont adressés des pétitions ou requêtes au gouvernement demandant l'établissement d'abattoirs en cette province ;

Considérant que Sa Grandeur l'Archevêque de Québec, et son clergé, leurs Grandeurs les évêques de Rimouski et Chicoutimi, et leur clergé, ont adressé à la Chambre de Commerce de Québec, des résolutions demandant l'établissement d'abattoirs, lesquelles résolutions ont été transmises au gouvernement ;

Cette Chambre verrait avec plaisir, le gouvernement prendre les mesures nécessaires pour assurer l'établissement d'abattoirs en cette province. "

M. Garneau propose, en amendement, secondé par M. Robitaille : Que les mots suivants soient ajoutés à la présente résolution : " Cette Chambre, tout en désirant l'établissement d'abattoirs, a confiance que le gouvernement étudiera soigneusement la question, et saura sauvegarder les intérêts des agriculteurs de cette province."

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La motion principale, ainsi amendée, étant alors soumise, la Chambre se divise, et elle est adoptée.

Proposé par M. Champagne secondé par M. Gosselin (Iberville) et Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de documents et de la correspondance relative à l'enseignement dans les écoles d'agriculture, de la culture des plantes potagères, légumes et fruits et à leur mise en conserves.

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse, en date du 20 mars courant, demandant la production de copie de tous les ordres-en-conseil passés et de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et toute autre personne, à propos de la reconstruction du pont sur la rivière Jésus, entre la ville de Terrebonne et la paroisse de St-François de Sales, dans le comté de Laval, et tout autre document s'y rapportant.

(Document de la session No 46).

Réponse à un ordre, en date du 21 mars courant, pour la production de copie de toutes requêtes, et de toute correspondance, depuis l'année 1892, inclusivement, au sujet de l'extension de juridiction de la Cour de Circuit de Nicolet, ou ayant trait à quelques changements à apporter dans l'organisation judiciaire de cette partie de la province.

(Document de la session No 47).

Réponse à un ordre, en date du même 21 mars courant, pour un état indiquant les recettes des greffiers de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit du chef-lieu du district de Beauharnois, et des dépenses encourues par ces greffes pour les années 1898-1899 et 1900.

(Document de la session No 48).

Réponse à un ordre, en date d'aujourd'hui, pour la production de tous documents en la possession du gouvernement se rapportant à la Banque Populaire de Lévis.

(Document de la session No 49)

Il est six heures, p. m., et M. l'Orateur ajourne la Chambre à huit heures, ce soir.

Huit heures, p. m.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 111) amendant la charte de la ville de Chicoutimi ; et, après avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kennedy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la proposition étant faite : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'honorable M. Pelletier propose, en amendement, secondé par l'honorable M. LeBlanc : Que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit référé, de nouveau, au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant les mots " par résolution " et les substituant par les mots suivants : " par règlement approuvé par la majorité des électeurs propriétaires de la ville de Chicoutimi."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms sont appelés et inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron, (Maski.)</i>	<i>Giard,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chauvet.</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Walker,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Watts, et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Pelletier, (Dorc.)</i>	<i>Weir.—21.</i>
<i>Cochrane,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Caron, (Matane.)</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Major,</i>	<i>Roy, (Montma.)</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin, (Charl.)</i>	<i>Roy, (St-Jean.)</i>
<i>Duignault,</i>	<i>Gosselin, (Iber.)</i>	<i>Morin, (St-Hya.)</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Gosselin, (Missis.)</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tessier, (Port.) et</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tourigny.—39.</i>
<i>Dion,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier, (Sherb.)</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise,

L'honorable M. Pelletier propose, en amendement, secondé par l'honorable M. LeBlanc : Que ce bill ne soit pas lu, maintenant, une troisième fois, mais soit référé de nouveau au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant au paragraphe 1er, les mots suivants : " Avis du jour que sera passée la dite résolution, sera donné au moins huit jours d'avance dans un journal de la ville, et la résolution en question ne deviendra en force que quinze jours après sa passation."

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont appelés et inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bourbonnois,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Caron (Maski.)</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Tessier (Port.)</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin (Iber.)</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Walker,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Major,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Pelletier, (Dorc.)</i>	<i>Weir.—23.</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Smith,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Caron (Matane)</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Morin (Charl.)</i>	<i>Roy. (Montma.)</i>
<i>Cooke.</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Morin. (St-Hya.)</i>	<i>Roy (St-Jean), et</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Taschereau.—55.</i>
<i>Décurie,</i>	<i>Gosselin (Missis.)</i>	<i>P'arent,</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors proposée ; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Garneau, du comité conjoint des impressions, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Garneau son président, et recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Votre comité a l'honneur de recommander l'impression des documents suivants, savoir :

No 22—Chemins de colonisation, routes et ponts, montants payés depuis le 30 juin 1900.

No 33—Noms des candidats aux élections générales et partielles, depuis 1867, y compris la réponse à l'ordre de la Chambre de la présente session, pour semblable état des dernières élections générales ;

No 49—Documents concernant la Banque Populaire de Lévis.

Votre comité est d'opinion qu'il serait très utile et important, pour faciliter l'étude des principes et de l'interprétation des règles de la procédure parlementaire, de publier en volume les décisions des honorables Orateurs de l'Assemblée législative depuis 1867. En conséquence, votre comité a l'honneur de recommander l'impression de ces "décisions", sous la direction de monsieur le Greffier de l'Assemblée législative."

Résolu,—Que la Chambre concoure dans ce rapport.

M. Cardin propose, secondé par M. Gosselin (Iberville) :—Qu'il soit résolu : Que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable d'aviser aux meilleures mesures à prendre pour donner plus d'efficacité à l'examen des inspecteurs de chaudières à vapeur, afin d'assurer au public les services d'officiers dont la compétence inspirera plus de confiance et sera une garantie sérieuse que la vie des personnes chargées de faire fonctionner les machines à vapeur, des ouvriers des manufactures, du public voyageur et des équipages, ainsi que les ateliers, sont convenablement protégés.

Sur la proposition de M. Cardin et du consentement unanime de la Chambre, cette motion est retirée.

L'ordre du jour appelle la Chambre à concourir dans les amendements faits, en comité général, au Bill (No 13), concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

Les amendements sont agréés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité général pour considérer le Bill (F) du Conseil législatif.—Loi concernant la forme du décret des statuts passés par la Législature de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et

l'honorable M. Langelier, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède à considérer le Bill (N) du Conseil législatif.—Loi amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendies ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant soumise à la Chambre :—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (No 162) amendant la loi des élections contestées ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Ordonné,—Que les amendements soient maintenant lus la première fois.

Les amendements sont, en conséquence, lus la première fois.

Et la motion étant soumise :—Que ces amendements soient maintenant lus la deuxième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont lus la deuxième fois.

Et la motion étant soumise :—Que cette Chambre concoure dans ces amendements ; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, agréés.

Et la motion étant soumise :—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy, (Kam.)</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Roy (Montma.)</i>
<i>Caron (Maski.)</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (St-Jean)</i>
<i>Caron (Matane)</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Morin, (Charle.)</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Morin (St-Hya.)</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tessier (Portneuf)</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Walker</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Prévost,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Dion,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Weir—44</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Giard</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier (Dorch.) et</i>
<i>Gosselin (Missis.)</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tellier,—6.</i>

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu :—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité général pour considérer le Bill (L) du Conseil législatif—Loi amendant les articles 1342, 1351 et 1357 du Code de procédure civile; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que la Chambre a adopté leur bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 19) amendant la loi des élections contestées.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Roy (St-Jean) :
Que la règle 58, des règles de cette Chambre, soit amendée :

(a) En remplaçant le paragraphe 2 par les suivants :

" 2. Sauf dans les cas prévus par le paragraphe 2a, le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200.00, outre le prix d'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération. (B. 644, M. 900.)

" 2a. Néanmoins, dans le cas de bill pour autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'ingénieur, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste, le pétitionnaire payera, avant la présentation de la pétition, au lieu de la somme de \$200.00, celle de \$1,000.00, outre les frais d'impression et de traduction, comme susdit.

La pétition ne peut être lue ni reçue, et il ne peut être fait aucune procédure sur cette pétition ou sur le bill, à moins que, lors de la présentation de la pétition, un reçu constatant ces paiements n'ait été déposé entre les mains du greffier de la Chambre."

(b) En ajoutant, après le paragraphe 3, le suivant :

" 3a. Dans les cas prévus par le paragraphe 2a, si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de \$1,200.00."

Sur la proposition de l'honorable M. Langelier et du consentement unanime de la Chambre, cette motion est retirée.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Roy (Kamouraska) et il est

Ordonné,—Que l'honoraire additionnel de \$300.00 payé pour le Bill (No 143).—“ Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer “ Canadien Atlantique et Occidental ”, soit remis, attendu que le bill n'a été reçu après l'expiration du délai, que par le retard dans l'arrivée des malles, causé par l'interruption du service des trains sur le chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 120) : “ Loi amendant la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de St-Etienne de Lauzon, dans le comté de Lévis, ” soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, ce bill ayant été rejeté.

M. Lacombe propose, secondé par M. Chauret et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 40) “Loi amendant la charte de la société des Artisans Canadiens-Français,” soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu qu'il s'agit d'une institution de bienfaisance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 26 mars 1901

Trois heures p. m.

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“Votre comité a examiné le bill (No 163) “Loi amendant l'article 237 du Code de procédure civile,” et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement.”

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 45)—Loi autorisant Frederick H. A. Baxter, de Montréal, à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 93)—Loi amendant l'article 1080 du Code municipal ;

Et Bill (No 101)—Loi amendant la loi concernant les corporations de ville.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 17)—Loi amendant la loi de chasse de Québec ;

Bill (No 70)—Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 46, relative au village de la Pointe-au-Pic, et augmentant ses pouvoirs ;

Et Bill (No 131)—Loi revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 17) amendant la loi de chasse de Québec, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 70)—“ Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 46, relative au village de la Pointe-au-Pic, et augmentant ses pouvoirs ; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois au cours de la présente séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 131)—“ Loi revisant et refondant la charte de la cité de Trois-Rivières,” et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois au cours de la présente séance.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Roy (Montmagny).—1. Une enquête a-t-elle été faite par l'inspecteur des bureaux d'enregistrement, contre M. Robertson, registraire du comté de Montmagny ?

2. Un rapport a-t-il été fait par l'inspecteur ?

3. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il pris une décision sur ce rapport, ou se propose-t-il de le faire ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Oui.—2. Oui.—3. Non. Sous considération.

Par M. Bourbonnais.—1. Y a-t-il un arrêté-en-conseil obligeant les greffiers des cours de recorder, de magistrats de district, des juges de paix et des cours des commissaires de circuit et de comté, à faire rapport, annuellement, des timbres judiciaires annulés ou effacés ?

2. Dans l'affirmative, ces rapports sont-ils faits et à qui ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—1. Non.

Par M. Duhamel.—1. Le gouvernement est-il informé qu'il y a un grand nombre de causes en délibéré devant l'honorable juge Bélanger, dans le district de Beauharnois, y compris les circuits de Huntingdon et Ste Martine ?

2. Dans l'affirmative, combien ?

3. Depuis quand ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Non.

Par l'honorable M. Pelletier.—Combien a-t-il été payées, au trésor provincial, de licences d'hôtels et de restaurants dans la cité de Québec, durant les années de 1900 et de 1901 ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—

Du 1er mai 1899 au 30 avril 1900, pour hôtels.....	\$11,700 00
Pour restaurants	7,800 00
Du 1er mai 1900 au 26 mars 1901, pour hôtels.....	12,598 00
Et pour restaurants.....	19,695 00

Licences octroyées, années 1899-1900 :

Hôtels Restaurants.

Du 1er mai 1899 au 30 avril 1900.....	44	26
---------------------------------------	----	----

Licences octroyées, fraction des années 1900-1901 :

Du 1er mai 1900 au 26 mars 1901.....	42	77
--------------------------------------	----	----

M. Hutchinson propose, appuyé par M. Cardin,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 53)—Loi constituant en corporation la " Montreal Business Men's League " soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'un bill de nature philanthropique et d'éducation.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

M. Weir propose, appuyé par M. Hutchinson,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 140)—Loi autorisant la Société canadienne des ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower, soit remis, moins les frais de traduction d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

M. Major propose, appuyé par M. Weir,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 64) — Loi autorisant Robert Martin, à exercer la profession de chirurgien-dentiste, dans la province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

M. Major propose, appuyé par M. Weir,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 68).—Loi constituant en corporation le Club Commercial et Littéraire de Hull, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Roy (Kamouraska), propose, appuyé par M. de Grosbois,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 118).—Loi autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien-dentiste, dans la province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits, comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Roy (Kamour.),</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy, (Montm.) et</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Major,</i>	<i>Taschereau.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Blanchard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hutcheon,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin (St. Hyac.),</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauret.</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Pelletier (Dorch.)</i>	<i>Turgeon</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Gosselin (Iberv.),</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Walker,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin (Missisq.),</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—34.</i>
<i>Déchêne,</i>	<i>Guérin,</i>	<i>Prévost,</i>	
<i>Doris,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Smith,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

M. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par M. DeGrosbois,— Que l'honoraire payé pour le Bill (No 47)—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Edouard-Honoré Bégin au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative, sur la même division que celle du Bill No 118.

M. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par M. DeGrosbois,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 187).—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre J.-J. Barry au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative, sur la même division que celle du Bill No 118.

M. Robitaille propose, appuyé par M. Roy (Kamouraska),—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 77).—Loi amendant de nouveau la Compagnie du chemin de fer Québec Central, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que la dite compagnie a, durant la présente session, présenté un autre Bill (No 76) pour amender la dite charte et qu'un seul bill aurait suffi. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative, sur la même division que celle du bill No 118.

M. Cochrane propose, appuyé par M. Robitaille, et il est,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 110),—Loi constituant en corporation *The Chevra Kadisha of Montreal*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que c'est une institution constituée pour des fins religieuses.

M. Robitaille propose, appuyé par M. Roy (Kamouraska),—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 69),—Loi pour admission de F.-X. Edouard Guay, à la pratique du droit, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative, sur la même division que celle du Bill No 118.

M. Hutchinson propose, appuyé par M. Cochrane, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 31),—Loi modifiant la loi connue sous le titre de "Loi modifié des biens temporels du diocèse de Montréal 1890," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a pour objet des fins religieuses.

M. Dupuis propose, appuyé par M. Cochrane,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 112).—Loi constituant en corporation la "Point Saint-Charles Amateur Athletic Association," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative, sur la même division que celle du Bill No 118.

M. Allard propose, appuyé par M. Major,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 43).—Loi amendant les lois qui régissent la commune de la seigneurie d'Yamaska, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative, sur la même division que celle du Bill No 118.

M. Morin (Charlevoix), propose, appuyé par M. Allard,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 70)—Loi amendant la loi 40 Victoria, chap. 46, relative au village de la Pointe-au-Pic, et augmentant ses pouvoirs, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.—La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative, sur la même division que celle du Bill No 118.

M. Décarie propose, appuyé par M. Morin (Charlevoix),—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 58)—Loi amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de la Côte St-Paul, de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression,—La Chambre se divise, et les noms étant appelés ils sont inscrits, comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy, (Montm.)</i>
<i>Caron, (Mask).</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron, (Matane.)</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Chaurel,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Tessier, (Rim.)</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Major,</i>	<i>Walker,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin, (Missisq.)</i>	<i>Morin, (St-Hyac.)</i>	<i>Watts et</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Weir.—46.</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>	
<i>Déchène,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Pelletier, (Dorch.)</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy, (Kam.)</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Tessier, (Port.) et</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Gosselin (Iber.)</i>	<i>Petit,</i>	<i>Tourigny—12.</i>

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Hutchinson propose, appuyé par M. Décarie,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 67)—Loi changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Lacombe,—La remise de l'honoraire payé, moins les frais de traduction et d'impression, pour le Bill (No 121)—Loi autorisant Jos. David Edouard Barras à exercer la profession de chirurgien-dentiste en cette province. La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy, (Montm.)</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Roy, (St-Jean) et</i>
<i>Caron, (Mask.)</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Major,</i>	<i>Taschereau. —15.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy, (Kam.)</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Caron, (Matane.)</i>	<i>Doris,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chaurest,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tessier, (Port.)</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Morin, (St-Hyac.)</i>	<i>Tessier, (Rim.)</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Gosselin, (Iberv.)</i>	<i>Pelletier, (Dorc.)</i>	<i>Walker,</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Gosselin, (Missis.)</i>	<i>Pelletier, (Sherb.)</i>	<i>Watts et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Goun,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Weir.—44.</i>

Ainsi, la proposition est rejetée.

L'hon. M. Langelier propose, appuyé par M. Lacombe,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 45)—Loi autorisant F. H. A. Baxter à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans cette province, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

L'honorable M. Langelier propose, appuyé par M. Lacombe,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 57)—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Omer Drouin au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

L'hon. M. Langelier propose, appuyé par M. Lacombe, —Que l'honoraire payé pour le Bill (No 46)—Loi autorisant James Peter Pidgeon à exercer la profession de medecin et chirurgien dans cette province, soit

remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la résolution est résolue dans la négative.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Lacombe,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 56)—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, La Chambre se divise, et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy, (Montmagny)</i>
<i>Caron, (Maskin.),</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lowell,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Girard,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Major,</i>	<i>Weir.—21</i>
<i>Cochrane,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Gosselin, (Missisq)</i>	<i>Pelletier, (Sherb.),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Roy, (St-Jean),</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Morin, (Charlev.)</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tessier, (Rim.), et</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—31.</i>
<i>Déchêne,</i>	<i>Gosselin, (Iberv.),</i>	<i>Pelletier, (Dorch.),</i>	

Ainsi, la proposition est rejetée.

M. Taschereau propose, secondé par M. Tanguay,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 72)—Loi constituant en corporation la Compagnie du Téléphone du comté de Montmorency, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, La Chambre se divise, et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Caron, (Maskin.),</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tanguay, et</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Taschereau.—12</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette,</i>	<i>Dion.</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Heurn,</i>	<i>Roy, (Montmagny)</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Tessier, (Portneuf),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Tessier, (Rim)</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Morin, (Charlev.)</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Turgeon.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Gosselin, (Iberv.)</i>	<i>Pelletier, (Dorch.)</i>	<i>Watts.—43.</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Gosselin, (Missisq.)</i>	<i>Pelletier, (Sherb.)</i>	

Ainsi, la proposition est rejetée.

M. Tanguay propose, secondé par M. Tachereau,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 114)—Loi constituant en corporation le monastère de Notre-Dame de Mistassini, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une institution fondée dans un but religieux charitable et d'éducation. La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Heurn,</i>	<i>Pelletier, (Dorch.)</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Tachereau,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin (Missisq.)</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier, (Rim.),</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tessier (Port.) et</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Walker.—37.</i>
<i>Dion,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette,</i>	<i>DeGroskois,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Roy, (Montmagny)</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Turgeon</i>
<i>Caron, (Maskin.)</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin (Charlev.)</i>	<i>Watts et</i>
<i>Chicoyne</i>	<i>Gosselin, (Iberv.)</i>	<i>Pelletier. (Sherb.)</i>	<i>Weir,—21.</i>
<i>Déchène,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Neault propose, appuyé par M. Taschereau,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 124)—Loi constituant en corporation la ville de Grand'Mère, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

M. Roy (Montmagny) propose, appuyé par M. Neault,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 79)—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Barnatchez au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

M. Gosselin (Missisquoi) propose, appuyé par M. Roy (Montmagny),—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 54)—Loi constituant en corporation la société religieuse "The Free Methodist Church", de la province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une corporation religieuse. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Neault propose appuyé par M. Lacombe,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 130)—Loi incorporant la Cie du pont de Grand'Mère, et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière St-Maurice, entre le village de Grand'Mère et la paroisse de St-Théophile du Lac, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

M. Girard propose, secondé par M. Neault :—La remise de l'honoraire payé, moins les frais de traduction et d'impression, pour le Bill (No 38)—Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Moïse Véronneau à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen, vu que cet étudiant est pauvre. La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Pelletier, (Sherb.)</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Major,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Caron (Maki.)</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin (Charlev.)</i>	<i>Roy (Montm.) et</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Taschereau.—18</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Lane,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Caron (Matane)</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tessier (Portn.)</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tessier (Rimous.)</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Décarie</i>	<i>Gosselin (Iberv.)</i>	<i>Parent,</i>	<i>Walker,</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Gosselin (Missis.)</i>	<i>Pelletier, (Dorc)</i>	<i>Watts</i>
<i>Dion,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Prévost,</i>	<i>et Weir.—39.</i>
<i>Doris,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>	

Ainsi, la proposition est rejetée.

M. Major propose, secondé par M. Girard,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 63)—Loi modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, en considération des pertes causées par l'incendie du 26 avril dernier. La Chambre se divise,—et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bourbonnais,</i>	<i>Daignault,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Caron (Maski.)</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Major,</i>	<i>Roy (Montmag.)</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin (Charl.)</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gosselin (Iber.)</i>	<i>Neault,</i>	<i>Taschereau et</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Tessier (Rim.)—22.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Lacombé,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Blanchard.</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Roy (St-Jean.)</i>
<i>Caron (Matane.)</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Walker,</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Pelletier (Dorc.)</i>	<i>Watts et</i>
<i>Dion,</i>	<i>Gosselin (Missis.)</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>	<i>Weir.—36.</i>

Ainsi, la proposition est rejetée.

M. Cooke propose, secondé par M. Major,—Que l'honoraire payé pour les frais de traduction du Bill (No 131)—Loi revisant et amendant la charte de la cité des Trois-Rivières, soit remis, vu que la traduction faite et payée pour le bill retiré à la session de l'an dernier, a servi au bill adopté durant la présente session.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 70) amendant la loi 40 Victoria, ch. 46, concernant le village de la Pointe-au-Pic et étendant ses pouvoirs ; et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 131), amendant et refondant la charte de la ville des Trois-Rivières ; et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 146) amendant la loi 62 Victoria, ch. 58, section 8, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 146) amendant la loi 62 Victoria, ch. 58, section 8 ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent, et il est

Ordonné,—Que le bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1901 et le 30 juin 1902, et pour d'autres fins du service public, soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Duhamel, et du consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné,—Que le Bill (No 163), amendant l'article 237 du Code de procédure civile, rapporté, aujourd'hui, du comité de législation, soit maintenant considéré en comité général, et, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin (Charlevoix), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la proposition étant soumise:—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'honorable M. Pelletier propose, en amendement, secondé par M. Tellier:—Que le mot " maintenant " soit retranché, et les mots " dans six mois," soient ajoutés à la fin de la proposition.

L'amendement est mis aux voix, la chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Chicoyne, LeBlanc, Pelletier (Dor.), et Tellier.—5.
Giard,

CONTRE :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dion.</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy (Montm.).</i>
<i>Caron (Mask.)</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (Matane.)</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Smith.</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Major,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin (Charl.)</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin (Iber.),</i>	<i>Morin (St-Hyac.)</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Gosselin (Miss.),</i>	<i>Neault,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Weir.—52.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale est de nouveau proposée. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative, sur la même division, prise en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Samuel Staunton Hatt, gentilhomme huissier de la Verge noire, informe alors M. l'Orateur que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence des députés de l'Assemblée législative dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les membres de la Chambre, se rendent dans la salle des séances du Conseil législatif.

Etant de retour, M. l'Orateur fait rapport que, conformément aux ordres de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil législatif, où il a plu à Son Honneur de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants, savoir :

Bill (No 6).—Loi amendant et refondant la loi concernant l'hygiène publique.

Bill (No 5).—Loi amendant la loi concernant l'organisation des départements.

Bill (No 139).—Loi concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Bill (No 71).—Loi constituant en corporation la Compagnie Paquet, limitée.

Bill (No 51).—Loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec, à admettre J.-E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Bill (No 45).—Loi autorisant Frederic H. A. Baxter, de Montréal, à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

Bill (No 16).—Loi amendant la loi concernant les cimetières et les inhumations et les exhumations.

Bill (D.)—Loi concernant l'admission au barreau de certains étudiants

Bill (No 55.)—Loi concernant la succession de feu Charles Théodore Viau.

Bill (No 47.)—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Edouard-Honoré Bégin au nombre de ses membres, après examen.

Et Bill (No 4.)—Loi modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

L'honorable M. Turgeon dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre, en date du 21 mars 1901, pour la copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis 3 ans, au sujet de la révocation ou de la vente de nouveau, ou de la suspension de la vente de tous ou d'aucun des lots suivants, dans le township Rameau: 9, 10, 22, 23, 29 et 30, dans le deuxième rang, et 9, 10, 22, 23, 29 et 30, dans le troisième rang, et la moitié N.-O., du No 2, dans le deuxième rang.

(Document de la session No 50.)

Et le rapport No 2, de l'exploration faite par Henry O'Sullivan, Ecr., arpenteur géomètre, depuis le lac St-Jean jusqu'à la Baie James.

(Document de la session No 9a.)

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Dechêne et il est

Résolu,—Que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle le soit à huit heures de l'après-midi, demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 27 Mars 1901

Huit heures p. m.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de B. Paquet et autres, de St-Nicolas, Lévis.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du révd. M. Landry et autres, contribuables de St Alban du Cap Rosier ;

D'Arthur Kavanagh et autres, de la municipalité de St Alban de Cap Rosier, comté de Gaspé ;

De Théophile Proulx et autres, de la municipalité de la Rivière au Renard, comté de Gaspé ;

De F. X. Bertrand et autres, de la municipalité de la Grande-Rivière, comté de Gaspé, recommandant respectivement l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental.

Et de la "Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union," demandant la fermeture des exhibitions le dimanche.

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Déchène : Que le comptable de l'Assemblée législative soit autorisé à payer aux députés de cette Chambre le montant de leur indemnité, sans tenir compte des séances pendant lesquelles ils ont été absents, pourvu que ces absences n'excèdent pas dix séances.

M. De Grosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill (B) du Conseil législatif.—Loi constituant en corporation la compagnie dite "The Valleyfield and St Hyacinth Railway Company," et a l'honneur de faire rapport que la préambule n'a pas été adopté."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 74), constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Baie James ;

Bill (No 137), autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John-Joseph Barry au nombre de ses membres ;

Bill (No 150) amendant l'article 94 du Code de procédure civile ;

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 65), concernant la "Laing Packing and Provision Company" ;

Bill (No 144), autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Cyrille-F. Lussier à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Et, Bill (No 162), amendant la loi concernant les élections contestées.

Aussi, le Conseil Législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 18.)—Loi amendant la loi des mines de Québec ;

Bill (No 46.)—Loi autorisant James Peter Pidgeon à exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec ;

Bill (No 56.)—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 57.)—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Omer Drouin au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 64.)—Loi autorisant Samuel Robert Martin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 79.)—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 112.)—Loi constituant en corporation *The Point Saint Charles Amateur Athletic Association* ;

Bill (No 116.)—Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de Lévis ;

Bill (118.)—Loi autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 121.)—Loi autorisant Joseph-David-Edouard Barras à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 133.)—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Houle au nombre de ses membres, après examen ;

Bill No (136.)—Loi constituant en corporation “Warden King & Son, Limited ;”

Bill (No 149.)—Loi amendant la loi concernant l'érection et la division des paroisses.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (No 38.)—Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Moïse Véronneau à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen ;

Et, Bill (No 126.)—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Walter G. Mitchell au nombre de ses membres.

Il est reçu et lu un autre message du Conseil législatif, informant l'Assemblée législative qu'il insiste sur son amendement au Bill (No 103.)—Loi amendant l'article 165 du Code de procédure civile.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 162), amendant la loi concernant les élections contestées ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 65) concernant la “Laing Packing and Provision Company” ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 144) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Cyrille-F. Lussier à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 74), constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec et de la Baie James; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 137.)—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John-Joseph Barry au nombre de ses membres; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 150) amendant l'article 94 du Code de procédure civile; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Taschereau propose, secondé par M. Chênevert et il est

Résolu,—Que les amendements de l'honorable Conseil législatif au Bill (No 103) soient adoptés en ajoutant le paragraphe suivant, tel qu'adopté par l'Assemblée législative :

“ Dans tous les cas où il est requis, le dépôt devra être fait dans les trois jours pendant lesquels la motion contenant une exception préliminaire doit être signifié à la partie adverse.”

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

M. Cardin propose, secondé par M. Gosselin (Missisquoi) et il est

Résolu,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 122)—Loi permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom les mots, “ de St-Ours,” soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le Conseil législatif.

M. Cochrane propose, secondé par M. Cardin,—Que l'honoraire additionnel de \$300.00 payé pour le Bill (No 146)—Loi amendant la loi 62

Victoria, chapitre 58, section 8, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Weir propose, secondé par M. Cardin,—Que l'honoraire de \$100 payé pour le Bill (No 140)—Loi autorisant la société canadienne des ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower au nombre de ses membres, soit remis. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Lovell propose, secondé par M. Hearn,—Que l'honoraire de \$100 payé pour le Bill (No 135) Loi ratifiant un certain arrangement relatif aux taxes scolaires sur la propriété de "The Dominion Cotton Mills Co, Limited," dans le village de Magog, soit remis. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Proposé par M. Roy (Montmagny), secondé par M. Bourbonnais et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des documents concernant l'enquête tenue contre M. Robertson, registrateur du comté de Montmagny, dans le cours de l'été 1900.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 28 Mars 1901.

Trois heures p. m.

M. Champagne propose, secondé par M. Chauret, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 115)—Loi amendant la loi concernant le Crédit Foncier du Bas Canada, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vû que ce bill a été retiré.

M. Roy (Kamouraska) propose, secondé par M. Tanguay,—La remise des \$100.00 payés, à titre d'amende, pour le Bill (No 137)—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John Joseph Barry au nombre de ses membres. La Chambre se divise,— et la proposition est résolu dans l'affirmative.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 86) Loi concernant les subventions municipales ;

Et, Bill (No 98).—Loi validant les actes faits par les officiers et autres qui n'ont pas prêté le serment d'allégeance ;

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 143).—Loi constituant en corporation " La compagnie du chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental " ;

Bill (No 123).—Loi amendant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé : " Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la compagnie du cimetière Mont-Royal ;

Bill (No 82).—Loi amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet ", et les divers actes et ordonnances qui l'amendent.

Et, Bill (No 119).—Loi constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Métabetchouan.

Il est reçu et lu un autre message du Conseil législatif, informant l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement à l'amendement fait par le Conseil législatif, à la dernière clause de la section 12, du Bill (No 63.) " Loi modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull ".

Il est reçu et lu un autre message du Conseil législatif, informant l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (O) " Loi concernant la continuation de la communauté ", pour lequel il demande son concours.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 86), concernant les subventions municipales ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 98) validant les actes faits par les officiers et autres qui n'ont pas prêté le serment d'allégeance ; et les dits amendements sont lus la première et deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 143) constituant en corporation " La compagnie du chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental " ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 123) amendant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé: " Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la compagnie du cimetière Mont-Royal " ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 82), amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulé: " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet, " et les divers actes et ordonnances qui l'amendent ; et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 119), constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Métabetchouan ; et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération de ces amendements, soit remis à la prochaine séance.

Proposé par l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Parent, et

Ordonné,—Que le Bill (O) du Conseil législatif,—Loi concernant la continuation de la communauté, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur bill sans amendement.

L'honorable M. Turgeon dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre, en date du 20 mars 1901, pour copie de documents comprenant les plaintes portées, l'enquête faite et les affidavits au soutien de ces plaintes, postérieurs à l'enquête, sur l'administration du bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne par Louis de Gonzague Lachaine, registrateur conjoint de ce comté.

(Document de la session No 51.)

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Watts et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le (bill No 69)—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre F. X. Edouard Guay au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill est devenu inutile par suite de l'opération d'une loi générale concernant ce cas.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Duffy, et vu l'urgence, il est

Ordonné,—Que la Chambre procède immédiatement à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 82)—Loi amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent ; et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (No 42).—“Loi érigeant la municipalité de St-Stanislas de Kotska”;

Bill (No 13).—“Loi pour changer le chef-lieu du district judiciaire de Beauharnois”;

Bill (No 111).—“Loi amendant la charte de la ville de Chicoutimi”;

Un autre message du Conseil législatif est reçu et lu informant l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (No 11).—“Loi concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright”;

Bill (No 20).—“Loi amendant la loi des licences de Québec”;

Bill (No 21).—“Loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel”;

Bill (No 25).—“Loi amendant le Code de procédure civile relativement aux confessions de jugement”;

Et Bill (No 90).—“Loi amendant l'article 761 du Code municipal.”

M. Chauret propose, secondé par M. Champagne.—Que l'honoraire additionnel de cent piastres payé pour le Bill (No 145).—Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la Ville Saint-Laurent, soit remis. Les règles de cette Chambre étant suspendues à cet effet.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 134) amendant la charte de la ville de St-Louis, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 2) intitulé: Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1901 et le 30 juin 1902, et pour d'autres fins du service public.

Il est reçu et lu un autre message du Conseil législatif, informant l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 145).—Loi amendant la

loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville de Saint-Laurent, avec plusieurs amendements pour lesquels il demande son concours.

Il est reçu et lu un autre message du Conseil législatif, informant l'Assemblée législative qu'il ne concourt pas dans l'amendement fait aux amendements du Bill (No 103)—Loi amendant l'article 165 du Code de procédure civile.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 145) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville St-Laurent ; et les dits amendements sont lu la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par M. Taschereau, secondé par M. Tanguay, et

Ordonné,—Qu'un message soit transmis à l'honorable Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre n'insiste pas sur son amendement aux amendements du Conseil législatif faits au Bill (No 103)—Loi amendant l'article 165 du Code de procédure civile ; et que cette Chambre concoure dans les dits amendements.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

M. Lacombe propose, secondé par M. Taschereau,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 183) —Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Houle au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'honorable M. Parent soulève la question que cette motion n'est pas dans l'ordre parce qu'avis préalable n'en a pas été donné.

M. l'Orateur décide que la motion n'est pas dans l'ordre.

M. Weir propose, secondé par Gillies et il est

Ordonné,—Que le comptable de l'Assemblée législative soit autorisé à faire le paiement en entier de l'indemnité de M. Clapperton, député de Bonaventure, nonobstant son absence durant une partie de la session, vu que cette absence a été causée par une sérieuse maladie.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 125).—Loi concernant l'Instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal;

Bill (No 130).—Loi constituant en corporation la " Compagnie du Pont de Grand'Mère " et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand'Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac;

Et, Bill (No 124).—Loi incorporant la ville de Grand'Mère.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 163).—Loi amendant l'article 237 du Code de procédure civile, sans amendement.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 124) incorporant la ville de Grand'Mère; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 130) constituant en corporation la " Compagnie du Pont de Grand'Mère," et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand'Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac; et les dits amendements sont lus la première et deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 125) concernant l'Instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Parent dépose, sur le bureau de la Chambre, un état des travaux de la présente session comme suit:

L'ouverture de cette session a eu lieu le 14 février 1901, étant la première du dixième Parlement.

La prorogation a eu lieu le 28 mars, 1901.

Nombre de jours de session à cette date.....	33
Nombre de séances.....	37
La Chambre a voté.....	24 fois
Pétitions présentées.....	179
Adresses et ordres de la Chambre ordonnés.....	41
Documents mis devant la Chambre : réponses aux adresses et aux ordres de la Chambre.....	27
Documents ordonnés à la dernière session.....	2
Bills présentés à l'Assemblée législative.....	158
Par le gouvernement.....	20
Bills publics.....	59
Bills reçus du Conseil législatif.....	14

NOMBRE DES AVIS DE MOTIONS.

Avis de motions ayant rapport aux interpellations.....	45
Avis de motions se rapportant aux bills.....	143
Avis de motions relatifs aux adresses et ordres.....	37
Avis de motions se rapportant à des résolutions.....	11
La Chambre en comité général sur résolutions.....	11 fois
La Chambre en comité général sur les subsides.....	11 fois
La Chambre en comité général pour considérer divers projets de loi.....	144 fois

RAPPORTS FAITS PAR DES COMITÉS PERMANENTS.

Comité spécial chargé de préparer la liste des comités permanents	1
Bills privés.....	15
Chemins de fer.....	9
Ordres permanents.....	11
Législation et loi expirantes.....	11
Comptes publics.....	1
Impressions.....	1
Privilèges et élections.....	1
Agricultures, Immigration et Colonisation.....	2
Industries.....	2

COMITÉS SPÉCIAUX.

Comité pour considérer le Code municipal.....	3
Comité pour considérer le Bill de la Conciliation.....	1
Comité pour considérer les sociétés coopératives.....	1

E. R. ALLEYN,
Greffier des Archives.

Québec, 28 mars 1901.

Proposé par M. Champagne, secondé par M. Chauret, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état des recettes et dépenses de la Commission des chemins à barrières de l'Ile de Montréal, durant les dix dernières années.

Il est six heures p. m., et la Chambre s'ajourne à huit heures, ce soir.

Huit heures p. m.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 19) constituant en corporation "La Compagnie de pulpe de Métabetchouan."

Et la motion est soumise par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont en conséquence, lu la deuxième fois, et il est

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

Proposé par M. Roy (Kamouraska), secondé par M. DeGrosbois, et

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour ce Bill (No 19), constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Métabetchouan, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vû que ce bill ne peut passer à cette session.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par l'entremise de Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire, qui s'exprime comme suit :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres que cette Chambre se rendent immédiatement dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

E Loi amendant la loi concernant l'organisation des clubs de récréation.

F Loi concernant la formule du décret des statuts passées par la Législature de Québec.

G Loi amendant la loi concernant la nomination des constables par les magistrats de police.

-
- H Loi amendant la loi concernant les pertes causées par l'incendie d'un palais de justice.
- I Loi amendant la loi concernant les serments d'allégeance et d'office.
- K Loi concernant la loi 63 Victoria, chapitre 28.
- L Loi amendant les articles 1342, 1351 et 1357 du Code de Procédure Civile.
- M Loi constituant en corporation *The Royal Saint Lawrence Yacht Club*.
- N Loi amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendie.
- O Loi concernant la continuation de communauté.
- 3 Loi concernant les Conseils de Conciliation et d'Arbitrage pour régler les différends industriels.
- 8 Loi amendant la loi concernant l'agriculture.
- 9 Loi amendant la loi relative au contrat passé entre le gouvernement, la *Standard Assurance Company* et les Sœurs de la Charité de Québec.
- 11 Loi concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright.
- 13 Loi pour changer le chef-lieu du district judiciaire de Beauharnois.
- 14 Loi amendant la loi concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de chemin de fer.
- 17 Loi amendant la loi de la chasse de Québec.
- 18 Loi amendant la loi des mines de Québec.
- 20 Loi amendant la loi des licences de Québec.
- 21 Loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel.
- 25 Loi amendant le Code de procédure civile relativement aux confessions de jugement.
- 31 Loi modifiant la loi connue sous le titre de " Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal, 1890 ".
- 32 Loi confirmant certains arrangements entre le Lord Evêque du diocèse de Montréal et le Recteur de la *Christ Church Cathedral*, dans le dit diocèse.
- 33 Loi autorisant et ratifiant le règlement No 162 de la ville de Salaberry de Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la Compagnie dite *The Montreal Cotton Company*.
- 34 Loi ratifiant la constitution en corporation du " Club de Montréal " et lui accordant certains pouvoirs additionnels.
- 35 Loi concernant la ville de Longueuil et la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada.
- 36 Loi amendant la charte de la cité de Québec.

-
- 37 Loi constituant en corporation " Les Petites Sœurs de la Sainte-Famille ".
 - 38 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgien de la province de Québec, à admettre Moïse Véronneau, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.
 - 39 Loi concernant la *Canadian Electric Light Company Limited*.
 - 40 Loi amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français.
 - 41 Loi constituant en corporation *The William Strachan Company*.
 - 42 Loi organisant la municipalité d'Ascot Corner.
 - 43 Loi amendant les lois qui régissent la Commune de la Seigneurie d'Yamaska.
 - 44 Loi dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois.
 - 46 Loi autorisant James Peter Pidgeon, à exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec.
 - 48 Loi érigeant la municipalité de Sainte-Catherine de Hatley.
 - 49 Loi amendant et refondant la charte de la ville de Richmond.
 - 50 Loi constituant en corporation l'Institut des Sœurs de Notre-Dame du Bon Conseil.
 - 53 Loi constituant en corporation la *Montreal Business Men's League*.
 - 54 Loi constituant en corporation la société religieuse *The Free Methodist Church*, de la province de Québec.
 - 56 Loi autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Marc-Aurèle Lemieux, au nombre de ses membres, après examen.
 - 57 Loi autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Omer Drouin, au nombre de ses membres.
 - 58 Loi amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul.
 - 59 Loi amendant l'acte d'incorporation de l'Hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec.
 - 60 Loi amendant la loi 47 Victoria, chapitre 91, intitulée : " Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud " et la loi qui l'amende.
 - 61 Loi amendant la loi 63 Victoria, chapitre 67, concernant la compagnie du chemin de fer de Québec et Lac Saint Jean.
 - 63 Loi modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull.
 - 64 Loi autorisant Samuel Robert Martin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.
 - 65 Loi concernant la *Laing Packing and Provision Company*.
 - 66 Loi concernant la succession de feu John Pratt.
 - 67 Loi changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott.

-
- 68 Loi constituant en corporation le Club Commercial et Littéraire de Hull.
 - 69 Loi autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre F.-X. Edouard Guay au nombre de ses membres, après examen.
 - 70 Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 46, relative au village de la Pointe-au-Pic, et augmentant ses pouvoirs.
 - 72 Loi constituant en corporation la Compagnie de Téléphone et de lumière électrique du comté de Montmorency.
 - 73 Loi constituant en corporation "l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec."
 - 74 Loi constituant en corporation La Compagnie du Chemin de fer Québec et Baie James.
 - 76 Loi amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central.
 - 77 Loi amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central.
 - 78 Loi constituant en corporation "La compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière."
 - 79 Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen.
 - 82 Loi amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulée: "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent.
 - 86 Loi concernant les subventions municipales.
 - 90 Loi amendant l'article 761 du Code municipal.
 - 93 Loi amendant l'article 1080 du Code municipal.
 - 98 Loi validant les actes faits par les officiers et autres qui n'ont pas prêté le serment d'allégeance.
 - 101 Loi amendant la loi concernant les corporations de ville.
 - 102 Loi amendant la loi concernant les corporations de ville.
 - 103 Loi amendant l'article 165 du Code de procédure civile.
 - 106 Loi amendant l'article 34-35 des Statuts refondus concernant les pouvoirs des fabriques.
 - 109 Loi amendant la loi concernant les tribunaux dans Gaspé.
 - 110 Loi constituant en corporation *The Chevra Kadisha of Montreal*.
 - 111 Loi amendant la charte de la ville de Chicoutimi.
 - 112 Loi constituant en corporation *The Point Saint Charles Amateur Athletic Association*.
 - 114 Loi constituant en corporation le "Monastère de Notre-Dame de Mistassini."
 - 116 Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de Lévis.

-
- 118 Loi autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.
 - 121 Loi autorisant Joseph-David-Edouard Barras à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.
 - 123 Loi amendant l'acte 19 et 20 Victoria, chapitre 128, intitulé. "Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du Cimetière du Mont-Royal."
 - 124 Loi constituant en corporation la ville de Grand'Mère.
 - 125 Loi concernant l'instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal.
 - 126 Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Walter G. Mitchell au nombre de ses membres.
 - 129 Loi amendant la charte de la Compagnie du Gaz de Montréal et les actes qui l'amendent.
 - 130 Loi constituant en corporation "La Compagnie du Pont de Grand'Mère" et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand'Mère et la paroisse de Saint-Théophile du Lac.
 - 131 Loi revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières.
 - 133 Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Léopold Houle au nombre de ses membres, après examen.
 - 134 Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis.
 - 135 Loi ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la *Dominion Cotton Mills Company, Limited*, dans la ville de Magog.
 - 136 Loi constituant en corporation *Warden King & Son, Limited*.
 - 137 Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre John-Joseph Barry au nombre de ses membres.
 - 138 Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Antoine Gobeil au nombre de ses membres, après examen.
 - 140 Loi autorisant la Société canadienne des ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower au nombre de ses membres.
 - 141 Loi amendant la charte de la Compagnie Manufacturière de Chambly.
 - 142 Lot constituant en corporation la *Montreal Light, Heat and Power Company*.
 - 143 Loi constituant en corporation "La compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental".
 - 144 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Cyrille-F. Lussier, à la pratique de la médecine et de la chirurgie.
 - 145 Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville de St-Laurent.
 - 146 Loi amendant la loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8.

-
- 149 Loi amendant la loi concernant l'érection et la division des paroisses.
150 Loi amendant l'article 94 du Code de procédure civile.
155 Loi autorisant les municipalités des cités et villes à faire les dépenses nécessaires pour la réception de Son Altesse Royale le Duc de Cornwall et York.
162 Loi amendant la loi concernant les élections contestées.
168 Loi amendant l'article 237 du Code de procédure civile.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée Législative a adressé la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et a présenté à Son Honneur pour qu'elle veuille y donner sa sanction un bill intitulé :

- (2) Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1901 et le 30 juin 1902, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de clore la première session de la dixième législature de la province de Québec par le

DISCOURS suivant :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je suis heureux, à la fin de cette session, de vous féliciter de la diligence que vous avez apportée à l'accomplissement de vos devoirs publics, et de la courtoisie qui a présidé à toutes vos délibérations.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous avez votés pour les différentes branches du service public. Mon gouvernement verra à ce qu'il soient employés avec une intelligente économie, et pour les fins auxquelles ils sont destinés.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative,

En vous relevant de vos devoirs parlementaires, je vous offre mes vœux les plus sincères pour la prospérité de la Province, et pour votre bonheur et celui de vos familles.

Alors, l'honorable Orateur du Conseil législatif, dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, que cette législature soit prorogée jusqu'à jeudi, le deuxième jour de mai prochain, pour être ici tenue ; et cette législature provinciale est, en conséquence, prorogée à jeudi, le deuxième jour de mai prochain.

INDEX

DU

TRENTE-CINQUIEME VOLUME

1 EDOUARD VII, 1901

ABATTOIRS :—Motion à l'effet qu'il serait désirable que le gouvernement prit les mesures nécessaires pour assurer l'établissement d'abattoirs dans cette province. (L'hon. M. Langelier), 276
Amendement de M. Garneau, agréé, 277.

ABATTOIRS :—Pétitions en faveur de l'établissement d'—dans cette province. Voir *Pétitions*.

Adresses :

A Sa Majesté le Roi Edouard Sept, à l'occasion de la mort de la Reine Victoria, et de son avènement au Trône, 9. Message du Conseil, 15. Au Lieutenant-Gouverneur le priant de transmettre l'adresse au Gouverneur-Général, 15.

Au Lieutenant-Gouverneur :—En réponse au discours du Trône à l'ouverture de la session, 12. Réponse, 49.

Le priant d'émettre ses mandats, 154.

AGRICULTURE :—

1. Loi amendant la loi concernant l'agriculture. Voir *Bills*, 8.
2. Rapport du Commissaire de l'agriculture de la province de Québec pour 1900. Voir *Documents*, 2.

AGRICULTURE, ÉCOLES D'—:— Documents relatifs à l'enseignement, dans les écoles d'agriculture, de la culture des plantes potagères, légumes et fruits, et à leur mise en conserves. Voir *Documents*, 1.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité de l'—, nommé, 7, 24. Premier rapport, 34; second, 127. Députés ajoutés aux autres membre du comité—, 30, 38.

ALIÉNÉS :—Voir *Bills*, 15.

ALLÉGEANCE :—Loi validant les actes faits par les officiers et autres qui n'ont pas prêté le serment d'—. Voir *Bills*, 98, 161.

ALTON :—Copie de documents concernant la vente du lot No 15 dans le 5ième rang Alton. Voir *Documents*, 8.

ARBITRAGE :—Voir *Bills*, 3.

ARPENTEURS :—Loi amendant la loi concernant les —. Voir *Bills*, 157.

ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS, SOCIÉTÉ DES :—Loi amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français. Voir *Bills*, 40.

ASCOT CORNER :—Voir *Bills*, 42.

Assemblée législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 2; à la clôture de la session, 312; pour la sanction de certains bills, 298.
2. La Chambre siège après minuit, 236.
3. Devant avoir deux séances le même jour, 194.
4. Devant siéger le samedi, 121.
5. Copie de l'arrêté-en-conseil recommandant la dissolution de l'Assemblée législative, mentionné dans la proclamation de novembre dernier, 1900. Voir *Documents*, 4.

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES :—Comité nommé pour examiner le bill concernant les—, 201. Rapport, 203. Voir *Bills*, 96.

ASSOCIATION DES MANUFACTURIERS DE CHAUSSURES DE QUEBEC :—Loi constituant en corporation l'—. Voir *Bills*, 73.

ASSURANCE, COMPAGNIES D'— :—Liste des primes reçues par les différentes compagnies d'assurance dans la province de Québec, contenant le nom des compagnies, leur bureau principal, le montant reçu pour chacune d'elles, dans la province de Québec, en 1899, et les taxes payées par chacune d'elles. Voir *Documents*, 5.

ASSURANCE MUTUELLE, CIE D'— :—Loi conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Canada. Voir *Bills*, 52.

BAIE DES CHALEURS. CHEMIN DE FER DE LA— :—Copie de toutes requêtes adressées depuis un an au gouvernement de la province de Québec, à l'honorable Premier-Ministre ou à aucun membre du gouvernement, au sujet de la continuation du chemin de fer de la Baie des Chaleurs jusqu'au Bassin de Gaspé, et de la construction d'une ligne à travers la péninsule de Gaspé, dite "ligne courte." Voir *Documents*, 6.

BAIE JAMES :—Rapport de l'exploration faite par Henry O'Sullivan, Ecr., arpenteur géomètre, depuis le Lac St-Jean jusqu'à la Baie James. Voir *Documents*, 48.

BANQUE POPULAIRE DE LÉVIS :—Documents en la possession du gouvernement, se rapportant à la Banque populaire de Lévis. Voir *Documents*, 7.

BARRAS, J. D. E. :—Loi l'autorisant à pratiquer la chirurgie-dentaire. Voir *Bills*, 121.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—Voir *Bills*, 80.

BARRY, J. J. :—Loi autorisant le barreau à l'admettre au nombre de ses membres. Voir *Bills*, 157.

BAXTER, F. H. A. :—Voir *Bills*, 45.

BEAUDRY :—Loi concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry. Voir *Bills*, 139.

BEAUHARNOIS :—

1. Résolutions concernant le chef-lieu du district de —, 219. Chambre en comité, progrès, 230 ; de nouveau en comité, 237 ; résolutions rapportées, 239 ; agréées, 240. Voir *Bills*, 13.
2. Loi concernant le chef-lieu de—. Voir *Bills*, 13.
3. Etat indiquant les recettes des greffes de la cour supérieure et de la cour de circuit du chef-lieu du district de Beauharnois, des dépenses encourues par ces greffes pour les années 1898, 1899 et 1900. Voir *Documents*, 8.

4. Voir aussi *Documents*, 23, 30.

BÉGIN, E. H. :—Loi autorisant le barreau de la paroisse de Québec à admettre Edouard Honoré Bégin, au nombre de ses membres, après examen. Voir *Bills*, 47.

BERNATCHEZ, AURÉLIEN :—Loi l'admettant au barreau. Voir *Bills*, 79.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport du —, 13.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—Comité de la —. Membres nommés par le Conseil, 48. Par l'Assemblée, 49.

Bills :—DIVERSES PROCÉDURES :

1. Lu deuxième fois sur division, 107.
2. Considération renvoyée à une date spéciale, 156.
3. Renvoi à six mois proposé à la 3ème lecture, rejeté, 297
4. Deuxième lecture renvoyé à six mois, 78, 133.
5. Motion à l'effet de permettre à un député de se substituer au promoteur d'un bill, retirée, 221.
6. Passé sans être considéré par le comité, 68, 155.
7. Le comité se lève sans faire rapport, 149, 200.
8. Passé avec diligence spéciale, 84, 307.
9. Bill renvoyé de nouveau au comité, 117.
10. Rejeté en comité général, ré-inscrit sur les ordres du jour, 164
11. Retiré, 193.
12. Ré-inscrit sur les ordres du jour, 164.
13. Amendés par le Conseil législatif, 223, 270, 238.

Bills :

B. Bill (du Conseil législatif) constituant en corporation la compagnie dite: "The Valleyfield and St. Hyacinth Railway Company," (M. Perrault), 1ère lecture, 264; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 271.

BILLS:—*Suite.*

C. Bill (du Conseil législatif) amendant l'article 3560a des Statuts refondus, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 194; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 220; rapporté, rejeté, 243.

D. Bill (du Conseil législatif) concernant l'admission au barreau de certains étudiants, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 113; 2ème lecture, envoyé au comité général, considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 123; sanctionné, 298. (I Ed. VII, ch. 24)

E. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant l'organisation des clubs de récréation, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture 65; 2ème lecture sur division, envoyé en comité général, considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 110; sanctionné, 312. (I Ed. VII, ch. 29.)

F. Bill (du Conseil législatif) concernant la formule du décret des Statuts passés par la Législature de Québec, (l'hon. M. Duffy), 1ère et 2ème lecture, 270; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 281; sanctionné, 312. (I Ed. VII, ch. 6.)

G. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant la nomination des constables par les magistrats de police, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 65; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 100; sanctionné, 312. (I Ed. VII, ch. 16.)

H. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant les pertes causées par l'incendie d'un palais de justice, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 91; 2ème lecture, envoyé en comité général, considéré, amendé rapporté, amendement lu une 1ère et 2ème fois sur division, agréé, réimpression du bill ordonné, 114, 3ème lecture sur division et passé, 194; amendements de l'Assemblée législative, agréés par le Conseil, 263; sanctionnée, 313. (I Ed. VII, ch. 17.)

I. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant les serments d'allegéance et d'office, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 162; 2ème lecture, envoyé en comité général, considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 185; sanctionné; 313. (I Ed. VII, ch. 9.)

K. Bill (du Conseil législatif) concernant la loi 63 Victoria, chapitre 28, (l'hon. M. Duffy). 1ère lecture, 113; 2ème lecture, envoyé en comité général, considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 144; sanctionné, 313. (I Ed. VII, ch. 25.)

L. Bill (du Conseil législatif) amendant les articles 1342, 1351 et 1357 du Code de procédure civile, (M. Robitaille), 1ère et 2ème lecture, 270; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 283; sanctionné, 313. (I Ed. VII, ch. 37.)

BILLS:—Suite.

M. Bill (du Conseil législatif) constituant en corporation, "*The Royal St. Lawrence Yacht Club*" (M. Weir), 1ère lecture, 161 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 166 ; rapporté sans amendement, 203 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 215 ; sanctionné, 313. (I Ed., VII, ch. 76.)

N. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendies, (l'hon. M. Duffy), 1ère et 2ème lecture, 271 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture sur division et passé, 282 ; sanctionné, 313. (I Ed., VII, ch. 18.)

O. Bill (du Conseil législatif) concernant la continuation de la communauté, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 2ème lecture, comité général, considéré, 306 ; rapporté, 3ème lecture et passé, 307 ; sanctionné, 313. (I Ed., VII, ch. 32.)

1. Bill relatif à la prestation des serments d'office, (l'hon. M. Parent), 1ère lecture, 4.

2. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1901 et le 30 juin 1902, et pour d'autres fins du service public, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 276 ; 2ème et 3ème lecture et passé, 296 ; passé par le Conseil législatif, 308 ; sanctionné, 317. (I Ed., VII, ch. 1.)

3. Bill concernant les Conseils de Conciliation et d'Arbitrage pour régler les différends industriels, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture sur division, 110 ; considéré en comité général, progrès, 114 ; de nouveau en comité général, progrès, 121 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté, 123 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 123 ; passé par le Conseil législatif, 222 ; sanctionné, 313. (I Ed., VII, ch. 31.)

4. Bill modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, (l'hon. Duffy), 1ère, 2ème, 3ème lecture et passé 84 ; passé par le Conseil législatif, 149 ; sanctionné, 298. (I Ed., VII, ch. 30.)

5. Bill amendant la loi concernant l'organisation des départements, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 180 ; 2ème lecture sur division, comité général, considéré et rapporté, 3ème lecture sur division et passé, 208 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, amendements lus 2 fois et agréés, 270 ; sanctionné, 298. (I Ed., VII, ch. 8.)

6. Bill amendant et refondant la loi concernant l'hygiène publique (l'hon. M. Turgeon), 1ère lecture, 37 ; 2ème lecture sur division, 58 ; comité général, progrès, 72 ; rapporté avec amendements, amendements lus 2 fois, agréés, 3ème lecture et passé, 81 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus une 1ère fois, 223 ; amendements du Conseil législatif lus 2 fois et agréés, 237 ; sanctionné 298. (I Ed., VII, ch. 19.)

BILLS :—*Suite.*

8. Bill amendant la loi concernant l'agriculture (l'hon. M. Déchène), 1ère lecture, 55 ; 2ème lecture et référé au comité d'agriculture, 83 ; rapporté avec amendements, 127 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 197 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 263 ; sanctionné, 313. (1 Ed., VII, ch. 14.)

9. Bill amendant la loi relative au contrat passé entre le gouvernement, la *Standard Assurance Company* et les Sœurs de la Charité de Québec, (l'hon. M. Turgeon), 1ère lecture, 63 ; 2ème, 3ème lecture et passé, 68 ; passé par le Conseil législatif, 95 ; sanctionné, 313. (1 Ed., VII, ch. 3.)

11. Bill concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 129 ; 2ème lecture sur division, envoyé en comité, considéré, amendé et rapporté, amendements lus une 1ère et 2ème fois, puis agréés, 3ème lecture et passé, 229 ; passé par le Conseil législatif, 308 ; sanctionné, 313. (1 Ed. VII, ch. 5.)

13. Bill pour changer le chef-lieu du district judiciaire de Beauharnois, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 240 ; motion par l'hon. M. Gouin pour 2ème lecture, objection par l'hon. M. LeBlanc que ce bill n'est pas un bill public ; décision de l'Orateur renvoyant l'objection, 247 ; motion par l'hon. M. Gouin pour 2ème lecture, objection par l'hon. M. Pelletier, renvoyée, 2ème lecture sur division, 249 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendements lus une 1ère fois, 268 ; amendements lus une 2ème fois sur division, 273 ; amendements agréés, 3ème lecture et passé, 281 ; passé par le Conseil législatif, 308 ; sanctionné, 313. (1 Ed. VII, ch. 4.)

14. Bill amendant la loi concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de chemin de fer, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 153 ; 2ème lecture sur division, 185 ; 3ème lecture et passé, 185 ; passé par le Conseil législatif, 223 ; sanctionné, 313. (1 Ed. VII, ch. 2.)

15. Bill concernant l'Hôpital Protestant des Aliénés, (l'hon. M. Turgeon), 1ère lecture, 149 ; 2ème, 3ème lecture et passé, 155.

16. Bill amendant la loi concernant les cimetières et les inhumations et exhumations, (l'hon. M. Turgeon), 1ère lecture, 104 ; 2ème lecture, comité général, considéré et rapporté, 144 ; 3ème lecture et passé, 145 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 263 ; amendements lus 2 fois et agréés, 264 ; sanctionné, 298. (1 Ed. VII, ch. 23.)

17. Bill amendant la loi de la chasse de Québec, (l'hon. M. Parent), 1ère lecture, 179 ; 2ème lecture sur division, envoyé en comité, rapporté, 3ème lecture sur division et passé, 219 ; par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 286 ; sanctionné, 313. (1 Ed. VII, ch. 12.)

BILLS :—Suite.

18. Bill amendant la loi des mines de Québec, (l'hon. M. Turgeon), 1ère lecture, 209 ; 2ème lecture sur division, comité général, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3ème lecture sur division et passé, 246 ; passé par le Conseil législatif, 301 ; sanctionné, 313. (1 Ed. VII, ch. 13.)

19. Bill amendant la loi des élections contestées, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 231 ; 2ème lecture, comité général, considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 283.

20. Bill amendant la loi des licences de Québec, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 231 ; 2ème lecture, comité général, progrès, de nouveau en comité général, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois, adoptés, 3ème lecture sur division et passé, 266 ; passé par le Conseil législatif, 308 ; sanctionné, 313. (1 Ed. VII, chap. 11).

21. Bill amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel, (M. Chicoyne), 1ère lecture, 179 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 206 ; rapporté avec amendements, 221 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 241 ; passé par le Conseil législatif, 308 ; sanctionné, 313, (1 Ed. VII, ch. 20).

22. Bill concernant la constitution en corporation et l'administration des compagnies commerciales, (M. Hutchinson), 1ère lecture, 152.

23. Bill amendant le Code municipal, (M. Chênevert)—1ère lecture et référé au comité du Code municipal, 179.

24. Bill amendant l'article 1994c du Code civil (M. Taschereau), 1ère lecture, 129.

25. Bill amendant le Code de procédure civile relativement aux confession de jugement, (M. Roy, St-Jean), 1ère lecture, 152 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 184 ; rapporté avec amendements, 191 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 206 ; passé par le Conseil législatif, 308 ; sanctionné, 313. (1 Ed. VII, ch. 36.)

26. Bill amendant les articles 1234 du Code civil, (M. Taschereau), 1ère lecture 130 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 164.

27. Bill amendant les articles 335 et 396 du Code de procédure civile, (M. Taschereau), 1ère lecture, 130 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 164 ; rapporté avec amendements, 202 ; comité général, rapporté ; 3ème lecture et passé, 218.

BILLS :—Suite.

29. Bill amendant le chapitre deuxième du titre sixième des Statuts refondus, (M. Béland) 1ère lecture, 129; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 201.

30. Bill amendant l'article 213 du Code civil, (l'hon. M. Pelletier), 1ère lecture, 130; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 163; rapporté, (rejeté), 243.

31. Bill modifiant la loi connue sous le titre de " Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal, 1830," (M. Watts), pétition, 24; rapport, 39; 1ère lecture, 43; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51; rapporté sans amendement, 88; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 104; passé par le Conseil législatif, 204; honoraire remis sur division, 289; sanctionné, 313. (1 Ed. VII, ch. 84.)

32. Bill confirmant certains arrangements entre le Lord Evêque du Diocèse de Montréal et le Recteur de la " Christ Church Cathedral ", dans le dit diocèse, (M. Hutchinson), pétition, 28; rapport, 39; 1ère lecture, 41; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51; rapporté sans amendement, 74; en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 92; passé par le Conseil législatif, 159; motion pour remise de l'honoraire payé, adopté, 241; sanctionné, 313. (1 Ed. VII, ch. 85.)

33. Bill autorisant et ratifiant le règlement No 162 de la ville de Salaberry de Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la compagnie dite *The Montreal Cotton Company*. (M. Bergevin) pétition, 36; rapport 39; 1ère lecture, 40; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51; rapporté sans amendement, 150; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 165; passé par le Conseil législatif, sans amendement, 244; sanctionné, 313. (1 Ed. VII, ch. 48.)

34. Bill ratifiant la constitution en corporation du " Club de Montréal, " et lui accordant certains pouvoirs additionnels. (M. Hutchinson), pétition, 27; rapport, 39; 1ère lecture 41; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51; rapporté sans amendement, 74; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 92; passé par le Conseil législatif avec amendements, 223; amendements lus une 1ère et 2ème fois, puis agréés, 223; sanctionné, 313. (1 Ed. VII. ch. 77.)

35. Bill concernant la ville de Longueuil et la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada (M. Perrault), pétition, 11; rapport, 46; 1ère lecture, 48; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 58; rapporté, sans amendement, 74; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 92; passé par le Conseil législatif, 159; sanctionné, 313, (1 Ed. VII, ch. 47.)

BILLS:—Suite.

36. Bill amendant la charte de la cité de Québec, (M. Robitaille), pétition, 27 ; rapport, 43 ; 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 58 ; rapporté avec amendements, 71 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 80 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 204 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 204 ; sanctionné, 213. (1 Ed VII, ch. 42.)

37. Bill constituant en corporation " Les Petites Sœurs de la Sainte-Famille," (M. Pelletier, Sherbrooke), pétition, 29 ; rapport, 46 ; 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 63 ; rapporté avec amendements, 88 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 102 ; passé par le Conseil législatif, 159 ; honoraire remis, 262 ; sanctionné, 314. (1 Ed. VII, ch. 89.)

38. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Moïse Véronneau, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen, (M. Girard), pétition, 26 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 124 ; rapporté avec amendements, 192 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 213 ; motion pour remise d'honoraire rejetée, 294 ; passé par le Conseil législatif, 302 ; sanctionné, 314. (1 Ed. VII, ch. 110.)

39. Bill concernant la *Canadian Electric Light Company, Limited* (M. Robitaille), pétition, 29 ; rapport, 51 ; 1ère lecture, 54 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 73 ; rapporté avec amendements, 96 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 104 ; passé par le Conseil législatif, 222 ; sanctionné, 314. (1 Ed. VII, ch. 68.)

40. Bill amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens Français, (M. Lacombe), pétition, 11 ; rapport, 46 ; 1ère lecture, 47, 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 58 ; rapporté avec amendements, 150 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 164 ; passé par le Conseil législatif avec un amendement, amendement lu 2 fois et agréé, 213 ; motion pour remise d'honoraire adoptée, 285 ; sanctionné, 314. (1 Ed. VII, ch. 79.)

41. Bill constituant en corporation " The Willian Strachan Company," (M. Hutchison), pétition, 27 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 40, 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51, rapporté avec amendements, 111 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, 125 ; amendements lus 2 fois et adopté, 125 ; 3ème lecture et passé, 125 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus une 1ère et 2ème fois puis agréés, 223 ; sanctionné, 314. (1 Ed. VII, ch. 75.)

42. Bill érigeant la municipalité de Saint-Stanislas de Kotska, (Ascot Corner) (M. Pelletier, Sherbrooke), pétition, 29 ; rapport, 60 ; 1ère lecture, 60 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés 66 ; rapporté et référé

BILLS:—Suite.

à la Chambre avec recommandation de le présenter comme bill public, 111 ; référé de nouveau au comité des bills privés, 124 ; rapporté avec amendements, 150 ; considéré en comité général, rapporté, motion Pelletier (Sherbrooke) pour 3ème lecture, amendement Mackenzie pour renvoi à six mois, amendement rejeté sur division, motion principale adoptée sur division, 3ème lecture et passé, 232 ; passé par le Conseil législatif, 308 ; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 54.) Pétitions adverses, 103, 126.

43. Bill amendant les lois qui régissent la Commune de la Seigneurie d'Yamaska, (M. Allard), pétition, 11 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 43 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 52 ; rapporté avec amendements, 74 ; considéré en comité général, rapporté, ; 3ème lecture et passé, 93 ; passé par le Conseil législatif, 159 ; motion pour remise d'honoraire rejetée sur division, 289 ; sanctionné, 314. (1 Ed. VII, ch. 56.)

44. Bill dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois, (M. Décarie), pétition, 36 ; rapport, 40 ; 1ère lecture, 44 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51 ; rapporté sans amendement, 128 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 159 ; de nouveau en comité général, rapporté, 184 ; 3ème lecture et passé, 184 ; passé par le Conseil législatif, sans amendement, 163 ; sanctionné, 314. (1 Ed. VII, ch. 96.)

45. Bill autorisant F. H. A. Baxter à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, pétition, 11 ; rapport, 87 ; (l'hon. M. Langelier), 1ère lecture, 89 ; proposition de suspendre le 5ème paragraphe de la 57ème règle de la Chambre, adoptée après vote, 120 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 124 ; rapporté sans amendement, 192 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 210 ; passé par le Conseil législatif, 285 ; motion pour remise d'honoraire rejetée sur division, 291 ; sanctionné, 298, (1 Ed. VII, ch. 113).

46. Bill autorisant James Peter Pidgeon à exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec, (l'hon. M. Langelier), pétition 10 ; rapport, 87 ; 1ère lecture, 88 ; proposé de suspendre le 5ème paragraphe de la 57ème règle de la Chambre, adopté après vote, 120 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 124 ; rapporté avec amendements, 192 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 212 ; motion pour remise d'honoraire rejetée sur division 291 ; passé par le Conseil législatif, 301 ; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 109.)

47. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Edouard Honoré Bégin, au nombre de ses membres, après examen, (M. Roy, Kamouraska), pétition, 27 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 44 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51 ; rapporté sans amendement, 74 ; considéré en comité général, rapporté, 93 ; 3ème lecture et passé, 98 ; passé par le Conseil législatif, 159 ; motion pour remise d'honoraire rejetée après le vote, 288 ; sanctionné, 298. (I. Ed. VII, ch. 99.)

BILLS:—*Suite.*

48. Bill érigeant la municipalité de Sainte-Catherine de Hatley, (M. Lovell), pétition, 29; rapport, 73; 1ère lecture, 76; 2ème lecture référé au comité des bills privés, 95; rapporté avec amendements, 128; considéré en comité général, rapporté, 128; 4ème lecture et passé, 156; passé par le Conseil législatif sans amendement, 244; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 55.)

49. Bill amendant et refondant la charte de la ville de Richmond, (M. Mackenzie), pétition, 27; rapport, 39; 1ère lecture, 41; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 52; rapporté avec amendements, 162; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 180; passé par le Conseil législatif avec amendements, 270; amendements lus 2 fois et agréés, 271; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 50.)

50. Bill constituant en corporation l'Institut des Sœurs de Notre-Dame du Bon Conseil, (M. Petit), pétition, 36; rapport, 39; 1ère lecture, 41; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 52; rapporté avec amendements, 71; considéré en comité général, rapporté, 80; 3ème lecture et passé, 80; passé par le conseil législatif, 160; honoraire remis, 262; sanctionné, 314 (I Ed. VII, ch. 90.)

51. Bill autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec à admettre J. E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Taschereau), pétition, 29; rapport, 39; 1ère lecture, 41; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51; rapporté avec recommandation de suspendre le 5e paragraphe de la 57e règle, 96; 3ème lecture et passé, 146; passé par le Conseil législatif avec amendements, 263; amendements lus 2 fois et agréés, 264; sanctionné, 298. (I Ed. VII, ch. 107).

52. Bill conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Canada, (M. Daignault), pétition, 34; rapport, 73; 1ère lecture, 75; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 95; rapporté avec recommandation que permission soit donnée de retirer ce bill, ce qui est adopté 111; motion Daignault pour référer de nouveau au comité des bills privés, adoptée sur division, 217; rapporté avec amendements, 220, considéré en comité général, rapporté, 236; 3ème lecture et passé, 236.

53. Bill constituant en corporation la "Montreal Business Men's League," (M. Hutchinson), pétition, 28; rapport, 39; 1ère lecture, 40; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51; rapports avec amendements 71; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 80; passé par le Conseil législatif, 160; motion pour remise d'honoraire rejetée sur division, 287; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 81.)

BILLS :—*Suite.*

54. Bill constituant en corporation la société religieuse "The Free Methodist Church," de la province de Québec, (M. Watts), pétition, 11; rapport, 39; 1ère lecture, 43; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 52; rapporté sans amendement, 88; considéré en comité général, rapporté, 105; 3ème lecture et passé, 105; passé par le Conseil législatif, 204; honoraire remis sur division, 294; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 87.)

55. Bill concernant la succession de feu Charles Théodore Viau, (M. Décarie), pétition, 27; rapport, 46; 1ère lecture, 47; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 58; rapporté avec amendements, 111; considérée en comité général, rapporté, 125; 3ème lecture et passé, 126; passé par le Conseil législatif avec des amendements, 233; amendements lus une 1ère et 2e fois et agréés, 224; sanctionné, 299. (I Ed. VII, ch. 97.)

56. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres, après examen, (l'hon. M. Langelier) pétition 27; rapport 39; 1ère lecture, 42; proposé de suspendre le 5ème paragraphe de la 57ème règle de la Chambre, adopté après vote, 120; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 124; rapporté sans amendement, 192; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 211; motion pour remise d'honoraire rejetée, 292; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 105.)

57. Bill autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Omer Drouin au nombre de ses membres, (l'hon. M. Langelier), pétition, 26; rapport 39; 1ère lecture, 41; proposé de suspendre le 5ème paragraphe de la 57ème règle de la Chambre, adopté après vote, 120; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 124; rapporté sans amendement, 192; comité général, rapporté 3ème lecture et passé, 211; motion pour remise d'honoraire, rejetée sur division, 291; passé par le Conseil législatif, 301; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 101.)

58. Bill amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal. (M. Décarie), pétition, 29; rapport, 29; 1ère lecture, 44; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 58; rapporté avec amendements, 128; considéré au comité général, rapporté, 158; 3ème lecture et passé, 158; passé par le Conseil législatif sans amendement, 344; motion pour remise d'honoraire adoptée après vote, 290; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 83.)

59. Bill amendant l'acte d'incorporation de l'Hôpital Jeffery Hall, de la cité de Québec (M. Hearn), pétition, 27; rapport, 54; 1ère lecture, 55; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 63; rapporté sans amendement, 74; considérée en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 93; passé par le Conseil législatif avec un amendement, 160; amendement lu une première fois et 2ème et agréé, 160; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 91.)

BILLS :—*Suite.*

60. Bill amendant la loi 47 Victoria, chapitre 91, intitulée : " Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud " et la loi qui l'amende, (M. Robitaille), pétition, 28, rapport, 54 ; 1ère lecture, 54 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 63 ; rapporté sans amendement, 88 ; considéré en comité général, rapporté, 101 ; 3ème lecture et passé, 101 ; passé par le Conseil législatif, 160 ; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 95.)

61. Bill amendant la loi 63 Victoria, chapitre 67, concernant la compagnie du chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean, (M. Robitaille), pétition, 28 ; rapport, 54 ; 1ère lecture, 54 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 64 ; rapporté avec amendements, 96 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 105 ; passé par le Conseil législatif, 204 ; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 61.)

63. Bill modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull, (M. Major), pétition, 11 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 42 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 73 ; rapporté avec amendements, 128 ; considéré en comité général, rapporté, 158 ; 3ème lecture et passé, 159 ; passé par le Conseil législatif avec plusieurs amendements ; amendements lus une 1ère et 2ème fois ; motion Major faisant des amendements aux amendements du Conseil législatif, adoptée, 231 ; motion pour remise d'honoraire rejetée, 295 ; amendements faits par l'Assemblée législative aux amendements du Conseil agréés par ce dernier, 305 ; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 45.)

64. Bill autorisant Samuel Robert Martin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, (M. Major), pétition, 11 ; rapport, 89 ; 1ère lecture, 42 ; motion pour suspendre le 5ème paragraphe de la 57ème règle de la chambre, adopté sur division, 121 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 124 ; rapporté avec amendements, 192 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 213 ; motion pour remise d'honoraire rejetée sur division, 288 ; passé par le Conseil législatif, 301 ; sanctionné, 314. (I Ed. VII, ch. 115.)

65. Bill concernant la " Laing Packing and Provision Company," (M. Hutchinson), pétition, 28 ; rapport, 46 ; pétition adverse, 127 ; 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture et référé en comité des bills privés, 58 ; rapporté avec amendements, 128 ; considéré en comité général, rapporté, motion Hutchinson pour 3ème lecture, amendement Dupuis pour renvoi en comité général, motion en amendement rejeté par le vote, motion principale adoptée, 216 ; 3ème lecture et passé, 217 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 310 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 302 ; sanctionné, 314. (I Ed. ch. 72.)

BILLS :—*Suite.*

66. Bill concernant la succession de feu John Pratt, (M. Lacombe), pétition, 11; rapport, 39; 1ère lecture, 41; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51; rapporté sans amendement, 116; considéré en comité général, rapporté, 145; 3ème lecture et passé, 146; passé par le Conseil législatif sans amendement, 244; sanctionné, 314. (1 Ed. VII, ch. 94.)

67. Bill changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott, (M. Hutchinson), pétition, 28; rapport, 39; 1ère lecture, 40; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51; rapporté sans amendement, 71; considéré en comité général, rapporté, 79; 3ème lecture et passé, 79; passé par le Conseil législatif, 204; motion pour remise d'honoraire rejetée sur division, 290; sanctionné, 314. (1 Ed. VII, ch. 116.)

68. Bill constituant en corporation le Club Commercial et Littéraire de Hull, (M. Major), pétition, 11; rapport, 39; 1ère lecture, 43; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 52; rapporté avec amendements, 88; considéré en comité général, rapporté, 101; 3ème lecture et passé, 102; passé par le Conseil législatif, 160; honoraire remis sur division, 288; sanctionné, 315. (1 Ed. VII, ch. 78.)

69. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre F. X. Guay au nombre de ses membre, après examen, (M. Robitaille), pétition, 28; rapport, 39; 1ère lecture, 43; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51; rapporté sans amendement, 71; considéré en comité général, rapporté, 79; 3ème lecture et passé, 79; passé par le Conseil législatif, 222; motion pour remise d'honoraire rejetée par le vote, 289; motion pour remise d'honoraire vu que ce bill est devenu inutile par suite de l'opération d'une loi générale, adoptée, 307; sanctionné, 315. (1 Ed. VII, ch. 103.)

70. Bill amendant la loi 40 Victoria, chapitre 46, relative au village de la Pointe-au-Pic, et augmentant ses pouvoirs, (M. Morin), pétition, 36; rapport, 73; 1ère lecture, 75; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 114; rapporté avec amendements, 162; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 180; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendement lus une 1ère fois, 286; motion pour remise d'honoraire rejetée, 290; amendements lus une 2ème fois et adoptés, 296; sanctionné, 314. (1 Ed. VII, ch. 53.)

71. Bill constituant en corporation "La Compagnie Paquet, limitée" (M. Taschereau), pétition, 36; rapport, 54; 1ère lecture, 55; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 63; rapporté sans amendement, 74; considéré en comité général, rapporté, 93; 3ème lecture et passé, 93; passé par le Conseil législatif, 160; sanctionné, 298. (1 Ed. VII, ch. 73.)

BILLS:—*Suite.*

72. Bill constituant en corporation la Compagnie de Téléphone du comté de Montmorency, (M. Taschereau), pétition, 29 ; rapport, 54 ; 1ère lecture, 54 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 73 ; rapporté avec amendements, 152 ; considéré en comité général, rapporté, 165 ; 3ème lecture et passé, 165 ; passé par le Conseil législatif sans amendement avec changement dans le titre du bill, 244 ; cet amendement lu 2 fois et agréé, 244 ; motion pour remise d'honoraire rejetée, 292 ; sanctionné, 315. (1 Ed. VII, chap. 70.)

73. Bill constituant en corporation l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec, (M. Taschereau,) pétition, 29 ; rapport, 54 ; 1ère lecture, 55 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 63 ; rapporté sans amendement, 74 ; considéré en comité général, rapporté, 92 ; 3ème lecture et passé 92 ; passé par le Conseil législatif, 160 ; sanctionné, 315. (1 Ed. VII, ch. 80.)

74. Bill constituant en corporation La Compagnie du Chemin de fer Québec et Baie James, (M. Tanguay,) pétition, 29 ; rapport, 54 ; 1ère lecture, 55 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 64 ; rapporté avec amendements, 191 ; comité général, amendé, rapporté, 213 ; amendements lus 2 fois, adoptés, 3ème lecture et passé, 214 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 300 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 303 ; sanctionné, 315. (1 Ed. VII, ch. 62.)

75. Bill autorisant la " Ristigouche Boom Company " à construire et exploiter des estacades et des jetées dans la province de Québec (M. Taschereau,) pétition, 29 ; rapport, 60 ; 1ère lecture, 60 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 66 ; rapporté et permis de retirer, avec remise, moins frais d'impression et traduction, 193.

76. Bill amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central, (M. Robitaille,) pétition, 28 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 43 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 52 ; rapporté avec amendements, 75 ; considéré en comité général, rapporté 94 ; 3ème lecture et passé, 94 ; passé par le Conseil législatif, 160 ; sanctionné, 315. (1 Ed. VII, ch. 59.)

77. Bill amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central, (M. Robitaille)—Pétition, 28 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 43 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 52 ; rapporté sans amendement, 75 ; considéré en comité général, rapporté, 94 ; 3ème lecture et passé, 94 ; passé par le Conseil législatif, 160 ; motion pour remise d'honoraire rejetée par vote, 289 ; sanctionné, 315. (1 Ed. VII ch. 60.)

BILLS :—*Suite.*

78. Bill constituant en corporation " La compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière " (l'hon. M. Langelier,) pétition, 29 ; rapport, 87 ; 1ère lecture, 89 ; 2ème lecture et référé au comité de chemin de fer, 102 ; rapporté avec plusieurs amendements, 117 ; considéré en comité général, rapporté, 146 ; 3ème lecture et passé, 146 ; passé par le Conseil législatif, 263 ; sanctionné, 315. (I Ed. VII ch. 64.)

79. Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen. (M. Roy, Montmagny.) Pétition, 11 ; rapport, 39, 1ère lecture, 45 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 124 ; rapporté sans amendement, 203 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 214 ; motion pour remise d'honoraire rejetée sur division, 294 ; passé par le Conseil législatif, 301 ; sanctionné, 315. (1 Ed. VII, ch. 100.)

80. Bill concernant le Barreau de la province de Québec, (M. Dupuis), 1ère lecture, 98 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 108 ; rapporté avec recommandation de l'étudier durant la vacance, pour le présenter lors de la prochaine session, 117 ; sur motion Dupuis, de nouveau référé au comité de législation, 117.

81. Bill amendant la loi de l'Instruction publique, (M. Allard), 1ère lecture, 30 ; propose que le bill soit lu une 2ème fois, propose en amendement que le bill ne soit pas maintenant lu une 2e fois, mais dans 6 mois, motion en amendement mise aux voix et adoptée après le vote, 77.

82. Bill amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31. intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent (M. Cochrane), 1ère lecture, 30 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 38 ; rapporté avec amendements, 74 ; considéré en comité général et rapport de progrès, 121 ; de nouveau en comité général et rapport de progrès, rapporté avec des amendements lus une 1ère fois, 155 ; amendements lus 2 fois et agréés, 183 ; amendements pour renvoi au comité général avec instruction de l'amender de nouveau, motion en amendement rejetée, 224 ; 3ème lecture et passé, 227 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 305 ; amendements lus une 1ère fois, 306 ; amendements lus une 2ème fois vû urgence et adoptés, 307 ; sanctionné, 315. (I Ed. VII, ch. 40.) Pétition adverse, 179.

83. Bill amendant le Code civil et décrétant des dispositions relatives à l'adoption, (M. Hutchinson), 1ère lecture, 30 ; 2ème lecture sur division, référé au comité de législation, 45 ; rapporté avec suggestion d'en faire une étude pendant la vacance de cette Chambre, 128.

BILLS :—*Suite.*

84. Bill amendant de nouveau le Code municipal, (M. de Grosbois), 1ère lecture, 56 ; référé au comité spécial du Code municipal, 56.

85. Bill amendant la loi concernant les dentistes, (M. Chênevert), 1ère lecture, 56 ; 2ème lecture sur division, référé au comité de législation, 78 ; rapporté et rejeté, 117 ; de nouveau renvoyé au comité de législation, 201 ; rapporté sans amendement, 202 ; motion Chênevert pour considérer en comité général, amendement Allard pour renvoi à 6 mois, amendement adopté après vote, 228.

86. Bill concernant les subventions municipales, (M. Chicoyne), 1ère lecture, 56 ; 2ème lecture sur division référé au comité d'industrie, 78 ; rapport avec amendements, 151 ; considéré en comité général et rapporté, amendements lus deux fois et agréés, 205 ; 3ème lecture et passé, 206 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus deux fois et adoptés, 305 ; sanctionné, 315. (I Ed. VII, ch. 28.)

87. Bill amendant l'article 2260 du Code civil, (M. Roy, Kamouraska), 1ère lecture, 56 ; 2ème lecture sur division et référé au comité des industries, 68 ; rapporté avec amendements, 116 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 155 ; de nouveau en comité général, rapport de progrès, 161 ; considéré de nouveau en comité général, rapport de progrès, 183 considéré de nouveau en comité général et le comité se lève, 200.

88. Bill amendant l'article 1048 du Code municipal, (M. Roy Kamouraska), 1ère lecture et référé au comité spécial du Code municipal, 55 ; rapporté et rejeté, 191.

89. Bill amendant l'article 5290 des Statuts refondus, concernant les compagnies d'assurance mutuelle, (M. Watts), 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture, sur division et référé au comité de législation, 67, rapporté avec des amendements, 117 ; considéré en comité général, rapporté, 188 ; 3ème lecture et passé, 183.

90. Bill amendant l'article 761 du Code municipal, (M. Walker), 1ère lecture, référé au comité spécial du Code municipal, 56 ; rapporté avec un amendement 191 ; 2ème lecture envoyé au comité général et considéré en comité, 207 ; rapport de progrès, 208 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendements lus une 1ère fois et 2ème fois et agréés, 3ème lecture et passé, 227 ; passé par le Conseil législatif, 308 ; sanctionné, 315. (I Ed. VII, ch. 38.)

91. Bill amendant le Code de procédure civile, (M. Cardin), 1ère lecture, 90 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 108 ; rapporté, rejeté, 117.

BILLS:—Suite.

92. Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, (M. Champagne), 1ère lecture, 76 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation 108 ; rapporté et rejeté, 117 ; référé de nouveau au comité de législation sur motion Champagne, 118 ; rapporté sans amendement, 128 ; comité général et rapport de progrès, 161 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté, amendement lu une 1ère et 2ème fois puis agréé, 3ème lecture sur division et passé, 183.

93. Bill amendant l'article 1080 du Code municipal, (M. MacKenzie) —1ère lecture, référé au comité spécial du Code municipal, 60 ; rapporté sans amendement, 191 ; 2ème lecture sur division, envoyé en comité général, considéré en comité et rapporté, 207 ; 3ème lecture, passé, 207 ; passé par le Conseil législatif, 285 ; sanctionné, 315. (I Ed. VII, ch. 89.)

94. Bill amendant l'article 291 du Code municipal, (M. de Grosbois), 1ème lecture, 65 ; référé au comité spécial du code municipal, 191 ; rapporté sans amendement, 2ème lecture, envoyé au comité général, considéré en comité et rapporté, 3ème lecture et passé, 207.

95. Bill amendant l'article 291 du Code municipal, (M. Roy, Kamouraska)—1ère lecture, référé au comité spécial du Code municipal, 64 ; rapporté, rejeté, 191.

96. Bill concernant les sociétés coopératives (M. Chicoyne), 1ère lecture, 71 ; motion Chicoyne pour 2ème lecture, débat, ajournement proposé et agréé, 133 ; 2ème lecture sur division, motion pour référer à un comité spécial, adoptée, 201 ; rapporté avec amendements, 203 ; comité général, progrès, référé au comité de législation, 218 ; rapporté et étude remise à la prochaine session, 243.

97. Bill à l'effet d'assurer une meilleure assistance aux écoles, (M. de Grosbois), 1ère lecture, 71 ; motion de Grosbois pour 2ème lecture, amendement Turgeon pour renvoi à six mois adopté après vote, 132.

98. Bill validant les actes faits par les officiers et autres qui n'ont pas prêté le serment d'allégeance, (M. Champagne), 1ère lecture, 222 ; 2ème lecture, envoyé en comité général, considéré, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois, adoptés, 3ème lecture et passé, 240 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 305 ; sanctionné, 315. (I Ed. VII, ch. 10)

99. Bill amendant les articles 1191b et 1191d des Statuts refondus (l'hon. M. Langelier), 1ère lecture, 65 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 78.

BILLS :—*Suite.*

100. Bill amendant la section 10, du chapitre 21 du Code de procédure civile, (l'hon. M. Langelier,) 1ère lecture, 65 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 78 ; rapporté avec recommandation d'en faire l'étude pendant la vacance et aussi qu'il soit imprimé tel qu'amendé et adressé aux juges de la cour supérieure et aux différentes section du Barreau, 151.

101. Bill amendant la loi concernant les corporations de ville (M. Chauret)—1ère lecture, 76 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 133 ; rapporté avec amendements, 191 ; comité général, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois, agréés, 3ème lecture et passé, 206 ; passé par le Conseil législatif, 236 ; sanctionné, 315. (I Ed. VII, ch. 26)

102. Bill amendant la loi concernant les corporations de ville, (M. Taschereau), 1ère lecture, 97 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 107 ; rapporté sans amendement, 116 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 130 ; passé par le Conseil législatif, 223 ; sanctionné, 315. (I Ed. VII, ch. 27.)

103. Bill amendant l'article 165 du Code de procédure civile (M. Taschereau), 1ère lecture, 97 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 107 ; rapporté sans amendement, 116 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 131 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, motion Taschereau que la Chambre ne concoure pas dans les amendements, adoptée, 263 ; insistance du Conseil législatif pour adoption de ses amendements et motion Taschereau pour leur adoption en ajoutant un paragraphe, adoptée, 302 ; Conseil législatif, ne concoure pas dans l'amendement de l'Assemblée législative, motion Taschereau qu'il n'insiste pas sur son amendement et que l'Assemblée législative concoure dans les amendements du Conseil législatif, 309 ; sanctionné, 315. (I Ed. VII, ch. 34.)

104. Bill amendant l'article 1785 du Code civil (M. Dion), 1ère lecture, 9 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 108 ; rapporté sans amendement, 128 ; comité général, amendé, rapporté, amendement lu 2 fois, agréé, 3ème lecture et passé, 190.

105. Bill amendant l'article 1688 du Code civil (M. Perrault), 1ère lecture, 113 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation ; 133 ; rapporté et rejeté, 151 ; de nouveau renvoyé au comité de législation, 201 ; rapporté avec recommandation d'en faire l'étude pendant la vacance, 221 ; motion Champagne pour renvoi au comité de législation du 8ème rapport de ce comité pour reconsidération, adoptée, 243 ; rapporté de nouveau pour être considéré par la Chambre, considéré en comité général, le comité se lève, 261.

BILLS:—Suite.

106. Bill amendant l'article 3435 des Statuts refondus concernant les pouvoirs des fabriques (M. de Grosbois), 1ère lecture, 71; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 100; rapporté sans amendement, 128; considéré en comité général, amendé et rapporté, 188; amendement lu 2 fois et agréé, 184; 3ème lecture et passé, 184; passé par le Conseil législatif, 268; sanctionné, 315. (1 Ed. VII, ch. 22.)

107. Bill amendant l'article 762 du Code municipal (M. Béland), 1ère lecture et référé au comité spécial du Code municipal, 205.

108. Bill modifiant le Code municipal (M. Weir), 1ère lecture et référé au comité spécial du Code municipal, 90; rapporté avec amendements, 202; 2ème lecture sur division, comité général, considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 229.

109. Bill amendant la loi concernant les tribunaux dans Gaspé (M. Petit), 1ère lecture, 112; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 134; rapporté sans amendement, 151; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 162; passé par le Conseil législatif, 223; sanctionné, 315. (1 Ed. VII, ch. 15.)

110. Bill constituant en corporation *The Chevra Kadisha of Montreal* (M. Cochrane), pétition, 27; rapporté, 39; 1ère lecture, 44; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 52; rapporté sans amendement, 71; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 79; passé par le Conseil législatif avec des amendements, 223; amendements lus 1ère et 2ème fois et agréés, 224; honoraire remis sur division, 289; sanctionné, 315. (1 Ed. VII, ch. 86.)

111. Bill amendant la charte de la ville de Chicoutimi (M. Petit), pétition, 27, rapport 127; pétition référée de nouveau, 185; rapporté, 193; 1ère lecture, 193; motion Langelier que son nom soit substitué à celui de M. Petit comme promoteur du bill; objection Pelletier, motion Langelier retirée, 221; 2ème lecture sur division et référé au comité des bills privés, 237; rapporté sans amendement, 269; motion Petit pour 3ème lecture; amendement Pelletier rejeté par le vote; question principale de nouveau posée, amendement Pelletier rejeté par le vote; motion principale adoptée sur division, 278; 3ème lecture sur division et passé, 280; passé par le Conseil législatif, 308; sanctionné, 315. (1 Ed. VII, ch. 49.)

112. Bill constituant en corporation "The Point Saint Charles Amateur Athletic Association" (M. Dupuis), pétition rapportée, 127; 1ère lecture, 120; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 159; rapporté sans amendement, 193; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 210; motion pour remise d'honoraire rejetée par le vote, 289; passé par le Conseil législatif, 301; sanctionné, 315. (1 Ed., VII, ch. 82.)

BILLS :—Suite.

113. Bill amendant la charte d'incorporation du village de Grand' Mère (M. Hutchinson), pétition, 27 ; rapport 112 ; 1ère lecture, 112 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 125 ; permis de retirer ce bill avec remise des sommes payées, 221.

114. Bill constituant en corporation le " Monastère de Notre-Dame de Mistassini " (M. Tanguay), pétition 27 ; rapport, 96 ; 1ère lecture, 97 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 105 ; rapporté avec un amendement, 150 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 165 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 244 ; motion pour remise d'honoraire, adoptée, 293 ; sanctionné, 315. I (Ed. VII, ch. 88.)

115. Bill amendant la loi concernant Le Crédit Foncier du Bas-Canada (M. Champagne), pétition, 53 ; rapport, 73 ; 1ère lecture, 76 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 114 ; rapporté avec amendements, 192 ; comité général, amendé et rapporté, amendements lus 2 fois, adoptés, 3ème lecture et passé, 212 ; honoraire remis vu que le bill a été retiré au Conseil législatif, 304.

116. Bill constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de Lévis (l'hon. M. Langelier), pétition, 53 ; rapport, 73 ; 1ère lecture, 89 ; 2ème lecture référé au comité des chemins de fer, 105 ; rapporté avec amendements, 204 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 215 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendement lu une 1ère fois et 2ème fois et agréé, 232 ; 3ème lecture et passé, 232, passé par le Conseil législatif, 301 ; sanctionné, 315. (I Ed. VII, ch. 65).

117. Bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77, constituant en corporation la *North Shore Power Company*, (M. Cooke), pétition, 60 ; rapport, 73 ; 1ère lecture, 75 ; 2ème lecture et référé en comité des bills privés, 94.

118. Bill autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec (M. Roy, Kam.), pétition, 27 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 44 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 124 ; rapporté sans amendement, 192 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 210 ; motion pour remise d'honoraire rejetée après vote, 288 ; passé par le Conseil législatif, 301 ; sanctionné, 316. (I Ed. VII, ch. 114.)

119. Bill constituant en corporation " La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan, " (M. Roy, Kamouraska), pétition, 27 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 112 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 181 ; rapporté avec des amendements, 242 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 261 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 305 ; amendements lus une 1ère fois, 306 ; amendements lus une 2ème fois, 312 ; honoraire remis vu que ce bill ne peut passer à cette session, 312.

BILLS :—*Suite.*

120. Bill amendant la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, dans le comté de Lévis, (l'hon. M. Langelier), pétition, 28 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 42 ; 2ème lecture, référé au comité des bills privés, 58 ; rapporté avec des amendements, 150 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 217 ; de nouveau en comité général et le comité se lève, 271 ; motion Langelier pour remise d'honoraire, remise d'honoraire ordonnée, le bill ayant été rejeté, 285 ; pétition adverse, 64.

121. Bill autorisant Joseph-David-Edouard Barras à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, (l'hon. M. Langelier), pétition, 53 ; rapport, 87 ; 1ère lecture, 89 ; proposé de suspendre le 5ème paragraphe de la 57ème règle de la Chambre, adopté après vote, 120 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 125 ; rapporté avec amendements, 203 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 214 ; motion pour remise d'honoraire rejetée, 291 ; passé par le Conseil législatif, 301 ; sanctionné, 316. (I Ed. VII, ch. 112.)

122. Bill permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom les mots : " de St-Ours, " (M. Cardin), pétition, 53 ; rapport, 87 ; 1ère lecture, 88 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 102 ; rapporté sans amendement, 116 ; considéré en comité général, le comité se lève sans faire rapport, 164 ; motion Cardin pour réinscription sur l'ordre du jour pour comité général, à la prochaine séance, adoptée sur division, 164 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture sur division, et passé, 180 ; honoraire remis, 303.

123. Bill amendant l'acte 19 et 20 Victoria, chapitre 128, intitulé : " Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du Cimetière du Mont-Royal, " (M. Hutchinson), pétition, 27 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 40 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51 ; rapporté sans amendement, 74 ; considéré en comité général et progrès, 114 ; en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 156 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 305 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 306 ; sanctionné, 316. (I Ed. VII, ch. 92.)

124. Bill constituant en corporation la ville de Grand'Mère, (M. Neault), pétition, 28 ; rapport, 39, 1ère lecture, 55 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 147 ; rapporté avec amendements 203 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 215 ; motion pour remise d'honoraire rejetée sur division, 294 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, amendements lus deux fois et adoptés, 310 ; sanctionné, 316. (I Ed. VII, ch. 52.) Pétition adverse, 28.

BILLS :—*Suite.*

125. Bill concernant l'instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal, (M. Décarie), pétition rapportée, 60 ; 1ère lecture, 60 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 124 ; rapporté avec amendements, 203 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé 215 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 310 ; sanctionné, 316. (I Ed. VII, ch. 57.)

126. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Walter G. Mitchell, au nombre de ses membres, (M. Chênevert), pétition, 36 ; rapport, 127 ; 1ère lecture, 129 ; 2ème lecture, et référé au comité des bills privés, 166 ; rapporté sans amendement, 203 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 214 ; passé par le Conseil législatif, 302 ; sanctionné, 316. (I Ed., VII, ch. 106.)

127. Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec-Nord, (M. Major), pétition, 23 ; rapport, 73 ; 1ère lecture, 76 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 95 ; motion de Grosbois, pour permission de retirer le bill et remise d'honoraire, moins frais de traduction et d'impression, adoptée, 152.

128. Bill constituant en corporation " La Compagnie du chemin de fer Union," (M. Morin, Saint-Hyacinthe), pétition, 36 ; rapport, 73 ; 1ère lecture, 75 ; 2ème lecture, référé au comité des chemins de fer, 95 ; rapporté avec recommandation que permission soit accordée au promoteur du bill de le retirer, 242 ; remise d'honoraire, adoptée, 246.

129. Bill amendant la charte de la Compagnie du Gaz de Montréal et les actes qui l'amendent, (M. Roy, Saint-Jean), pétition, 36 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 45 ; 2ème lecture, référé au comité des bills privés, 51 ; rapporté avec des amendements, 150 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 165 ; passé par le Conseil législatif, 244 ; sanctionné, 316. (I Ed. VII, ch. 69.)

130. Bill constituant en corporation " La Compagnie du Pont de Grand'Mère " et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand'Mère et la paroisse de Saint-Théophile du Lac, (M. Neault), pétition, 29 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 58 ; rapporté avec amendements, 88 ; motion Neault, pour considération en comité général mardi, adoptée, 156 ; comité général, rapporté, motion Pelletier, que le rapport ne soit pas reçu et le bill soit de nouveau référé au comité général, rejetée, 233 ; 2ème motion Pelletier pour référer au comité général, rejetée, rapport adopté sur division, 3ème lecture sur division et passé, 235 ; motion pour remise d'honoraire rejetée sur division, 294 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 310 ; sanctionné, 316. (I Ed. VII, ch. 71.)

BILLS :—*Suite.*

131. Bill revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières, (M. Cook), pétition 11; rapport, 39; 1ère lecture, 42; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 94; rapporté avec des amendements, 128; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 156; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 236; amendements lus une 1ère fois, 286; motion pour remise d'honoraire, adoptée sur division, 296; amendements lus une 2ème fois et adoptés, 296; sanctionné, 316. (I Ed VII, ch. 44.)

133. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Léopold Houle au nombre de ses membres, après examen, (M. Lacombe), pétition 11; rapport 49; 1ère lecture, 47; motion pour suspendre le 5ème paragraphe de la 57ème règle de la Chambre, adoptée sur division, 121; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 124; rapporté sans amendement, 193; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 211; passé par le Conseil législatif, 302; motion pour remise de l'honoraire, l'Orateur décide que la motion n'est pas dans l'ordre, 309; sanctionné, 316. (I Ed. VII, ch. 104.)

134. Bill amendant la charte de la ville de St-Louis, (M. Décarie), pétition, 36; rapport, 112; 1ère lecture, 117; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 147; rapporté sans amendement, 193; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 209; passé par le Conseil législatif, 309; sanctionné, 316. (I. Ed. VII, ch. 46.)

135. Bill ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la *Dominion Cotton Mills Company, Limited*, dans la ville de Magog, (M. Lovell), pétition, 53; rapport, 87; 1ère lecture, 89; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 102; rapporté, avec amendements, 116; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 146; passé par le Conseil législatif, 222; honoraire additionnel remis sur division, 304; sanctionné, 316. (1 Ed. VII, ch. 58.)

136. Bill constituant en corporation *Warden King & Son, Limited*, (M. Hutchinson), pétition, 23; rapport, 112; 1ère lecture, 112; 2e lecture et référé au comité des bills privés, 125; rapporté sans amendement, 192; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 209; passé par le Conseil législatif, 302; sanctionné, 316. (1 Ed. VII, ch. 74.)

137. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre John-Joseph Barry au nombre de ses membres, (M. Roy, Kamouraska), pétition, 36; rapport, 46; 1ère lecture, 48; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 124; rapporté sans amendement, 192; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 211; motion pour remise d'honoraire rejetée par le vote, 289; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 300; amende remise, 304; sanctionné, 316. (1 Ed. VII, ch. 98.)

BILLS :—*Suite.*

138. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Antoine Gobeil au nombre de ses membres, après examen, (M. Champagne), pétition, 36 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 44 ; 2ème lecture, référé au comité des bills privés, 66 ; rapporté sans amendement, 96 ; considéré en comité général, rapporté, 8ème lecture et passé, 104 ; passé par le Conseil législatif, 204 ; sanctionné, 316. (1 Ed. VII, ch. 102.)

139. Bill concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry, (l'hon. M. LeBlanc). pétition, 36 ; rapport, 40 ; 1ère lecture, 40 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 51 ; rapporté sans amendement 71 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 79 ; passé par le Conseil législatif, 160 ; sanctionné, 299. (1 Ed. VII, ch. 93.)

140. Bill autorisant la Société canadienne des ingénieurs civils à admettre Ashley-Bemis Tower au nombre de ses membres, (M. Weir), pétition, 36 ; rapport, 40 ; 1ère lecture, 43 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 52 ; rapporté avec amendement, 111 ; considéré en comité général, rapporté, 8ème lecture et passé, 126 ; passé par le Conseil législatif avec des amendements, 223 ; amendements lus une et 2ème fois et agréés, 221 ; motion pour remise d'honoraire rejetée sur division, 287 ; honoraire remis sur division, 304 ; sanctionné, 316. (1 Ed. VII, ch. 111)

141. Bill amendant la charte de la Compagnie Manufacturière de Chambly, (M. Perrault), pétition, 27 ; rapport, 39 ; 1ère lecture, 44 ; 2ème lecture, référé au comité des chemins de fer, 52 ; rapporté avec amendement, 75 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus deux fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 145 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 244 ; sanctionné, 316. (1 Ed. VII, ch. 67.)

142. Bill constituant en corporation la "*Montreal Light Heat and Power Company*". (M. Dupuis), pétition, 27 ; rapport, 46 ; 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 58 ; rapporté avec amendement, 128 ; considéré en comité général et rapporté, motion Dupuis pour 3ème lecture, amendement Weir pour le référer de nouveau au comité général mis aux voix et rejeté par vote, 158 ; motion principale pour 3ème lecture, l'Orateur décide question d'ordre, 3ème lecture et passé, 158 ; passé par le Conseil législatif avec plusieurs amendements, amendement lus 1ère et 2ème fois et agréés, 262 ; sanctionné, 316. (1 Ed. VII ch. 66.)

143. Bill constituant en corporation "La compagnie du chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental" (l'hon. M. Langelier), pétition, 53 ; rapport, 87 ; 1ère lecture, 89 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 105 ; rapporté avec amendements, 204 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendement lu 2ème fois et adopté, 3ème lecture sur division et passé, 236 ; motion pour remise d'honoraire additionnelle de \$300.00 adoptée, 235 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 305 ; sanctionné, 316. (1 Ed. VII ch. 63.)

BILLS :—*Suite.*

144. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Cyrille-F. Lussier, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Girard), pétition, 26 rapport, 96 ; 1^{ère} lecture, 97 ; 2^{ème} lecture et référé au comité des bills privés, 125 ; rapporté avec amendements, 182 ; considéré en comité général, rapporté, 3^{ème} lecture et passé, 213 ; passé par le Conseil législatif avec amendements lus 2 fois et adoptés, 301 ; sanctionné, 316. (1 Ed. VII, ch. 108.)

145. Bill amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la Ville Saint-Laurent, (M. Chauret), pétition, 66 rapport, 96 ; 1^{ère} lecture, 97 ; 2^{ème} lecture et référé au comité des bills privés, 159 ; rapporté avec amendements 192 ; considéré en comité général, rapporté, 3^{ème} lecture et passé, 212 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 306 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 309 ; honoraire additionnel de \$100.00 remis, 308 ; sanctionné, 316. (1 Ed. VII, ch. 51.)

146. Bill amendant la loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8 (M. Cochrane), pétition, 37, rapport, 112 ; 1^{ère} lecture, 112 ; 2^{ème} lecture et référé au comité des bills privés, 125 ; rapporté avec amendements, 220 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus une 1^{ère} fois puis une 2^{ème} sur division et agréé, 3^{ème} lecture sur division et passé, 235 ; passé par le Conseil législatif avec amendement, amendement lu 2 fois et agréé, 296 ; honoraire remis, 303 ; sanctionné, 316. (1 Ed. VII, ch. 43.)

147. Bill amendant l'article 65 du Code civil (M. Roy, Kam.) 1^{ère} lecture, 90 ; 2^{ème} lecture sur division et référé au comité de législation, 107 ; rapporté avec amendements, 117 ; considéré en comité général, rapporté, 3^{ème} lecture et passé, 131.

148. Bill amendant l'article 314 du Code de procédure civile (M. Roy Kam.), 1^{ère} lecture, 90 ; 2^{ème} lecture sur division et référé au comité de législation, 107 ; rapporté avec amendements, 116 ; considéré en comité général, rapporté, 3^{ème} lecture et passé, 131.

149. Bill amendant la loi concernant l'érection et la division des paroisses (M. Allard), 1^{ère} lecture, 98 ; 2^{ème} lecture sur division et référé au comité de législation, 107 ; rapporté avec amendements, 116 ; considéré en comité général, rapporté, 3^{ème} lecture et passé, 132 ; passé par le Conseil législatif, 302 ; sanctionné, 316. (1 Ed. VII, ch. 21.)

150. Bill amendant l'article 94 du Code de procédure civile (M. Major), 1^{ère} lecture, 98 ; 2^{ème} lecture sur division et référé au comité de législation, 108 ; rapporté avec amendements, 117 ; considéré en comité général et progrès, 131 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté, amendement lu 2 fois, adopté, 3^{ème} lecture et passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 300 ; sanctionné, 317. (1 Ed. VII, ch. 33.)

BILLS :—*Suite.*

151. Bill amendant la loi concernant les établissements industriels, (M. Cardin), 1ère lecture, 113 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législatif, 133 ; rapporté et rejeté, 151.

153. Bill amendant le Code municipal, (M. Allard), 1ère lecture et référé au comité du Code municipal, 103 ; rapporté avec amendements, 203 ; 2ème lecture, envoyé en comité général, considéré en comité, amendé, rapporté, amendement lu 2 fois et adopté, 218 ; 3ème lecture et passé, 219.

154. Bill amendant la loi de l'Instruction publique, (M. Duhamel), 1ère lecture, 129 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 164 ; rapporté avec amendements, 191 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus une 1ère et 2ème fois, agréés, 3ème lecture et passé, 227.

155. Bill autorisant les municipalités des cités et villes à faire les dépenses nécessaires pour la réception de Son Altesse Royale le Duc de Cornwall et York, (M. Cochrane), 1ère lecture, 129 ; 2ème lecture, considéré en comité général, amendé, rapporté, amendement lu 2 fois et agréé, 3ème lecture et passé, 163 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et agréés, 163 ; sanctionné, 317. (1 Ed. VII, ch. 41.)

156. Bill amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cité, de ville et autres corporations, (M. de Grosbois), 1ère lecture, 103 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 134 ; rapporté avec recommandation d'en faire l'étude pendant la vacance, 221 ; rapporté de nouveau avec recommandation d'en faire une étude plus complète pendant la vacance, 243.

157. Bill amendant la loi concernant les arpenteurs, (M. Roy, Montmagny), 1ère lecture, 103 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 184 ; rapporté et rejeté, 191.

158. Bill amendant l'article 1622 du Code civil, (M. Roy, St-Jean), 1ère lecture, 205.

159. Bill amendant la loi concernant la conciliation, (M. Blanchard), 1ère lecture, 194 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 219 ; rapporté avec recommandation d'en faire l'étude pendant la vacance, 221 ; rapporté de nouveau avec recommandation d'en faire une étude plus complète pendant la vacance, 243.

160. Bill modifiant le Code municipal en ce qui regarde les appels aux conseils de comité, (M. Blanchard), 1ère lecture, 194.

BILLS :—Suite.

161. Bill validant certains actes reçus devant des notaires n'ayant pas prêté serment d'allégeance, (M. Duhamel), 1ère lecture, 205.

162. Bill amendant la loi concernant les élections contestées, (l'hon. M. Langelier), 1ère lecture, 231; 2ème lecture, 261; considéré en comité général, progrès, de nouveau en comité général, amendé, rapporté, amendement lu 2 fois sur division, adopté sur division, motion Langelier pour 3ème lecture mise aux voix et adoptée après vote, 282; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 301; sanctionné, 317. (1 Ed. VII, ch. 7.)

163. Bill amendant l'article 237 du Code de procédure civile, (M. Prévost), 1ère lecture, 248; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 273; rapporté sans amendement, 285; référé au comité général, considéré et rapporté, motion Prévost pour 3ème lecture, amendement Pelletier pour renvoi à six mois, amendement rejeté par le vote, 3ème lecture et passé, 297; passé par le Conseil législatif, 310; sanctionné, 317. (1 Ed. VII, ch. 35.)

164. Bill amendant le Code municipal, (M. Béland), 1ère lecture et référé au comité du Code municipal, 248.

165. Bill amendant l'article 339 du Code municipal, (M. Béland), 1ère lecture, 248.

Bills privés :

1. Comité des bills privés, 7, 21. Premier rapport, 34. Autres rapports, 71, 73, 88, 96, 111, 116, 128, 150, 162, 192, 203, 220, 242.
2. Rapports recommandant le retrait de certains bills, 111, 220.
3. Recommandant l'étude de certains bills pendant la vacance, 117.
4. Que les honoraires soient remis, 220, 241.
5. Que le délai pour la présentation des bills soit prolongé, 87, 88.
6. Que le délai pour la présentation des rapports soit prolongé, 127, 128.
7. Que le préambule d'un bill n'a pas été prouvé, 300.
8. Que le promoteur d'un bill ne désire pas procéder, 111.
9. Qu'un bill soit réimprimé, 114.

BILLS PRIVÉS:—Suite.

10. Que les amendements faits à un bill en font un bill public, 111, 242.
11. Paragraphe 5, de la règle 57, suspendu, 120.
12. Bill renvoyé de nouveau au comité des bills privés, après avoir recommandé le retrait du dit bill, 217.

BLANCHETTE, CHS.:—Pétition de—demandant que le bill No. 120 ne devienne pas loi, 64.

BOILY, J. E.:—Loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec à admettre J. E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie. Voir *Bills*, 51.

BURNS, STANLEY:—Bill l'autorisant à pratiquer la chirurgie-dentaire. Voir *Bills*, 118.

"CANADIAN ELECTRIC LIGHT CO.":—Loi concernant la *Canadian Electric Light Company, Limited*. Voir *Bills*, 39.

CANADIEN, ATLANTIQUE ET OCCIDENTAL. CIE DU CHEMIN DE FER:—Loi constituant en corporation "La compagnie du chemin de Canadien Atlantique et Occidental." Voir *Bills*, 143.

CANDIDATS AUX ÉLECTIONS:—Voir *Documents*, 25, 26.

CHAMBLY, CIE MANUFACTURIÈRE DE:—Loi amendant la charte de la Compagnie Manufacturière de Chambly. Voir *Bills*, 141.

CHASSE:—

1. Résolutions concernant la—, 185. Comité, 197. Rapport, 199. Agréées, 200. Voir *Bills*, 17.
2. Loi amendant la loi de la—, de Québec. Voir *Bills*, 17.
3. Etat indiquant les noms des personnes qui ont obtenu des permis de chasse en vertu de l'acte 62 Victoria, ch. 24, (1899), avec mention des sommes payées pour tels permis, et leur durée. Voir *Documents*, 18.
4. Copie de tous rapports, requêtes et de toutes correspondances au sujet d'infractions, depuis deux ans, à la loi de chasse et de pêche dans la région de la Métapédia, dans les comtés de Matane et de Bonaventure. Voir *Documents*, 12.
5. Voir *Parc National des Laurentides*.

CHAVIGNY :—Copie de documents concernant la vente des lots Nos 15 et 16 dans le cinquième rang du canton Chavigny. Voir *Documents*, 14.

CHEMINS DE FER :—

1. Comité spécial permanent des—, nommé, 7, 25. Premier rapport, 34. Autres rapports, 75, 96, 117, 152, 191, 203, 242, 300. Députés ajoutés au comité, 30.
2. Résolutions concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de—, 109. Comité général sur ces résolutions, 133. Rapportées, 189. Lues la 1ère fois, 144. Agréées, 152. Voir *Bills*, 14.
3. Voir *Bills*, 14.
4. Etats, rapports et statistiques de chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1899 et 30 juin 1900, en conformité des articles 5176, paragraphe 4, 5179 et 5180 des Statuts refondus de la province de Québec. Voir *Documents*, 16.

"CHEVRA KADISHA, THE" :—Loi constituant en corporation *The Chevra Kadisha of Montreal*. Voir *Bills*, 110.

CHICOUTIMI :—Loi amendant la charte de la ville de Chicoutimi. Voir *Bills*, 111.

"CHRIST CHURCH CATHEDRAL" :—Voir *Bills*, 32.

CIMETIÈRES :—Loi amendant la loi concernant les cimetières et les inhumations et exhumations. Voir *Bills*, 16.

CIMETIÈRE DU MONT ROYAL :—Loi amendant l'acte 19 et 20 Victoria, chapitre 128, intitulé : "Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du Cimetière du Mont-Royal". Voir *Bills*, 123.

CLUB COMMERCIAL ET LITTÉRAIRE DE HULL :—Voir *Bills*, 68.

CLUB DE MONTRÉAL :—Loi ratifiant la constitution en corporation du "Club de Montréal," et lui accordant certains pouvoirs additionnels. Voir *Bills*, 34.

CODE :—Rapport du comité de législation suggérant que tous les projets de loi affectant les codes soient soumis d'avance au procureur-général, 243.

CODE CIVIL :

- Bill amendant l'article 2260 du—. (M. Roy, Kam.) Voir *Bills*, 87.
- Bill amendant l'article 65 du—. (M. Roy, Kam.) Voir *Bills*, 147.
- Bill amendant l'article 1785 du—. (M. Dion). Voir *Bills*, 104.
- Bill amendant l'article 1688 du—. (M. Perrault). Voir *Bills*, 105.
- Bill amendant l'article 1994c du—. (M. Taschereau). Voir *Bills*, 24.
- Bill amendant l'article 1284 du—. (M. Taschereau).—Voir *Bills*. 26.
- Bill amendant l'article 218 du—. (L'hon. M. Pelletier). Voir *Bills*, 30.
- Bill amendant l'article 1622 du—. (M. Roy, Saint-Jean). Voir *Bills*, 158.
- Bill amendant le—et décrétant des dispositions relatives à l'adoption (M. Hutchinson). Voir *Bills*. 88.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :

- Bill amendant la section 10 du chapitre 21 du—. (L'hon. M. Lange-
lier). Voir *Bills*, 100.
- Bill amendant les articles 590 et 697 du—. (M. Cardin). Voir *Bills*, 91.
- Bills amendant l'article 314 du—. (M. Roy, Kam.). Voir *Bills*, 148.
- Bill amendant l'article 165 du—. (M. Taschereau). Voir *Bills*, 103.
- Bill amendant l'article 94 du—. (M. Major). Voir *Bills*, 150.
- Bill amendant les articles 835 et 896 du—. (M. Taschereau). Voir
Bills, 27.
- Bill amendant le—*re* confessions de jugement (M. Roy, Saint-Jean).
Voir *Bills*, 25.
- Bill amendant l'article 237 du—. (M. Prevost). Voir *Bills*, 163.
- Bill amendant les articles 1842, 1351 et 1357 du—. (M. Robitaille).
Voir *Bills*, L.

CODE MUNICIPAL :

Bill amendant l'article 1048 du—. (M. Roy, Kam.). Voir *Bills*, 88.

Bill amendant le—. (M. de Grosbois). Voir *Bills*, 84.

Bill amendant l'article 761 du—. (M. Walker). Voir *Bills*, 90.

Bill amendant l'article 1080 du—. (M. Mackenzie). Voir *Bills*, 93.

Bill amendant l'article 291 du—. (M. de Grosbois). Voir *Bills*, 94.

Bill amendant l'article 291 du—. (M. Roy, Kam.). Voir *Bills*, 95.

Bill amendant l'article 855 du—. (M. Weir). Voir *Bills*, 108.

Bill amendant le—. (M. Allard). Voir *Bills*, 153.

Bill amendant le—. (M. Chênevert). Voir *Bills*, 23.

Bill amendant le—. (M. Blanchard). Voir *Bills*, 160.

Bill amendant l'article 762 du—. (M. Béland). Voir *Bills*, 107.

Bill amendant le—. (M. Béland). Voir *Bills*, 164.

Bill amendant l'article 339 du—. (M. Béland). Voir *Bills*, 165.

COLONISATION :—Copie d'un état détaillé, comté par comté, des montants dépensés pour chemins, ponts de colonisation dans cette province, depuis le 30 juin 1900. Copie de tous arrêtés-en-conseil se rapportant à cette dépense. Voir *Documents*, 17.

COLONISATION ET MINES :—Rapport du Commissaire de la colonisation et des mines de la province de Québec pour l'année 1900. Voir *Documents*, 18.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination des divers comités permanents pour la présente session, 7. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 12. Rapport, 24. Voir *Agriculture*, *Bills privés*, *Chemins de fer*, *Comptes publics*, *Industries*, *Législation*, *Ordres permanents*, *Privilèges et Elections*.

2. Comités conjoints. Voir *Bibliothèque*, *Impressions*.

3. Comités spéciaux. Voir *Conciliation*, *Sociétés coopératives*, *Code municipal*.

COMITÉS :—Suite.

4. Liste des membres devant composer les divers comités spéciaux. Rapports, 12, 24.
5. Rapport renvoyé à un comité avec instruction d'en reviser la rédaction, 231.
6. Rapport suggérant de soumettre d'avance au Procureur-général les bills à l'effet d'amender les Codes, 243
7. Renvoyant à la Chambre la considération du principe d'un bill, 243.

RAPPORTS DES DIFFÉRENTS COMITÉS PERMANENTS :

1. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 34 ; deuxième, 127.
2. *Bills privés* :—Premier rapport, 34 ; deuxième, 71 ; troisième, 73 ; quatrième, 88 ; cinquième, 97 ; sixième, 111 ; septième, 116 ; huitième, 128 ; neuvième, 150 ; dixième, 162 ; onzième, 192 ; douzième, 203 ; treizième, 280 ; quatorzième, 242.
3. *Chemins de fer et Canaux* :—Députés faisant partie de ce comité, 25. Premier rapport, 34 ; autres rapports, 75, 96, 117, 152, 191, 203, 241, 300.
4. *Comptes publics* :—Députés faisant partie de ce comité, 24. Premier rapport, 34.
5. *Industrie* :—Membres de ce comité, 24. Premier rapport, 34.
6. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 34 ; autres rapports, 74, 116, 127, 151, 191, 202, 221, 231, 243, 285.
7. *Ordres permanents* :—Députés faisant partie de ce comité, 24. Premier rapport, 34 ; autres rapports, 39, 46, 53, 87, 127, 193.
8. *Privilèges et élections* :—Députés faisant partie de ce comité, 25 ; premier rapport, 34.

COMITÉS CONJOINTS :

9. *Bibliothèque* :—Députés nommés par le Conseil, 48 ; par l'Assemblée, 49.
10. *Impressions* :—Premier rapport, 280.

COMITÉS SPÉCIAUX :

11. *Code municipal* :—Premier rapport, 74. Autres rapport, 190, 202.
12. *Conciliation* : Comité nommé, 101. Premier rapport, 150, 151.
13. *Sociétés Coopératives* :—Comité nommé, 201 ; premier rapport, 203.

COMPAGNIES COMMERCIALES :—Loi concernant la constitution en corporation et l'administration des —. Voir *Bills*, 22.

COMPTES PUBLICS :—

1. Comité spécial permanent des—, nommé, 7, 24. Rapport, 34.
2. Etat des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1900 Voir *Documents*, 21.

CONCILIATION :—

1. Bill amendant la loi concernant la—Voir *Bills*, 159.
2. Comité nommé pour étudier le fonctionnement de la loi concernant la—, 101. Voir *comités*.

CONCILIATION, CONSEILS DE— :—Loi concernant les Conseils de Conciliation et d'Arbitrage pour régler les différends industriels. Voir *Bills*, 3.

Conseil législatif :—*Messages du Conseil :—*

1. Communiquant l'adresse au Roi Edouard VII, 8.
2. Nommant les membres de l'Assemblée devant faire partie des comités conjoints de la bibliothèque, 49 ; des impressions, 49.
3. L'Assemblée déclinant de concourir dans certains amendements faits par le Conseil, 264.
4. Nommant les membres du Conseil devant faire partie des comités conjoints de la bibliothèque, 48 ; des impressions, 49.
5. Adoptant des bills de l'Assemblée avec ou sans amendements, 95, 149, 159, 204, 222, 231, 243, 262, 263, 270, 285, 295, 300, etc.
6. Communiquant ses bills et demandant le concours de l'Assemblée, 65, 91, 113, 160, 162, 194, 263.

CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.*

- 7 Accepte les amendements faits par l'Assemblée à ses bills, 263.
8. N'insiste pas sur ses amendements, 309.
9. Insiste sur certains amendements, 302.

CONSEILS DE COMTÉ :—Voir *Bills*, 160.

CONSEILS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE POUR RÉGLER LES DIFFÉRENTS INDUSTRIELS :—Résolutions concernant les—, 100. Comité général, rapport, 122. Agréées, 123. Voir *Bills*, 3.

CORPORATIONS DE CITÉ, DE VILLE, ETC :—

1. Loi amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cité, de ville et autres corporations. Voir *Bills* 156.

CORPORATIONS DE VILLE :—

1. Loi amendant la loi concernant les corporations de ville. Voir *Bills*, 101.
2. Loi amendant la loi concernant les corporations de ville. Voir *Bills* 102.

CORPORATIONS MUNICIPALES :—Etat tabulaire, conformément à l'article 4619 des Statuts refondus de la province, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales au secrétaire de la province, en vertu de l'article 4618, S. R. P. Q., Voir *Documents*, 22.

COUR DE CIRCUIT DE NICOLET :—Voir *Documents*, 46.

CRÉDIT FONCIER DU BAS CANADA :—Loi amendant la loi concernant Le Crédit Foncier du Bas-Canada. Voir *Bills*, 115.

DEMERS, DR :—Copie de tous comptes transmis au gouvernement par le Dr Demers, coroner conjoint du district de Beauharnois, avec un état détaillé des montants payés au dit coroner. Voir *Documents*, 23.

DENTISTE :—Loi amendant la loi concernant les dentistes. Voir *Bills*, 85.

DÉPARTEMENTS :—Loi amendant la loi concernant l'organisation des—. Voir *Bills*, 5.

Députés :

1. Liste des députés élus, XXIII.
2. Prêtent le serment, 2.
3. Indemnité payée en entier, 300, 309.
4. Motion à l'effet de substituer un député à un autre, comme promoteur d'un bill, 221.

DIOCÈSE DE MONTRÉAL :—Loi modifiant la loi connue sous le titre de "Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal, 1890." Voir *Bills*, 31.

Documents par ordre alphabétique :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à —

REMARQUE—Le chiffre à gauche du document n'est pas le numéro de ce document, mais est mis comme numéro de référence.

1. *Agriculture, Ecoles d'*— :—Copies de documents et de la correspondance relatives à l'enseignement, dans les—de la culture des plantes potagères, légumes et fruits, et à leur mise en conserves.

Par ordre
278

2. *Agriculture* :—Rapport du Commissaire de l'—, pour 1900....(*Document No 3*).

Par ordre du
Lieut-Gouv.

16

3. *Alton* :—Copie de la correspondance et autres documents concernant la vente du lot 15, dans le 5ième rang d'—.

Par ordre
272

4. *Assemblée Législative* :—Copie de l'arrêté-en-conseil recommandant la dissolution de l'—, mentionné dans la proclamation de novembre, 1900.
(*Document No 20*)

Adresse
31

38

5. *Assurance. Compagnies d'*— :—Liste des primes reçues par les différentes—, dans la province de Québec, contenant le nom des compagnies, leur bureau principal, le montant reçu pour chacune d'elles dans la province de Québec, en 1899, et les taxes payées par chacune d'elles

Par ordre
50

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>6. <i>Baie des Chaleurs. Chemin de fer de la—</i>: —Copie de toutes requêtes adressées, depuis un an, au gouvernement de la province Québec, à l'honorable Premier-Ministre ou à aucun membre du gouvernement au sujet de la continuation du—, jusqu'au Bassin de Gaspé, et de la construction d'une ligne à travers la péninsule de Gaspé, dite "ligne courte." (<i>Document No 25</i>).</p>	Par ordre 57	68
<p><i>Réponse supplémentaire.</i> (<i>Document No 38.</i>)</p>	Par ordre 106	209
<p>7. <i>Banque populaire de Lévis</i> :—Copie de tous documents en la possession du gouvernement se rapportant à la— (<i>Document No 49</i>)</p>	Par ordre 272	278
<p>8. <i>Beauharnois, Cour Supérieure et de Circuit</i> :—Etat indiquant les recettes des greffes de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit du chef-lieu du district de Beauharnois et des dépenses encourues par ces greffes pour les années 1898-1899 et 1900. (<i>Document No 48.</i>)</p>	Par ordre 241	278
<p>9. <i>Bibliothèque</i> :—Rapport du bibliothécaire de la Législature pour 1900.</p>	111ème régie	13
<p>10. <i>Budgets</i> :—Budget supplémentaire des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1901, et budget des dépenses pour l'année financière 1902. (<i>Document No 1</i>)</p>	Message	77
<p>11. <i>Bureaux d'enregistrement</i> :—Copies des deux derniers rapports de l'inspecteur des—, des comtés de Pontiac, Deux-Montagnes, Argenteuil, Ottawa, Wright et Labelle.</p>	Par ordre 45	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
12. <i>Chasse et pêche, Infractions à la loi de :—</i> Copie de tous rapports, requêtes et de toutes correspondances au sujet d'infractions, depuis deux ans, à l'—, dans la région de la Métapédia, dans les comtés de Matane et Bonaven- ture.	Par ordre 57	
13. <i>Chasse, permis de :—</i> Etat indiquant les noms des personnes qui ont obtenu des —en vertu de l'acte 62 Victoria, chap. 24, (1899), avec mention des sommes payées pour tels permis et leur durée. (<i>Document No 42.</i>)	Par ordre 57	230
14. <i>Chavigny. Canton :—</i> Copie de la corres- dance et autres documents concernant la vente des lots Nos 15 et 16, dans le cinquième rang du canton—	Par ordre 272	
15. <i>Chemins à barrières de l'île Jésus :—</i> Etat des affaires de la Compagnie des—, (<i>Document No 24</i>)	Par acte	59
16. <i>Chemins de fer. Statistiques :—</i> Rapport et statistiques de certaines compa- gnies de chemin de fer au 31 décem- bre 1899, et au 30 juin 1900, confor- mément à l'article 5176 des S. R. P. Q. et suivants.....(<i>Document No 27.</i>)	Statut	81
17. <i>Colonisation. Chemins et ponts de :—</i> Copie d'un état détaillé, comté par comté, des montants dépassés pour chemins, ponts de colonisation dans cette pro- vince, depuis le 30 juin 1900; avec copie de tous arrêtés-en-conseil se rapportant à cette dépense. <i>Imprimé.....(Document No 22.)</i>	Adresse 32	58
18. <i>Colonisation et des mines :—</i> Rapport du Commissaire de la—de la province de Québec pour 1900....(<i>Document No 9.</i>)	Par ordre du Lieut-Gouv.	16

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
19. <i>Commission d'Economie intérieure de l'Assemblée législative</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant cette Commission.....(<i>Document No 11.</i>)	Message	14
20. <i>Commission des chemins à barrières, de Montréal</i> :—Etat détaillé des recettes et des dépenses de la —, pour les 10 dernières années.	Par ordre 312	
21. <i>Comptes publics</i> :—Etat des—de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1900. (<i>Document No 2.</i>)	Par ordre du Lieut-Gouv.	16
22. <i>Corporations municipales</i> :—Etat tabulaire (art. 4619 S. R.) des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des—, au Secrétaire de la Province. (<i>Document No 15.</i>)	Art. 4618 S. R. P. Q.	16
23. <i>Demers Dr—</i> :—Copie de tous comptes transmis au gouvernement par le coroner conjoint du district de Beauharnois, avec un état détaillé des montants payés au dit coroner.	Par ordre 45	
24. <i>Ecole Normale</i> :—Copie de tous arrêtés-en-conseil, depuis la dernière session, au sujet de la vente par le gouvernement du terrain sur la Grande Allée, ci-devant acquis pour les fins d'une école Normale; avec copie de toute correspondance au sujet de telle vente ou de la location de tel terrain, le tout depuis la dernière session (<i>Document No 26.</i>)	Adresse 81	68

DOCUMENTS — <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
25. <i>Elections</i> :—Liste des noms des candidats, dans toutes les divisions électorales, aux diverses élections générales et partielles dans la province depuis 1867 inclusivement. Le nombre total des votes inscrits pour chacun des candidats. La majorité constatée dans chaque cas. Un semblable état pour les divisions électorales de la province de Québec aux élections générales et partielles pour la Chambre des Communes du Canada, depuis 1867 inclusivement. (<i>Document No 33</i>)	Par ordre de la dernière session	149
26. <i>Elections</i> :—Liste des noms des candidats, dans toutes les divisions électorales aux élections générales de décembre 1900, pour l'assemblée législative de cette province. Le nombre total des votes inscrits pour chacun des candidats. La majorité constatée dans chaque cas. Un semblable état pour les divisions électorales de la province de Québec, aux élections générales du 7 novembre 1900, pour la chambre des communes du Canada.	Par ordre 182	
27. <i>Elections générales</i> :—Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, concernant les—, du 7 décembre 1900. (<i>Imprimé</i>).	222	
28. <i>Féculeries</i> :—Copies de tous documents, correspondances, rapports, etc., depuis le premier janvier 1898, au sujet de l'établissement de—, dans cette province..... (<i>Document No 45.</i>)	Par ordre 130	269
29. <i>Gaspé</i> :—Copies de toutes requêtes et de toute correspondance, antérieures, depuis deux ans au 23 de mars 1900, ayant trait à aucun amendement à la loi concernant les procès par jury en matière civile, dans le comté de Gaspé (<i>Document No 39.</i>)	Par ordre 121	209

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉ- SENTÉS.
<p>30. <i>Gault, A. F.</i> :—Copie de la correspondance se rapportant à la concession de certains lots de grève, terrains et îles à Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, faites en 1897, à M. —, président de la "Montreal Cotton Company," ainsi que les ordres-en-conseil, contrats et tous autres documents s'y rapportant. (<i>Document No 34.</i>)</p>	<p>Adresse 72</p>	149
<p>31. <i>Gazette Officielle</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant la distribution de la—.....(<i>Document No 13.</i>)</p>	<p>Message 14</p>	
<p>32. <i>Goulet, M.</i> :—Copie de tous arrêtés-en-conseil, papiers, documents, correspondances et rapports de L. J. Cannon, écr., assistant Procureur-général, au sujet de l'enquête tenue contre M. Goulet, assistant-percepteur du revenu de ce district, sur plainte faite contre lui par l'association des marchands de vins et de liqueurs licenciés de Québec, et aussi copie de toutes pièces et documents quelconques se rapportant à cette affaire(<i>Document No 30.</i>)</p>	<p>Par adresse 50</p>	95
<p>33. <i>Greffier de la Couronne en Chancellerie</i> :—Rapport du—, concernant les élections générales du 7 décembre 1900, 222.</p>		
<p>34. <i>Imprimeur du Roi</i> :—Rapport de l'—. (<i>Document No 12.</i>)</p>	<p>Message</p>	14
<p>35. <i>Inspecteurs de chaudières à vapeur</i> :—Liste des noms de tous les—, des manufactures de la province de Québec, ainsi que leur résidence. Aussi, une liste des noms des examinateurs qui leur ont donné leurs certificats, ainsi que leur résidence.(<i>Document No 31.</i>)</p>	<p>Par ordre 57</p>	115

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
36. <i>Institutions littéraire, de bienfaisance, hôpitaux, etc., etc.</i> :—Rapports annuels, etc., des institutions mis devant la Chambre.....	33
37. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du Surintendant de l'— pour l'année 1899-1900. (<i>Document No 5.</i>)	Par ordre du Lt-Gouv.	68
38. <i>Lachaine, L. de G.</i> :—Copie de documents comprenant les plaintes portées, l'enquête faite et les affidavits au soutien de ces plaintes postérieures à l'enquête, sur l'administration du bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, par—,registrateur conjoint de ce comté....(<i>Document No 51</i>)	Par ordre 218	307
39. <i>Laval, Ecole Normale</i> :—Copies de tous arrêtés-en-conseil au sujet de l'acquisition d'un terrain ou site pour l'—, depuis la dernière session. Copie de tous contrats et de toutes correspondances à ce sujet. Copie d'un état indiquant les sommes dépensées, tant pour l'acquisition que pour dépenses de réparation, d'installation, d'agrandissement etc.(<i>Document No 32.</i>)	Par adresse 32	115
40. <i>Mandats spéciaux</i> :—Etats des mandats spéciaux (Art. 785 S. R. P. Q.) préparé par l'auditeur.	Statut	17
41. <i>Marquis, J. A.</i> :—Copie de toutes requêtes et de toutes correspondances, au sujet des commissions de—, de St-Jérôme de Matane, comme commissaire <i>per dedimus potestatem</i> , comme juge de paix, et comme percepteur du revenu, et de la révocation de ces commissions.	Par ordre 164	

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
42. <i>Mingan</i> :—Copie de tous arrêtés-en-conseil au sujet de la concession, vente ou abandon par la Couronne de tous ses droits et prétentions sur le territoire dit seigneurie de Mingan, avec copie de tous contrats et de toute correspondance à ce sujet. (<i>Document No 29</i>)	Par adresse 35	95
43. <i>Montreal Turnpike Trust</i> :—Copie de tous ordres-en-conseil se rapportant à la commission des chemins à barrières de Montréal, passés depuis le mois de mars 1897, inclusivement. (<i>Document No 41.</i>)	Par adresse 217	230
44. <i>Municipalités scolaires</i> : — Liste des — auxquelles l'octroi du gouvernement, pour les premiers six mois de la présente année scolaire, a été refusé et les raisons de tels refus. (<i>Document No 40.</i>)	Ordre 161	209
45. <i>Nicole, Alphonse</i> :—Copie de tous documents, correspondance et requêtes au sujet de la nomination de— comme messenger des juges des districts ruraux, au palais de justice de Québec. (<i>Document No 35.</i>)	Par ordre 76	149
46. <i>Nicolet. Cour de circuit de—</i> :—Copie de toutes requêtes, et de toute correspondance depuis l'année 1892, inclusivement, au sujet de l'extension de juridiction de la—, ou ayant trait à quelques changements à apporter dans l'organisation judiciaire de cette partie de la province.....(<i>Document No 47.</i>)	Par ordre 224	278
47. <i>Officiers publics</i> :—Etat des cautionnements donnés par les—, depuis le 22 janvier 1900 jusqu'au 12 février 1901, inclusivement. (Art. 633, S. R. P. Q.) (<i>Document No 16.</i>)	Statut	17

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
48. <i>O'Sullivan</i> :—Rapport No 2 de l'exploration de la contrée entre le Lac-St-Jean et la Baie James (<i>Document No 9a.</i>)		299
49. <i>Parc National des Laurentides</i> :—Etat indiquant les noms des personnes qui ont eu, depuis deux ans, des permis ou licences de pêche ou de chasse, dans le territoire du —, avec mention des sommes payées, en chaque cas, et la durée de tels permis ou licences. (<i>Document No 36.</i>)	Par ordre 76	149
50. <i>Pêche Droit de</i> :—Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis le 1er juillet 1897, au sujet du — dans le fleuve St-Laurent, en ce qui regarde le territoire qui longe ce fleuve et qui est compris dans le comté de Nicolet; d'un état indiquant, année par année, les noms des personnes qui ont reçu, soit du gouvernement de Québec, soit du gouvernement d'Ottawa, des permis ou licences de pêche, la nature de ces permis, leur durée, et le prix, — le tout depuis le 1er juillet 1897; copie de chaque formule de permis ou licence émise par le département des Terres, Forêts et Pêcheries ou en vertu de ses instructions, avec aussi copie de chaque formule de différentes espèces de permis ou licence de pêche émise par le département de la Marine et des Pêcheries, —le tout pour la même période; d'un état indiquant la somme totale reçue, année par année, depuis le 1er juillet 1897, pour loyer ou prix de ces permis ou licences, avec le chiffre des dépenses encourues chaque année pour les services des garde-pêche ou autrement, —le tout pour la même période et pour la même région. (<i>Document No 37.</i>)	Par ordre 37	208

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
51. <i>Pont de Québec et Lévis</i> :—Copie de tous arrêtés-en-conseil autorisant le paiement d'aucune partie du subside voté pour venir en aide à la construction d'un pont entre Lévis et Québec,—avec copie de tous contrats et de toute correspondance au sujet du paiement de tel subside.....(<i>Document No 21.</i>)	Par adresse 32	45
52. <i>Pouvoirs d'eau</i> :—Copie de tous documents et correspondance au sujet de la vente ou de la location des—dans le comté de Pontiac, depuis le premier mars 1892 à juin 1897.	Par ordre 201	
53. <i>Prisons et Asiles</i> :—Trentième rapport des inspecteurs des— de la province de Québec pour 1899....(<i>Document No 4.</i>)	Par ordre du Lt.-Gouv.	16
54. <i>Rameau</i> :—Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis 8 ans, au sujet de la révocation ou de la vente de nouveau, ou de la suspension de la vente de tous ou d'aucun des lots suivants, dans le township Rameau : 9, 10, 22, 23, 29 et 30, dans le deuxième rang, et 9, 10, 22, 23, 29 et 30, dans le troisième rang, et la moitié N.-O. du No 2, dans le deuxième rang.....(<i>Document No 50</i>)	Par ordre 241	299
55. <i>Recettes et paiements</i> :—Etat des recettes et paiements, de toutes sources, de la province, depuis le 1er juillet 1900, jusqu'à la date de la production de cet état.....(<i>Document Nos 28, 28a</i>)	Par ordre 37	82,102
56. <i>Rivière des Hurons</i> :—Copies de toute correspondance ainsi que des rapports et autres documents concernant le creusage de la —, dans les comtés de Rouville et St-Hyacinthe.	Par ordre 205	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
57. <i>Rivière Jésus, Pont sur la</i> : Copie de tous les ordres-en-conseil passés et de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toute autre personne, à propos de la reconstruction du—, entre la ville de Terrebonne et la paroisse de St-François de Sales, dans le comté de Laval, et tout autre document s'y rapportant.....(<i>Document No 46</i>)	Adresse 217	278
58. <i>Robertson M.</i> : Copie des documents concernant l'enquête tenue contre—, registraire du comté de Montmagny, dans le cours de l'été 1900.	Par ordre 804	
59. <i>Royal Trust Company of Montreal</i> :—Etat des affaires de la —...(<i>Document No 19</i>)	Par acte	33
60. <i>Secrétaire et Régistraire de la Province</i> :—Rapport du—pour l'exercice finissant au 30 juin 1900.....(<i>Document No 6</i>)	Statut	32
61. <i>Service civil</i> :—Copie des rapports du Conseil Exécutif concernant des nominations dans le—. (<i>Document No 14.</i>)	Message	14
62. <i>Statistiques municipales</i> :—Statistiques et rapports municipaux pour 1899. (<i>Document, No 17.</i>)	Statut	32
63. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Rapport du Commissaire des— de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1900.....(<i>Document No 8.</i>)	Statut	16
64. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Etat détaillé, par chapitre, différents de recettes, de l'item :—\$617,937.20 mentionné dans l'état des recettes et paiements, soumis à cette Chambre pour la période depuis le 1er juillet 1900 au 25 février 1901.....(<i>Document No 44.</i>)	Par ordre 217	262

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
65. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Copie de tous arrêtés-en-conseil depuis le 1er juillet 1897, autorisant la vente de pouvoirs d'eau, en outre, copies de tous rapports d'évaluation, correspondance etc., sur le même sujet. (<i>Document No 10</i>)	Adresse de la dernière session	16
66. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du commissaire des—de la province de Québec pour 1900....(<i>Document No 7</i>)	En vertu de la loi	25
67. <i>Yule, Pont</i> :—Copie de tous documents, correspondance, concernant le—sur la rivière Richelieu, entre Chambly Canton et Richelieu. (<i>Document No 43.</i>)	Par ordre 201	230

"DOMINION COTTON MILLS CO." :—Loi ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la "Dominion Cotton Mills Company, Limited," dans la ville de Magog. Voir *Bills*, 135.

DORION, E. A. :—Loi permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom les mots : "de St-Ours." Voir *Bills*, 122.

DROUIN, OMER :—Loi l'autorisant à faire partie du barreau, après examen. Voir *Bills*, 57.

DUC DE CORNWALL ET YORK :—Voir *Bills*, 155.

ECOLES :—Loi à l'effet d'assurer une meilleure assistance aux —. Voir *Bills*, 97.

ECOLE NORMALE :—Copie de tous arrêtés-en-conseil, depuis la dernière session, au sujet de la vente par le gouvernement du terrain sur la Grande Allée, ci-devant acquis pour les fins d'une école normale. Copie de toute correspondance au sujet de telle vente ou de la location de tel terrain, le tout depuis la dernière session. Voir *Documents*, 24.

ECONOMIE INTÉRIEURE. COMMISSION-D'— :—Voir *Documents*, 19.

ELECTIONS :—

1. La liste des noms des candidats, dans toutes les divisions électorales, aux diverses élections générales et partielles dans la province, depuis 1867 inclusivement. Le nombre total des votes inscrits pour chacun des candidats. La majorité constatée dans chaque cas. Un semblable état pour les divisions électorales de la province de Québec, aux élections générales et partielles pour la Chambre des Communes du Canada depuis 1867 inclusivement. Voir *Documents*, 25.
2. Liste des noms des candidats, dans toutes les divisions électorales aux élections générales de décembre 1900, pour l'Assemblée législative de cette province. Le nombre total de votes inscrits pour chacun des candidats. La majorité constatée dans chaque cas. Un semblable état pour les divisions électorales de la province de Québec, aux élections générales du 7 novembre 1900, pour la chambre des communes du Canada. Voir *Documents*, 25, 26.

ELECTIONS CONTESTÉES :—Loi amendant la loi des —. Voir *Bills*, 19 et 162.

ENREGISTREMENT. BUREAUX D'— :

1. Copie des deux derniers rapports de l'inspecteur des bureaux d'enregistrement pour les comtés de Pontiac, Deux-Montagnes, Argenteuil et Ottawa. Voir *Documents*, 11.
2. Voir *Bills*, 4.

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS :—Loi amendant la loi concernant les établissements industriels. Voir *Bills*, 151.

EXHUMATIONS :—Voir *Bills*, 16.

FÉCULERIES :—Documents depuis le premier janvier 1898, au sujet de l'établissement de féculeries, dans cette province. Voir *Documents*, 28.

“FREE METHODIST CHURCH, THE” :—Loi constituant en corporation la société religieuse “The Free Methodist Church”, de la province de Québec. Voir *Bills*, 54.

GASPÉ :—

1. Loi amendant la loi concernant les tribunaux dans Gaspé. Voir *Bills*, 109.
2. Copie de toutes requêtes et de toute correspondance antérieures, depuis deux ans, au 23 de mars 1900, ayant trait à aucun amendement à la loi concernant les procès par jury en matière civile, dans le comté de Gaspé. Voir *Documents*, 29.

GAULT, A. F. :—Voir *Documents*, 30.

GAZETTE OFFICIELLE :—Copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant la distribution de la *Gazette Officielle*. Voir *Documents*, 31.

GOBEIL, ANTOINE :—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Antoine Gobeil au nombre de ses membres, après examen. Voir *Bills*, 138.

GOULET, M. :—Copie de tous documents, correspondances et rapports de L. J. Cannon, écr., assistant Procureur-général, au sujet de l'enquête tenue contre M. Goulet, assistant-percepteur du revenu de ce district, sur plainte faite contre lui par l'association des marchands de vins et de liqueurs licenciés de Québec, et aussi copie de toutes pièces et documents quelconques se rapportant à cette affaire. Voir *Documents*, 32.

GRAND'MÈRE :—Loi amendant la charte d'incorporation du village de Grand'Mère. Voir *Bills*, 113.

GRAND'MÈRE PONT DE :—Loi constituant en corporation la "Compagnie du Pont de Grand'Mère" et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand'Mère et la paroisse de Saint-Théophile du Lac. Voir *Bills*, 130.

GRAND'MÈRE, VILLE DE :—Loi constituant en corporation la ville de Grand'Mère. Voir *Bills*, 124.

GRAND-TRONC, CIE DU :—Voir *Bills*, 35.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Rapport du—sur les élections générales du 7 déc. 1900. Devant être imprimé comme document de la session, 222.

GUAY, F. X. E. :—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre F. X. Edouard Guay au nombre de ses membres après examen. Voir *Bills*, 69.

HALE, HOPITAL JEFFERY—: —Loi amendant l'acte d'incorporation de l'Hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec. Voir *Bills*, 59.

HATLEY, STE CATHERINE DE—: —Erigéant la municipalité de Sainte-Catherine de Hatley. Voir *Bills*, 48.

HOPITAL PROTESTANT DES ALIÉNÉS—: —Voir *Bills*, 15. Résolution concernant l'—, 109. Comité de la Chambre, 147. Agréée, 148.

HOULE, L. : —Loi l'autorisant à faire partie du barreau, après examen. Voir *Bills*, 133.

HULL : —Loi modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull. Voir *Bills*, 63.

HULL, CLUB COMMERCIAL ET LITTÉRAIRE DE—: —Loi constituant en corporation le Club Commercial et Littéraire de Hull. Voir *Bills*, 68.

HYGIÈNE PUBLIQUE : —

1. Résolutions concernant—, 67. Chambre en comité général sur ces résolutions, progrès, 72. De nouveau en comité, 80. Agréées, 81. Voir *Bills*, 6.
2. Loi amendant et refondant la loi concernant l'hygiène publique. Voir *Bills*, 6.

IMPRESSIONS : —

1. Comité conjoint des—, 49 ; rapport, 280.
2. Liste des documents devant être imprimés : Nos. 22, 33, 49 ; les décisions des orateurs de l'Assemblée législative depuis 1867.

IMPRIMEUR DU ROI : —Rapport de l'—. Voir *Documents*, 34.

INDUSTRIES : —Comité spécial permanent, nommé, 7, 24 Voir *Comités*.

INHUMATIONS : —Voir *Bills*, 16.

INSPECTEURS DES CHAUDIÈRES A VAPEUR : —

1. Noms de tous les inspecteurs de chaudières à vapeur des manufactures de la province de Québec, ainsi que leur résidence ; une liste des noms des examinateurs qui leur ont donné leurs certificats, ainsi que leur résidence. Voir *Documents*, 35.
2. Motion de M. Cardin relative aux—. Motion retirée, 281.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—

1. Loiramendant la loi de—. Voir *Bills*, 81, 154.
2. Rapport du surintendant de l'instruction publique de la province pour l'année 1899-1900. Voir *Documents*, 37.

Interpellations au Ministère :

Animaux mâles âgés, pur sang :—Combien existe-t-il dans cette Province, d'— pour la reproduction ? 67.

Assemblée législative :—Le gouvernement doit-il appliquer un meilleur système de ventilation à la salle des délibérations de l'— ? 163.

Beauharnois :—Le gouvernement a-t-il fait des réparations au palais de justice et à la prison de —, depuis 1890 inclusivement ? 248.

Beauharnois :—Le gouvernement est-il informé qu'il y a un grand nombre de causes en délibéré dans le district de — ? 287.

Boileau, F. X. :—Le gouvernement est-il informé si— est intéressé dans la publication du journal "Le Bulletin du Travail" ? 57.

"*British American Land Co.*" :—Le gouvernement a-t-il le droit de reprendre possession du terrain; ou d'une partie du terrain, concédé il y a quarante-huit ans, à la— ?

Buffalo, Exposition de :—Est-ce l'intention du gouvernement de prendre part à l'— et de s'y faire représenter ? 63.

Cercle agricole, St-Jean de Matha :—Pour quelles raisons le—n'a-t-il pas reçu d'octroi du gouvernement, durant les exercices financiers expirant le 30 juin des années 1898, 1899 et 1900 ? 31.

Cercles agricoles :—Est-ce l'intention du gouvernement de permettre aux—d'employer toute ou partie de leur subvention officielle à l'achat de machines à extraire les pierres et les souches ? 181.

Compagnies d'assurance sur la vie :—Est-ce que toutes les—ont fourni au gouvernement des détails complets relativement à leur passif ? 90.

Compton :—Quelles sommes ont été accordées à la colonisation dans le comté de—depuis 1887 ? 182.

Cour Supérieure, etc. :—L'attention du gouvernement a-t-elle été appelée sur le fait que le tarif d'honoraires des protonotaires de la—ne seraient plus en rapport avec la procédure ? 31.

Elections provinciales :—Y a-t-il des dépôts faits par des candidats aux cours des—qui ont été confisqués ? 205

Enfants :—Combien y a-t-il d'—, dans la province de Québec, qui n'assistent pas à l'école pour cause de pauvreté ? 130.

Enfants qui ne fréquentent aucune école :—Combien y a-t-il dans cette Province d'— ? 66.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Godbout, Dr. :—Est-il vrai que le—a été nommé à une position permanente ? 50.

Goulet, M. :—A-t-il été démis de ses fonctions ? 50.

Grand Nord, Compagnie de chemin de fer du—L'honorable Commissaire des Travaux public et des chemins de fer a-t-il promis de faire rembourser aux corporations municipales de Sainte-Sophie et de New-Glasgow le montant des débentures souscrites par ces corporations à la— ? 181.

Greffiers de la paix :—Le gouvernement est-il informé que les—exigent un honoraire pour recevoir le serment d'allégeance ? 37

Grenon :—Le département des Terres, Forêts et Pêcheries a-t-il loué à un nommé—le lac Carré ? 272.

Hervey, Cyrille :—A-t-il collecté quelques sommes pour coupe de bois depuis le 1er juillet 1898 ? 106.

Institutrices :—Combien y a-t-il d'—dans la province dont le traitement n'atteint pas cent piastres par année ? 101.

Lachaine, L. de G. :—Le gouvernement est-il informé que des plaintes sérieuses ont été faites contre— ? 119.

Licences d'hôtels et de restaurants :—Combien a-t-il été payées au trésor provincial, de—, dans la cité de Québec, durant les années de 1900 et de 1901 ? 287.

Limites forestières :—Les — annoncées pour être vendues le 4 juin prochain, renferment-elles des terres propres à la colonisation ? 248.

Livre mentionné dans le discours du trône :—Est-il imprimé ? 56.

Municipalités scolaires :—Les secrétaires-trésoriers des — ont-ils fait le rapport semi-annuel au surintendant ? 161.

Nicole, Alphonse :—A-t-il remplacé M. Raymond Casgrain ? 66.

Parc des Laurentides :—Le gouvernement sait-il que vu l'étendue du —, la garde en est presque impossible ? 106.

Rameau :—Les lots Nos 9, 10, 22, 23, 29 et 30 du 2ème rang, 9, 10, 22, 23, 29 et 30 du 3ème rang et la moitié nord-ouest du lot No 2 du 2ème rang du township— sont-ils en vente en faveur des colons qui voudraient les acheter ? 181.

Robertson M. :—Une enquête a-t-elle été faite par l'inspecteur des bureaux d'enregistrement contre— ? 286.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Société d'agriculture No 2 du comté de Joliette :—Pour quelles raisons la —n'a-t-elle pas reçu d'octroi du gouvernement durant les exercices financiers expirant le 30 juin des années 1898, 1899 et 1900 ? 30.

Sociétés d'agriculture de Berthier, Richelieu, Verchères et Yamaska :—Combien a-t-il été payé à titre de subvention spéciale, chaque année, depuis 1895 à ce jour aux— ? 106.

Sociétés de bienfaisance :—Ordre a-t-il été donné aux inspecteurs des—, de s'assurer si les fonds provenant des contributions des membres ont été placés sur des propriétés immobilières ? 271.

Sociétés de colonisation :—Quelles sont les—qui sont subventionnées par le gouvernement ? 119.

Société d'industrie laitière :—Le gouvernement est-il informé si l'usage s'est établi, dans la—, de remplacer le président, à l'expiration de son terme, par le vice-président ? 118.

Ste-Lucie et Ste-Marguerite :—Le gouvernement a-t-il accordé certains argents de colonisation pour être dépensés dans les municipalités de— ? 181.

Tabac :—Le ministre de l'agriculture est-il au courant des démarches faites par les grands planteurs de—pour faire adopter une loi à l'effet d'obliger tous les planteurs de—à ne vendre leur tabac qu'aux manufacturiers ? 272.

Tables de billard :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'exempter les porteurs de licences d'hôtel de tempérance du paiement de la taxe imposée sur les— ? 248.

Terrains colonisables :—Est-ce l'intention du gouvernement de donner suite à la résolution passée par l'Assemblée législative le 20 mars 1900, concernant la concession gratuite de certains— ? 249.

Timbres judiciaires :—Y a-t-il un arrêté en conseil obligeant les greffiers des causes de recorder, etc., à faire rapport annuellement, des—cancellés ou effacés ? 287.

Trois-Rivières, Association agricole de—Quels montants le gouvernement a-t-il payés à l'—chaque année, depuis 1895 à ce jour ? 66.

LACHAINE, LOUIS DE G. :—Copie de documents comprenant les plaintes portées, l'enquête faite et les affidavits au soutien de ces plaintes, postérieures à l'enquête, sur l'administration du bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, par Louis de Gonzague Lachaine, registrateur conjoint de ce comté. Voir *Documents*, 38.

LAC ST-JEAN :—Voir *Documents*, 48.

“LAING PACKING & PROVISION CO.”:—Loi concernant la “Laing Packing and Provision Company,” Voir *Bills*, 65.

LAVAL. ECOLE NORMALE:—1 Copie de tous arrêtés-en-conseil au sujet de l'acquisition d'un terrain ou site pour l'Ecole Normale Laval, depuis la dernière session ; 2. Copie de tous contrats et de toutes correspondances à ce sujet ; 3. Copie d'un état indiquant les sommes dépensées, tant pour l'acquisition que pour dépenses de réparation, d'installation, d'agrandissement, etc. Voir *Documents*, 39.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES:—Comité spécial permanent de—, nommé, 7, 25. Voir *Comités*.

LEMIEUX, MARC AURÈLE:—Loi l'autorisant à faire partie du barreau, après examen. Voir *Bills*, 56.

LÉVIS, CIE DE CHEMIN DE FER ÉLECTRIQUE DE—:—Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de Lévis. Voir *Bills*, 116.

LICENCES:—Résolutions concernant les—, 237. Comité de la Chambre, 265, 2ème lecture, 266. Rapport 267. Voir *Bills*, 29.

LICENCES:—Loi amendant la loi des — de Québec. Voir *Bills*, 20.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours, à l'ouverture de la session, 4 ; jour fixé pour la prise en considération, 7 ; motion pour une adresse à Son Honneur, 11. Voir *Adresse*.
2. Adresse à Son Honneur le priant d'émettre son warrant pour \$8,565.18, p. 154 ; pour \$75,000 00, p. 154.
3. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 61, 67, 72, 100, 109, etc.
4. Son discours à la clôture de la session, 317.

Messages de Son Honneur :

5. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif,—à l'ouverture de la session, 2 ; à la clôture de la session, 312.
6. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 49.
7. Transmettant le rapport de l'imprimeur du Roi, 14.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—Suite.

8. Transmettant un rapport du Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil, 14.

9. Transmettant les estimés, 77.

10. Transmettant un rapport concernant la *Gazette Officielle*, 14.

11. Transmettant la nomination des membres de la Commission de l'économie interne de la Chambre, 14.

“ LIGNE COURTE ” :—Voir *Baie des Chaleurs*.

LOI ELECTORALE :—Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895. Voir *Bills*, 92.

LOTS DE GREVE :—Copie de la correspondance se rapportant à la concession de certains lots de grève, terrains et îles à Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, faites en 1897, à M. Andrew F. Gault, président de la “ Montreal Cotton Company,” ainsi que les ordres-en-conseil, contrats et tous autres documents s'y rapportant. Voir *Documents*, 30.

LUSSIER, C. F. :—Loi l'autorisant à pratiquer la médecine. Voir *Bills*, 144.

MAGOG :—Voir *Bills*, 135.

MARQUIS, J. A. :— :—Copie de tous documents au sujet des commissions de J. A. Marquis, de St-Jérôme de Matane, comme commissaire *per dedimus potestatem*, comme juge de paix, et comme percepteur du revenu, et de la révocation de ces commissions. Voir *Documents*, 41.

MARTIN, S. R. :—Loi l'autorisant à pratiquer la chirurgie-dentaire. Voir *Bills*, 64.

MATANE :—Voir *Documents*, 12.

MÉTABETCHOUAN :—Loi constituant en corporation “ La Compagnie de pulpe de—.” Voir *Bills*, 119.

MINES :—

1. Résolutions concernant les—, 245. Rapportées, lues et agréées, 246. Voir *Bills*, 18.

2. Loi amendant la loi des— de Québec. Voir *Bills*, 18.

3. Rapport du commissaire de la Colonisation et des—. Voir *Documents*, 18.

MINGAN :—Copie de tous arrêtés-en-conseil au sujet de la concession, vente ou abandon par la Couronne de tous ses droits et prétentions sur le territoire dit seigneurie de Mingan ; copie de tous contrats et de toute correspondance à ce sujet. Voir *Documents*, 42.

MITCHELL, W. G. :—Loi l'autorisant à faire partie du barreau. Voir *Bills*, 126.

MONTMAGNY :—Voir *Documents*, 58.

MONTMORENCIE. CIE DE TÉLÉPHONE DU COMTÉ DE :—Loi constituant en corporation la Compagnie de Téléphone du comté de Montmorency. Voir *Bills*, 72.

MONTREAL :—Loi amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulé : "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent. Voir *Bills*, -2,

"MONTREAL BUSINESS MEN'S LEAGUE" :—Loi constituant en corporation la "Montreal Business Men's League."—Voir *Bills*, 53.

MONTREAL, CLUB DE— :—Voir *Bills*, 34.

"MONTREAL COTTON Co :"—Voir *Bills*, 33.

"MONTREAL GAS COMPANY :"—Voir *Bills*, 129.

"MONTREAL LIGHT, HEAT AND POWER Co." :—Loi constituant en corporation la "Montreal Light, Heat and Power Company." Voir *Bills*, 142.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Ordre de la Chambre pour une liste des municipalités scolaires auxquelles l'octroi du gouvernement, pour les premiers six mois de la présente année scolaire a été refusé et les raisons de tels refus. Voir *Documents*, 44.

NICOLE, ALPHONSE :—Documents au sujet de la nomination de Alphonse Nicole, comme messenger des juges des districts ruraux, au palais de justice de Québec. Voir *Documents*, 45.

NICOLET :—Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis l'année 1892 inclusivement, au sujet de l'extension de juridiction de la Court de Circuit, de Nicolet, ou ayant trait à quelques changements à apporter dans l'organisation judiciaire de cette partie de la province. Voir *Documents*, 46.

Voir *Documents*, 50.

"NORTH SHORE POWER CO." :—Loi amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77, constituant en corporation la *North Shore Power Company*. Voir *Bills*, 117.

NOTRE DAME DE MISTASSINI :—Loi constituant en corporation le "Monastère de Notre-Dame de Mistassini." Voir *Bills*, 114.

NOTRE DAME DU BON CONSEIL :— Voir *Bills*, 50.

OFFICIERS PUBLICS :—Listes des cautionnements soumis par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 12 janvier 1900, jusqu'au 12 février 1901 inclusivement, tel que requis par l'article 658 des S. R. P. Q. Voir *Documents*, 47.

ORATEUR :—

1. Henri B. Rainville, écuyer, choisi comme orateur de l'Assemblée législative, *nemine contradicente*. 3.
2. Il se rend, avec la Chambre, auprès du Lieutenant-Gouverneur dans la salle du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 3. A la clôture de la session, 312.
3. Il fait rapport du discours du Trône, 4.
4. Communique à la Chambre divers rapports, 13, 14, 77, etc.

ORDRES PERMANENTS :—Comité spécial permanent des—, nommé, 7.24. Premier rapport, 35. Autres rapports, 39, 46, 53, 60, 73, 87, 96, 111, 127, 193.

ORDRES SESSIONNELS :—

1. Que la Chambre siège le samedi, 121.
2. Qu'il y ait deux séances par jour, 194.
3. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre. Voir *Documents*.
4. Que certaines règles soient suspendues, 34, 66, 120, 121, 125, 179, 193.
5. Qu'un bill soit réinscrit sur les ordres du jour, 164.

O'SULLIVAN :—Voir *Documents*, 48.

PAQUET, CIE— : —Loi constituant en corporation “ La Compagnie Paquet, limitée.” Voir *Bills*, 71.

PARC NATIONAL DES LAURENTIDES :—Un état indiquant les noms des personnes qui ont eu, depuis deux ans, des permis ou licences de pêche ou de chasse, dans le territoire du “ Parc National des Laurentides,” avec mention des sommes payées, dans chaque cas, et la durée de tels permis ou licences, etc. Voir *Documents*, 49.

PAROISSES :—Loi amendant la loi concernant l'érection et la division des paroisses. Voir *Bills*, 149.

PÊCHE, DROITS ET PERMIS DE— : —Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis le 1er juillet 1897, au sujet du droit de pêcher dans le fleuve St-Laurent, en ce qui regarde le territoire qui longe ce fleuve et qui est compris dans le comté de Nicolet ;

Etat indiquant, année par année, les noms des personnes qui ont reçu soit du gouvernement de Québec, soit du gouvernement d'Ottawa, des permis ou licences de pêche, la nature de ces permis, leur durée, et le prix,—le tout depuis le 1er juillet 1897 ;

Copie de chaque formule de permis ou licence émise par le département des Terres, Forêts et Pêcheries ou en vertu de ses instructions, avec aussi, copie de chaque formule de différente espèce de permis ou licence de pêche émise par le département de la Marine et des Pêcheries,—le tout pour la même période ;

Etat indiquant la somme totale reçue, année par année, depuis le 1er juillet 1897, pour loyer ou prix de ces permis ou licences, avec le chiffre des dépenses encourues chaque année pour les services des gardes pêche ou autrement ; —le tout pour la même période et pour la même région. Voir *Documents*, 50.

PÊCHE, PERMIS DE — : —Voir *Parc National des Laurentides*.

Pétitions :

De L. H. Hénault et autres, 11.

De Gabriel Bolduc et autres, 28.

De V. Filteau et autres, de St-Etienne, Lévis, 28.

De *The St. Lawrence Southern Railway Co*, 28.

De La Compagnie de pulpe des Laurentides, 27.

De Chs Blanchette et autres, 64.

Du Rév. M. Garon et autres, de St-Etienne de Lauzon, 69.

Du Rév. M. Lacerte et autres, de St-Prosper, 69.

Du Rév. M. Sirois et autres, Cap St-Ignace, 69.

Du Rév. M. Fraser et autres, de Ste-Anne de la Pocatière, 69.

Du Rév. M. Bernard et autres, de Ste-Catherine, 69.

PÉTITIONS :—*Suite.*

- De M. Guilmette et autres, de St-Gilbert, 69.
 De J. P. Guertin et autres, de St-Thuride, 69.
 De Z. Brochu et autres, de St-Anselme, 69.
 De F. Dion et autres, de St-Sylvestre, 69.
 De D. Garneau et autres, de St-Antoine de Tilly, 69.
 De J. O. St. Pierre et autres, de St-Aubert, 70.
 De J. Pelletier et autres, de Ste-Louise, 70.
 Du Rév. M. Pérusse et autres, de St-Fabien, 69.
 Du Rév. M. Moreau et autres, de Ste-Philomène, 69.
 Du Rév. M. Frenette et autres, de St-Jean Port Joli, 69.
 Du Rév. M. St. Germain et autres, de Ste-Marie, 70.
 Du Rév. M. Carufel et autres, de Ste-Angèle de Laval, 70.
 Du Rév. M. Raiche et autres, de Bécancourt, 70.
 Du Rév. M. Trahan et autres, de St-Sévère, 70.
 Du Rév. M. Janelle et autres, de St-Thècle, 70.
 Du Rév. M. Cloutier et autres, de St-Maurice, 70.
 Du Rév. M. Thiboutot et autres, de Crane Island, 70.
 Du Rév. M. Morin et autres, de N.-D. de Buckland, 70.
 Du Rév. M. Samson et autres, de St-Cajetan, 70.
 Du Rév. M. Bureau et autres, de St-Michel de Bellechasse, 70.
 Du Rév. M. Boulet et autres, de St-Lazare, 70.
 Du Rév. M. Audet et autres, de St-Fabien, 70.
 Du Rév. M. Lebel et autres, de St-Donat, 70.
 Du Rév. M. J. A. Leblanc et autres, de St-Gabriel, 70.
 Du Rév. M. Delay et autres, de St-Louis de Chambord, 70.
 Du Rév. M. Bilodeau et autres, de St-Thomas d'Aquin, 70.
 De Jos. Asselin et autres, de St-Charles de Bellechasse, 70.
 De O. Lachance et autres, de Beaumont, 70.
 De H. Boucher et autres, de St-Philémon, 70.
 De W. Simard et autres, de St-Gédéon, 70.
 De T. Butler et autres, de L'Anse du Cap, 116, demandant que le gouvernement aide à l'établissement d'abattoirs dans cette province.
 Du Rév. M. Paquin, de H. M. Molson, de C. O. Paradis et de la corporation de Sorel et autres, demandant la réouverture du "*South Eastern Railway*", 84, 103, 150.
 De E. Aubry, demandant à être détaché de la ville de St-Laurent, 103.
 Du Rév. E. A. Martel, de B.N. Fowell, T. Butler, Bridget, etc., s'opposant à l'érection de la municipalité de St-Stanislas de Kotska, 103, 126, 127.
 Du *Royal St-Laurence Yacht Club*, demandant un acte d'incorporation, 112.
 De C. S. Bouthillier, de York ; de G. Myles, de Pabos ; du Rév. C. P. L. Côté, de l'Anse du Cap ; de J. N. Bechervais, de Gaspé Sud ; du Dr Pidgeon, de N. Bélanger, de S. Auclair, de A. F. Carter, du Rév. E. J. Roy, de J. B. Bernatchez, de Chs. Philips, de A. Morin, du Rév. Sasseville, du Rév. M. Pérusse, du Rév. M. Landry, de A. Cavanagh, de T. Proulx, de F. V. Bertrand et autres, demandant qu'une charte soit accordée à la compagnie du chemin de fer "*Atlantique et Occidental Canadien*", 115, 202, 230, 242, 299, 300.

PÉTITIONS :—*Suite.*

De J. McCrory et autres, s'opposant à la demande d'incorporation de *The Laign Packing & Provision Company*, 127.

De *The Transit Insurance Co.*, 179.

De F. Deguise et autres, de St-Laurent, demandant que le Bill No 82 ne devienne pas loi, 179.

De H. Gatehouse et autres, de Montréal, s'opposant à la loi défendant la vente de la perdrix, 202.

De *The Quebec Provincial Temperance Union*, 242, 300.

PÉTITIONS :—re ABATTOIRS :—Question d'ordre soulevée au sujet de ces pétitions. M. l'Orateur ajourne sa décision, 71; décide la question d'ordre, 85.

PIDGEON, J. P. :—Loi autorisant James Peter Pidgeon à exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec. Voir *Bills*, 46.

POINTE-AU-PIC :—Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 46, relative au village de la Pointe-au-Pic, et augmentant ses pouvoirs. Voir *Bills*, 70.

POINTE ST CHARLES :—Loi constituant en corporation "The Point St. Charles Amateur Athletic Association." Voir *Bills*, 112.

PONTIAC :—Voir *Documents*, 52.

PONT DE QUÉBEC ET LÉVIS :—Copie de tous arrêtés-en-conseil autorisant le paiement d'aucune partie de subside voté pour venir en aide à la construction d'un pont entre Lévis et Québec. Copie de tous contrats et de toute correspondance au sujet du paiement de tel subside. Voir *Documents*, 51.

PONT SUR LA RIVIÈRE JÉSUS :—Copie de tous les ordres-en-conseil passés et de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toute autre personne, à propos de la reconstruction du pont sur la rivière Jésus, entre la ville de Terrebonne et la paroisse de St-François de Sales, dans le comté de Laval, et tout autre document s'y rapportant. Voir *Documents*, 57.

PONT YULE :—Document concernant le pont Yule, sur la rivière Richelieu, entre Chambly Canton et Richelieu. Voir *Documents*, 67.

PRATT, JOHN :—Loi concernant la succession de feu John Pratt. Voir *Bills*, 66.

PRISONS ET ASILES :—Trentième rapport des inspecteurs des prisons et asiles de la province de Québec pour l'année 1899. Voir *Documents*, 53.

PRIVILEGES ET ELECTIONS :—Comité spécial permanent des—, nommé, 7, 25. Rapport, 35.

PROCES PAR JURY : Voir *Documents*, 29.

PROCLAMATIONS :—du Lieutenant-Gouverneur, convoquant et prorogeant la Législature, V à XXII.

POUVOIRS D'EAU :—Copie de tous documents au sujet de la vente ou de la location des pouvoirs d'eau dans le comté de Pontiac, depuis le premier mars 1892 à juin 1897. Voir *Documents*, 52.

POUVOIRS D'EAU. VENTE ET EVALUATION DE :—Copie de tous arrêtés-en-conseil et de toutes décisions du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, autorisant la vente de pouvoirs d'eau depuis le 1er juillet 1897. Copie de tous rapports d'évaluations et de tous comptes pour frais de telles évaluations, avec mention des sommes payées jusqu'à présent pour tels frais. Copie de toute correspondance, au sujet de l'achat ou de la vente de ces pouvoirs d'eau, depuis la même date. Voir *Documents*, 65.

QUEBEC :—Voir *Documents*, 51.

QUEBEC CENTRAL. CHEMIN DE FER —:

1. Loi amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-Central. Voir *Bills*, 76.
2. Loi amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-Central. Voir *Bills* 77.

QUEBEC CITÉ DE—:—Loi amendant la charte de la cité de Québec. Voir *Bills*, 36.

QUEBEC ET BAIE JAMES :—Loi constituant en corporation : "La Compagnie du chemin de fer—Voir *Bills*, 74.

QUEBEC ET LAC ST-JEAN :—Loi amendant la loi 63 Victoria, chapitre 67, concernant la compagnie du chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean. Voir *Bills*, 61.

QUEBEC NORD, CIE DU CHEMIN DE FER—: —Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec Nord. Voir *Bills*, 127

Questions d'ordre :

Objection est faite que certaines pétitions demandant de l'aide pour l'établissement d'abattoirs ne peuvent être reçues, parce qu'elles ne sont pas accompagnées de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur. M. l'Orateur décide que ces pétitions ne peuvent être reçues, 85.

L'hon. M. Pelletier s'objecte à la 3ème lecture du bill No. 142, maintenant, attendu que la règle 43 décrète qu'un bill ne peut subir plus d'une phase par jour. M. l'Orateur décide que la règle 43 ne s'applique pas au cas actuel, 158.

L'hon. M. Pelletier s'objecte à la motion à l'effet de substituer un député à un autre comme promoteur d'un bill, attendu que le promoteur est absent, que son autorisation n'a pas été obtenue, etc., etc. Motion retirée, 221.

L'hon. M. Pelletier soulève l'objection que la Chambre ne peut pas continuer plus longtemps à considérer les bills privés, l'heure réservée à cette fin étant expirée. M. l'Orateur décide que la Chambre ayant ordonné deux séances distinctes, la règle 19 ne s'applique pas dans le cas actuel, 236.

L'hon. M. Leblanc s'objecte à la 2ème lecture du bill No 13, attendu que ce n'est pas un bill public et qu'il ne devrait pas être traité comme tel. M. l'Orateur décide que c'est un bill public, 247.

L'hon. M. Pelletier s'objecte à la 2ème lecture du bill No 13, en prétendant que le mode de construction et de paiement d'un palais de justice, tel que proposé par ce bill est contraire à la loi et que les résolutions d'usage n'ont pas été soumises, etc. M. l'Orateur décide que ce bill est d'intérêt public et a été précédé de résolutions, 249.

L'honorable M. Parent s'objecte à la motion pour remise d'honoraire, attendu qu'avis n'en a pas été donné. M. l'Orateur maintient la question d'ordre, 309.

RAMEAU, TOWNSHIP :—Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis 3 ans, au sujet de la révocation ou de la vente de nouveau, ou de la suspension de la vente de tous ou d'aucun des lots suivants, dans le township Rameau : 9, 10, 22, 23, 29 et 30, dans le deuxième rang, et 9, 10, 22, 23, 29 et 30 dans le troisième rang, et la moitié N.-O. du No 2, dans le deuxième rang. Voir *Documents*, 54.

RECETTES ET PAIEMENTS :—Etat des différentes recettes et paiements de toutes sources de la province de Québec depuis le premier juillet dernier (1900) jusqu'à date. Voir *Documents*, 55.

RÉGISTRATEURS :—

1. Résolutions concernant les—et l'organisation des bureaux d'enregistrement, 72 ; comité général, rapportées et agréées, 83. Voir *Bills* 4.
2. Loi modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement. Voir *Bills*, 4.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :

1. Règles suspendues pour ce qui concerne l'honoraire additionnel pour la présentation de pétitions, 31.
2. Règle 49, suspendue, 66, 179.
3. Paragraphe 5, de la règle, 57, suspendu, 120, 121, 125.
4. Règle 51, suspendue, 193.
5. Règles suspendues pour ce qui concerne l'honoraire additionnel sur un bill, 308.
6. Motion pour amender la règle 58, 284.

RENAUD, J. B. :—Loi amendant la loi 47 Victoria, chapitre 91, intitulé : " Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud " et la loi qui l'amende. Voir *Bills*, 60.

RICHMOND :—Loi amendant et refondant la charte de la ville de Richmond. Voir *Bills*, 49.

" RISTIGOUCHE BOOM CO." :—Loi autorisant la " Ristigouche Boom Company " à construire et exploiter des estacades et des jetées dans la province de Québec. Voir *Bills*, 75.

RIVIÈRE DES HURONS :—Correspondance et autres documents concernant le creusage de la rivière des Hurons, dans les comtés de Rouville et St-Hyacinthe. Voir *Documents*, 56.

ROBERTSON :—Copie des documents concernant l'enquête tenue contre M. Robertson, registrateur du comté de Montmagny, dans le cours de l'été 1900. Voir *Documents*, 58.

ROUVILLE, COMTÉ DE— : —Voir *Documents*, 56.

-
- ST-ETIENNE DE LAUZON** :—Loi amendant la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de St-Etienne de Lauzon, dans le comté de Lévis. Voir *Bills*, 120.
- ST-HYACINTHE, COMTÉ DE** :—Voir *Documents*, 56.
- ST-LOUIS** :—Loi amendant la charte de la ville de— : Voir *Bills*, 134.
- ST-PAUL DE MONTRÉAL** :—Loi amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de St-Paul de Montréal. Voir *Bills*, 58.
- ST-STANISLAS DE KOTSKA** :—Loi érigeant la municipalité de St-Stanislas de Kotska. Voir *Bills*, 42.
- STE-CATHERINE DE HATLEY** : Voir *Bills*, 48.
- STE-CUNÉGONDE** :—Loi concernant l'Instruction Publique dans la municipalité scolaire de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal. Voir *Bills*, 125.
- STE-FAMILLE** :—Loi érigeant en corporation : “ Les Petites Sœurs de la—” Voir *Bills*, 37.
- SALABERRY DE VALLEYFIELD** :—Loi autorisant et ratifiant le règlement No 162, de la ville de Salaberry de Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la compagnie dite *The Montreal Cotton Company*. Voir *Bills*, 33.
- SCOTT JAMES** :—Loi changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott. Voir *Bills*, 67.
- SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE** :—Rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec pour l'exercice du 1er juillet 1899 au 30 juin 1900. Voir *Documents*, 60.
- SERMENT D'ALLÉGEANCE** :—Voir *Bills*, 98, 161.
- SERMENT D'OFFICE** :—Voir *Bills*, 1.
- SESSION** :—Travaux de la session, 310.
- SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES** :—Loi concernant les—. Voir *Bills*, 96.
- SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUEL** :—Loi concernant les—. Voir *Bills*, 21.
- SŒURS DE LA CHARITÉ** :—Résolution concernant un contrat passé entre le gouvernement, la “ Standard ” et les—. Voir *Bills*, 9.

"STANDARD ASSURANCE Co":—Loi amendant la loi relative au contrat passé entre le gouvernement, la *Standard Assurance Company*, et les Sœurs de la Charité de Québec. Voir *Bills*, 9.

STATISTIQUES MUNICIPALES:—Statistiques municipales ou rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1899. Voir *Documents*, 62.

STATUTS REVISÉS :

Loi amendant les articles 1191*b* et 1191*d* des—. (L'hon. M. Langelier). Voir *Bills*, 99.

Loi amendant l'article 3435 des—. *re* fabriques—(M. de Grosbois.) Voir *Bills*, 106.

Loi amendant le ch. 2ème du titre 6ième des—. (M. Béland) Voir *Bills*, 29.

Loi amendant l'article 3560*a* des—. (L'hon. M. Duffy.) Voir *Bills* C.

Loi amendant l'article 5290 des—, concernant les compagnies d'assurance mutuelle (M. Watts). Voir *Bills* 89.

"STRACHAN CO. THE WILLIAM": —Loi constituant en corporation "The William Strachan Company". Voir *Bills*, 41.

Subsides :

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1901, renvoyés au comité des subsides, 77. Voir *Document No 1*.
2. Estimés pour l'année finissant le 30 juin 1902, renvoyés au comité des subsides, 77. Voir *Document No 1*.
3. La Chambre devant se former en comité des subsides, 12.
4. La Chambre en comité, 82, 98, 153, 166, 186, 273.
5. Résolutions rapportées, 82, 98, 153, 172.
6. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1900 et le 30 juin 1901 et pour d'autres fins du service public. Voir *Bills*, 2.

SUBVENTIONS MUNICIPALES:—Loi concernant les subventions municipales. Voir *Bills*, 86.

TERREBONNE :—

1. Etat des affaires de la Cie des chemins à barrières de—. (*Document de la session No 23*), 59.
2. Voir *Documents*, 38.

TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES :—

1. Rapport du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries de la province de Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1900. Voir *Documents*, 63.
2. Etat détaillé, par chapitre différents de recettes, de l'item : Terres, Forêts et Pêcheries, \$617,937.20 mentionné dans l'état des recettes et paiements, soumis à cette Chambre, pour la période depuis le 1er juillet 1900 au 25 février 1901. Voir *Documents*, 64.
3. Voir *Documents*, 65.

TOWER, A. B. :—Voir *Bills*, 140.

TRAVAUX PUBLICS :—Rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1900. Voir *Documents*, 66.

TRIBUNAUX DANS GASPÉ :—Voir *Bills*, 109.

TROIS-RIVIÈRES :—Loi revisant et refondant la charte de la cité de.— Voir *Bills*, 181.

UNION, CIE DE CHEMIN DE FER :—Loi constituant en corporation "La Compagnie du chemin de fer Union." Voir *Bills*, 128.

VALLEYFIELD. Voir *Documents*, 30 et *Bills*, 33.

VALOIS, SIMON :—Loi dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois. Voir *Bills*, 44.

VÉRONNEAU, MOÏSE :—Voir *Bills*, 38.

VIAU, CHS T. :—Loi concernant la succession de feu—Voir *Bills*, 55.

WARDEN KING & SON :—Loi constituant en corporation *Warden King & Son, Limited*. Voir *Bills*, 136.

WOLFE MEGANTIC ET LOTBINIERE :—Loi constituant en corporation " La compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière." Voir *Bills*, 78.

WRIGHT :—Loi concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright. Voir *Bills*, 11.

YAMASKA :—Loi amendant les lois qui régissent la Commune de la Seigneurie d'Yamaska. Voir *Bills*, 43.